

Manche de-Bretagne
jeudi 21 novembre

Jeux de l'Asie



Le Monde

Un incontournable
d'André Malraux
Un essai de 20 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16120 - 7 F

SAMEDI 23 NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Retraites : une révolution pour 14 millions de salariés

L'Assemblée crée des fonds de pension

LES DÉPUTÉS ont adopté en première lecture, vendredi 22 novembre, la proposition de loi UDF créant des « plans d'épargne-retraite » pour les quatorze millions de salariés du secteur privé.

Ce dispositif de retraite par capitalisation, facultatif, viendra compléter le système français, qui compte deux « étages », obligatoires et gérés selon la technique de la répartition : la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, qui verse une pension de base ; les régimes complémentaires de l'Ancro (ensemble des salariés) et de l'Agirc (cadres).

Cette réforme, qui doit beaucoup à Jean-Pierre Thomas, député (UDF-PR) des Vosges, a été élaborée en concertation avec le ministère de l'économie et des finances, qui a néanmoins limité les avantages fiscaux octroyés aux futurs souscripteurs.

Les « plans d'épargne-retraite », qui devront être institués dans le cadre d'un accord au sein d'une entreprise, d'un groupe d'entreprises ou d'une branche professionnelle, donneront droit à une rente viagère au moment du départ à la retraite, avec une possi-

bilité de sortie « en capital » limitée à 20 % des sommes et des droits acquis.

Pour le RPR et l'UDF, ce projet est « au confluent des attentes de nos concitoyens et des besoins de nos entreprises ». La gauche, au contraire, dénonce une réforme « injuste », qui ouvre, selon elle, la voie « à un système de retraite à deux vitesses » favorisant ceux qui peuvent épargner et qui, à ce titre, bénéficieront d'avantages fiscaux.

Après six ans de débats et de polémiques, cette réforme devrait entrer en vigueur début 1997. Elle représente une victoire pour les assureurs. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), avait été l'un des principaux partisans de cette révolution.

Les milieux financiers en espèrent un développement de l'épargne profitant à la Bourse de Paris. Ils donnent en exemple les fonds de pension anglo-saxons qui investissent des sommes très importantes dans les entreprises, jouant un rôle capital sur les marchés boursiers.

Les routiers durcissent leur grève et bloquent des dépôts de carburant

Salaires et durée du travail sont au cœur de leurs revendications

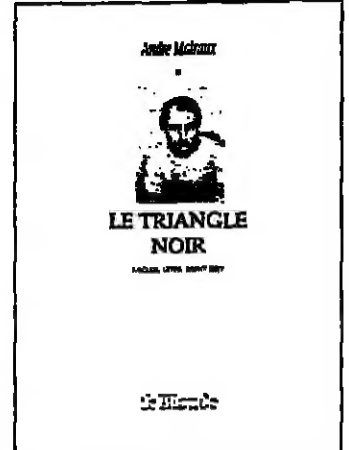
FAUTE d'un accord entre les chauffeurs routiers et les patrons transporteurs, le mouvement de grève des salariés conducteurs de poids lourds s'est amplifié vendredi matin 22 novembre. Les routiers s'efforcent de bloquer d'importants dépôts de carburant et d'empêcher ainsi l'approvi-

sionnement des pompes à essence. Vendredi, ils ont interdit, dans les Bouches-du-Rhône, l'accès aux complexes pétrochimiques de Martigues-Lavéra, de Berre et de Fos-sur-Mer, ainsi que, dans les Pyrénées-Atlantiques, au dépôt pétrolier d'Elf Aquitaine à Lacq.

Des barrages filtrants continuaient d'entraver la circulation dans les Bouches-du-Rhône, sur plusieurs grands axes de la région Rhône-Alpes, notamment les autoroutes A6 et A7, sur l'autoroute A1 entre Lille et Paris, au nord de Bordeaux, à la frontière allemande à Strasbourg. Les reportages de nos correspondants à Strasbourg et Caen montrent la détermination des salariés. « Nous pouvons devenir des gens rugueux », disent-ils.

Si les négociations entre les syndicats de chauffeurs et ceux des patrons n'aboutissaient pas rapidement, le mouvement menacerait de gagner la région parisienne et la capitale pendant le week-end.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les discussions ont échoué sur les rémunérations - notamment le paiement à 100 % des heures travaillées hors temps de conduite - et la durée du travail. En revanche, les partenaires se rejoignent pour demander l'aide de l'Etat afin de financer la retraite à 55 ans. Les négociations devaient reprendre vendredi en fin de journée.



Les passions d'André Malraux

LE MONDE propose aujourd'hui un document exceptionnel, publié grâce à l'aimable autorisation de Florence Malraux et des éditions Gallimard : *Le Triangle noir*, essai dans lequel André Malraux avait réuni des textes consacrés à l'écrivain Choderlos de Laclos, au peintre Goya et au révolutionnaire Saint-Just. Nous publions d'autre part l'hommage critique de l'écrivain et philosophe Régis Debray au « *pendant magnifique* » et les points de vue de Pascal Le Brun-Cordier et de Morgan Sports. André Fontaine analyse les relations complexes des Français et de leurs « grands hommes ».

■ Un Paris anti-auto

Jean Tiberi propose une série de mesures pour réduire le nombre des automobiles dans Paris. p. 13

■ La CNIL menacée

Un rapport demandé par M. Toubon suggère de réduire les pouvoirs de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). p. 9

■ Cannes et ses machines à sous

Le directeur d'un casino cannois est soupçonné d'avoir remis environ 1,5 million de francs à Michel Mouillot, maire de Cannes. p. 34

■ Alain le Mal-Aimé

Le premier ministre commence à s'attirer les critiques de ses ministres sur sa méthode. Cela n'empêche pas l'hommage à son opiniâtreté. p. 14

■ L'ANPE innove

L'ANPE va aider au recrutement de 1 400 salariés dans le Sud-Est en recourant à un processus de recrutement original basé sur le savoir-faire des intéressés. p. 18

■ Une autre Rive gauche

Saint-Germain-des-Près, quartier symbole du Paris intellectuel, attire de plus en plus les commerces de luxe, les grands couturiers et les bijoutiers. p. 28

Les oubliés de Salloum, entre Egypte et Libye

POUR LEUR MALHEUR, ils ne sont « que » deux cent cinquante, deux cent cinquante Palestiniens oubliés à la frontière entre la Libye et l'Egypte, près de la ville de Salloum. Chassés de Libye en septembre 1995 pour raison économique, ils se sont heurtés aux autorités égyptiennes qui leur ont refusé l'accès à leur territoire, faute de laissez-passer. Installés dans des tentes de fortune quasiment hors d'usage, ils attendent la fin de leur calvaire dans des conditions plus que précaires. Privés de toutes ressources, ils s'efforcent de subsister avec les maigres recettes que leur procurent de petits trafics entre l'Egypte et la Libye.

« Heureusement qu'ils comptent parmi eux un médecin, sinon ce serait encore pire », assure Eric Stobbaerts, responsable régional de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), et qui visite régulièrement ce coin de désert abandonné aux

serpents et aux scorpions, glacial pendant les nuits d'hiver et brûlant l'été. Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) et MSF se sont répartis tacitement les rôles : le HCR s'efforce de faire sauter le verrou politique de ce dossier, pendant que MSF pourvoit aux besoins essentiels des exilés. « Deux réfugiés ou moins, victimes de problèmes cardiaques et de diabète, devraient être évacués, sans parler de vingt autres malades chroniques ou des femmes enceintes », énumère le responsable de MSF, qui a effectué sa dernière mission à la mi-novembre.

Exaspérés, les Palestiniens ont tenté de bloquer à plusieurs reprises la route qui relie la Libye à l'Egypte et à laquelle l'embargo aérien décrété par les Nations unies contre la Jamahiriya depuis 1992 confère une importance vitale. Par dérisoire, ils ont édifié également leur « ambassade », une cabane

en bois hérissée d'un drapeau palestinien, à cheval sur la ligne de démarcation entre les deux pays, et où ils tiennent à recevoir leurs rares visiteurs.

Le piège qui s'est refermé sur ces exilés malgré eux est exemplaire. Bloqués par les autorités égyptiennes qui refusent un transit en Egypte qui leur permettrait de gagner le territoire palestinien autonome de Gaza, les réfugiés ne veulent plus rentrer en Libye. Depuis leur internement dans ce camp fantomatique, leurs prises de position et leurs dénonciations des atteintes aux droits de l'homme commises par le régime du colonel Kadhafi les ont placés dans le collimateur de sa police. Cette dernière ne se prive d'ailleurs pas, selon MSF, d'interpellier à l'occasion des réfugiés et de les retenir plusieurs jours durant.

Gilles Paris

Grandes manœuvres autour du franc fort

DEUX LECTURES de la déclaration fracassante de Valéry Giscard d'Estaing préconisant une dévaluation du franc sont possibles. La première, économique, permet de comprendre les hypocrisies qui affectent le débat monétaire en France. La seconde, politique, éclaire les grandes manœuvres qui s'amplifient, sur fond d'éventuel remaniement gouvernemental.

La prise de position de l'ancien chef de l'Etat éclaire en effet l'un des paradoxes du débat économique français. En apparence, un constat, au moins, faisait jusqu'à présent l'unanimité : le dollar est notoirement sous-évalué et la France devra tout mettre en œuvre, au cours de la marche vers la monnaie unique, pour convaincre ses partenaires européens de corriger cet état de fait, afin que la reprise économique puisse se confirmer.

A gauche comme à droite, dans le camp des partisans de Maastricht comme dans celui de ses détracteurs, les points de vue divergent donc sur le franc fort, mais pas sur l'euro, qui, de l'avis de tous, ne devait pas entraver l'actuel rapport de force monétaire.

Ainsi a-t-on vu récemment le Parti socialiste rejeter la proposi-

tion d'Henri Emmanuelli visant à décrocher le franc du mark. Mais, dans le même temps, Laurent Fabius a pu prendre position pour un euro faible (reposant sur une parité de un euro pour un dollar), sans que quiconque y voie quoi que ce soit à redire. A l'autre bord de l'échiquier politique, le ministre de l'économie et des finances Jean Arthuis ne dit pas autre chose quand il répète à l'envi que « le dollar dispose d'une marge d'appréciation ».

Mais, jusque-là, nul n'avait vraiment voulu préciser, en tout cas dans le camp des « orthodoxes », comment le bras de fer avec les Etats-Unis pourrait être engagé. La raison en est simple : les autorités allemandes - politiques et monétaires - sont tout à fait opposées à ce qu'un euro faible succède à un mark fort. M. Arthuis le sait bien, qui suscita naguère un bel émoi en Allemagne en suggérant que l'euro pourrait être un instrument de la bataille commerciale contre les Américains. Se rendant compte qu'il en avait trop dit, il dut aussitôt assurer qu'on l'avait mal compris.

Laurent Mauduit
Lire la suite page 15
et nos informations page 7

Turquie : mafia et politique

LE PREMIER ministre turc, Turgut Özal, qui avait fait de la lutte contre la corruption un élément clé de sa campagne électorale, observe un étrange silence sur un scandale qui révèle des connexions entre les milieux politiques et la mafia. A l'origine de l'affaire : un accident de voiture dans lequel un ancien activiste d'une organisation d'extrême droite, un trafiquant de drogue connu et un ancien chef de la police d'Istanbul ont trouvé la mort. Seul un député a survécu à la collision. Tous étaient partisans d'une politique inflexible à l'encontre des séparatistes kurdes.

Lire page 2

Le nouveau visage des Springboks



GARY TEICHMANN

LES RUGBYMEN sud-africains commencent, samedi, une tournée en France avec leur nouveau capitaine, Gary Teichmann. Les Springboks arrivent au moment où paraît en Nouvelle-Zélande un livre dans lequel l'ancien entraîneur des All Blacks affirme que son équipe a été droguée avant la finale de la Coupe du monde, remportée en 1995 par les Boks.

Lire page 23

International	2	Annuaire des classes	24
France	6	Jeu	26
Société	9	Agenda	27
Carrel	12	Abonnements	27
Régions	13	Météorologie	27
Horizons	14	Culture	28
Entreprises	18	Guide culturel	31
Finances/marchés	21	Communication	32
Aujourd'hui	23	Radio-Télévision	33

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 45 Ptas; France, 2,25 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 L; Pays-Bas, 40 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 10 £; Suisse, 2,50 F; Tunisie, 10 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-1123-7,00 F

Cartier

150 ANS D'HISTOIRE ET BEAUCOUP D'AMOUR

13, rue de la Paix - Paris 2^e - 01 42 18 53 70
51, rue François 1^{er} - Paris 8^e - 01 53 93 95 20

TURQUIE Un récent accident de la route a mis en lumière une vaste affaire de corruption et d'infiltration de l'appareil de l'Etat par des éléments d'extrême droite. Le point

commun entre les personnes impliquées dans la collision – un chef de la police, un homme recherché par Interpol pour trafic de drogue et un député – était leur position inflexible

sur la question kurde. ● LE PREMIER MINISTRE, Necmettin Erbakan (Islamiste), qui avait axé sa campagne électorale sur la lutte anti-corruption, a gardé jusqu'à présent un si-

lence étonnante sur cette affaire, sans doute pour ménager ses partenaires du Parti de la juste voie. ● AMNESTY INTERNATIONAL dénonce dans un rapport, publié le 20 novembre, les

tortures dont sont victimes de plus en plus souvent les enfants en Turquie, bien que ce pays ait ratifié en 1995 la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Les scandales de corruption déstabilisent l'Etat turc

Le premier ministre turc reste silencieux sur le récent accident de la route qui avait révélé des liens occultes entre certains cercles politiques et des milieux mafieux

ISTANBUL

Une affaire de corruption aux ramifications étendues – au cœur même de l'appareil de l'Etat et du monde politique – domine l'actualité en Turquie depuis un accident de voiture mortel qui a révélé, le 3 novembre dernier, la collusion entre un chef de police, un fugitif recherché pour trafic de drogue et soupçonné de meurtre et un parlementaire d'origine kurde, Sedat Bucak. Le dirigeant social-démocrate Deniz Baykal parle d'« une pieuvre dont il faut trouver la tête ».

Malgré l'ampleur du scandale, le premier ministre, Necmettin Erbakan, dont le Parti de la prospérité (RP islamiste) avait pourtant fait de la lutte anti-corruption un élément crucial de sa campagne électorale, a jusqu'à présent gardé un étonnant silence sur cette affaire, vraisemblablement pour éviter de troubler l'équilibre fragile au sein de la coalition. Son partenaire, le Parti de la juste voie (DYP), est en effet directement impliqué, puisque le seul survivant de la col-

lision est son député Sedat Bucak, qui est également un chef de tribu kurde pro-gouvernemental. L'affaire a déjà coûté son poste au ministre de l'intérieur et ancien chef de la police, Mehmet Agar (du DYP lui aussi) mais l'opinion publique turque ne semble pas se contenter des explications faciles et des démentis qui lui sont offerts.

Le RP a donc fait de son mieux pour rester neutre. A son arrivée au pouvoir, de nombreux Turcs craignaient le radicalisme du Parti de la prospérité; en l'occurrence, c'est son conformisme qui est aujourd'hui mis en cause. Loin de renverser l'ordre établi, Necmettin Erbakan cherche à y faire sa place, préférant étouffer l'affaire, tout comme, pour le prix d'une alliance avec Tansu Ciller (ministre des affaires étrangères), il a accepté de faire silence sur les accusations de corruption qu'il avait lui-même lancées contre elle lorsqu'il était dans l'opposition.

Au niveau de l'économie, où une dose de réformisme serait nécessaire pour redresser les finances de

l'Etat, le premier ministre a également poursuivi la politique de ses prédécesseurs – celle de l'inaction et du populisme – plutôt que de s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui font obstacle au développement du pays.

LA PRESSE MÈNE L'ENQUÊTE

Face à ces difficultés, le gouvernement a choisi de s'en prendre à la presse, qu'il tient pour responsable de ses échecs. Il veut introduire de nouvelles lois pour, affirme-t-il, protéger l'individu contre les déclarations mensongères des médias. La plupart des journalistes turcs respectent admettent la nécessité d'une forme d'auto-censure au sein de la presse, qui trop souvent privilégie le sensationnel au détriment des faits. Mais le moment est particulièrement mal choisi pour suggérer de nouvelles mesures, qui seront débattues à l'Assemblée nationale, mardi 26 novembre. S'il est vrai que les médias ont dès leur arrivée au pouvoir pris les islamistes en grippe et se comportent

parfois plus comme un groupe d'opposition que comme des observateurs neutres, il n'empêche que c'est la presse qui, actuellement, mène activement l'enquête sur l'accident de voiture à Susurluk. Chaque jour, de nouvelles chutes, de nouvelles accusations surgissent.

Bien que non confirmées, elles se recroisent pour peindre un tableau d'abus de pouvoir et d'infiltration de l'appareil de sécurité par des éléments d'extrême droite, sur fond de trafic de drogue et de maisons de jeu. La présence d'un nombre important d'armes, de silencieux et de « matières explosives » dans le véhicule conduit par le chef de police, Hüseyin Kocadag, tué dans l'accident, a justifié le transfert du dossier à la Cour de sûreté de l'Etat à Istanbul. Sur la base d'accusations publiées dans les médias, le procureur a interrogé six membres de l'armée privée comptant au moins 10 000 hommes de Sedat Bucak, qui pourraient être impliqués dans l'assassinat, en juillet, du « roi des cast-

nos », Lütfi Ömer Topal. Sedat Bucak, que ses docteurs avaient déclaré amnésique après l'accident, a retrouvé la mémoire pour refuser les accusations portées contre lui et ses hommes, et saluer le souvenir de Abdullah Câtî, l'ex-ministre d'extrême droite, recherché pendant des années par Interpol et tué dans la collision. « Je l'ai toujours aimé comme un grand frère », a-t-il affirmé: « C'était un homme qui avait le plus grand respect pour l'Etat et pour son pays ».

Le point commun entre toutes les personnes impliquées dans l'accident est leur position inflexible sur le problème kurde. Hüseyin Kocadag avait été chef de la police à Diyarbakir, dans le Sud-Est anatolien; la tribu – et l'armée – de Sedat Bucak mène la lutte contre le PKK aux côtés des forces gouvernementales et Mehmet Agar, l'ex-ministre, est connu comme un faucon sur la question kurde. « Nous avons lancé un millier d'opérations secrètes », a-t-il déclaré après avoir été forcé de démissionner: « Maintenant, plus personne

ne prendra de risque pour l'Etat. » Ces remarques prennent une résonance particulière lorsque l'on se souvient que des centaines de nationalistes kurdes ont été abattus au cours des dernières années, sans que les criminels aient été arrêtés.

Certains commentateurs n'hésitent pas à faire le lien. « Pour suivre la guerre sert les intérêts de beaucoup de gens. J'avais toujours refusé d'accepter cet argument, qui me paraissait une théorie du complot exagérée. Mais il est devenu évident que c'est la réalité », affirme récemment Mehmet Ali Birand dans le quotidien Sabah, terminant cependant son éditorial sur une note d'optimisme, un avertissement aux politiciens et aux extrémistes, de tous bords. « Ceux qui sont en faveur de la démocratie sont en train de gagner. De ce point de vue, la Turquie traverse une période trouble. Mais lorsqu'elle sera terminée, des têtes vont tomber. »

Nicole Pope

Selon un rapport d'Amnesty International, « de plus en plus » d'enfants sont soumis à la torture

LES ENFANTS turcs sont « de plus en plus » soumis à la torture lorsqu'ils tombent aux mains de la police. C'est le constat établi par un rapport d'Amnesty International (AI), publié mercredi 20 novembre, dans le cadre d'une campagne dénonçant les atteintes aux droits fondamentaux en Turquie. « Des enfants aussi jeunes que douze ans, parfois détenus sur la présomption d'avoir commis des délits très mineurs, sont soumis à une cruauté abominable », affirme le rapport, qui décrit de nombreux cas, survenus au cours des quatre dernières années.

Soupçonnée d'avoir volé du pain, Döme Talun, douze ans, a été détenue et torturée pendant cinq jours au siège de la police d'Ankara, en janvier 1995. « Le soir, ils m'ont bandé les yeux, ils m'ont ligotée puis ils ont attaché un fil à mes doigts (...) L'un [des policiers] a mis le générateur en marche, ils m'ont aussitôt administré des décharges sur le visage », a-t-elle raconté. La famille de la fillette a porté plainte, mais le procureur n'a pas engagé de poursuites.

Le rapport d'Amnesty souligne



que les enfants sont « devenus la cible des deux camps » dans le conflit opposant depuis douze ans les forces gouvernementales turques aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Une adolescente vivant

dans une province placée sous état d'urgence a décrit aux enquêteurs de l'organisation humanitaire les sévices sexuels que lui ont fait subir, vingt jours durant, des policiers: « Ils m'ont administré des décharges électriques dans

le vagin. Ils m'ont piqué le ventre et les seins avec un crayon. Ils ne cessaient de m'accuser de « coucher avec des terroristes » ».

Amnesty International relève des cas de « disparitions » d'enfants après leur mise en garde à vue, soulignant que de nombreux mineurs sont détenus aux termes de la loi antiterroriste. Sevgi Kaya, quinze ans, arrêtée en février 1996, à Istanbul, a été accusée d'appartenance à une « organisation interdite ». Détenu au secret, elle a été torturée pendant douze jours. Les policiers l'ont battue puis déshabillée. « Ils m'ont attaché les mains avec une corde reliée à une poutre. Ils m'ont hissée par les bras et tandis que j'étais suspendue à cette poutre (...) ils m'ont menacé de mort ».

REACTION VIOLENTE D'ANKARA

Serif Burgaz, un adolescent kurde âgé de treize ans, a été arrêté, le 7 mai 1996, avec son frère aîné, alors qu'il travaillait sur un chantier de construction dans la station touristique d'Alanya, sur la côte méditerranéenne. Il a été battu et torturé à l'électricité. « Ma joue droite était enflée,

j'avais un énorme hématome à la cuisse et des contusions sur le crâne (...). Ils m'ont présenté deux fois à un médecin, mais celui-ci n'a pas relevé la présence de lésions », relate l'adolescent.

Selon Amnesty, « cette longue

liste de violations montre toute l'hypocrisie d'un gouvernement » qui a ratifié, en 1995, la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, « mais qui s'est gardé de prendre la moindre mesure pour mettre un terme à la violence ». Les

autorités d'Ankara ont vivement réagi mercredi en dénonçant la « campagne de diffamation » contre la Turquie, et en qualifiant les allégations d'AI d'« injustes et partiales ». Le chef de la diplomatie turque, Tansu Ciller, s'est élevé

L'écrivain Yachar Kemal va vivre en Suède

L'écrivain turc d'origine kurde, Yachar Kemal, a obtenu un permis de séjour temporaire de six mois en Suède, a indiqué jeudi 21 novembre un responsable du PEN-Club, citant l'épouse de l'auteur, « parce qu'il se sentait menacé » en Turquie. La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul l'avait condamné le 7 mars à vingt mois d'emprisonnement avec sursis pour un article s'élevant contre la répression à l'égard de la minorité kurde.

Yachar Kemal est arrivé en Suède à la fin de la semaine dernière. Considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, l'auteur de *Memed le Mince* n'a pas encore décidé s'il allait demander ou non l'asile politique. Yachar Kemal « se trouve temporairement en Suède », a déclaré à Ankara son avocat, cité par l'agence de presse turque Anatolie.

contre les organisations « biaisées et politiquement motivées » qui « exagèrent des incidents isolés, pouvant avoir lieu dans n'importe quel pays ».

N. N.

Les six pays riverains de la mer Noire s'unissent contre la pollution

ISTANBUL

La mer Noire est malade, la mer Noire est en danger, asphyxiée par la pollution. Mais tout espoir de la sauver n'est pas encore perdu. Les ministres de l'environnement de six pays riverains – la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, la Russie, la Turquie et l'Ukraine – réunis dernièrement à Istanbul, ont adopté un « Plan d'action stratégique pour la mer Noire » ambitieux qui détaille les remèdes de choc qui peuvent la mener à la guérison.

« C'est un pas en avant remarquable », affirme avec enthousiasme le Dr Laurence D. Mee, qui dirige le Programme pour l'environnement de la mer Noire (BSEP), financé collectivement par le Global Environmental Facility, le Programme des Nations unies pour le développement, le Programme des Nations unies pour l'environnement, ainsi que par l'Union européenne et plusieurs gouvernements. « Les six pays ont mis sur pied un plan qui implique pour chacun d'entre eux des changements profonds, au niveau de la législation nationale, de la mentalité, de la politique. » Leur engagement est d'autant plus impressionnant, explique le Dr Mee, que jusqu'à la période de perestroïka, la pollution et l'environnement n'étaient jamais discutés dans la

plupart de ces pays. En quelques années, les gouvernements de la région sont passés de la prise de conscience à l'action.

Avec pour seule ouverture vers l'extérieur le goulet étroit du Bosphore, la mer Noire est un vase presque clos, réceptacle des eaux polluées venues des dix-sept pays de son bassin. Elle est donc particulièrement vulnérable. A lui seul, le Danube transporte une partie importante des 110 000 tonnes de pétrole, ainsi que 58 % du nitrogène et 60 % du phosphore qui viennent chaque année souiller ses eaux.

L'effondrement du tourisme prive la région de 500 millions de dollars par an

Ces substances ont rompu l'équilibre biologique, causant notamment la disparition des vastes champs d'algues qui contribuaient à l'oxygénation des eaux en profondeur et servaient de refuge à la faune maritime. Depuis les années 80, la mer Noire a également

été envahie par un type de méduse venu de l'Atlantique, introduit accidentellement, qui se nourrit de vastes quantités d'œufs et de larves de poissons.

En 1965, vingt-cinq espèces de poissons étaient pêchées commercialement. Aujourd'hui, cinq espèces seulement sont exploitées. Entre 1980 et 1994, la quantité de poissons pêchés a diminué de moitié et une centaine d'espèces d'animaux marins sont en danger d'extinction. En 1990, plus d'un million de dauphins habitaient la Mer noire; leur nombre n'est plus que de soixante-quinze mille à l'heure actuelle.

L'effondrement du tourisme prive annuellement les pays de la région d'environ 500 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs) de revenus. Une tendance qui n'est guère surprenante, lorsque l'on sait que les égouts de plus de dix millions de personnes sont déversés directement, sans traitement préalable, dans la mer Noire, forçant la fermeture de nombreuses plages.

Tous les pays riverains, et ceux du bassin de la mer Noire, sont donc concernés et doivent agir de concert. L'établissement d'un diagnostic détaillé et la préparation d'une liste de quarante-neuf « points chauds » particulièrement pollués dans les six pays qui de-

vront être attaqués en priorité – par la réhabilitation des eaux, la réduction de la pollution aérienne, la mise en place d'installations de traitement des eaux usées – constituent une première étape. La seconde, qui débute avec l'adoption du plan d'action, est celle de la mise en application. Plusieurs de ces projets seront mis sur pied avec l'aide financière de la Banque mondiale ou d'institutions internationales. D'autres feront appel aux ressources nationales ou au secteur privé.

Le document signé par les ministres des six pays voisins ne se li-

mite pas à de simples déclarations de bonnes intentions. Chacun des pays s'est vu attribuer la responsabilité d'un groupe de travail qui, sous l'égide de la « commission d'Istanbul », qui coordonnera le tout, se penchera sur un aspect particulier du problème. Ainsi à Varna, en Bulgarie, un comité étudiera les problèmes liés aux transports maritimes, alors qu'en Géorgie, un autre groupe s'attellera à la conservation de la diversité biologique. Des mécanismes ont également été mis en place pour assurer la coopération et le respect des engagements, qui sont liés à un

calendrier précis. Le bon vouloir et la participation du public sont considérés comme indispensables pour le succès de l'entreprise. Les municipalités, directement concernées, les organisations non gouvernementales et le secteur privé seront impliqués dans la prise des décisions. Le « plan d'action stratégique » insiste également sur l'éducation des populations et prévoit des dossiers destinés aux écoles de chacun des pays.

Ces efforts, les gouvernements l'espèrent, permettront à la région de la mer Noire de rétablir une juste balance entre le développement économique et le respect de l'environnement. Certaines espèces animales ont disparu et ne pourront être remplacées, mais les spécialistes demeurent optimistes: la détérioration de la mer Noire n'est pas irréversible.

La tâche paraît gigantesque et les ressources limitées. Pourtant les sommes nécessaires pour donner à la mer Noire une chance de survie ne sont pas hors de portée. « Avec 400 millions de dollars, nous pourrions nous occuper des projets principaux et diminuer la pollution bactériologique de 70 % », explique le Dr Mee. « C'est moins que le coût d'un seul sous-marin nucléaire. »

N. P.



Le premier ministre belge garde son soutien à M. Di Rupo

Les députés de l'opposition demandaient la démission immédiate du vice-premier ministre socialiste

Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, interrogé sur l'éventuelle mise en accusation de son vice-premier ministre socialiste dans une

possible affaire de meurs, a assuré que ce dernier « gardait toute sa confiance dans l'état actuel de la procédure », jugeant que le dossier de

l'accusation était actuellement bien peu étayé. C'est le parquet de Bruxelles qui a demandé la mise en accusation.

BRUXELLES

On attendait avec impatience dans la capitale belge la prise de position du premier ministre, Jean-Luc Dehaene, sur la mise en accusation de son vice-premier ministre socialiste, Elio Di Rupo, demandée par le parquet de Bruxelles dans le cadre d'une affaire de meurs (Le Monde du 20 novembre). M. Dehaene, en réponse aux députés de l'opposition, libéraux flamands et membres du Vlaams Blok (extrême droite séparatiste), qui demandaient la démission immédiate de M. Di Rupo, a soutenu ce dernier. Il a affirmé : « Il est prématuré de prendre, actuellement, et à ce stade de la procédure, des décisions politiques. M. Di Rupo garde toute ma confiance. »

Après avoir, les députés avaient adopté à une large majorité les propositions de la commission parlementaire spéciale mise en place pour statuer sur la demande de mise en accusation du ministre formée par André Van Ouden-hove, procureur général de Bruxelles. La Cour de cassation, seule instance habilitée à juger les ministres en exercice, devra, d'ici au 9 décembre, étouffer le dossier

établi à l'encontre de M. Di Rupo, qui paraît en l'état trop mince pour justifier un renvoi devant elle. Une décision analogue a été prise, jeudi 21 novembre, par la commission du Conseil de la Communauté française qui examinait le cas de Jean-Pierre Graft, ministre social-chrétien de l'enseignement, mis en cause dans le même dossier.

MYTHOMANIE

Pour de nombreux parlementaires, notamment socialistes, les accusations portées contre M. Di Rupo et Graft sont extrêmement fragiles. Elles se fondent sur un unique témoignage, celui d'Olivier Trusnach, un jeune Limbourgeois de vingt-deux ans actuellement emprisonné pour vol d'argent chez son employeur, un restaurateur de Hasselt. Selon ce témoignage, qui ne comporte pas moins de quatre versions différentes, parfois contradictoires, ce jeune homme, âgé de quinze ans à l'époque des faits, aurait eu des relations sexuelles avec Elio Di Rupo dans les années 89-90. Des amis d'Olivier Trusnach, familiers des milieux homosexuels, se sont manifestés jeudi auprès de plusieurs

journalistes, signalant la mythomanie de ce dernier, qui se faisait passer pour un aristocrate, et rêvait de grimper l'échelle sociale en entretenant des relations sexuelles avec des « gens haut placés ».

En continuant de soutenir son vice-premier ministre « dans l'état actuel de la procédure », M. Dehaene se donne un délai lui permettant de régler un problème urgent, celui de l'arbitrage par le gouvernement du conflit entre les organisations syndicales et patronales qui n'ont pu se mettre d'accord sur les négociations salariales pour l'année 1997, un dossier où le ministre de l'Économie Di Rupo, un socialiste partisan de la rigueur budgétaire, joue un rôle important.

Que se passera-t-il ensuite ? Si les accusations contre M. Di Rupo s'effondrent, on ne pourra que constater les dégâts occasionnés par le manquement de la rumeur dans les médias relayé par l'opposition, et la lourdeur d'une procédure de mise en accusation des ministres qui peut détruire une réputation et fait bon marché de la présomption d'innocence. Si, au contraire, les accusations portées contre M. Di Rupo venaient à être

suffisamment étayées pour justifier un renvoi devant la Cour de cassation, le vice-premier ministre serait évidemment contraint à la démission, ouvrant une crise politique majeure. L'équilibre gouvernemental belge est en effet le résultat d'une alchimie très subtile, faisant entrer en jeu non seulement les équilibres entre les formations de la majorité (socialistes et sociaux-chrétiens flamands et francophones) mais aussi des dosages régionaux complexes. Déjà éprouvée par les affaires de poisons dans les contrats d'armement qui ont conduit, l'an passé, à la démission de ministres socialistes flamands et francophones, la classe politique belge se trouve dans une situation de pénurie de personnalités susceptibles d'occuper des positions de premier plan.

On évoque également, dans les milieux politiques de la capitale, l'hypothèse d'un « grand remaniement » ministériel à la mi-décembre, qui pourrait donner un « signal fort » à une opinion désespérée et un second souffle à une équipe gouvernementale secouée par la tempête des affaires.

Luc Rosenzweig

La « Sécu » britannique est menacée de crise

Le bilan financier du Service national de santé (NHS) sera l'un des grands thèmes des prochaines élections législatives

LONDRES

Quelques jours après que le NHS, le Service national de santé, une institution en Grande-Bretagne, eut célébré, mi-novembre, le cinquantième anniversaire de sa création, le ministre de la santé a publié un Livre blanc. Intitulé *Un service ambitieux*, le document présenté par le ministre de la santé, Stephen Dorrell, réaffirme les engagements du gouvernement conservateur de soutenir le NHS et de lui accorder un peu plus d'argent chaque année. Mais il se garde de faire la moindre proposition législative. Ce qui a valu à ce texte d'être qualifié par l'opposition travailliste de « collection d'aspirations fumeuses » publiées dans un but électoral à quelques mois des législatives.

Il faut dire que la « Sécu » britannique est à nouveau menacée de crise. Au début de novembre, l'ordre des médecins (BMA) a exprimé sa crainte que cet hiver connaisse « la plus grave crise financière de la décennie, voire de l'histoire » du NHS. L'argent manque, plusieurs hôpitaux et trente-six trusts régionaux – les centres chargés de gérer la santé depuis la décentralisation du NHS entreprise par M^{me} Thatcher – sont dans le rouge, tandis que les listes d'attente s'allongent.

Coincidence ou non, le retour à la « une » des journaux des difficultés du NHS a aidé le ministre de la santé à obtenir des crédits supplémentaires à un moment où le Trésor est à la recherche de toutes les économies possibles pour boucler son projet de budget. Afin d'éviter un nouvel hiver noir – comme celui de 1987-1988 –, le premier ministre a arbitré le 4 novembre en faveur de M. Dorrell.

La santé est un des objectifs électoraux prioritaires des Tories. Lors du dernier congrès conservateur, début octobre, M. Major avait fait l'éloge du NHS. « Dans ce pays, s'était-il exclamé, quand vous êtes malade, on prend votre température. Dans les autres pays, on prend votre carte de crédit ! » Il avait promis que les crédits du NHS augmenteraient plus vite que l'inflation. Il doit d'autant plus tenir parole que les récents budgets n'ont pas favorisé la santé : ses crédits ont stagné en 1996, après avoir baissé les trois dernières années (en chiffres réels).

Le gouvernement est fier des

succès remportés par l'introduction dans ce domaine de la loi du marché entre « fournisseurs » (hôpitaux) et « acheteurs » (trusts...) de soins. Il s'appuie sur des chiffres éloquentes : hausse du budget de 75 % depuis 1979, de l'efficacité du service de 40 %, du nombre de patients soignés, réduction des listes d'attente. Les travaillistes parlent de dysfonctionnements dans les hôpitaux, de fermetures de lits, de rationnement de soins pour les personnes âgées.

CRÉDITS ÉPUIÉS

A cinq mois de la fin de l'année fiscale, plusieurs hôpitaux ont épuisé leurs crédits. La définition de priorités dissimule souvent un rationnement des soins. Le président du BMA a affirmé que seules les urgences seront soignées ; les autres patients « continueront d'attendre dans la peine ». Le directeur de l'hôpital St-George, dans la banlieue de Londres, a déclaré au *Sunday Times* : « Oubliez la charte des patients (promise par M. Major). Si vous avez besoin d'une opération non urgente, oubliez-la. »

Professeur de politique de la santé à la London School of Economics, Julian Le Grand voit dans cette polémique des considérations politiques. Si la situation s'est détériorée ces dernières années, il n'en considère pas moins que la réforme du NHS a été globalement positive. « Le NHS est un désastre politique, toujours critiqué par les hommes politiques et les médias, mais c'est un succès économique. Relativement bon marché, il assure une qualité de soins moyenne. »

Néanmoins, la libéralisation du NHS semble atteindre ses limites. C'est pourquoi M. Dorrell voudrait donner plus d'autonomie aux généralistes, qui seraient autorisés à ouvrir des cliniques jusqu'à dans les centres commerciaux. En attendant, l'argent qu'il a obtenu devrait permettre au NHS de passer le cap de la fin de l'année fiscale et d'éviter un accroissement de l'endettement des trusts et des hôpitaux. Mais le mieux qu'il puisse espérer est que les indicateurs passent du rouge à l'orange. C'est pourtant sur la santé, l'éducation et la sécurité que les électeurs jugeront le gouvernement Major.

Patrice de Beer

La Russie impose un compromis en Biélorussie

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie a réussi, vendredi 22 novembre, à imposer un compromis dans la crise intérieure biélorusse, anachronisme à son propre avantage comme à celui du président biélorusse, Alexandre Loukachenko, chaud partisan d'une fusion de son pays avec Moscou. La veille, cette crise avait fini par inquiéter les trois voisins occidentaux du pays (Pologne, Ukraine et Lituanie), de même que le Conseil de l'Europe et le département d'État américain.

Il aura fallu neuf heures d'entretiens, dans la nuit de jeudi à vendredi, pour qu'une délégation russe, conduite par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, obtienne la signature d'un accord qui devrait mettre fin à la crise. Rejoint par les présidents des deux chambres du Parlement russe, Igor Strov et Guennadi Selenski, M. Tchernomyrdine a attendu jeudi soir à Minsk, la capitale biélorusse, pour une médiation dont il fut annoncé, au petit matin, qu'elle avait réussi. C'est-à-dire que le président Loukachenko a signé un accord avec le président du Parlement biélorusse, Semion Charevski, correspondant à l'« option zéro » proposée par Moscou.

M. LOUKACHENKO SAUVÉ MALGRÉ LUI

Devant la presse, seul M. Tchernomyrdine s'est dit « très heureux ». M. Loukachenko, l'air sombre, n'a pratiquement rien dit, alors que M. Charevski se félicitait

que « personne ne l'ait emporté sur quiconque ». Ce qui ne semble guère correspondre à la réalité : le texte de l'accord donne l'avantage au président biélorusse, que les autorités russes semblent ainsi avoir sauvé malgré lui. Au lieu d'imposer une extension de ses pouvoirs au besoin par la force (comme il s'apprêtait à le faire au risque de dérapages préjudiciables aussi à Moscou), M. Loukachenko devait avoir le loisir de le faire progressivement et de façon légale.

L'accord prévoit en effet que le référendum organisé dimanche 24 novembre par M. Loukachenko pour élargir ses pouvoirs aura un caractère consultatif, et non contraignant. Il prévoit aussi la convocation d'une Assemblée constitutionnelle, qui devra adopter une nouvelle Loi fondamentale dans les trois mois à venir. Le détail important, selon Radio-Svoboda, est que cette assemblée de cent personnes sera désignée pour moitié par le chef de l'État (qui la présidera) et pour moitié par le Parlement, mais cette seconde moitié devra correspondre à la répartition actuelle des forces au Parlement, au sein duquel M. Loukachenko dispose d'une assez forte minorité. Ses partisans seraient donc assurés d'être majoritaires dans la préparation de la nouvelle Constitution. En échange de ces « concessions » de M. Loukachenko, la procédure de destitution engagée contre lui par les députés a été arrêtée.

Sophie Shihab

Les financements douteux de la campagne électorale du président américain sont de plus en plus dénoncés

WASHINGTON

de notre correspondant

« L'instinct de tromper ». C'est le titre d'un éditorial du *New York Times*, qui entre ainsi dans le vif du sujet : « Que faut-il pour persuader cette Maison Blanche de dire simplement et rapidement la vérité lorsqu'un scandale se profile ? » Ce ton est aujourd'hui celui de nombreux journaux américains, qui, tous, s'intéressent aux révélations, de plus en plus embarrassantes, concernant des financements douteux reçus par le Parti démocrate lors de la campagne électorale.

Deux personnages jouent un rôle-clé dans ce que certains journaux et responsables républicains ont appelé l'« Asiatagate », en raison de l'origine asiatique de ces contributions financières. Le premier est John Huang, ancien trésorier adjoint du Parti démocrate ; le second est James Riady, milliardaire indonésien propriétaire du groupe financier Lippo. John Huang avait fort opportunément disparu du 5 novembre. Ancien employé du groupe Lippo et ami personnel de Bill Clinton, il avait été nommé au département du commerce, avant de rejoindre le Parti démocrate.

Dans ses fonctions, qui consistent à récolter des fonds auprès de la communauté américano-asiatique, John Huang avait excel-

lé, réussissant à obtenir quelque 2,5 millions de dollars (environ 12,5 millions de francs). Mais, peu à peu, il est apparu que nombre de ces contributions, provenant de personnes ou de sociétés étrangères, étaient illicites. Mercredi 20 novembre, le Parti démocrate a été obligé de restituer une somme de 253 000 dollars (1,26 million de francs) versée par une ressortissante thaïlandaise résidant aux États-Unis, Pauline Kanchanalak.

La direction du Parti démocrate parle aujourd'hui d'« erreurs »

Selon le *Washington Post*, il s'agit du dixième versement que le parti de M. Clinton est contraint de reverser à ses généreux donateurs, pour un total de 1 million de dollars (5 millions de francs). La direction du parti a suspendu M. Huang de ses fonctions, avant de le licencier, la semaine dernière, dans le cadre d'une réduction d'effectifs. Elle parle aujourd'hui d'« erreurs », et la Maison Blanche nie toute responsabilité dans ce délicat dossier. Mais ces démissions n'emportent plus la conviction.

Laurent Zecchini

Selon Paris, l'Europe doit détenir les deux PC régionaux de l'OTAN

DEVANT L'ASSEMBLÉE de l'Atlantique nord, jeudi 21 novembre, à Versailles (Yvelines), le ministre de la défense, Charles Millon, a estimé « logique » – pour rendre, selon lui, « le partenariat euro-atlantique suffisamment visible » – que les Européens assument les commandements régionaux de l'Alliance en Europe ». L'OTAN discute en ce moment d'une réorganisation radicale de la chaîne de ses commandements, et cet examen a créé une tension, notamment entre Washington et Paris.

Au niveau stratégique, qui recouvre le commandement suprême allié en Europe (Saceur), à Mons (Belgique), et le commandement suprême des forces alliées de l'Atlantique (Saclant), à Norfolk (Etats-Unis), M. Millon a expliqué que ces deux commandements doivent rester sous la responsabilité des forces armées américaines « dans l'état actuel des choses ».

En revanche, il a jugé que – au niveau des commandements régionaux, au nombre de trois actuellement et situés à High Wycombe (Grande-Bretagne) pour le nord-ouest de l'Europe, à Brunssum (Pays-Bas), pour le Centre-Europe, et à Naples (Italie), pour le Sud –, « la France, comme la plupart de ses partenaires de l'Alliance, est favorable à deux commandements régionaux en Europe ». « Ce découpage correspond, a-t-il ajouté, à la situation géographique, et il est surtout le mieux adapté à une approche cohérente de l'élargissement » de l'OTAN. La nouvelle chaîne des commandements maintient le poste de Naples et laisse en suspens, pour l'instant, le choix géographique du second PC.

M. Millon a insisté sur le fait qu'« il [...] paraît logique, pour rendre le partenariat euro-atlantique suffisamment visible, que les Européens assument les commandements régionaux de l'Alliance en Europe ». Il a admis qu'il y avait discussion avec « nos amis Américains ». Mais, selon lui, « ces questions paraissent pouvoir trouver des réponses ». Recevant Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a considéré, de son côté, qu'un compromis était possible pour le commandement Sud de Naples.



DUMAS
La San Felice

1736 p. 150 F

QUARTO
GALLERIA

La réunion Asie-Pacifique veut promouvoir le libre-échange

Les relations sino-américaines seront au cœur du sommet de Manille

Les ministres de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) ont adopté, vendredi 22 novembre, à Manille, un « plan d'action » pré-

sant les modalités de la disparition des barrières douanières dans la zone. Le sommet de l'APEC, qui se tiendra lundi 25, entérinera ce plan. Il se-

ra aussi l'occasion pour les présidents américains et chinois de confirmer l'actuelle pause dans les tensions entre Washington et Pékin.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Précédé d'une conférence ministérielle ouverte vendredi 22 novembre à Manille, le quatrième sommet annuel de l'Asie-Pacifique présente un triple intérêt. Bill Clinton effectue, après sa réflexion, sa rentrée asiatique. L'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) devrait, pour gagner en crédibilité, prendre de premières mesures concrètes en vue de réaliser, en l'an 2020, la zone de libre-échange annoncée voilà deux ans, lors d'un sommet à Bogor (Indonésie). Enfin, pour des raisons de calendrier, cette réunion, dont la séance plénière aura lieu lundi 25 novembre dans la routine, ressemble fort à la levée de rideau de la première conférence de l'OMC, prévue du 9 au 13 décembre à Singapour.

Le principal centre d'intérêt sera la façon dont le chef de la Maison Blanche et le président chinois Jiang Zemin saisiront l'occasion qui leur est offerte de se rencontrer, dès le dimanche 24 novembre, pour poursuivre la normalisation des relations sino-américaines en dépit de sérieux différends bilatéraux. L'Asie orientale se félicite de la promesse émise par Bill Clinton, mercredi en Australie, de renforcer des relations qui se sont déjà améliorées avec le réexamen de la candidature chinoise à l'OMC.

L'Asie orientale se réjouit, de fa-

çon assez générale, que l'administration démocrate ait fini par prendre le parti d'intégrer la Chine et non de l'endiguer. Le signe le plus concret de ces nouvelles relations pourrait être l'annonce des dates, l'an prochain, des visites de Jiang Zemin à Washington, après celle du vice-président Gore à Pékin, et du président américain en Chine. Une autre rencontre présentera un inté-

voilà un an, au sommet d'Osaka, pour le « volontarisme », présentait à Manille leurs « plans d'action » respectifs concernant les moyens de parvenir, en moins d'un quart de siècle, à instaurer le libre-échange entre les deux rives du Pacifique. Une fois n'est pas coutume, le Japon appuie le « souhait » américain de voir la priorité accordée par l'APEC à la suppression de tout

position de plusieurs membres dont les économies sont moins avancées, même si l'opposition de la Chine joue moins puisqu'elle n'est pas encore membre de l'OMC.

« FLEXIBILITÉ »

De manière plus générale, la « flexibilité » et le caractère non obligatoire de toute décision prise dans le cadre de l'APEC est à la fois la garantie de l'harmonie entre ses membres et une sérieuse limite à ses ambitions libre-échangistes.

Il reste que l'APEC représente davantage qu'un appréciable rendez-vous annuel entre les dirigeants de la zone Asie-Pacifique. Les milieux d'affaires, pour leur part, y trouvent un canal pour faire valoir revendications, projets et idées. L'ouverture d'un dialogue entre l'Union européenne (UE) et l'Asie orientale, lors d'un premier sommet à Bangkok en mars, est le produit des sommets Asie-Pacifique et s'organise, plus lentement pour le moment, selon des méthodes assez similaires. Enfin, au lendemain de la fin de la guerre froide, l'APEC encourage une ébauche de structuration de la région, même si les questions de sécurité demeurent du ressort du Forum régional de l'Asie, créé en 1994 et au sein duquel la Russie et l'UE sont notamment représentées.

Jean-Claude Pomonti

Une organisation souple

Créée en 1989, à l'initiative de l'Australie, l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) regroupe dix-huit entités – et non pays – en raison de la présence des « trois » Chine : la Chine, Hongkong et Taïwan. Les autres membres sont quatre américains (Canada, Chili, États-Unis et Mexique), le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ainsi que six des sept membres de l'Asean (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Les réunions de Manille et de Subic Bay devraient se prononcer, avec l'échéance d'un moratoire de trois ans sur les candidatures, sur l'éventuelle admission, parmi près d'une douzaine de candidatures, du Vietnam (septième membre de l'Asean), de la Russie et du Pérou. L'APEC demeure une organisation souple et dénuée de structures autres qu'une conférence annuelle de ministres du commerce.

rêt particulier : celle entre le président chinois et le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, au lendemain de la crise qui a opposé leurs deux pays à propos des îles Diaoyu (ou Senkaku).

Pour renforcer le poids de l'APEC, ses membres, qui ont opté

tarif douanier, d'ici à l'an 2000, dans le domaine de la technologie de l'information.

Cependant, alors que Washington s'efforce de parvenir, à ce propos, à un front commun de l'APEC lors de la réunion de l'OMC, cette ambition semble se heurter à l'op-

Des soldats français du Tchad en renfort en Centrafrique

BANGUI. La France a renforcé ses effectifs à Bangui, avec une compagnie venue de N'Djamena (Tchad). Le dispositif français comprend désormais 1 650 hommes environ. Selon l'état-major français, les soldats mutins centrafricains, au nombre de 350 au total, sont répartis, depuis une semaine, en deux endroits de la ville, et ils détiennent 34 gendarmes centrafricains en otages.

De même source, on évalue à 2 500, voire 3 000, le nombre des militaires restés loyalistes envers le régime du président Ange Patassé, qui séjourne en France depuis le début de la semaine. L'état-major français justifie le déploiement de ses 1 650 hommes, en des points stratégiques de Bangui, par la nécessité de protéger les Européens.

Le gouvernement russe veut renouer avec une croissance de 5 % par an

MOSCOU. Le gouvernement russe a présenté, jeudi 21 novembre, un ambitieux programme économique pour les trois années à venir. Il prévoit d'atteindre, d'ici à la fin de 1999, une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de 5 % ou 6 %, une hausse de la production industrielle de 7 % à 8 %, et une inflation réduite à 5-8 % par an, selon le projet présenté au gouvernement par le ministre de l'économie, Evgueni Iassine.

Moscou aura fort à faire car, si en matière de lutte contre l'inflation l'équipe au pouvoir peut se vanter de réussir (hausse des prix limitée à environ 25 % en 1996 contre 131 % en 1995), l'objectif du redressement de la production nationale est encore loin d'être atteint. Alors que le gouvernement escomptait y parvenir dès cette année, la baisse n'a fait que s'accroître (-5 % au cours des neuf premiers mois de 1996). – (AFP)

Helmut Kohl adresse une lettre au président iranien

BONN. Le chancelier Helmut Kohl a adressé une lettre au président iranien, Ali Akbar Hachémi Rafsanjani, pour l'assurer que le gouvernement et la justice allemands ne veulent pas offenser l'Iran, après que le parquet fédéral ait accusé le Guide de la République islamique d'avoir commandité l'assassinat de quatre opposants, en 1992, à Berlin. La lettre a été rendue publique, jeudi 21 novembre, par la chancellerie à Bonn.

Dans sa lettre, le chancelier assure notamment que « tant le gouvernement fédéral que la justice n'ont absolument pas l'intention de blesser les sentiments religieux de votre peuple et de sa direction spirituelle ». – (AFP)

Bob Dole fait de la publicité pour Air France

WASHINGTON. Pour la somme de 3 000 dollars (un peu plus de 15 000 francs), l'ancien candidat républicain à la Maison Blanche, Bob Dole, prête son concours à une campagne de publicité lancée par Air France dans six journaux américains. Le montant du « cachet » sera versé à une œuvre de charité de Washington. La publicité montre un Bob Dole souriant, saluant la foule d'un bras levé, avec la question : « Rien de spécial à faire ? » La réponse négative supposée permet à Air France de proposer un week-end à Paris pour un tarif promotionnel de 299 dollars (1 500 francs). Après sa défaite, Bob Dole avait déclaré : « Demain, pour la première fois de ma vie, je n'ai rien de spécial à faire. » L'agence de publicité s'est approprié le trait.

DÉPÊCHES

■ ONUDI : l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) regretterait le départ de l'Allemagne de cette organisation, a indiqué jeudi 21 novembre son porte-parole. Le ministre allemand du développement, Carl-Dieter Spranger, avait déclaré que son pays avait l'intention de se retirer de l'Onudi. – (AFP)

■ MOZAMBIQUE : les autorités de Maputo ont obtenu le rééchelonnement de la dette publique pour un montant de 660 millions de dollars, dont près des deux tiers ont été annulés par le Club de Paris. – (AFP)

Le calvaire de cinq Français et d'un Malgache accusés d'espionnage en Inde

NEW DELHI

de notre correspondant

Le cauchemar dure depuis près d'un an : au mois de décembre 1995, le *Galatée*, bateau de cinq Français qui avaient le projet de renflouer l'épave d'un navire portugais coulé il y a quatre siècles au large des côtes de l'Inde du sud, était arraisonné par les garde-côtes. Jetés en prison le 10 janvier, ils ont passé plusieurs mois en cellule avant d'être remis en liberté sous caution, début juin. Depuis, ils sont assignés à résidence près du port de Cochim et se morfondent en attendant de savoir précisément de ce dont on les accuse...

Ces hommes pourraient tomber sous le coup d'une triple inculpation. On peut les accuser d'avoir violé la législation sur les eaux territoriales et d'être arrivés en Inde avec de simples visas de touriste alors qu'ils s'approprièrent à effectuer les repérages en vue d'une mission archéologique. Plus grave encore, ils pourraient être accusés d'espionnage et risqueraient alors une quinzaine d'années de prison !

L'affaire est complexe, car elle serait à la fois la résultante d'un règlement de comptes

entre politiciens locaux, de l'habitude lenteur des procédures policières indiennes et de l'extrême susceptibilité d'autorités toujours prêtes à crier à l'espionnage quand des étrangers furent autour d'installations militaires. Le fait que le port de Cochim soit aussi une base navale n'a en effet rien arrangé au sort des malheureux passagers du *Galatée*, nom de ce bateau français immatriculé dans l'île malgache de Nosy Bé.

« UNE HISTOIRE IMPORTANTE »

Au lendemain de l'arraisonnement, la presse locale s'était empressée de dénoncer les « espions » français... En fait, le groupe du *Galatée* était composé d'un skipper, d'un archéologue, d'un architecte, d'un ingénieur, d'un technicien et d'un matelot de nationalité malgache.

Le dossier est aujourd'hui pris très au sérieux par le gouvernement français, qui a nommé l'ancien ministre Jean-François Deniau émissaire spécial pour exprimer l'inquiétude de Paris auprès des Indiens.

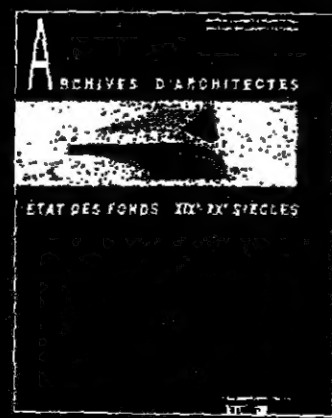
« Je suis venu dire aux Indiens que c'était une histoire importante », a indiqué au Monde

M. Deniau, qui s'était déplacé à New Delhi la semaine dernière. « Nous nous sommes fait avoir », affirme le skipper Philippe Ellé, contacté au téléphone à Cochim. « Nous avions signé un accord avec un officier de marine indien du nom de Furtado, qui nous avait indiqué que les autorisations nécessaires ne poseraient pas de problèmes ». Mais ledit Furtado était en cheville avec un député local du Congrès qui a, depuis, perdu les élections : les communistes, au pouvoir au Kerala depuis l'été, en auraient alors profité pour exploiter contre lui l'affaire du *Galatée*.

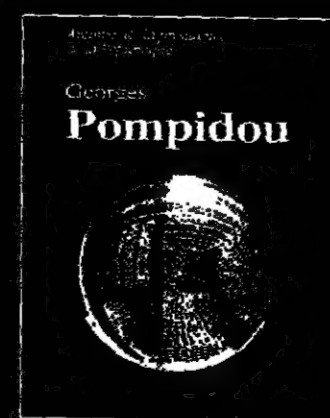
M. Ellé admet que le groupe de Français a peut-être manqué de prudence en n'évoquant pas devant les Indiens leur mission d'étude de renflouage de la caraque portugaise : ils avaient seulement parlé d'un projet d'aquaculture. « On ne voulait pas compliquer les choses », explique Philippe Ellé. Mais comment aurions-nous pu, avec un simple catamaran de 15 mètres, remonter une épave en douceur ? Nous ne sommes pas des chasseurs de trésors ! »

Bruno Philip

Les Archives de France publient à La Documentation française



Archives d'architectes
État des fonds
XIX^e - XX^e siècles
Institut français d'architecture
Direction des Archives de France
390 pages 200 F



Georges Pompidou
Archives de la présidence de la République
272 pages 250 F



Droit des archives
1996
Hervé Bastien
131 pages 130 F

La documentation Française



29, quai Voltaire 75014 Paris Cedex 07
Téléphone 01 40 15 70 00
Télécopie 01 40 15 72 30
RFX ou 0616 15 80 11 20 min
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

A Kinshasa, le premier ministre évoque la reconquête du Kivu

Cherchant à affirmer une autorité contestée, M. Kengo Wa Dondo
récuse manœuvres et ambitions « politiques »,
et dénonce même des signes d'« intelligence avec l'ennemi »

continuent. Les militaires des pays candidats à une intervention internationale devaient se réunir vendredi à Stuttgart, mais aucune décision n'était attendue.

Un repérage par photos aériennes

WITWIK 280
NORD KIVU
KIGALI 280
KINSHASA 280
BUTARE 280
GISENYI 280
ZAIRE
SUD KIVU
50 km
Source : AFP (Circule Rouge)

RWANDA
BURUNDI
TANZANIE
MILIEUX DE PERSONNES ENDESSACÉES (refugees camps en italique)
MOUVEMENT DE POPULATION
ROSET DENISE

depuis des semaines, on a été, jeudi, en mesure de localiser ces réfugiés disséminés dans l'est du Zaïre, grâce à des photos satellite et aux informations fournies par des vols de reconnaissance occidentaux. Quelques cinquante mille réfugiés ont été repérés dans une zone située à l'ouest de la région du Massif, près de Gor-

ma, et cent mille autres au nord de cette ville. Environ deux cent mille ont été localisés à environ 75 kilomètres au nord de Bukavu et deux cent cinquante mille autres dans la direction opposée, à environ 75 kilomètres au sud. En outre, on estime à cent mille le nombre de réfugiés qui ont pénétré plus profondément au Zaïre et qui se trouvent dans la région de Fizi, à une centaine de kilomètres au sud d'Uvira. Pour la première fois depuis le début de la crise, il y a plus d'un mois, des avions fournis par les puissances occidentales avaient pu, les jours précédents, survoler la zone et prendre des photos. Un avion américain a été pris pour cible, mercredi, sans être touché. Les États-Unis ont toutefois suspendu les

Ces données contredisent la version du gouvernement rwandais, qui juge négligeable le nombre des réfugiés toujours sur les routes au Kivu, le Zaïre oriental tombé en grande partie aux mains des rebelles tutsis soutenus par Kigali. Ce nombre est « infime », a déclaré, jeudi soir, le

Avec le président Mobutu

habitudes dans un restaurant le long de la plage. Le ballet diplomatique a commencé sur la Côte d'Azur avec l'émisnaire de l'ONU, Raymond Chrétien. Il a continué avec le président du Congo, Pascal Lissouba, le vice-président sud-africain Thabo Mbeki, les ministres des affaires étrangères de Serbie et de Tanzanie, d'Éthiopie et le président du Gabon, Omar Bongo.

Chaque visite obéit à un protocole immuable et strict auquel n'a pas échappé celle de M. Tshisekedi. Accompagné par une petite escorte dans une deuxième voiture, le chef de l'opposition est arrivé par le portail d'honneur qui donne sur l'allée de marbre de la villa. Les photographes ont trente secondes pour immortaliser M. Mobutu et son visiteur, dans un salon de la villa sans décorum particulier. L'entourage du président zairois est très sourcilieux sur son image. Mobutu Sese Seko, qui n'a accompagné sur le perron que le président Bongo, ne fait jamais de déclaration.

Tous ses visiteurs ont affirmé que M. Mobutu est en bonne forme. Lundi 18 novembre, le premier ministre du Zaïre, Kengo Wa Dondo, ayant lui aussi fait le voyage sur les rives de la Méditerranée, a déclaré que le chef de l'Etat rentrerait au Zaïre après avoir vu son médecin dans la dixième quinzaine de novembre. Une partie de la suite de M. Mobutu a déjà quitté la Villa del Mare. Mais le président zairois ne peut plus se rendre en Suisse pour consulter son médecin : les autorités suisses ont refusé de lui délivrer un nouveau visa.

Jean-Pierre Laborde

de notre envoyé spécial

La guerre non déclarée qui affecte les provinces orientales du Zaïre et l'acuité de la crise politique qui paralyse le pays nous rappellent paradoxalement les ambitions et les spéculations des uns et des autres. Le chef de l'opposition radicale, Etienne Tshisekedi, était à peine sorti, j'endi 21 novembre, en France, d'un entretien avec le président Mobutu, parlant d'un nouveau climat de « conciliation nationale », que l'un des plus proches conseillers du chef de l'Etat, Honoré Ngbanda, faisait aussitôt savoir, à Kinshasa, que l'opposition n'avait pas le droit de gouverner. Evidemment, avec l'opposition n'avait pas été abordée au cours de la conversation.

Le chef d'état-major des armées aussitôt limogé, on annonce, *urbi et orbi* la nomination du général Baramoto pour lui succéder. Aucune décision n'a été prise. Le général Baramoto, qui commande la garde civile, est un proche du maréchal Mubutu. C'est un civil promu général. Il n'a aucune forma-

tion militaire, mais il assure traditionnellement depuis des années l'intérim du chef d'état-major lorsque celui-ci est absent. Rien de changé. Il fait de même, cette fois, en attendant la nomination du futur chef d'état-major, qui sera annoncée par le chef de l'Etat à son retour à Kinshasa.

CONFÉRENCE DE PRESSE
Au moment où Mobutu Sese Seko Koffi M. Tshisekedi à Roquetrune-capit-Marin, le premier ministre en exercice, Léon Kengo Wa Dondo, sort de son silence opportunément, au cours d'une conférence de presse réservée aux seuls journalistes étrangers, donnant l'impression à Kinshasa de reprendre l'initiative politique. Lucide, par moments menaçant, mais amer et quelque peu désabusé, il ne croit pas qu'on ait cherché à le déstabiliser par des manifestations de rue et des tentatives de mort de son épouse, mais il craint que l'armée roula dans la guerre au Congo, dans des fins politiques pour une reconstitution de la scène politique.

« Une enquête est en cours, dont les premiers éléments montrent de graves signes d'intelligence avec l'ennemi... de la part de certains Zairiens », a confié le premier ministre. Il a bien évidemment affirmé que la reconquête des provinces du Kivu était inévitabile, que le maréchal Mobutu rentrerait bientôt d'Europe, que la rupture des relations avec le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda était à l'étude et que les prochaines élections multipartitaires auraient bien lieu en mai 1997. M. Kengo Wa Dondo s'est dit plus que jamais convaincu de la nécessité d'une force internationale dans l'est du Zaïre, en déplorant « les réticences de certains, exprimées en dépit de la décision du Conseil de sécurité des Nations unies et des engagements préalablement pris ». A l'adresse de ses concitoyens, il a lancé ce message : « Unissons-nous, ne regardons pas ce qui nous divise, cherchons ce qui nous unit pour que nous puissions mettre dehors l'ennemi. »

Frédéric Fritscher

Du 22 au 30 novembre

Le 100% multimédia

à prix hyper-bas !

PENTIUM 133
HIGHSPEED DE VOBIS

[illegible]

INTEL PENTIUM 133
8590 F_{TTC}
«GARANTIE 1 AN»

VOTRE P133 MULTIMÉDIA

+ HP DESKJET 4000

- Procédé : Couleur
- Format : A4 - Vitesse : 4 ppm
- Résolution Max. : 600 x 300 dpi
- Interface : parallèle / série

9790F_{TT}C*

VOTRE P133

MULTIMEDIA

- + 1 Modem NOVAFAx vocal 33600 bps
- + 1 an d'abonnement à Internet
- + Microsoft Word 7

9990F_{ITC}*

LOBIS
MICROCOMPUTER

**Le Constructeur Distributeur
Informatique N° 1 en Europe**

**PRÉSENT DANS 11 PAYS / + DE 700 MAGASINS
EN EUROPE - GARANTIE EUROPÉENNE**

41 MAGASINS EN FRANCE

SUPERSTORES VOBIS (+ de 600 m²)
01 47 94 25 - 33700 BORDEAUX Tél 05 57 81 40 - Fax 05 57 81 41

1992 **WOMEN'S** **1993** **1994** **1995** **1996** **1997** **1998** **1999** **2000** **2001** **2002** **2003** **2004** **2005** **2006** **2007** **2008** **2009** **2010** **2011** **2012** **2013** **2014** **2015** **2016** **2017** **2018** **2019** **2020** **2021** **2022** **2023** **2024** **2025** **2026** **2027** **2028** **2029** **2030** **2031** **2032** **2033** **2034** **2035** **2036** **2037** **2038** **2039** **2040** **2041** **2042** **2043** **2044** **2045** **2046** **2047** **2048** **2049** **2050** **2051** **2052** **2053** **2054** **2055** **2056** **2057** **2058** **2059** **2060** **2061** **2062** **2063** **2064** **2065** **2066** **2067** **2068** **2069** **2070** **2071** **2072** **2073** **2074** **2075** **2076** **2077** **2078** **2079** **2080** **2081** **2082** **2083** **2084** **2085** **2086** **2087** **2088** **2089** **2090** **2091** **2092** **2093** **2094** **2095** **2096** **2097** **2098** **2099** **2100** **2101** **2102** **2103** **2104** **2105** **2106** **2107** **2108** **2109** **2110** **2111** **2112** **2113** **2114** **2115** **2116** **2117** **2118** **2119** **2120** **2121** **2122** **2123** **2124** **2125** **2126** **2127** **2128** **2129** **2130** **2131** **2132** **2133** **2134** **2135** **2136** **2137** **2138** **2139** **2140** **2141** **2142** **2143** **2144** **2145** **2146** **2147** **2148** **2149** **2150** **2151** **2152** **2153** **2154** **2155** **2156** **2157** **2158** **2159** **2160** **2161** **2162** **2163** **2164** **2165** **2166** **2167** **2168** **2169** **2170** **2171** **2172** **2173** **2174** **2175** **2176** **2177** **2178** **2179** **2180** **2181** **2182** **2183** **2184** **2185** **2186** **2187** **2188** **2189** **2190** **2191** **2192** **2193** **2194** **2195** **2196** **2197** **2198** **2199** **2200** **2201** **2202** **2203** **2204** **2205** **2206** **2207** **2208** **2209** **2210** **2211** **2212** **2213** **2214** **2215** **2216** **2217** **2218** **2219** **2220** **2221** **2222** **2223** **2224** **2225** **2226** **2227** **2228** **2229** **2230** **2231** **2232** **2233** **2234** **2235** **2236** **2237** **2238** **2239** **2240** **2241** **2242** **2243** **2244** **2245** **2246** **2247** **2248** **2249** **2250** **2251** **2252** **2253** **2254** **2255** **2256** **2257** **2258** **2259** **2260** **2261** **2262** **2263** **2264** **2265** **2266** **2267** **2268** **2269** **2270** **2271** **2272** **2273** **2274** **2275** **2276** **2277** **2278** **2279** **2280** **2281** **2282** **2283** **2284** **2285** **2286** **2287** **2288** **2289** **2290** **2291** **2292** **2293** **2294** **2295** **2296** **2297** **2298** **2299** **2300** **2301** **2302** **2303** **2304** **2305** **2306** **2307** **2308** **2309** **2310** **2311** **2312** **2313** **2314** **2315** **2316** **2317** **2318** **2319** **2320** **2321** **2322** **2323** **2324** **2325** **2326** **2327** **2328** **2329** **2330** **2331** **2332** **2333** **2334** **2335** **2336** **2337** **2338** **2339** **2340** **2341** **2342** **2343** **2344** **2345** **2346** **2347** **2348** **2349** **2350** **2351** **2352** **2353** **2354** **2355** **2356** **2357** **2358** **2359** **2360** **2361** **2362** **2363** **2364** **2365** **2366** **2367** **2368** **2369** **2370** **2371** **2372** **2373** **2374** **2375** **2376** **2377** **2378** **2379** **2380** **2381** **2382** **2383** **2384** **2385** **2386** **2387** **2388** **2389** **2390** **2391** **2392** **2393** **2394** **2395** **2396** **2397** **2398** **2399** **2**

Les informations relatives aux produits sont disponibles sur www.3011.fr. Photos non contractuelles • Prix et caractéristiques susceptibles de modifications sans préavis. Les logos et les marques cités sont déposés par leurs propriétaires respectifs.

, l'informatique 100% compatible avec vous

ASSURANCE-VIEILLESSE
L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 22 novembre, une proposition de loi de députés UDF créant des plans d'épargne-retraite. Ce sys-

tème, qui est facultatif, doit permettre aux salariés français du secteur privé de se constituer une rente complétant les pensions de la Sécurité sociale et des régimes complémentaires. Ils bénéficieront d'avantages fiscaux. ● **LES ASSUREURS** réclamaient depuis longtemps une telle réforme qui prend pour mo-

dèles des mécanismes existants dans les pays anglo-saxons. Les boursiers espèrent que les fonds chargés de gérer l'épargne ainsi constituée investiront dans les entreprises françaises. ● **LA GAUCHE** dénonce une

atteinte au système traditionnel français de retraite par répartition. Elle assure que seuls les salariés pouvant épargner en bénéficieront. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

Les députés de la majorité créent des plans d'épargne-retraite

Réclamée depuis longtemps par les assureurs et la droite libérale, la mise en place d'un système facultatif par capitalisation vient s'ajouter à la Sécurité sociale et aux régimes complémentaires. La gauche dénonce un mécanisme dont seront exclus ceux qui ne peuvent épargner

LES DÉPUTÉS ont adopté, vendredi 22 novembre, la création des plans d'épargne-retraite (PER) en France. Ce système, facultatif pour les salariés du secteur privé, doit compléter les deux piliers obligatoires du système de retraite : la Sécurité sociale et les régimes complémentaires. Il va permettre à un salarié de cotiser tous les mois à un plan qui lui versera une rente lorsqu'il partira à la re-

traite. Le PER pourra être abondé par l'employeur. Les versements des salariés comme ceux des employeurs offriront des avantages fiscaux ou des allègements de charges. Les plans, gérés par des établissements financiers, seront investis en actions, en obligations ou encore dans l'immobilier.

Réclamée depuis longtemps par l'UDF, cette réforme, qui est issue d'une proposition de loi du député

des Vosges Jean-Pierre Thomas (UDF-PR), a été longuement, et parfois laborieusement, élaborée en concertation avec le RPR et le gouvernement. Plusieurs propositions ou projets de loi étant en concurrence, le premier ministre, Alain Juppé, avait finalement choisi de laisser l'initiative à un texte émanant des députés UDF. Mais jamais le gouvernement n'a cessé de peser sur l'élaboration de cette réforme. Les débats au Palais-Bourbon, jeudi 21 novembre, portaient encore les traces de la lutte d'influence qui divise depuis des années sur la question des retraites milieux économiques et politiques.

Soulignant « l'origine parlementaire » de ce texte, fruit de l'« esprit d'initiative » et de la « ténacité » des députés, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, n'en a pas moins fermement rappelé, en intervenant au début de la discussion avant de laisser la place à son ministre délégué, Yves Galland, quelles étaient les exigences du gouvernement.

INQUIÉTUDES

M. Arthuis a ainsi rappelé que les épargnants auraient le droit, s'ils le souhaitent, de toucher une partie de leur capital en une seule fois au moment de leur départ en retraite, répondant ainsi à l'inquiétude des milieux bancaires, alors que le rapporteur Jean-Pierre Thomas souhaitait privilégier davantage la rente, un système qui a l'agrément des assureurs, qui ont surveillé de près l'élaboration de cette réforme.

De même, le ministre de l'économie a annoncé d'emblée que le gouvernement proposerait que les sommes versées sur un PER soient



exonérées d'impôt à hauteur de 5 %, alors que M. Thomas réclamait un avantage fiscal plus incitatif de 10 %. M. Galland a, vendredi 22, convaincu la majorité d'en rester à 5 %. L'article 6 de la loi, concernant les conditions d'adhésion des salariés aux plans d'épargne-retraite, a même entraîné, jeudi, une suspension de séance de cinquante minutes pour permettre au gouvernement et aux auteurs du texte de s'accorder sur une rédaction consensuelle de l'article, non sans renvoyer la mise au point de certains détails au Sénat.

M. Thomas avait du reste souligné l'apogée de ces marchandages lorsqu'il déclarait au Monde (du 17 octobre) que si, « pour la première fois dans notre pays, un texte

aussi important émane de l'Assemblée nationale (...), cela dérange un certain nombre d'habititudes » du gouvernement et de la technocratie.

La discussion a également montré le fossé qui sépare sur le projet la majorité RPR-UDF, pour laquelle la création des PER est un « confluent des attentes de nos concitoyens et des besoins de nos entreprises », et l'opposition de gauche, qui a combattu pied à pied ce projet « injuste », qui ouvre la voie « à un système de retraite à deux vitesses ». Au long des six heures et demi de débat, qui ont permis d'examiner vingt-deux des trente articles du texte, les porte-parole des groupes socialistes et communistes ont multiplié les rappels au règlement, demandes de

scrutin publics et suspensions de séance. Orateur du groupe communiste, Maxime Gremetz (Seine) s'est écrié : « Les grandes entreprises sont dans une situation excellente (...). Elles développent à outrance les placements financiers, qui sont une des causes du chômage (...). L'argent de l'épargne retraite ira gonfler les sommes gaspillées dans la spéculation. (...) Les fonds de pension sont un pas supplémentaire dans la privatisation de notre système de protection sociale », a-t-il ajouté, en dénonçant le régime d'exonération de charges accordé par le texte aux entreprises, dont le gouvernement assimile les abondements à des cotisations de retraite. Augustin Bonrepaux (PS, Ariège) a combattu un par un chaque article d'un texte qu'il juge « inégalitaire ». Il s'est inquiété de la « concurrence » faite par le PER au système de retraite par répartition, « qui connaît déjà de grandes difficultés ».

Si Jean-Pierre Thomas est convaincu qu'il est, avec ses amis, en train de créer le « troisième pilier » de la protection sociale que « quatorze millions de Français attendent », M. Bonrepaux voit, au contraire, s'installer « un système à deux vitesses ». Il a ajouté : « Comment ne pas penser que les entreprises n'auront pas de réticences à contribuer au système par répartition si leur participation aux fonds de pension est déductible de l'impôt sur les sociétés. Ce système s'adresse à ceux qui peuvent épargner ; pas aux 50 % de chômeurs qui ont moins de 4 000 francs par mois, pas aux non-imposables, ce qui représente la moitié des Français ».

Fabien Roland-Lévy

Les principales dispositions

Voici les principales dispositions adoptées, jeudi 21 novembre, par l'Assemblée nationale sur l'épargne-retraite :

● **Tout salarié majeur titulaire d'un contrat de travail de droit privé relevant du régime d'assurance-vieillesse** peut adhérer à un plan d'épargne-retraite.

● **Lors de la liquidation des droits de son titulaire**, le plan d'épargne-retraite ouvre droit au paiement d'une rente viagère et, si le titulaire le demande, à un versement unique, dans la limite de 20 % de l'épargne accumulée et de 100 000 francs. Dans certains cas exceptionnels, la rente peut être liquidée en totalité sous la forme d'un versement unique.

● **Les plans d'épargne-retraite** peuvent être souscrits par l'employeur ou un groupement d'employeurs et proposés à l'adhésion de l'ensemble de leurs salariés sur le fondement d'un accord collectif.

● **Les versements du salarié** et l'abondement de l'employeur

aux plans d'épargne-retraite sont facultatifs. Ils peuvent être suspendus ou repris sans pénalité dans des conditions fixées soit par les accords collectifs, soit, à défaut, par décret.

● **En cas de rupture du contrat de travail**, le titulaire d'un plan d'épargne-retraite peut demander soit le transfert intégral sans pénalité sur un autre plan retraite, soit le maintien des droits acquis dans des conditions normales de révalorisation.

● **Les fonds d'épargne-retraite** doivent être constitués sous la forme d'une société anonyme d'assurance, d'une société d'assurance-mutuelle, d'une institution de prévoyance ou d'un organisme mutualiste du code de la mutualité. Ils doivent avoir l'agrément du ministère de l'économie.

● **Pour encourager l'investissement en actions**, les députés ont limité les investissements des fonds d'épargne-retraite en obligations à 65 %.

Denis Kessler, l'ancien chercheur obsédé par le patrimoine

DÉCEMBRE 1975 : les étudiants de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) manifestent sous les fenêtres de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) qui veut augmenter sévèrement leurs droits de scolarité. A leur tête, un Alsacien étiqueté gauchiste,

Denis Kessler. 22 novembre 1996 : les députés se penchent sur les fonds de pension que prône depuis des lustres le même bouillant Denis Kessler, devenu vice-président du Conseil national du patronat français.

D'où la boutade que l'on prête à l'ancien ministre socialiste Dominique Strauss-Kahn, qui fut son maître à HEC et auquel on demandait si Denis Kessler était toujours marxiste : « Toujours, mais il a changé de camp ».

Dites à l'intéressé qu'il est devenu ultralibéral et il mord. « J'appartiens à une génération qui a baigné dans l'interventionisme, tonne-t-il. J'ai cru dans les années 70 qu'il fallait une organisation plus rationnelle de la société. Qui n'est pas de gauche à vingt ans n'a pas de cœur, mais qui est toujours de gauche à quarante n'a pas de tête. Oui, je crois au social, mais "social" ne veut pas dire plus de dépenses », il clame qu'il n'a jamais été militant, qu'il n'a jamais adhéré au moindre

groupuscule gauchiste hormis l'UNEF et que sa passion, c'est la recherche.

Né à Mulhouse en 1952, Denis Kessler a toujours fait preuve d'une belle énergie. Non content de sortir de HEC, il décroche tour à tour un DEA de philosophie, une maîtrise de sciences politiques, une maîtrise d'économie appliquée, un doctorat d'Etat d'économie ainsi que les agrégations de sciences sociales et de sciences économiques.

Cette belle mécanique intellectuelle séduit le professeur Strauss-Kahn qui l'introduit en 1976 au CNRS et qui coïncide avec lui en 1982 un ouvrage *L'épargne et la retraite - L'avenir des retraites préfinancées*. Déjà l'obsession de l'épargne, du long terme et de la transmission du patrimoine.

ACTIVITÉ DÉBORDANTE

Il est lancé. Au cours des années 80, il fait partie de nombreux cercles, notamment de gauche. Il enseigne à Paris-X, à Nancy-III et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il cherche au CNRS. Il préside le comité des usagers du Conseil national du crédit. Il siège à la commission des comptes de la nation. De ses recherches bouillonnantes, il tire cent trente-sept articles, cent dix-sept rapports et neuf livres, et même la mise en mémoire du patrimoine de trois mille familles de 1704 à nos jours. Cette activité débordante le rend, familier des prix Nobel d'économie de la planète tout

comme de Bill Stigitz, conseiller de Bill Clinton. En 1989, avec l'Insee, il se signale en prévenant que le régime des retraites est menacé d'explosion à partir de 2005 en raison de l'allongement de la durée de la vie. Le monde de l'assurance connaît depuis longtemps l'umiversitaire Kessler et ses tables de mortalité. En faisant à la tête de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), en janvier 1991, à trente-neuf ans, grâce à l'appui conjoint de Claude Bébéar et de Jean Peyrelevade, alors président de l'UAR, la profession choisit un professionnel plutôt qu'un chef d'entreprise et mise sur sa réputation d'anticipatisme. Elle n'a pas été déçue. Sous sa houlette, la puissante FFSA se réorganise.

As des relations publiques, le président noue des liens entre le monde de l'assurance et la sphère politique ; il fait de la FFSA une vraie machine de guerre. Denis Kessler mène à bien la réforme du statut des agents généraux, négocie avec les syndicats la classification des emplois dans l'assurance et conduit la bataille sur les fonds de pension. Ses ongles lui en savent gré. Renouvelé une première fois, il sera vraisemblablement plébiscité, le 17 décembre, pour un troisième mandat.

En décembre 1994, Jean Gandois, qui vient d'être élu à la présidence du CNPF, lui confie la commission de la prospective et des affaires économiques. Denis Kessler développe ses thèses qui lui valent une réputation sulfureuse chez ses anciens amis socialistes. Selon lui, la France croule sous l'interventionnisme d'un Etat qui a cannibalisé les forces vives de l'économie marchande en laissant filer les déficits budgétaires et sociaux et en multipliant les prélèvements. Demain, Denis Kessler continuera-t-il à lancer des brûlots à destination du gouvernement ou de ses pairs tant il aime les joutes intellectuelles ? Ou sera-t-il tenté par la présidence d'une entreprise prestigieuse ?

Alain Faujas et Babette Stern

Les fonds de pension, une réponse partielle

UN ÉPISODE CAPITAL du long feuilleton sur les « fonds de pension », entamé en 1990, vient de se jouer à l'Assemblée nationale. En adoptant un système d'« épargne-retraite », les députés ont honoré une promesse faite par Jacques

Chirac durant la campagne présidentielle. ANALYSE

réalisée une des réformes importantes inscrites dans le plan Juppé sur la Sécurité sociale et complété le dispositif français des retraites. Si la règle « gouverner, c'est prévoir » a un sens, c'est bien dans le domaine de la retraite, qui requiert, plus que tout autre sans doute, une vision à long terme des tendances économiques (croissance, salaires, productivité, démographie) et une grande faculté d'anticipation.

Malgré les défauts d'un système qui s'inspire des fonds de pension en vigueur dans la plupart des pays industrialisés et dans de nombreux pays émergents, le gouvernement pouvait difficilement différer la création d'un cadre législatif propice au développement de retraites par capitalisation. D'autant qu'un tel système existait pour les fonctionnaires depuis 1967 et pour les travailleurs indépendants depuis la loi Madelin de 1994.

Cette réforme s'inscrit dans un cadre particulier, qui l'a d'ailleurs rendue possible. Pour être acceptable par les salariés, le gouvernement, le patronat et les syndicats devaient, au préalable, consolider les régimes obligatoires gérés en répartition.

C'est en partie chose faite, même si leur équilibre financier passera, dans les dix ans à venir, par une nouvelle hausse des cotisations et/ou une baisse de prestations : les décrets d'août 1993 doivent permettre à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse de verser les pensions sans trop de difficultés jusqu'en 2010 ; l'accord

patronat-syndicats du 25 avril 1996 sur l'ARCO (retraite complémentaire des salariés) et l'Agirc (cadres) leur assurent une visibilité plus grande, acquise au prix d'une baisse programmée des pensions et d'un renchérissement de leur coût pour les actifs.

FISSURES

Après avoir longtemps sous-estimé l'ampleur des ajustements à opérer, les partenaires sociaux gestionnaires de l'ARCO et l'Agirc ont fini par reconnaître que le rendement de ces caisses créées au lendemain de la seconde guerre mondiale allait diminuer.

Le contrat social implicite régissant le système par répartition - les actifs cotisent pour payer les pensions des retraités - s'est alors fissuré. Ce que Denis Kessler appelle, dès 1990, le « triangle maudit de la répartition » (hausse des prélèvements, baisse des pensions, allongement de la durée de cotisation) est devenu une réalité. Et si les Français restent attachés à la solidarité entre les générations, ils se prémunissent déjà contre la baisse programmée de leurs pensions, comme en témoignent les succès de l'assurance-vie.

La question n'en est pas moins posée : compte tenu de l'encours actuel de l'assurance-vie (2 400 milliards de francs) et du poids des régimes par répartition (12,5 % du PIB en 1995), quelle place reste-t-il pour ce troisième « pilier » de la retraite ? Il ne fait pas de doute qu'une partie des produits vie devra alimenter ces fonds par transfert, si l'on veut qu'ils atteignent une masse critique capable de leur faire jouer un rôle. Il est toutefois cadu qu'à moyen terme, ils atteignent la puissance des fonds de pension américains, qui gèrent 22 000 milliards de francs d'actifs.

Les retombées économiques de ces « plans d'épargne-retraite », qu'il s'agisse de doter les entreprises de fonds propres ou de doter la Bourse de Paris, sont donc aléatoires dans l'immédiat. La question de leur rentabilité à long

terme est aussi posée ; elle trouvera sa réponse dans la qualité des gestionnaires des sociétés ad hoc créées pour faire fructifier l'épargne des salariés. Quant à la question sur les avantages respectifs de la répartition et de la capitalisation, elle divise les experts. « Certes la rentabilité des deux systèmes de retraite n'est pas la même puisque dans un cas il s'agit d'un taux d'intérêt réel, dans l'autre du taux de croissance des salaires augmenté de la dérive démographique », notent Gérard Cornilleau et Henri Sterdyniak, économistes à l'OFCE, dans un ouvrage récent (*Les retraites : genèse, acteurs, enjeux*, Armand Colin, 1995). Mais rien ne dit a priori ni lequel sera le plus élevé dans l'avenir, ni lequel est plus sûr. La création de « fonds de pension » apporte une réponse partielle au problème des retraites, alors qu'Alain Juppé a reculé devant la réforme des régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF, EDF, GDF...), qui aurait donné plus de cohérence et sans doute plus d'équité au système français. La proposition de loi UDF va d'ailleurs moins dans cette direction que ces plans favorisent, ce que le ministre des finances le veuille ou non, les salariés disposant d'une capacité d'épargne et travaillant dans des secteurs où les employeurs seront prêts à abonder l'épargne de leurs salariés, créant ainsi de nouvelles distorsions face à la retraite.

Jean-Michel Bezat

NOUVELLE MONDEO
vous ne verrez plus la route comme avant



- Sécurité globale
- Tenue de route exemplaire
- Équipement incomparable

ESSAIS : ☎ 01.47.39.71.13

Ford SADEVA PARIS OUEST - 129 bd. Jean-Jaures - 92 CLICHY

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISE ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.47.88.73.59
Fax : 01.47.88.40.57

سكنا من الجاهل

Les partisans du traité de Maastricht s'opposent aux propos de M. Giscard d'Estaing sur le franc

MM. Séguin et Pasqua se félicitent de la proposition de dévaluation de l'ancien chef de l'Etat

La suggestion de l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, de déprécier la monnaie par rapport au deutschemark

n'a pas ébranlé le clivage entre partisans et opposants du franc fort. Les partisans de « l'autre politique » ont trouvé là une occa-

sion de s'engouffrer dans la brèche ainsi créée. Le patronat, quant à lui, est resté silen-

SI, SELON LA MÉCHANTE FORMULE de l'ancien ministre socialiste des finances Michel Sapin, le premier souhait de Valéry Giscard d'Estaing, en lançant son idée d'une dévaluation du franc, était de « se faire entendre » - en clair de faire parler de lui -, il a incontestablement atteint son but. En France, mais aussi en Al-

lemagne, à droite mais aussi à gauche, sa proposition a suscité un beau tumulte, jeudi 21 novembre, déclenchant une cascade de réactions. Mais l'ancien chef de l'Etat est-il parvenu à bousculer les anciens clivages entre partisans et adversaires du franc fort ? C'est moins sûr. Comme on pouvait s'y at-

tendre, la proposition giscardienne a été applaudie par tous les tenants de « l'autre politique ». Le premier d'entre eux, Philippe Séguin, a estimé que M. Giscard d'Estaing, « en rappelant la priorité absolue de l'emploi, en posant le problème crucial du rapport euro-dollar et indirectement du problème franc-mark »

avait « touché à l'essentiel ». « Son analyse est impeccable et ses propositions sont de bon sens. La route est tracée », a ajouté le président de l'Assemblée nationale.

Son « compagnon », l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, autre détracteur du franc fort, s'est « réjoui » que « les analyses de M. Giscard d'Estaing rejoignent » les siennes. A gauche, Jean Pierre Chevènement a salué l'initiative. « Valéry Giscard d'Estaing, qui en 1978 a arrêté le franc au mark, a eu raison d'écrire que ce mauvais réglage explique en large partie, depuis de trop longues années, la stagnation de notre économie et la persistance d'un chômage insupportable », a observé le président du Mouvement des citoyens.

En revanche, l'ancien président de la République n'est pas parvenu à ébranler le camp des défenseurs du traité de Maastricht et de la politique du franc fort. Il faut dire que la contre-attaque a été rapide et massive. En l'absence de Jacques Chirac, en visite au Japon, le premier ministre, Alain Juppé, et le chancelier allemand, Helmut Kohl, se sont téléphonés, jeudi, en milieu de journée.

Ils ont publié un communiqué commun en forme de mise au point : « Nous avons constaté que la parité actuelle entre le franc français et le deutschemark correspond à l'ensemble des données fondamentales des deux économies nationales. Nous réaffirmons l'engagement de la France et de l'Allemagne à mettre en œuvre l'Union économique et monétaire selon le calendrier et les critères de convergence fixés par le traité. »

Après cette première salve, d'autres ont suivi, innombrables. « La politique de stabilité menée par la France est la seule qui puisse, à moyen et long terme, assurer la crédibilité internationale de notre pays », a répliqué sèchement Raymond Barre, ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing.

UNE DÉFECTION NOTABLE

« Rien dans les données relatives à la compétitivité monétaire, ne justifierait une dépréciation du franc par rapport au deutschemark », a sursauté le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. « J'ai du mal à comprendre cette position », a, de son côté, observé le centriste Pierre Méhaignerie.

A gauche, les critiques sont moins nombreuses. M. Giscard d'Estaing « n'est pas sérieux dans ses propositions », a ainsi estimé M. Sapin. L'ancien ministre des finances a souligné que les socialistes ne préconisaient pas le recours à la dévaluation. Celle-ci, a-t-il dit, « est explicitement évacuée de notre programme parce que nous voulons la monnaie unique. C'est le seul moyen de retrouver la capacité de combattre les effets d'un dollar qui est un dollar-roi ».

Dans le camp des partisans du traité de Maastricht, la prise de position giscardienne n'a, somme toute, entraîné qu'une seule défection notable, celle de Gérard Longuet. « L'impossibilité constatée depuis trois ans d'engager, en France, la flexibilité des coûts de production, doit nous amener à la veille de la monnaie unique, à poser la question de la parité des monnaies européennes en général, et de l'euro en particulier, face au dollar. Si le choix allemand de faire de l'euro une monnaie refuge est respectable, il pose un problème majeur de compétitivité à l'ensemble des pays européens, y compris à l'industrie allemande », a affirmé l'ancien président du Parti républicain.

Pas la moindre réaction, en revanche, des milieux patronaux, si prompts, parfois, à critiquer la politique du franc fort : il ne s'est trouvé aucun chef d'entreprise pour commenter cette proposition.

Laurent Mauduit

L'Allemagne s'inquiète de l'évolution du débat français sur l'Europe

Bonn n'est pas prêt à dévaluer sa monnaie

BONN

de notre correspondant

Ce n'est sans doute pas un hasard si Valéry Giscard d'Estaing avait pris rendez-vous chez Helmut Kohl, jeudi 21 novembre, au lendemain même de la publication de ses idées iconoclastes sur le réajustement monétaire.

Au cours d'un entretien d'une heure et quart avec le chancelier fédéral, l'ancien président français a bien entendu évoqué l'avenir des taux de change, mais il a refusé de se prononcer en faveur d'un décalage du franc par rapport au mark : « le problème n'est pas la parité entre le franc et le mark, mais entre le franc et le dollar », a-t-il expliqué à l'issue de la rencontre.

Autrement dit, Valéry Giscard d'Estaing, refusant absolument de parler de « dévaluation », ou même de « dépréciation » du franc, a expliqué au chancelier qu'il n'avait pas l'intention de modifier le taux-pivot fixé au sein du SME entre le franc et le mark, même s'il a souligné que « la seule obligation est de rester dans les marges fixées à 15 % autour de ce taux ».

Afin d'éviter tout malentendu sur la portée de cet entretien, le chancelier allemand avait pris la précaution de publier, peu avant sa rencontre avec l'ancien président français, un communiqué commun avec Alain Juppé. Une démarche inhabituelle, qui indique combien l'inquiétude est grande, à Bonn, quant à l'évolution du débat français sur l'Europe.

On s'interroge, à Bonn, sur le contenu concret de la proposition giscardienne : un éventuel décro-

chage du franc par rapport au dollar, s'il ne s'accompagne pas d'une dévaluation par rapport au mark, devrait se faire de manière coordonnée avec les Allemands. Il est vrai qu'en Allemagne aussi les plus hautes autorités monétaires considèrent que le dollar possède des marges d'appréciation par rapport au mark (actuellement coté à 1,50 mark, il pourrait monter à 1,60 mark, estiment les experts).

PAS DE DÉMARCHÉ COMMUNE

Mais rien ne permet d'indiquer que l'Allemagne est prête à effectuer une démarche commune avec la France pour modifier le cours de sa monnaie. Pour les Allemands, le taux de change n'est pas une arme efficace en faveur de l'emploi et de la croissance, mais au contraire un facteur d'inflation à moyen terme.

On estime aussi à Bonn qu'une baisse volontariste des taux courts, seul moyen de parvenir à modifier le taux de change, entraînerait des conséquences négatives sur les taux longs, qui déterminent largement, eux, la croissance et l'emploi.

Dans les milieux dirigeants allemands, on est d'autant plus étonné de la proposition giscardienne qu'on observe que la balance courante française connaît un excédent remarquable. L'Allemagne, elle, avec une balance courante déficitaire (probablement 20 milliards de marks en 1996, soit 66 milliards de francs), ne discute même pas d'une dévaluation du mark.

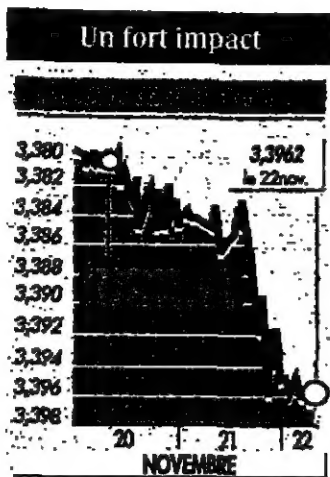
Lucas Delattre

La baisse du franc s'accroît

LE FRANC continuait à s'affaiblir, vendredi matin 22 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 3,3962 francs pour 1 mark, soit son plus bas niveau depuis la mi-septembre. En deux jours, le franc a cédé près de deux centimes face à la monnaie allemande.

La devise française restait affectée par la proposition de Valéry Giscard d'Estaing de déprécier la valeur du franc d'environ 8 % face au mark. Les prises de position, la veille, du premier ministre français, du chancelier allemand, Helmut Kohl, et du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, en faveur du maintien de la parité franc-mark à son niveau actuel ne sont pas parvenues à convaincre et à rassurer les investisseurs.

La situation difficile que connaît Alain Juppé, dont la cote de popularité ne cesse de baisser dans les sondages d'opinion, contribue à expliquer le faible impact du communiqué publié par l'Hôtel Matignon. Les milieux financiers internationaux s'attendent à un remaniement ministériel en profondeur



Le franc a baissé près de 2 centimes face au mark depuis les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing.

susceptible d'indéfinir les engagements monétaires des pouvoirs publics. Parallèlement, le prochain renouvellement du conseil de la Banque de France, avec l'entrée pro-

bable de deux personnalités moins proches de M. Trichet que ne le sont aujourd'hui Jean Boissonnat et Bruno de Mauville (Le Monde daté 21 novembre), affaiblit quelque peu, aux yeux des investisseurs, la position du gouverneur de la Banque de France.

DÉCONNECTION

A ce titre, notent les analystes, l'événement de la séance du 21 novembre sur les marchés financiers français est que l'accès de faiblesse du franc n'a pas provoqué de hausse des taux d'intérêt à court terme, contrairement à ce qui a pu être observé dans le passé. Les rendements à trois mois sont restés stables, à 3,49 %, tandis que le contrat Fibor du Matif, échéance décembre, qui mesure les anticipations d'évolution de taux des opérateurs, est resté pratiquement inchangé, à 6,49 points. Une telle déconnexion signifie que les milieux financiers internationaux ne croient pas que la Banque de France relèvera ses taux directeurs pour défendre la devise française si celle-ci continue à se déprécier.

Pierre-Antoine Delhommeais

Exposition « Ecriture »

INSTRUMENTS ET ART DE VIVRE AUTOUR DE L'ECRIURE



Retrouvez les plus prestigieuses maisons liées à l'art de l'écriture (stylos, papiers à lettres, accessoires...)

Nombreuses animations et expositions autour de l'épistolaire, parmi lesquelles « 100 ans d'Objets d'Ecriture », Madame de Sévigné et l'art d'écrire au XVIIe siècle, démonstrations de calligraphie, graphologie, plumes de papier, reliure, etc...

Avec la participation de :

AGENDA MIGNON - A.T. CROSS
AURORA - COMPTOIR DES ECRITURES
ALFRED DUNHILL - EXATIME
FABER CASTELL - FILOFAX - G. LALO
HERBIN SUEUR - MONTBLANC
MONTEGRAPPA - MUSEE DE LA POSTE
NAMIKI - OMAS - PARKER - PILOT
REFORM - SCRIPSIT - SHEAFFER
S.T. DUPONT - VISCONTI - WATERMAN...

et la collaboration du magazine

Plumes

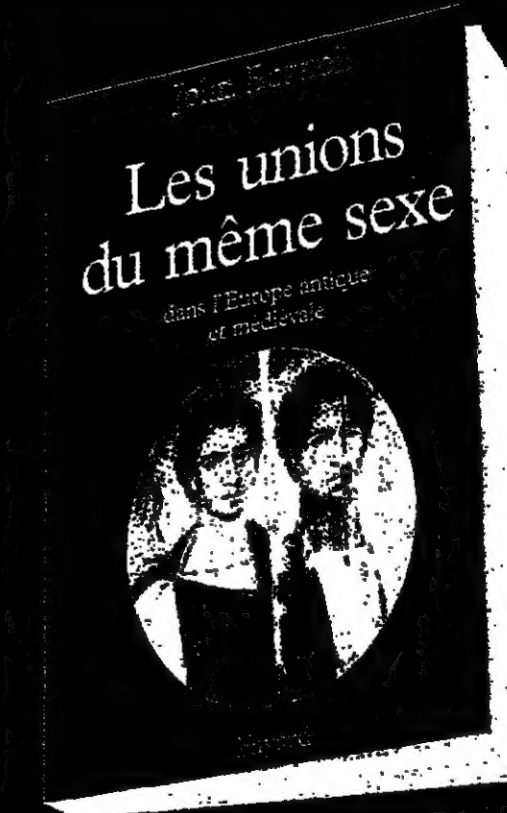
« Le 7 Rond-Point »

Hôtel particulier du 7, rond-point des Champs Elysées - 75008 PARIS

Du Vendredi 22 au Dimanche 24 Novembre

De 11h30 à 18h30 nocturne le vendredi jusqu'à 21h00

« Qu'aucun obstacle ne s'oppose au mariage de deux esprits sincères »



Cet essai sur les unions entre personnes de même sexe est un livre de combat autant qu'un travail d'historien scrupuleux... L'un des plus novateurs qu'on ait lus récemment.

Philippe-Jean Catinchi. Le Monde

L'Histoire
chez
FAYARD

Les sénateurs de la majorité proposent d'alléger l'impôt de solidarité sur la fortune

Des élus de droite se disent circonspects

LES RESPONSABLES des groupes de la majorité au Sénat ont donné leur aval, jeudi 21 novembre, à une proposition d'Alain Lambert (Union centriste, Orne), rapporteur général du budget, visant à alléger l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Il s'agit de supprimer une disposition de la loi de finances pour 1996, spécifiant que le plafonnement de l'ISF ne peut donner lieu à une baisse de plus de 50 % de la cotisation pour les patrimoines supérieurs à 14,9 millions de francs. L'amendement de M. Lambert devait être examiné vendredi par la commission sénatoriale des finances.

Relancée depuis un entretien accordé par le président de la République à *Valeurs actuelles* (daté 5-11 octobre), cette affaire très « sensible » a fait l'objet d'une réunion à huis clos, au palais du Luxembourg, en présence de René Monory, président (UDF-FD) du Sénat, de Christian Poncelet, président (RPR) de la commission des finances, du rapporteur général et des présidents des groupes de la majorité.

« FUIE DE CAPITAL »

Une quinzaine de sénateurs RPR et UDF ont participé au débat, qui a duré plus d'une heure. Les échanges ont porté sur l'efficacité économique et le coût politique de la mesure. Certains participants ont émis des doutes sur l'opportunité d'ouvrir un tel débat. Un sénateur centriste a confié qu'il ne se sentait « pas suffisamment informé pour pouvoir se prononcer ».

La décision semblait acquise avant même cette réunion, les présidents de groupe de la majori-

té se montrant nettement favorables à la mesure préparée par le rapporteur général. Pour Josselin de Rohan, président du groupe RPR, « il faut se poser la question de la pertinence d'une disposition qui aboutit à des délocalisations et qui provoque une fuite des capitaux ». « Il faut reconnaître que les socialistes avaient réfléchi à la question », ajoute-t-il malicieusement. Constatant qu'« on ne peut aller plus loin » qu'un retour au dispositif en vigueur avant la loi de finances pour 1996, car « les Français se sont habitués à l'ISF », M. de Rohan, selon lequel « le premier ministre reconnaît que la mesure adoptée l'an dernier a des effets discutables », affirme que cette réforme présente un « risque politique » — et non « politique ».

« Si nous réagissons comme des députés, nous ne sommes pas dignes d'être sénateurs ! », s'exclame Maurice Blin, président du groupe centriste. « Le taux d'imposition du capital, toutes taxes confondues, constitue une exception dangereuse par rapport à la moyenne des pays voisins », explique-t-il. « Si ça ne tenait qu'à moi, j'irais beaucoup plus loin », ajoute M. Blin. « La mesure adoptée l'an dernier a des répercussions négatives pour le pays », renchérit Henri de Raincourt, président du groupe des Républicains et Indépendants. Selon lui, il faut « dédramatiser » la question de l'ISF, en l'abordant « dans la perspective de l'harmonisation de la fiscalité dans l'Union européenne ». Selon un participant, M. Monory était « tout à fait sur la même longueur d'onde » que les responsables de la majorité.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le patronat et les syndicats de routiers attendent un geste du gouvernement sur la retraite à 55 ans

Après une rupture, les négociations devaient reprendre vendredi

Les négociations engagées entre le patronat et les salariés du transport routier ont été suspendues dans la nuit de jeudi à vendredi 22 no-

vembre. Les deux parties ne s'accordent, pour le moment, que sur la retraite à cinquante-cinq ans pour les chauffeurs. Ils ont saisi le gouverne-

ment d'une modification de la législation en ce sens. Les horaires de travail restent la principale pierre d'achoppement.

de la CFDT-Routage : « Nous sommes tous d'accord sur ce texte, nous étions prêts à le signer, affirme François Yvonneau. Mais le patronat a botté en touche en renvoyant l'affaire devant le gouvernement. Du coup, l'intersyndicale n'a pas voulu signer le document pour ne pas se faire piéger et démobiler les troupes ».

ACTION EN DEUX PARTIES

La CGT, elle, est beaucoup plus mitigée. « Pendant près de neuf heures, les patrons du transport routier ont tenté de faire croire qu'ils étaient prêts à négocier (...) Tant qu'il a été question de réfléchir à comment utiliser l'argent public pour éventuellement avancer l'âge de la retraite, les discussions ont été longues puis ont débouché sur un renvoi vers le gouvernement. Donc rien d'immédiat ni de concret pour les salariés ».

« Il s'agit de beaucoup plus qu'un consensus, c'est un véritable accord qui a été trouvé sur la retraite à cinquante-cinq ans », affirme, pour sa part, Christian Rose, secrétaire national de l'Uniostra. En substance, le texte prévoyait une action en deux parties. Les salariés de cinquante-cinq ans ou plus ayant suffisamment cotisé relèvent des dispositions du décret de 1955 créant la Carcept (caisse de retraite de prévoyance du transport routier), qui permettent de partir en retraite à soixante ans au lieu de soixante-cinq ans. « Nous demandons que ce décret soit aménagé pour ramener l'âge de départ anticipé à cinquante-cinq ans. Il existe une ligne budgétaire prévue par le décret », explique M. Rose.

Pour une deuxième catégorie de personnel, les chauffeurs ayant entre cinquante-cinq et soixante

ans mais pas assez de cotisations, pourraient accéder aux dispositifs des préretraites FNE, normalement accessibles à partir de cinquante-sept ans, ou à ceux de l'accord « départ contre embauche de jeunes » signé entre les partenaires sociaux. « Le texte prévoit la création d'une commission chargée d'étudier la faisabilité, le coût et le financement de telles mesures », affirme le représentant de l'Uniostra. Dans la matinée de vendredi, le ministère des transports se refusait à commenter l'information, « avant d'avoir expertisé les propositions qui nous ont été soumises à 2 heures du matin ». Les représentants du patronat ont vite

compris le parti qu'ils pouvaient tirer, tactiquement, de cette situation.

Dans le même temps, ils restaient intransigeants sur l'autre exigence des grévistes : le paiement à 100 % des heures travaillées hors temps de conduite. Le contrat de progrès, qui est censé régir le secteur depuis la grande grève de juillet 1992, a instauré la notion floue de « temps de service ». Cette deuxième partie de la négociation « n'a pas été vraiment abordée hier soir », affirme M. Rose. Elle fera l'objet de la négociation d'aujourd'hui.

Pascal Galtier

« Nous pouvons devenir des gens rugueux »

STRASBOURG ET CAEN

de nos correspondants

« Tapes dans la cabine, si vous voulez : le délégué, il dort » Sur le pépinière nord de Caen, le café de 7 heures chauffe autour d'un feu. Thierry Douine, de la CFCT, sort de son camion. « Onze heures de sommeil depuis dimanche matin, c'est pas terrible ! Maintenant, je voudrais un contact avec les gens de Paris. Nous devons déterminer rapidement la méthode à employer pour diriger le mouvement. Les routiers peuvent devenir des gens rugueux ».

Sur le barrage, le quotidien s'organise. « Prêts à tenir le week-end, et plus. Pour la douche, la commune d'à côté a mis un vestiaire à notre disposition », dit un routier. « Un restaurateur va venir à 9 heures nous livrer des cafés. Des gens nous apportent du pain et des saucissons. On prend des forces. Ça va exploser s'ils ne lâchent rien ».

Au sud de Caen, au carrefour Lazaro, Etienne Adam, secrétaire de l'union régionale CFDT, fait la queue. « Des chauffeurs espagnols se retrouvent sans argent. Nous les aidons. » Les voitures passent au compte-gouttes. « On vient de resserrer les entrées de Caen à J5, à Colombelles, à Giverville, explique un routier d'Argentan. On a rebloqué les dépôts pétroliers. Nos troupes sont prêtes pour durer ».

A Strasbourg aussi, les chauffeurs routiers ont eu le temps de

s'organiser. Dans une tente, ceux qui bloquent l'accès à l'Allemagne du pont de l'Europe peuvent se réchauffer, boire un café, manger un morceau. Dans les camions alignés sur un kilomètre et demi, les conducteurs de plusieurs nationalités dorment encore.

« ON POURSUIT »

Jean-Louis Lardemer, secrétaire général de la CFDT-Alsace, fait sa tournée d'inspection. Il est certain de la détermination de ses troupes : « Si les négociations ne devaient pas aboutir aujourd'hui à Paris, on poursuivra le mouvement le week-end, et sûrement la semaine prochaine », affirme-t-il. Dans la brasserie voisine, où une dizaine de chauffeurs prennent leur café-croissant, l'atmosphère se chauffe très vite lorsque Jean-Louis Lardemer annonce une rencontre avec le syndicat allemand des routiers salariés.

De l'autre côté de la salle, un homme d'une quarantaine d'années, visiblement à bout de nerfs, finit par intervenir : « Vous ne vous rendez pas compte des dégâts que vous faites. Moi qui suis affreux, vous allez me mettre sur la paille alors que ce sont les clients qui font les profits. Et maintenant vous pouvez me casser la gueule. » L'affaire se termine par la dégustation d'un bon café chaud.

Jean-Jacques Lerosier et Marcel Scotto

Plus de 200 000 salariés

● 35 000 entreprises de transport routier emploient en France plus de 200 000 salariés.
● 68,4 % des marchandises sont acheminées en France par la route, contre 28,4 % par le rail et 3,2 % par la voie d'eau. Le trafic total représente 132 milliards de tonnes kilométriques. Plus de 85 % de l'activité est à l'intérieur de l'Hexagone.

● Le temps de travail devrait être plafonné à 240 heures par mois, soit 60 heures par semaine, selon le contrat de progrès signé en novembre 1994 par les organisations patronales et deux syndicats de salariés, FO et la CFDT.

Cet accord, déjà dérogatoire au droit commun fixant la durée légale du travail à 39 heures, n'a été signé que par une petite partie (entre le tiers et le quart) des entreprises. La quasi-totalité des chauffeurs routiers passent beaucoup plus de temps que prévu sur les routes, en particulier les artisans propriétaires de leur camion.
● La durée mensuelle du temps de travail doit passer à 230 heures (ou 56 heures sur une semaine isolée) à partir du 1^{er} janvier 1997. Une troisième étape est prévue, dans le cadre d'une éventuelle harmonisation européenne, pour passer le temps de travail à 200 heures par mois (50 heures par semaine) à partir du 1^{er} janvier 1999.

● Les rémunérations des chauffeurs routiers varient selon le rythme de travail. Un chauffeur, qui rentre chaque jour à son domicile touche, en moyenne, 8 570 francs par mois. Celui qui s'absente de 1 à 3 jours, gagne 11 400 francs par mois. Le conducteur, absent plus de 4 jours, est rémunéré à hauteur de 12 100 francs par mois. Ces chiffres, tirés du bilan annuel de la situation sociale dans le transport routier, masquent, toutefois, de grandes disparités dans la profession. Artisans routiers et salariés de très petites entreprises gagnent, quelquefois, à peine le Smic.

Sauvez les enfants que la vie réduit au silence



Je veux sauver un enfant avec l'UNICEF

Découpez ce bulletin et renvoyez-le sous enveloppe non affranchie à : UNICEF - Libre Réponses N° 5593/DPS - 75281 Paris Cedex 06

Dans la région des Grands Lacs : Zaire, Rwanda, Burundi, partout où sévissent la famine, les épidémies, la misère, la guerre... des millions d'enfants sont les premières victimes. L'UNICEF a besoin de vous pour les secourir. Avec 100 F : vous achetez 242 sachets de sels de réhydratation. Avec 200 F : 4000 tablettes d'antibiotique contre les diarrhées. Avec 300 F : 450 doses de vaccin contre la rougeole. Avec 500 F : 833 tablettes de purification d'eau. Avec 800 F : 7 trousseaux de premiers secours. Avec 1000 F : plusieurs dizaines d'enfants peuvent être nourris convenablement.

Merci de compléter ce bon et de le retourner au Comité Français pour l'UNICEF avec votre don.

Oui

Je veux apporter dès aujourd'hui mon soutien aux actions de l'UNICEF pour sauver les enfants. Je vous adresse un don de :

☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ 800 F ☐ 1000 F

☐ montant supérieur à préciser : ☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal (à l'ordre de l'UNICEF)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Je reconnais un reçu annuel me permettant de bénéficier de mon don (50% du montant de mon don) dans le cadre de la loi de 1963 sur les dons (50% de mon don) et un don de 500 F me vaut réduction ou crédit d'impôt de 100 F.

Bulletin à poster avec votre don



Donner à l'UNICEF, c'est donner à l'humanité. C'est donner à l'avenir. C'est donner à l'espoir. C'est donner à la vie. C'est donner à la paix. C'est donner à la justice. C'est donner à la liberté. C'est donner à la dignité. C'est donner à la vie.

INFORMATIQUE Dans un rapport remis, le 17 octobre, au garde des sceaux, deux conseillers d'Etat chargés d'étudier la transposition, en droit français, d'une directive eu-

ropéenne de 1995 sur la protection contre les fichiers, proposent de « remettre complètement à plat » la loi Informatique et libertés. ● CETTE RÉFORME aboutirait à un affaiblis-

sement des pouvoirs de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL). Le gouvernement pourrait ainsi se passer de son avis conforme pour les fichiers

concernant la sécurité publique, la défense et la sûreté de l'Etat. L'utilisation du numéro de Sécurité sociale, aujourd'hui strictement encadrée parce qu'il facilite les

interconnexions, serait en outre facilitée. ● LA CNIL A ÉTÉ CRÉÉE en 1978, à la suite du scandale « Safari », qui concernait des fichiers établis par le ministère de l'intérieur.

Deux conseillers d'Etat proposent d'affaiblir les pouvoirs de la CNIL

Dans un rapport rédigé à la demande de Jacques Toubon, ils souhaitent assouplir l'utilisation des numéros de Sécurité sociale alors que celle-ci est strictement encadrée aujourd'hui pour éviter des interconnexions entre fichiers

EN MATIÈRE de protection contre les fichiers, l'Europe offre un paysage infiniment contrasté : l'Italie et la Grèce ne disposent d'aucune législation tandis que la France, le Portugal ou la Belgique ont construit au fil des ans des édifices juridiques très différents. Une directive européenne du 24 octobre 1995 tente donc d'harmoniser les législations. « Ce rapprochement, note cependant le texte, ne doit pas conduire à affaiblir la protection qu'elles assurent mais, au contraire, avoir pour objectif de garantir un niveau élevé de protection dans la Communauté. » Comme tous les pays européens, la France dispose d'un délai de trois ans pour transposer cette directive en droit interne.

Le 17 octobre, deux conseillers d'Etat, Jean Gaeremynck et Maurice Média, ont remis à Jacques Toubon un rapport dont les conclusions vont bien au-delà du

document révélé par *Le Canard enchaîné*.

Bien que la directive européenne ne concerne nullement les domaines « de souveraineté » — la sécurité publique, la défense, la sûreté de l'Etat, la lutte contre l'immigration clandestine ou la coopération judiciaire et policière internationale —, les deux conseillers d'Etat proposent, dans ce domaine, d'affaiblir très nettement les pouvoirs de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL). Jugant le système actuel « particulièrement lourd », depuis 1978, ces fichiers sont de facto soumis à un double avis conforme de la Commission et du Conseil d'Etat — le rapport propose que la décision de créer des traitements automatisés « de souveraineté » appartienne désormais au gouvernement, après un simple avis de la CNIL.

L'utilisation du numéro de Sécurité sociale, aujourd'hui strictement encadrée parce qu'il facilite les interconnexions entre fichiers, serait en outre facilitée. « Il est possible aujourd'hui de dépasser le stade de la méfiance instinctive et de prendre pleinement en compte les avantages et les enjeux de l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire (NIR), note le rapport. C'est la seule technique qui soit d'une sûreté absolue. Cela en fait, par la technique des interconnexions, un instrument d'une efficacité incomparable, au regard des impératifs actuels des politiques publiques : nécessité d'une connaissance fine du tissu social pour la meilleure adaptation des services, recherche de la simplification pour l'usager par les moyens des « guichets uniques », lutte contre la fraude dans les dépenses sociales et fiscales, développement des réseaux européens de données administratives. »

CONTRÔLE « A POSTERIORI »

Actuellement, la CNIL soumet l'utilisation de ce numéro inscrite à une autorisation par décret en Conseil d'Etat après avoir rendu un avis simple. Aucun gouvernement n'a encore osé défier la Commission : depuis 1978, tous les avis défavorables de la CNIL ont valu interdiction. Afin « d'assouplir les conditions d'utilisation du NIR et de réalisation des interconnexions », le rapport propose au gouvernement de se passer de cet avis pour les projets d'interconnexion et pour l'utilisation du numéro de Sécurité sociale en matière de politique publique. « Cette solution répond au souci du gouvernement d'optimiser la lutte contre les fraudes par la mise en place ra-

pidé de dispositifs de croisements de fichiers, bénéficiant de l'opérateur irremplaçable que constitue le NIR », constate la chancellerie dans des fiches techniques qu'elle a établies au vu du rapport des deux conseillers d'Etat.

Le rapport s'attarde longuement sur le problème du contrôle des fichiers du secteur privé, qui concernent le marketing, la vente par correspondance, les assurances ou les banques. Au moment de la création des fichiers, les formalités seront donc considérablement allégées : la directive prévoit de simples notifications, voire des exonérations pures et simples pour les traitements « qui ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux droits et libertés des personnes concernées ». Pour les données « sensibles » — origine raciale ou ethnique, opinions politiques, mœurs, convictions religieuses ou philosophiques ou appartenance

syndicale —, le rapport propose que la CNIL rende une décision motivée soumise au juge de l'exercice de pouvoir.

FORT DÉSAIENNE

Dans l'esprit de la directive, cet allègement très net des contrôles a priori doit s'accompagner d'un renforcement des contrôles a posteriori. Une fois que les fichiers sont constitués, la CNIL dispose en effet de pouvoirs de contrôle très réduits : elle peut procéder à des vérifications sur place mais le Conseil d'Etat a précisé à plusieurs reprises qu'il ne s'agissait ni de perquisitions ni de saisies. Un avis d'intervention doit d'ailleurs être remis aux intéressés avant le début des opérations de contrôle. En matière de sanctions, la CNIL est également fort démunie : elle peut prononcer des avertissements, qui sont uniquement des blâmes moraux, ou saisir le parquet, comme

toute autorité constituée et tout fonctionnaire.

Bien que la directive européenne encourage les États à « donner une pleine efficacité aux instruments juridiques du contrôle a posteriori », les conseillers d'Etat et le ministère de la justice se montrent très prudents : le rapport précise que la chancellerie est « réservée » à l'idée de donner à la CNIL des pouvoirs coercitifs — visites et saisies de documents — et estime « difficile » de la doter d'un pouvoir d'injonction qui lui permettrait, par exemple, d'imposer des destructions de fichiers. Tous ceux qui souhaitent que la CNIL puisse mettre elle-même en mouvement l'action publique seront en outre déçus : dans ses fiches, la chancellerie estime qu'un tel pouvoir constituerait « une limitation du pouvoir d'appréciation du parquet et un risque de démembrement de l'action publique ».

Enfin, le rapport des deux conseillers d'Etat propose de modifier la composition de la CNIL en renforçant la place des représentants du secteur privé. « Aujourd'hui, sur les dix-sept membres de la Commission, seuls sont censés représenter ce secteur les deux membres du Conseil économique et social élus en son sein, constate le rapport. Il conviendrait certainement d'augmenter cette proportion, par exemple en prévoyant qu'un ou deux de ses membres soient désignés sur proposition d'une ou plusieurs organisations représentatives des entreprises (CNPF, CGPME). » Le ministère de la justice estime dans ses fiches que cette proposition « constitue une conséquence logique de l'unification opérée par la directive des régimes respectifs s'appliquant en France aux secteurs public et privé ».

Anne Chemin

Le projet Safari

En mars 1974, le ministère de l'intérieur avait mis en place un projet baptisé « Safari » (système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus), qui consistait à constituer une immense banque de données à partir des fichiers des services de police. Une semaine après la révélation, par *Le Monde*, de cette information, le premier ministre, Pierre Messmer, chargeait une commission dite informatique et libertés de douze membres de proposer une réglementation.

Dans un rapport rendu en septembre 1975, cette commission avait proposé la création d'une instance de contrôle. « Il faut prendre garde que le développement inégal de l'informatique au sein de l'Etat ne fausse pas les équilibres voulus par la Constitution et par la loi », notait-elle. Après une longue élaboration, la loi sur l'informatique et les libertés a été publiée au *Journal officiel* du 7 janvier 1978.

débat technique sur la transposition : bien que la France, avec sa loi « Informatique et libertés », fasse figure de pays pionnier en matière de protection contre les fichiers, les conseillers d'Etat proposent au garde des sceaux d'engager une véritable refonte de la loi de 1978. « Il faut saisir l'occasion pour « remettre complètement à plat » tout le régime de droit issu de la loi de 1978 » écrivent-ils dans ce

Une autorité administrative indépendante

● **Composition** : la CNIL est composée de dix-sept membres. L'Assemblée nationale et le Sénat élisent deux députés et deux sénateurs. Le Conseil économique et social désigne l'un des siens. Le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et la Cour des comptes élisent chacun deux de leurs membres ou de leurs anciens membres. Deux personnes qualifiées pour leur connaissance des applications de l'informatique sont nommées sur proposition du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat. Enfin, trois personnalités sont désignées par décret en conseil des ministres. La CNIL élit en son sein, pour cinq ans, son président. Elle est actuellement présidée par Jacques Faure, ancien directeur du *Monde*.

● **Compétences** : la CNIL est une autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect de la loi du 6 janvier 1978 « relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ». Dotée d'un pouvoir réglementaire, elle informe toutes les personnes concernées de leurs droits et

obligations et contrôle les applications de l'informatique aux traitements des informations nominatives. La CNIL donne aussi des avis sur les traitements opérés pour le compte de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public. Sauf accord de l'intéressé, il est interdit de ficher des données nominatives faisant apparaître « les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales des personnes ». Pour des « motifs d'intérêt public », il peut être fait exception à cette interdiction, sur avis conforme de la commission. ● **Saisines** : de 1978 à 1995, la CNIL a enregistré 429 822 traitements automatisés, qui concernent des déclarations relatives au secteur privé et des demandes d'avis touchant le secteur public. En 1995, elle a reçu 1 636 plaintes, qui ont porté notamment sur des oppositions au traitement ou à la communication d'informations, dans les secteurs tels que la prospection commerciale ou la banque.



Vous achetez un Nokia Itineris et pour 1F de plus vous avez un an d'assurance contre la casse et le vol.*

Agences France Télécom.

Demandez-nous ce qu'il y a de mieux pour vous.

France Telecom

* Dans le limite des stocks disponibles jusqu'au 28 novembre 96 inclus. Si l'abonnement (liberté minimum 12 mois) est souscrit au moment de l'achat du Nokia 1610 Itineris, soit à partir de 120,60 TTC/mois + frais de mise en service : 422,10 F TTC. Hors promotion prime d'assurance annuelle 100 F TTC. Dans les conditions du contrat assurance mobile.

Huit jeunes Aixois interpellés pour une série de profanations de tombes

Ils s'adonnaient à des rites macabres

MARSEILLE
de notre correspondant
« Des petits jeunes du coin, filles dans leur tête, qui formaient une confrérie d'adeptes de hard rock et de musique gothique, tous rattachés à des idées sataniques, démoniaques, moyenâgeuses. » Le procureur de la République d'Aix-en-Provence, Jacques Beaune, brosse ainsi à gros traits le portrait des huit jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-quatre ans interpellés pour avoir commis une longue série de profanations dans une douzaine de cimetières de la région aixoise.

Depuis 1992, les plaintes pour violation de sépultures se multipliaient dans les communes proches d'Aix-en-Provence, mais c'est par hasard que les gendarmes ont interpellé, le 10 novembre, cinq garçons qui ont d'emblée reconnu le vol de dizaines de crânes, ossements, lambeaux de peaux et objets funéraires. La découverte, deux jours plus tard, d'ossements abandonnés dans un talus à proximité du cimetière de Venelles (Bouches-du-Rhône) avait incité les gendarmes à pratiquer une inspection des tombes. Plusieurs avaient été descellées. A partir du numéro minéralogique d'un véhicule stationné quelques jours plus tôt à proximité du cimetière et relevé par un gendarme lors d'une ronde, une perquisition au domicile du propriétaire de la voiture permettait la découverte d'os humains dans la chambre d'un adolescent de dix-huit ans, élève de terminale dans un lycée professionnel de Gardanne.

Les aveux du lycéen entraînaient l'interpellation de quatre complices, parmi lesquels Richard, vingt-quatre ans, porteur de cercueils dans une société de pompes funéraires d'Aix-en-Provence. Dans son appartement, les gendarmes ont découvert quarante crânes humains, des dizaines d'os, dont certains avaient servi à la confection d'un lustre, des urnes funéraires ainsi qu'un cercueil contenant le corps d'un enfant volé dans un cimetière de la périphérie aixoise. Mis en examen pour « violations et profanations de tombeaux ou sépultures accompagnées d'atteinte à l'intégrité des cadavres » et « vols en réunion », quatre des cinq jeunes garçons ont été écroués à la maison d'arrêt de Luny. Le juge d'instruction Gwenaël Le Gallo a placé le cinquième sous contrôle judiciaire. Trois autres personnes devaient être présentées vendredi matin 22 novembre au juge d'instruction, au terme de quarante-huit heures de garde à vue.

Le procureur de la République dément « toute appartenance à un

mouvement politique, nazi ou antisémite » ainsi que « tout rattachement à une idéologie ». Selon le magistrat, cette confrérie d'adeptes de pratiques macabres « ne répond pas aux critères définis dans le rapport parlementaire sur les sectes ». Les profanateurs n'auraient pas opéré de mise en scène dans les cimetières, où ils se rendaient après avoir consommé du haschisch et de la bière. Richard affirme cependant pratiquer « la sarcellerie de campagne » et porter intérêt au druidisme et aux pratiques vaudoues. Il avait acquis des films d'horreur et des ouvrages évoquant les fantômes, Satan, les dédoublements... Ses parents analysaient le goût de leur fils pour la magie comme « une fantaisie d'adolescent attardé », rapporte son avocat, M. Luc Febbraro.

« UNE RELIGION D'ESCLAVES »
Décrit par ses collègues de l'entreprise de pompes funéraires comme « ponctuel et sans histoires », Richard est présenté par le procureur de la République comme « le plus impliqué ». Au fil des rencontres dans un café aixois, il aurait ainsi initié les autres jeunes gens, toujours vêtus en noir, les pattes descendant bas sur les joues et dont certains portaient des bagues en forme de cercueil.

Les experts que le juge d'instruction s'appuie à désigner s'attachent à définir les motivations des jeunes satanistes. Questionné par M. Le Gallo sur son irrespect des morts, Richard lui a répliqué : « Dans la fosse commune, je ne vois pas où est le respect des morts. » Passionné de mythologie viking, Cédric s'était rasé les cheveux, ne laissant sur son crâne qu'une touffe en forme de queue de cheval. L'adolescent décrit la religion catholique comme « une religion d'esclaves ». Il se serait réfugié dans cette culture macabre peu de temps après le décès de son père victime d'une longue maladie. « Lorsque je l'ai rencontré, il ne semblait pas parmi nous, mais ailleurs », rapporte son défenseur, M. Bruno Rebstock.

Le juge d'instruction et le parquet d'Aix-en-Provence redoutent d'annoncer aux familles que le corps d'un de leurs proches a été mutilé. Avec le concours d'une association d'aide aux victimes et peut-être même de psychologues, ils préparent la restitution des crânes saisis et du cercueil de l'enfant. « Nous sommes très préoccupés par tout cela, confie Jacques Beaune, tant nous touchons au tréfonds de l'âme des victimes. »

Luc Leroux

Les anciens préfets nient toute responsabilité pénale dans le drame de Barbotan

Jean-Michel Bérard et Gérard Guiter affirment qu'ils ne disposaient pas d'éléments suffisants

Les deux anciens préfets du Gers, respectivement de 1987 à 1990 et de 1990 à 1992, ont comparu en tant que prévenus, jeudi 21 novembre, devant le tribunal correctionnel de Toulouse. L'accusation leur reproche notamment de n'avoir pas procédé à la mise à jour de la liste

annuelle des établissements recevant du public. Le redassement des thermes aurait déclenché de nouveaux contrôles de sécurité.

temment occupé de la sécurité des établissements de plein air.

Ensuite, Jean-Michel Bérard retrace l'histoire chaotique des projets d'agrandissement des thermes, qualifiés de « pharaoniques » ou d'« abracadabrants », dont son successeur n'aura pas connaissance. Ces projets, fait-on remarquer, ne devaient modifier en rien le classement de l'établissement, tant que les travaux n'étaient pas réalisés et que des demandes d'ouverture au public n'étaient pas déposées. Les thermes demeuraient donc en cinquième catégorie.

« MANQUE D'AGILITÉ D'ESPRIT »

En théorie, oui, mais dans les faits ? L'audience a révélé qu'entre 1985 et 1988 la Chaîne thermale du soleil ne s'embarassait guère des règles d'urbanisme et des procédures d'autorisation d'exploitation de son unité de Barbotan. Comme elle ne se priva guère, en 1991, d'effectuer des travaux dangereux en présence du public. Une partie de l'agrandissement - la zone des piscines où se produira le sinistre, en 1991 -, effectuée sans permis, a ainsi été ouverte au public sans qu'aucune demande d'autorisation d'ouverture ait été déposée en mairie.

« A la préfecture, nous n'étions avisés que d'infractions aux règles d'urbanisme », se défend Jean-Michel Bérard, qui est même intervenu personnellement à plusieurs reprises pour que la Chaîne respecte sur ce point la loi. « Si nous avions été au courant de l'exploitation illicite des piscines, le problème aurait été traité, assure-t-il, comme a été traité celui de l'urbanisme ».

Jean-Michel Dumay

TOULOUSE
de notre envoyé spécial
« J'ai assumé les décisions que j'ai prises en tant que préfet. Si des fautes ont été commises, je les assume. »



PROCES

Le tribunal appréciera. A son tour, Jean-Michel Bérard, quarante-neuf ans, préfet du Gers de 1987 à 1990, s'explique, jeudi 21 novembre, devant le tribunal correctionnel de Toulouse, sur son éventuelle responsabilité dans la catastrophe des Thermes de Barbotan, qui fit vingt morts en 1991. Premiers préfets à comparaître comme prévenus devant la justice française, Jean-Michel Bérard et Gérard Guiter, cinquante-deux ans, son successeur à Auch, de 1990 à 1992, ont été renvoyés pour « homicides et blessures involontaires par maladresse, négligence, ou manquement à une obligation de sécurité imposée par la loi ou les règlements » (Le Monde des 19 et 22 novembre).

Succédant aux artisans et aux anciens cadres de la Chaîne thermale du soleil, Jean-Michel Bérard répond aux questions du président Jean-Luc Dumas, avec l'aplomb qui sied à l'ancien préfet de la préfecture. L'ancien préfet du Gers reconnaît d'emblée « ne pas avoir procédé à l'établissement de la liste annuelle des établissements recevant du public (ERP) soumis à la réglementation », que la loi rendait

pourant obligatoire. « Une formalité administrative qui m'a échappé », dit-il.

Selon l'accusation, la mise à jour de cette liste aurait permis de reclasser les thermes dans une nouvelle catégorie administrative et aurait déclenché une visite de contrôle par une commission de sécurité. Celle-ci n'aurait pas manqué de relever les nombreuses irrégularités dans la conception des bâtiments et le choix des matériaux utilisés, non conformes. Classés en cinquième catégorie, les Thermes de Barbotan n'étaient pas soumis à des visites périodiques de la commission de sécurité compétente - la dernière eut lieu cinq ans avant le drame. Reclassés dans une catégorie supérieure, ils auraient dû faire l'objet de contrôles annuels.

Mais l'ancien préfet entend démontrer, point par point, que l'établissement de cette liste des ERP aurait été sans incidence particulière sur le drame de Barbotan et qu'en tout état de cause il ne disposait « d'aucun élément [lui] permettant de mettre en cause le classement » des thermes en cinquième catégorie, décidé par le maire, après consultation des services compétents. La liste des ERP en question, explique-t-il tout d'abord, « n'est que le récolement des listes tenues, sur le terrain, par les commissions de sécurité dans les arrondissements. Elle est établie afin que l'autorité préfectorale puisse adapter les secours en fonction des besoins au plan départemental ». Il s'agit d'un « élément statistique », précise plus tard Gérard Guiter, visiblement ému, qui, lorsqu'il était arrivé à Auch, s'était promp-

Le procès du crash de l'Airbus A-320 à Habsheim débute à Colmar

LE TRIBUNAL correctionnel de Colmar, présidé par Christian Riss, devait ouvrir, vendredi 22 novembre, l'audience consacrée au crash de l'Airbus A-320 survenu le 26 juillet 1988 à Habsheim (Haut-Rhin), au cours d'un vol de démonstration, et qui a fait trois morts et une cinquantaine de blessés. Les débats, qui se poursuivront pendant près d'un mois, verront principalement s'opposer deux thèses : celle de la défense du pilote, qui justifie l'accident par des défaillances techniques de l'appareil ; celle de l'accusation, qui fonde la poursuite sur des erreurs manifestes de pilotage et de préparation. Cinq prévenus devront répondre du délit d'« homicides et blessures involontaires par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements ». Il s'agit du commandant de bord, Michel Asseline, du copilote, Pierre Mazières, du directeur des opérations aériennes d'Air France, Henry Petit, du responsable de la sécurité des vols, Jacques Gauthier, et du président de l'aéroclub d'Habsheim, François Furstenberger.

Il y a huit ans, l'Airbus A-320 n'était pas encore devenu un succès commercial. Dernier-né d'Airbus Industrie, il cristallisait sur lui les espoirs de l'aéronautique européenne, confrontée à la concurrence quasi hégémonique des constructeurs américains. La direction générale de l'aviation civile avait accordé la certification à l'A-320 le 26 février 1988 et l'administration américaine se préparait à délivrer la sienne. Rien ne devait ternir l'avenir commercial d'un avion qui constituait, aux yeux des concepteurs, une réussite technologique. Aussi, quand, en 1988, l'aéroclub d'Habsheim envisage de faire figurer l'A-320 dans la manifestation aérienne organisée chaque année sur son aéroport, il obtient rapidement l'accord d'Air France, qui vient d'acquiescer le troisième appareil de ce type. Au cours d'un vol de « présentation », l'avion décolla de l'aéroport Bâle-Mulhouse, fera deux boucles au-dessus des arbres et un passage basse altitude au-dessus de l'aéroport d'Habsheim. Le 26 juillet 1988, l'Airbus immatriculé F-GFKC, avec cent trente

passagers à bord, arrive à 14 h 45 dans l'axe des tribunes qui bordent la piste de l'aéroport. Il vole bas, trop bas, si bien qu'il ne peut éviter de percuter la cime des arbres de la forêt de la Hardt, située en bout de piste. C'est le crash, aussitôt suivi d'un incendie. Trois corps carbonisés sont retirés de l'épave. Il s'agit de Hervé Liermann, tétraplégique de quinze ans, Mariannette Parry, six ans, et Marie-Françoise Froesch, quarante-deux ans, qui semble bien avoir payé de sa vie une tentative de secourir l'enfant. Par ailleurs, une cinquantaine de passagers sont plus ou moins sérieusement blessés.

« La polémique sur l'authentification des enregistreurs a "pollué" le cours de l'instruction »

Aussitôt après l'intervention des secours, les « boîtes noires » (en réalité de couleur orange) sont prélevées sur l'épave et remises à Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile (DGAC), avec l'accord du procureur de la République. Il s'agit là d'une bêtise qui aura une portée considérable. Dans son ordonnance de renvoi, le magistrat observe qu'avant l'ouverture de l'information judiciaire le procureur de la République a usé normalement des pouvoirs conférés au parquet dans une procédure de délit flagrant. Mais le juge ajoute : « On peut regretter, de première part, l'absence des désignations immédiates d'experts judiciaires compétents dans le domaine aéronautique et indépendants tant à l'égard de la DGAC que de la commission d'enquête administrative (...). Mais, surtout, il convient de déplorer l'absence de placement sous scellés judiciaires des enregistreurs de vol, pièces qui constituent les éléments de preuve les plus essentiels à la manifestation de la vérité. Ce

manque de rigueur procédurrière permettra à certaines parties (...) de faire naître la suspicion, voire de tenter d'accréditer l'existence d'une véritable manipulation orchestrée par les autorités de l'Etat dans le but de préserver d'importants intérêts économiques et industriels. »

Si, au bout de plusieurs années d'instruction, le magistrat a acquis la certitude que les enregistreurs de vol n'ont pas été falsifiés, force est de constater que de nombreux éléments pouvaient conduire à s'interroger sur les conditions dans lesquelles ces deux enregistreurs - le DFDR (digital flight data recorder) et le CVR (cockpit flight recorder) - avaient été transportés et analysés. Finalement, l'enquête a établi que M. Tenenbaum les avait transportés à Villacoublay. Et que, de là, le DFDR avait été transporté au centre d'essais en vol de Brétigny alors que le CVR avait été dirigé vers les locaux du bureau enquêtes-accidents (BEA), à Paris. Ces deux enregistreurs ne seront placés sous scellés que le 6 juillet par la brigade de gendarmerie des transports aériens d'Atthis-Mons. En principe, à partir de cet instant, il ne pouvait plus rien leur arriver. Les scellés sont inviolables et ils étaient entre les mains de deux experts judiciaires désignés par le magistrat instructeur. Pourtant, le 26 juillet 1988, le DFDR sera remis à Air France, dont la responsabilité est pourtant susceptible d'être engagée. Il s'agit là, note le juge, d'« un laxisme procédural ». « La polémique sur l'authentification a "pollué" le cours de l'instruction », ajoute-t-il.

Cette polémique a déjà été portée devant une enceinte judiciaire. Au début de l'année 1989, la DGAC et Daniel Tenenbaum avaient déposé une plainte contre Michel Asseline, lui reprochant de les avoir diffamés en affirmant que les enregistreurs de vol avaient été « trafiqués » avant d'être remis à la justice. Le 29 janvier 1991, la 17^e chambre correctionnelle de Paris avait condamné M. Asseline en considérant qu'il n'avait pas établi « la matérialité des falsifications dénoncées ». Une grande partie de l'audience de Colmar risque pour- tant d'être consacrée à l'authentification des enregistreurs de vol.

Concernant plus particulièrement M. Asseline, l'accusation lui reproche notamment d'avoir décidé de réaliser un passage à basse altitude sans avoir fait une reconnaissance préalable au-dessus du terrain d'Habsheim. En outre, il est accusé d'avoir fait un mauvais usage des instruments de bord et d'avoir mal apprécié les critères de pilotage de ce nouvel avion.

L'Airbus A-320, tout au moins dans sa version utilisée en 1988, sera largement mis en cause par la défense. Déjà, au cours du procès en diffamation, M. Asseline avait raconté ce qu'il avait vécu au moment où il avait voulu reprendre de l'altitude en expliquant : « Je pousse la manette des gaz et puis j'attends. Qu'est-ce qui se passe ? Rien ! Je n'ai pas de moteur. » Pour le pilote, c'est l'inertie particulièrement longue des commandes électroniques qui est responsable de l'accident. L'accusation lui rétorque que les gaz ont été remis trop tard alors que l'appareil, amené à une vitesse trop réduite (235 km/h), trop bas (7,5 mètres), trop cabré, était déjà en situation de décrochage.

Bien que M. Asseline soit un pilote chevronné, le magistrat instructeur se montre extrêmement sévère en l'accusant de s'être pris « pour un pilote d'essai ». Il n'accorde au pilote qu'une seule circonstance atténuante : « la fatigue qui pouvait être la sienne compte tenu de la charge de travail ininterrompue à la mise en service de l'A-320 au sein d'Air France ».

Le copilote, Pierre Mazières, est accusé d'avoir mal préparé le vol et d'avoir manqué d'initiative pendant la phase critique. Henry Petit est principalement mis en cause pour avoir rédigé une note autorisant les vols de présentation à basse altitude et avec des passagers. C'est sur ces mêmes bases, mais dans une moindre mesure, que Jacques Gauthier est également poursuivi. Quant à François Furstenberger, président de l'aéroclub, il lui est reproché de ne pas avoir organisé un briefing avec les pilotes qui aurait permis, notamment, à ceux-ci d'être informés de la présence d'arbres en bout de piste.

Maurice Peyrot

Samedi
23 novembre à 13 h 20

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Anne-Marie
IDRAC

secrétaire d'Etat aux transports

sera interrogée par

Jean-Jacques CROS (France 3)
et

Anne-Marie ROCCO (Le Monde)

3
Paris
Ile-de-France

Le Monde

سكنا من اجل

La campagne sécuritaire des partisans du « oui » au référendum antimendicité organisé à Nice

Plusieurs associations appellent au boycottage de cette consultation municipale

Le référendum sur la reconduction de l'arrêté antimendicité pris cet été par le maire de la ville, Jacques Peyrat (RPR), aura lieu dimanche

24 novembre. Les partisans du « oui » ont fait campagne sur des thèmes sécuritaires en associant mendicité et délinquance. Des associa-

tions dénoncent cet amalgame et appellent au boycottage du scrutin, redoutant le blanc-seing dont pourrait se prévaloir le maire.

NICE
de notre correspondant
Avant le référendum sur la reconduction de l'arrêté antimendicité pris cet été par la municipalité de Nice, les partisans du « oui » ont fait campagne en tenant une série de réunions de quartier. Jeudi 21 novembre, lors de l'une d'elles, Jean Hanot, adjoint au maire chargé de la sécurité, a avancé leur argument-clé : l'arrêté est un chapitre de la politique de sécurité du maire de Nice. « Sur les six cents sans-abri qui ont été emmenés au mont Chauve, cinquante seulement étaient de vrais mendiants. Les autres étaient des marginaux et 70 % d'entre eux venaient des pays de l'Est, a-t-il pré-

sé. A tous les feux rouges, en plus des insultes, ils donnaient un coup de pied dans la portière de la voiture si vous ne donniez pas assez, et un coup de couteau si vous ne donniez rien. Les bandes se répartissaient les bons carrefours. Celui de Nice-Etoile "rapportait" entre 300 et 600 francs par jour. »

Le journal municipal Nice-Magazine, dans son numéro de novembre, va plus loin dans la dénonciation d'une mendicité délinquante. La photographie de « une » montre une jeune vendeuse de fleurs dans un restaurant, avec un titre racoleur : « Intolérable : la mendicité forcée des enfants ».

L'article sur le référendum pose la question : « Est-il tolérable plus longtemps d'accepter que des bandes organisées en hordes de lous s'attaquent aux plus faibles de nos concitoyens (...) pour les rançonner, leur voler leurs sacs à main, leurs bijoux, les taser de leurs blousons, et même de leurs sangs pour les plus jeunes, en recourant à la pression morale, aux voies de fait, exigeant brutalement de leurs victimes le salaire de la haine, de la paresse, de l'incivilité ? »

Cet argument est aussi utilisé par le syndicat hôtelier de la Côte d'Azur, qui a adressé, le 18 novembre, une lettre à ses adhérents. Il y explique la nécessité de reconduire cette mesure, dans les prochaines années, pour permettre une « meilleure sécurité des touristes » et donner « à la ville une meilleure image ».

L'Association pour la démocratie à Nice (ADN) et Médecins du monde (MDM) s'insurgent contre

cet amalgame entre la pauvreté et la violence. « Les gens qui ont été emmenés au mont Chauve, cet été, étaient uniquement des démunis, pas des délinquants », explique Thérèse Mafféi, présidente de l'ADN, qui assurait la navette en voiture pour descendre les sans-abri en ville. Le bus de MDM a repris, au mois de novembre, ses tournées nocturnes dans Nice, derrière celui de l'Armée du salut. « Quelquefois, nous avons vingt-cinq types dans le camion, témoigne le docteur Philippe de Botton, responsable de l'antenne nicoise de MDM. Nous n'avons jamais eu le moindre incident. »

PROPOSER DES SOLUTIONS
La question posée par le référendum apparaît aux associations de solidarité trop réductrice pour apporter une solution au problème de société évoqué. « Quand on travaille dans la rue, on finit par connaître tous les sans-abri, explique le docteur de Botton. Il faut leur parler, leur proposer des solutions. Et éviter de les regrouper toujours aux mêmes endroits. Nous

voulons bien travailler avec la mairie mais uniquement si elle ne reconduit pas l'arrêté. » Vingt associations, regroupées au sein d'Inter-Secours-Nice, ont proposé à la municipalité de monter des « équipes techniques de rue » et de participer au fonctionnement d'un centre d'accueil de jour ouvert toute l'année. Leur démarche est restée lettre morte.

Au cours de la réunion, jeudi soir, un membre du comité pour le « oui » estimait qu'avec une victoire « Peyrat pourra faire tout ce qu'il faut ». Les opposants à l'arrêté municipal redoutent cette carte blanche. Les partisans du « non » insistent sur le devoir de solidarité envers les plus démunis de notre société. « C'est une parodie de démocratie. Si le "non" gagne, Peyrat, avec une pirouette, fera ce qu'il voudra », affirme Thérèse Mafféi. ADN et plusieurs associations militent pour le boycottage et organisent, dimanche 24 novembre à midi, place Masséna, un pique-nique avec les sans-abri.

Jean-Pierre Laborde

Hervé Gaymard encourage la prise en charge de la douleur

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à la santé, Hervé Gaymard, a annoncé, jeudi 21 novembre, la parution « dans les prochains jours » d'un arrêté visant à rendre « plus pratique » le fameux « carnet à souches pour prescriptions spécialisées » (obligatoire pour les stupéfiants, dont les opiacés). M. Gaymard compte aussi mettre en place une « labellisation » des structures chargées de lutter contre la douleur. Il a enfin indiqué qu'il allait demander aux directeurs des agences régionales de l'hospitalisation d'établir, « pour la fin de l'année 1997, un volet du schéma régional d'organisation sanitaire consacré à la prise en charge de la douleur ».

M. Gaymard a précisé que la consommation de morphine avait « doublé entre 1993 et 1994 », grâce notamment à l'introduction d'un enseignement sur la douleur dans la formation médicale et à l'allongement de la durée de prescription de la morphine. La France reste pourtant très en retard dans la prescription des antalgiques majeurs.

DÉPÊCHES

IMMIGRATION : l'Etat a été condamné à verser 30 000 francs à un étudiant camerounais en réparation du préjudice causé par le refus de renouvellement de son titre de séjour, décidé par le préfet au motif qu'il suivait un nombre insuffisant d'heures de cours. Dans ce jugement, rendu jeudi 21 novembre, le tribunal administratif de Lille reconnaît que ce refus, finalement rapporté, avait empêché M. Nenda Tanekou d'obtenir un emploi pendant plus d'un an, qu'une aide au logement lui avait été refusée et que l'état de santé de son épouse française en avait pâti.

JUSTICE : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a renvoyé, vendredi 22 novembre, Lhadj Salidi, vingt-quatre ans, qui avait renversé et tué Marie-Christine Baillet, trente-deux ans, femme policier, lors d'un rodéo automobile, le 9 juin 1991 à Mantes-la-Jolie. Lhadj Salidi devrait répondre de « coups mortels » devant la cour d'assises des Yvelines. Mais la chambre d'accusation n'a pas retenu contre lui la « tentative d'homicide volontaire » contre un autre policier et a prononcé un non-lieu sur ces faits.

VACHE FOLLE : un accord a été conclu, mercredi 20 novembre, entre le syndicat français de l'industrie cinématographique et le gouvernement pour éliminer par incinération les dizaines de milliers de tonnes de farine de viande provenant de cadavres d'animaux ou de déchets d'abattoirs jugés impropres à la commercialisation. Les cimetières recevront, dans un premier temps, 700 tonnes des pouvoirs publics par tonne de farine animale incinérée.

« Pas opportun », pour Jean-Paul Delevoye

Pour Jean-Paul Delevoye, président RPR de l'Association des maires de France, le référendum local peut être « une excellente mesure » s'il s'agit d'interroger la population, par exemple, sur « des aspects structurels » de l'équipement d'une commune. En revanche, c'est un « mauvais outil » s'il s'inscrit dans le « développement des intérêts catégoriels, des égoïsmes, des phénomènes de racisme social dans l'aggravation de la fracture civique ». A l'évidence, le référendum de Nice fait partie de la seconde catégorie : « Qu'il s'agisse du choix du moment de la question posée ou de l'objet politique, il n'est pas opportun. »

Les nouveaux allocataires du RMI sont aidés par leurs familles

EN REFUSANT d'engager une révision de la loi de 1988 sur le revenu minimum d'insertion (RMI), en y introduisant l'examen systématique des ressources familiales, les députés ont mis un terme provisoire à une polémique qui dure depuis deux ans. Ce dernier rebondissement aura, au moins, permis de faire ressortir le caractère lacunaire des données disponibles sur le RMI, qui concerne désormais un million d'allocataires.

Une enquête qualitative du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), dont les premiers résultats sont rendus publics par le ministère du travail et des affaires sociales, devrait en partie combler ces lacunes. Elle montre clairement que les bénéficiaires du RMI ne sont pas des nantis et que la solidarité familiale, notamment financière, est largement mise à contribution.

Un échantillon représentatif de 900 personnes entrées dans le dispositif au premier trimestre 1995 a été interrogé. Pour les trois quarts d'entre elles, l'argent a été la première motivation pour demander le RMI (2 374 francs par mois pour une personne seule), suivie par le remboursement des dépenses de santé. Seulement 15 % des personnes interrogées disent avoir des parents dont les ressources dépassent 10 000 francs par mois. La solidarité familiale semble d'abord jouer comme solution d'attente : près des trois quarts des personnes interrogées ont été soutenues financièrement par leur famille avant l'obtention du RMI, l'aide se poursuivant au-delà dans 17 % des cas.

Un quart seulement des nouveaux allocataires ne reçoivent aucune aide matérielle ou financière de leur famille. Les nouveaux entrants dans le dispositif sont plus jeunes que l'ensemble des allocataires : 43 % ont moins de 29 ans. Parmi ces derniers, 37 % ont un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat (contre 24 % pour l'ensemble des nouveaux entrants). Plus jeunes et plus diplômés, les entrants sortent aussi plus vite du système que les autres allocataires. La conséquence est que la

part des jeunes inscrits au RMI reste « rigoureusement stable » depuis 1989 alors que le nombre d'allocataires a été multiplié par trois. Globalement, un tiers des personnes sont sorties du dispositif au bout d'un an. Ces résultats, souligne le ministère des affaires sociales, montrent que « le RMI joue son rôle d'insertion, apportant une aide transitoire ».

RÉTICENCES À LE DEMANDER

L'entrée dans le dispositif RMI est majoritairement due au chômage et à la précarité. 11 % seulement des allocataires n'ont jamais travaillé, mais un sur trois est entré après la fin de la période d'indemnisation du chômage ou après la perte d'un emploi non indemnisé. Demander le RMI ne va pas toujours de soi : 20 % des personnes interrogées ont volontairement retardé leur demande de RMI, « par fierté », ou « par amour propre », ou parce qu'ils pensaient retrouver rapidement un emploi. « Il n'y a pas de ruse vers le RMI, souligne l'enquête du Credoc, mais parfois réticences à la demander, surtout de la part des jeunes hébergés par leur famille, des familles qui ne sont pas riches. Le RMI intervient comme dernière solution. » Près d'une personne sur cinq qui a des parents ne leur a pas dit qu'elle était au RMI, ce qui réfute l'idée que cette situation est « facile à assumer, banalisée ».

Enfin, une série de questions portaient, indirectement, sur l'« obligation alimentaire ». Plus de la moitié des personnes interrogées estiment que c'est l'Etat et non pas la famille qui doit payer le RMI. Un tiers pensent, au contraire, que les parents doivent contribuer « quand ils ont des revenus suffisants ». Mais l'enquête prend soin de souligner que ces partisans de l'obligation alimentaire sont les personnes les moins concernées par la question. Plus âgées, ces personnes, qui « semblent répondre non pour elles mais au nom des autres », sont en effet souvent très éloignées de leur famille ou n'ont plus de parents vivants.

Christine Garin

8

DU 22 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE

UNE SEULE FOIS PAR AN !

Chez Roche Bobois, il y a une semaine dans l'année où il est vraiment fou de manquer les 8 jours exceptionnels. 8 jours de prix "incroyables" ! Salons cuir ou tissu, meubles par éléments, petits meubles, tables, chaises, tapis, lampes... jusqu'au 2 décembre chez Roche Bobois, vous allez pouvoir combler toutes vos envies de décoration !

exceptionnels !



ROCHE BOBOIS

LES MAGASINS SONT OUVERTS LES 2 DIMANCHES

DISPARITIONS

Etienne Wolff

Des « monstres » aux mystères de la vie

LE BIOLOGISTE Etienne Wolff est mort mardi 19 novembre à Paris. Il était né à Auxerre (Yonne) le 12 février 1904. Membre de l'Académie des sciences, de l'Académie de médecine et de l'Académie française, ce chercheur, mondialement connu pour ses travaux de tératologie et d'embryologie expérimentale, avait longuement hésité, dans sa jeunesse, entre la philosophie et les sciences. Celui que l'on surnomma « l'homme des monstres » ne regretta sans doute pas son choix, auquel il s'est consacré pendant plus d'un demi-siècle.

Docteur ès sciences en 1936, Etienne Wolff est nommé en 1942 professeur à l'université de Strasbourg, où l'on crée spécialement pour lui une chaire d'embryologie expérimentale. La guerre interrompit ses travaux, mais non sa passion de la recherche. Capturé en tant qu'officier de renseignement, il passera de longues années dans un camp de représailles. Période sombre, qu'il mettra à profit pour créer, avec d'autres officiers, cours et conférences à l'intérieur du camp. C'est également durant ces années d'emprisonnement qu'il rédige ses premiers ouvrages de vulgarisation scientifique, *Les Changements de sexe* (Gallimard, 1946) et *La Science des monstres* (Gallimard, 1948), dont les manuscrits seront passés clandestinement en France.

Cet intérêt pour la tératologie, qui ne le quittera plus de toute sa carrière, il le doit à l'un de ses professeurs, M. Ancel. Au jeune biologiste qu'il accueillait en 1936 dans

son laboratoire, celui-ci propose un jour une étrange expérience : tenter d'obtenir des monstres en soumettant des embryons de poulet à de fins faisceaux de rayons X. D'abord peu tenté par l'aventure, Etienne Wolff ne tarde pas à en saisir l'immense intérêt scientifique. Il se laisse d'autant plus facilement convaincre que ses rayons X réussissent très vite un coup de maître : un poulet dont la tête est déviée de sa direction normale. Un monstre dans lequel tout est à la fois chamboulé et hautement organisé, qui ouvre soudain au chercheur une fenêtre insoupçonnée sur les mystères de la vie.

Perfectionnant sa technique comme ses connaissances, Etienne Wolff reproduit ainsi en quelques années, chez le poulet, puis chez le canard, presque toutes les grandes malformations connues chez les vertébrés et chez l'homme. D'autres furent inédites. Dans l'ouvrage autobiographique qu'il publia en 1990 (*Trois Petites pour un canard*, éditions de la Fondation Singer-Polignac), le biologiste les évoquait encore, ainsi que la fierté qu'il fut souvent la sienne « de pouvoir annoncer [qu'il avait] produit une monstruosité nouvelle inconnue à ce jour ». Une joie scientifique légitime, puisque ses travaux ouvrirent des champs de recherche dont les prolongements, désormais soutenus par la biologie moléculaire ou les neurosciences, restent toujours fertiles.

Après le temps des découvertes vient celui des bonheurs. Nommé professeur au Collège de France en 1955, membre de l'Académie

royale de Suède en 1959, Etienne Wolff entre à l'Académie des sciences en 1963, à l'Académie de médecine en 1966, à l'Académie française en 1971. Directeur de 1965 à 1975 de l'Institut d'embryologie et de tératologie expérimentale de Nogent-sur-Marne, il fait de cette annexe du Collège de France – au départ « une grande bâtisse hétéroclite, presque une usine » – un des hauts lieux de la biologie mondiale, où travaille aujourd'hui, dans les domaines les plus pointus de cette discipline, une centaine de chercheurs et techniciens (*Le Monde* du 29 octobre 1992). Même retiré des laboratoires, Etienne Wolff n'aura jamais cessé, avec l'enthousiasme qui était le sien, d'observer les fabuleuses et récentes avancées de la biologie, de suivre cette explosion de la génétique moléculaire – « dont nous rêvions déjà dans les années 50, mais sans avoir les moyens matériels et techniques de la réaliser ». Dans son appartement parisien où nous l'avions rencontré il y a quelques années, ce chercheur d'un air délicat et de son humour, il évoquait alors avec une infinie tendresse celui qu'il appelait son « premier monstre », son professeur de philosophie au lycée Louis-le-Grand. Un homme « tellement respectable, tellement instruit » et affligé d'une terrible difformité, qui commençait l'année par ses mots : « Vous avez dix minutes pour me regarder. Après, nous travaillerons. »

Catherine Vincent

Claude Ake

Un intellectuel nigérian fervent démocrate

CLAUDE AKE, l'un des intellectuels nigériens les plus engagés en faveur de la démocratie, est mort jeudi 7 novembre, à l'âge de cinquante-sept ans, dans l'accident d'un Boeing-727 reliant Port-Harcourt et Lagos ; l'avion s'est écrasé dans une lagune proche de Lagos, tuant les cent quarante-deux passagers et membres d'équipage.

Originaire de l'Etat de Rivers, dans la région pétrolière de Port-Harcourt, le professeur Ake était diplômé d'économie politique de l'université de Columbia, aux Etats-Unis, où il avait enseigné ainsi qu'au Canada, en Zambie et au Kenya, avant de devenir recteur de la faculté de sciences sociales de Port-Harcourt. Auteur de nombreuses conférences et de plusieurs ouvrages – parmi lesquels *La Science sociale comme l'imperialisme* (1974) et *Economie politique de l'Afrique* (1985) –, conseiller auprès de l'Unesco et de la Banque mondiale, il dirigeait depuis plusieurs années, à Port-Harcourt, le Centre pour l'avancement des sciences sociales.

Ce centre de recherches, financé notamment par la Fondation Ford, avait suivi de près la prise de conscience des populations paysannes du delta du Niger confrontées à l'Etat fédéral et au mépris des multinationales qui exploient les gisements nigériens d'hydrocarbures. Lui-même membre d'une petite « minorité ethnique » du delta, Claude Ake s'était lié avec l'édvialo Ken Saro-Wiwa, fondateur du Mouvement pour la survie du peuple ogoni et bête noire des régimes militaires nigériens. Il

avait perçu très vite la nouveauté radicale, dans le paysage politique nigérian, d'une organisation structurée qui s'appuyait sur les couches les plus défavorisées et les jeunes scolarisés au lieu de s'adresser en priorité à des élites souvent corrompues.

Partisan de l'« engagement constructif », il avait accepté, à la demande de son ami Saro-Wiwa, de faire partie du comité patronant, à l'initiative de Shell, une vaste étude sur l'environnement dans le delta du Niger. Mais il en avait démissionné en novembre 1995 pour protester contre l'exécution, au terme d'un procès truqué, de l'écrivain et de huit autres militants ogonis.

Observateur aigü des compromissions et reniements de la classe politique nigérienne, Claude Ake critiquait vigoureusement une élite « totalement investie dans la quête du

pouvoir absolu et éternel » et qui, par son aveuglement et son opportunisme, laisse trop souvent aux militaires le pouvoir de dominer, donc de « dé-civiliser » la société. Lors d'une conférence prononcée à Lagos en décembre 1993, peu de temps après la prise du pouvoir par le général Sani Abacha, il avait appelé en vain les militaires à « se retirer du champ politique », et l'ensemble du continent africain à « abolir l'armée en tant que telle ». La disparition du professeur Ake survient au moment où l'avenir même de l'université nigérienne semble gravement compromis, la plupart des quelque trente-cinq établissements supérieurs étant fermés depuis de longs mois en raison d'un conflit opposant les enseignants au gouvernement militaire.

Michèle Marignies

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du mercredi 20 novembre sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo, relative à la circulation et au séjour des personnes, signée à Brazzaville le 31 juillet 1993.

● **Cour des comptes** : un avis du premier président de la Cour des comptes, relatif à la nomination au tour extérieur de deux conseillers référendaires de deuxième classe. Pierre Jose précise que la Cour a besoin de fonctionnaires possédant une bonne expérience du domaine

social pour contrôler les comptes de la Sécurité sociale, de rapporteurs possédant une bonne connaissance du secteur public local, la Cour assumant la fonction de juge d'appel des chambres régionales des comptes, mais aussi d'ingénieurs appartenant à des grands corps de l'Etat, pour contrôler des organismes à vocation scientifique, technologique ou industrielle.

Au journal officiel du jeudi 21 novembre est publié :

● **Nations unies** : un décret abrogeant le décret du 14 décembre 1993 relatif à l'application de la résolution 841 du Conseil de sécurité des Nations unies.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Aleth et Marcel BRIAT

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Diego.

cher

Isabelle SIDERA
et
Michel BRIAT.

à Paris, le 20 novembre.

Anniversaires de naissance

— L'enfant de nos rêves a laissé place à l'adolescent de nos rêves :

Alexandre DI TONNO

fête le printemps de sa vie d'homme en ce 23 novembre 1996, à Nantes.

Vive ces quinze années d'effervescence !

Les « clans » Bianchi, Sonnerai et Tesson-Danguy revendiquent son affection. Avec ferveur...

Décès

— Manette Martin-Chauffier, Michelle et Pierre Aubé, Geneviève et Pierre Gyens, Claire et Jacques Miodzyrski, ses filles et ses gendres.

Ses dix petits-enfants, Ses dix-sept arrière-petits-enfants, M^{me} Albert Issard, sa sœur jumelle, M^{me} Pierre Berlin, sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-douzième année, de

M^{me} Amédée BERTIN, née André BOUCHEND'HOMME.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 novembre 1996, à 11 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, sa paroisse, 1, rue Corot, à Paris 16^e.

Elle sera inhumée auprès de son époux.

M. Amédée BERTIN,

décédé à Fès (Maroc), le 22 février 1966,

au cimetière de Myans (Savoie), 92, quai Louis-Blériot, 75016 Paris.

— M^{me} Jean-Pierre Adrien, son épouse,

Elisabeth et Jean-Marie du Bouëxic et leurs enfants, Claire et Loïc Mercierman et leurs enfants,

François et Marie-France Adrien et leurs enfants, Véronique et Jean-Louis Sedoulet et leurs enfants,

Jean-Louis et Francis Adrien et leurs enfants, Jeanne et Rafik Seifam et leurs enfants,

Bernard Adrien et Régina F. Duarte, Hélène et Alain Bouchard-Adrien et leurs enfants,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre ADRIEN, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 20 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année, 342, avenue Napoléon-Bonaparte, 92500 Rueil-Malmaison.

— Les docteurs Bernard, Daniel et Didier Creminier, ses fils, Claudine Bileins, sa belle-fille, Henry, Charles, Simon et Julia, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Nestor CREMINIER,

survenu le 30 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu, ce vendredi 22 novembre, au cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— Michel Bon, président de France Télécom,

Les membres du comité exécutif, Les directeurs et chefs de service, ses collaborateurs, ont la regret de faire part du décès, survenu le 19 novembre 1996, de

Michel DAUDÉ, agé de 61 ans, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration,

chevalier dans l'ordre national du Mérite, directeur des services financiers de France Télécom.

— Le Havre 1925 - Paris 1996.

Claude GAROCHÉ,

décédé le 19 novembre, a demandé de remercier tous ceux qui ont croisé ou partagé sa route.

Il est convoqué à l'Eucharistie, célébrée le mardi 26 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne du Mont, à Paris-5^e.

De la part des familles Garoché, Reynaud, Aubry, Postic.

66, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75003 Paris.

— Le président de l'université Paris-VII-Denis-Diderot,

Le directeur de l'unité anthropologie, ethnologie et sciences des religions, Tous ses collègues et amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Robert JAULIN,

survenu le 21 novembre 1996.

Robert Jaulin, directeur de recherche au CNRS, a activement participé à la création et au développement de l'université Paris-VII, dont il a été l'une des grandes figures.

— M. Jérôme Clément, président du comité de gérance, M. Jörg Riggberg, vice-président du comité de gérance, M. Victor Roarier, directeur des programmes,

M. Wolfgang Bernhart, directeur de la gestion, Et l'ensemble du personnel d'ARE-GEIE, ont la grande douleur de faire part du décès de leur collègue et ami,

M. Francis LE BARS, administrateur des achats,

survenu le 19 novembre 1996.

Ses obsèques auront lieu ce jour, vendredi 22 novembre, à Paris-1^{er}, en l'église Saint-Eustache, à 15 heures.

— Odile Michel, ses enfants,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur peine lors de la mort de

André MICHEL,

81 bis, rue Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Paul Simonet et ses enfants,

très touchés des nombreuses marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Paul SIMONET,

vous adressent leurs sincères remerciements.

— Il y a cent ans, le 23 novembre, naissait

Hubert GALLIER, ingénieur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (1896-1968).

Gravement blessé à Verdun à dix-neuf ans, il passa encore près de trois ans dans les tranchées.

Il revêtit ensuite sans cesse la bouclette qui avait brisé sa jeunesse, comme une obsession intime dont il ne parlait jamais mais qui l'accapara toujours... jusqu'à son suicide, cinquante ans après la fin de la guerre.

Son épouse, Jeanne Dayras (1896-1978), et ses enfants ont aimé cet écorché vil et souffert avec lui.

405, La Garubère, 85150 Landreville.

— MM. Serge et Alain Vallon, leurs familles et leurs amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Aimée SIMON, veuve FAU-VALLON,

survenue le 20 novembre 1996, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Martin (Gard), le samedi 23 novembre, vers 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

106, quai de Tonnis, 31000 Toulouse.

— Armelle Vincent

fait part du décès, à Trévenne (Côtes-d'Armor), le 27 octobre 1996, de sa mère,

M^{me} André VINCENT, née Albette LEGENDRE,

1904-1996,

veuve de

André VINCENT,

ancien des Forces françaises libres, mort pour la France.

18, rue des Daillois, 23410 Trévenne.

— Odile Michel, ses enfants,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur peine lors de la mort de

André MICHEL,

81 bis, rue Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Paul Simonet et ses enfants,

très touchés des nombreuses marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Paul SIMONET,

vous adressent leurs sincères remerciements.

— Il y a cent ans, le 23 novembre, naissait

Hubert GALLIER, ingénieur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (1896-1968).

Gravement blessé à Verdun à dix-neuf ans, il passa encore près de trois ans dans les tranchées.

Il revêtit ensuite sans cesse la bouclette qui avait brisé sa jeunesse, comme une obsession intime dont il ne parlait jamais mais qui l'accapara toujours... jusqu'à son suicide, cinquante ans après la fin de la guerre.

Son épouse, Jeanne Dayras (1896-1978), et ses enfants ont aimé cet écorché vil et souffert avec lui.

405, La Garubère, 85150 Landreville.

S. J. JATZKAN,

pionnier de la presse yiddish en Pologne, fondateur et rédacteur du *Pariser Hant* (1926-1940),

est décédé à Paris, le 23 novembre 1996.

Son épouse,

Rebecca,

et sa deuxième fille,

Oma,

ont péri dans le ghetto de Varsovie.

Ruth-Claire Turyn,

6, rue Mendelssohn, 75020 Paris.

— Il y a vingt ans, disparaissait

Albert KITTMACHER.

Sa famille rappelle son souvenir à tous ses amis.

23 novembre 1976-23 novembre 1996

Communications diverses

LES AILES BRISÉES,

association reconnue d'utilité publique depuis 1928,

vous invite à leur

VENTE ANNUELLE D'ENTRAIDE.

Cette manifestation, placée sous le patronage des hautes autorités des aviations civiles et militaires, se tiendra dans les salons de

L'HOTEL GEORGE-V,

31, avenue George-V, Paris-8^e.

MARDI 26 NOVEMBRE 1996,

de 17 heures à 20 heures,

et les MERCREDI 27, JEUDI 28

et VENDREDI 29 NOVEMBRE,

de 14 heures à 20 heures.

Soutenances de thèse

— Laurence Badel soutendra sa thèse de doctorat d'histoire, « Un milieu libéral et européen : le grand commerce français (1925-1948) », le lundi 25 novembre 1996, à 14 heures, à l'université de Paris-4, salle Jean-Baptiste Dumas, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris.

CARNET DU MONDE

Téléphone :

01-42-17-21-36

SERVICES FUNÉRAIRES

CONTRATS OBSEQUES

R. MARIN

PLUS PROCHES DE VOUS

POUR UNE

ASSISTANCE TOTALE 7/7

Pour Paris et sa banlieue

Tél. : 01 46 27 07 56

La nouvelle rubrique

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

vous propose

des opportunités d'emploi en Collectivités Territoriales

en pages 20 et 24

CIRCULATION Le maire de Paris a annoncé, jeudi 21 novembre, des mesures destinées à limiter la circulation automobile dans la capitale, qu'il souhaite réduire de 5 % à

10 % d'ici à la fin de la mandature. Celles-ci feront l'objet d'un débat devant le Conseil de Paris, lundi 25 novembre. ● **CES MESURES** concernent notamment le contrôle

de l'accès des voitures dans Paris et les règles de stationnement. Elles prévoient aussi la multiplication de « quartiers tranquilles », réservés aux riverains. En ce qui concerne les

transports en commun, la RATP devrait prochainement présenter un plan « bus 2001 », et M. Tiberi a confirmé que les études sur la création d'un tramway se poursuivent.

● **L'OPPOSITION** socialiste et écologiste, qui juge ces mesures insuffisantes, prône notamment un effort supplémentaire en faveur des transports en commun.

Jean Tiberi veut réduire le nombre de voitures à Paris

Inciter l'automobiliste à se garer aux portes de la capitale, interdire l'accès à certains quartiers, compliquer le stationnement et améliorer les transports en commun : des mesures que l'opposition socialiste ne trouve pas assez ambitieuses

« IL DEVIENT nécessaire de limiter la circulation automobile afin d'offrir aux Parisiens la possibilité de se déplacer autrement », a affirmé Jean Tiberi, maire (RPR), en présentant jeudi 21 novembre, les mesures sur les déplacements dans la capitale. Il s'est engagé à réduire de 5 % à 10 % la circulation automobile d'ici à la fin de la mandature.

Pollution, bruit, énervement, temps perdu font que peu à peu les Parisiens se lassent de la voiture, lorsqu'ils ne la vouent pas aux gémonies. Ces nouveaux comportements contraignent la municipalité à reconsidérer la politique de l'adaptation de la ville à la voiture qui a toujours été jusqu'ici celle des responsables parisiens. Chaque jour, 2,7 millions de voitures entrent et sortent de la capitale, mais plus de la moitié des Parisiens n'ont pas d'automobile.

Le maire de Paris a opté pour une « panoplie de mesures » qui visent à déranger l'automobiliste à chaque moment de son périple. La première consiste à le dissuader d'entrer dans la capitale, afin qu'il emprunte les rocades s'il ne souhaite que transférer par Paris ou qu'il laisse sa voiture aux portes de la capitale. Deuxième mesure en forme d'embûche : interdire l'accès

de certains quartiers, dits « tranquilles ». Enfin, compliquer la recherche de stationnement, en diminuant le nombre de places réservées aux véhicules en transit et en faisant payer plus cher ceux qui restent trop longtemps.

Parallèlement, des mesures devraient être prises pour améliorer les transports en commun. « Les Parisiens réclament plus de confort, plus de régularité, plus de souplesse, plus de sécurité », a reconnu M. Tiberi, qui a promis que la Ville financerait le prolongement de la ligne Métro jusqu'à Maison-Blanche. Il a aussi affirmé que le projet de tramway entre la porte de Versailles et la porte d'Ivry n'est pas abandonné, à condition que la région et l'Etat participent au financement de cette installation estimée à 2 milliards de francs. Davantage de tranquillité est aussi promise aux piétons : la politique de « reconquête des trottoirs » sera poursuivie ; les abords des gares, l'avenue d'Italie et les grands boulevards seront réaménagés.

Pour élaborer une politique sur les déplacements, le maire de Paris ne dispose pas d'une totale liberté d'action. Il doit tenir compte de l'avis de quatre partenaires : la région Ile-de-France et l'Etat, qui

participent au financement de certains équipements, la RATP, maîtresse des transports en commun, et surtout la préfecture de police, toute puissante en matière de circulation. Mais cela ne décourage pas les élus UDF et l'opposition socialiste d'évoquer une nouvelle fois cette question lors du débat qui se déroulera, lundi 25 novembre, au conseil de Paris.

Les propositions de M. Tiberi ne convainquent pas ses opposants. A droite, Georges Mesmin (div. dr.), conseiller de Paris, prône une forte hausse du stationnement payant et serait partisan d'autoroutes à péage. « Une fois de plus le maire de Paris préfère l'effet d'annonce aux actes politiques », commente Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, qui avait présenté, en mars, un plan qui fixait une baisse de 20 % de la circulation automobile par la création d'un « métro de surface » (mise en site propre des lignes d'autobus), 350 millions de francs pour Météor et la suppression des « axes rouges ». S'ils constatent « quelques avancées », les Verts, farouches partisans du tramway et du réseau vert (maillage réservé aux piétons et aux cyclistes), déplorent l'absence de « signal fort » et de priorité aux transports en commun. Quant à Georges Sarre, président du groupe Mouvement des citoyens (MDC), il réclame un « plan de dix ans », un référendum auprès des Parisiens et propose le financement du tramway par voie d'emprunt. Mais comme la plupart des intervenants sur cette question, il estime que ce sujet relève aussi de l'aménagement de l'Ile-de-France, dont les habitants paieront souvent de longues distances pour aller travailler.

F. Ch.

COMMENTAIRE VOLTE-FACE

Jean Tiberi ne croit pas aux solutions miracles et il ne pratique pas les annonces spectaculaires. Il leur préfère les catalogues de mesures – de mesurées, disent ses détracteurs – dont l'application devrait cependant aboutir à des transformations importantes de la politique menée à Paris depuis vingt ans. Le recul de la majorité RPR-UDF aux élections municipales, l'état des finances de la ville, la plus grande sensibilité des Parisiens à leur cadre de vie contraignent le successeur de Jacques Chirac à ces changements. Et, ce n'est pas un hasard si, depuis seize mois, ses dossiers prioritaires ont été la pollution, la circulation automobile et l'urbanisme.

Trois thèmes sur lesquels les oppositions socialiste et écologiste avaient habilement axé leur campagne en s'attaquant ainsi au fondement de la politique menée par le RPR à Paris. Pour convaincre ses électeurs et certains élus, élevés dans la culture de l'automobile, des radiales et des ZAC, qu'il fallait changer de cap, M. Tiberi a opté pour une stratégie des petits pas et de recherche du consensus. Avec cette manière de faire, il a commencé à imposer le vélo à Paris et annoncé un urbanisme qui privilégie la préservation du patrimoine. Il ouvre à présent une première brèche dans la politique du « tout automobile ». Mais il prend aussi le risque, en voulant contenter tout le monde, de ne satisfaire personne.

Françoise Chivot

Les propositions

- **Limitation de l'accès à Paris** par la mise en place d'un dispositif, à partir des autoroutes, qui régule le flux des automobiles sur le boulevard périphérique.
- **Création de quartiers tranquilles**, à raison de dix par an. Les rues y sont limitées à la circulation des piétons, des transports en commun, des vélos et des résidents.
- **Restriction du stationnement** : conditions mises à la construction des parcs souterrains, rues réservées au stationnement des résidents, modulation des tarifs en fonction de la durée du stationnement pour éviter que les places ne soient utilisées trop longtemps.
- **Dissuasion des embouteillages** pour réduire la

pollution, notamment grâce au système SURF 2000 assurant la régulation de plus de mille véhicules.

- **Amélioration des transports en commun** : le plan « Bus 2001 », qui sera présenté par la RATP le 29 novembre, prévoit un programme de 70 kilomètres de sites protégés et la création de deux sortes de bus : les lignes de ville, avec des véhicules à gros gabarit et une fréquence élevée, et les lignes de quartier, pour une desserte plus locale. Les études sur le tramway se poursuivent.
- **Stationnement des vélos** : modification de l'article 12 du POS pour imposer des garages à vélos dans les immeubles neufs et ouverture de nouvelles pistes cyclables.

Les maires en appellent à l'Etat

PRÈS DE LA MOITIÉ du gouvernement a défilé en quatre jours à la tribune du congrès de l'Association des maires de France (AMF) qui s'est terminé jeudi 21 novembre. Parmi les annonces faites au congrès, il faut retenir celles de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, qui a proposé aux maires de constituer un groupe de travail pour engager la réforme de la taxe professionnelle. Il a aussi déclaré qu'un projet de loi sur la révision des valeurs cadastrales sera déposé au début de 1997, mais qu'il faudra attendre 1999 pour son application.

Globalement, le langage de l'AMF et de son président, Jean-Paul Delevoye (RPR), vis-à-vis de l'Etat est resté plutôt ferme. La résolution finale du congrès enjoint l'Etat d'ouvrir d'urgence avec les collectivités trois « grands chantiers » pour « sortir ensemble de l'impasse financière ». Jean-Paul Delevoye a affirmé que si l'Etat et

ces collectivités ne parviennent pas « à développer la croissance (...), le système explosera ».

Jean-Paul Delevoye a eu la satisfaction de voir son discours sur la « fracture civique » repris par plusieurs orateurs. Jean-Louis Debré et Philippe Séguin ont en particulier rivalisé sur le registre de l'inquiétude face au tableau d'une France déchirée. « Vous êtes aujourd'hui en première ligne. Vous êtes un rempart essentiel contre l'exclusion, contre l'individualisme, contre le communautarisme » a lancé aux maires le ministre de l'intérieur tandis que le président de l'Assemblée nationale renchérissait : « Nos communes constituent un des maillons ultimes auxquels notre société, au bord de l'implosion, est susceptible de s'arrimer (...). Ne pas protéger les maires, ce serait porter le dernier coup – un coup fatal – à la République. »

Jean-Louis Andréard

**4,9% DE 12 À 60 MOIS
SUR LES BERLINES BMW 316i, 318i, 318 TDS.**



**4,9% DE 12 À 60 MOIS
AVEC APPORT LIBRE.**

Exemple de financement pour 10 000 F empruntés sur 60 mois, T.E.G. 4,9 % :
60 mensualités de 198,25 F (hors assurances facultatives) soit un coût total du crédit de 1 295 F.
Prix maximum conseillé des berlines BMW 316i, 318i, 318 tds au 1/10/95 : 139 900 F, 149 900 F, 153 900 F. Extras : des équipements disponibles de

série : ABS, coussin gonflable de sécurité conducteur (Airbag), rétroviseurs extérieurs azérogènes dégivants à réglage électrique, appuie-tête arrière, dossiers de banquette arrière rabattables, protection contre le vol anti-démarrage SRA 7 clés, direction assistée asservie au régime moteur, vitres avant électriquues avec fonction peage et am-pression, serrure de coffre, sièges avant réglables en hauteur.

Ces modèles sont également disponibles en version Worldline s.v. : un équipement de série enrichi.

*Offre de financement valable pour l'achat d'une berline BMW Série 3 quatre cylindres neuve (BMW 316i, 318i et 318 tds) commandée entre le 02/11/95 et le 14/12/95 et immatriculée avant le 31/12/95. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Finance, SNC ou capital de 60 000 000 F.
RCS Paris B 343 606 448.
FINA partenaire de BMW.
3615 BMW (1,29 F/mi).



LE MARKETING DES VILLES
A la recherche d'une nouvelle gestion publique urbaine
En vente en librairie 285 F. 424 pages
LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

CARNET DU MOIS
01-42-17-21-31

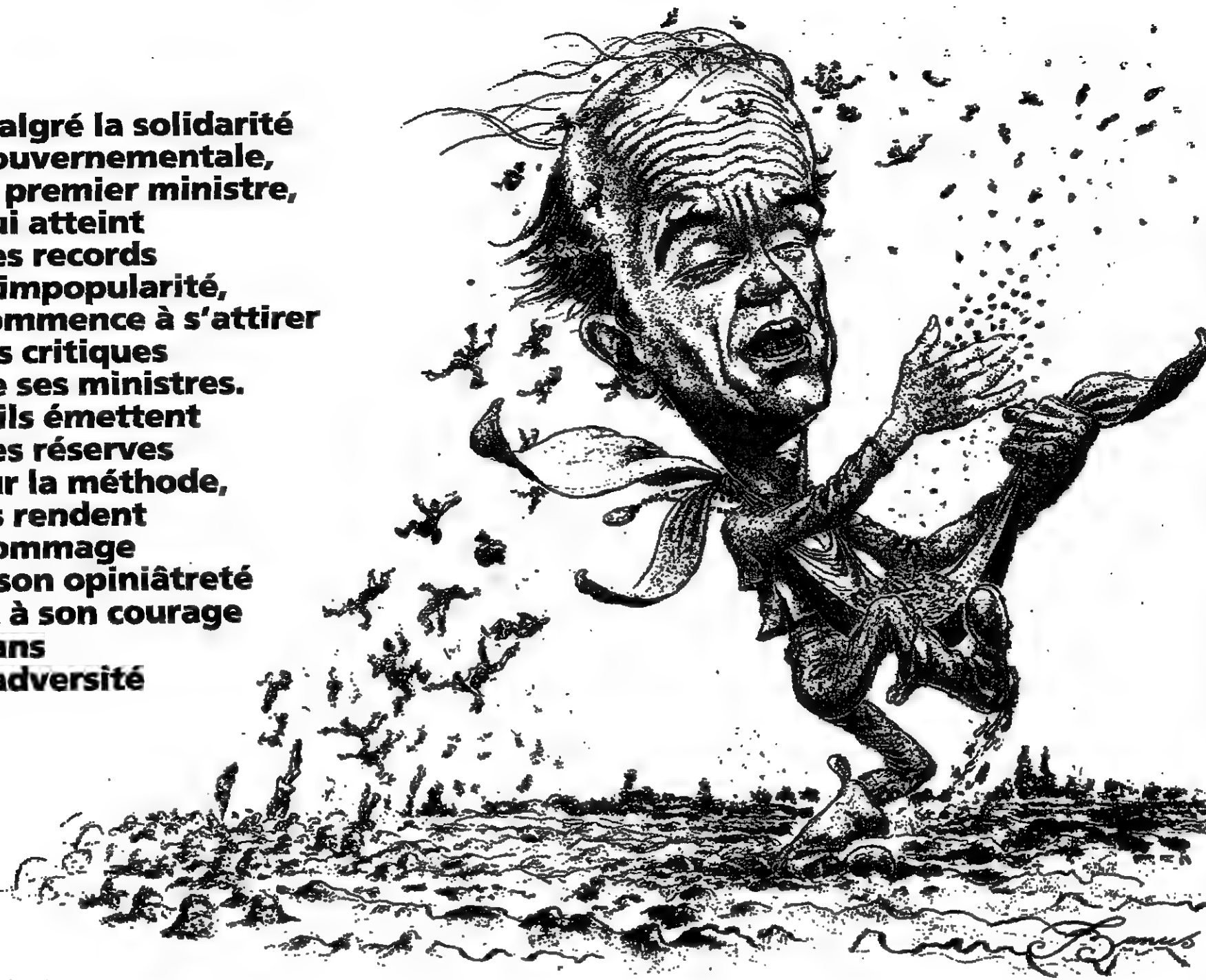
R. MARTIN

Tel. 01 40 77 00 00

HORIZONS

ENQUÊTE

Malgré la solidarité gouvernementale, le premier ministre, qui atteint des records d'impopularité, commence à s'attirer les critiques de ses ministres. S'ils émettent des réserves sur la méthode, ils rendent hommage à son opiniâtreté et à son courage dans l'adversité



Alain le Mal-Aimé

LA V^e République n'est pas tendre avec ses premiers ministres et, pour sauvegarder l'essentiel, réserve à ces « fusibles » toutes sortes d'amabilités. L'exemple qui suit s'adresse à un chef de gouvernement, qui n'est cependant pas celui auquel on pense. « C'est un politique tout à fait intègre, travailleur, compétent à l'ensemble de qualités qui imposent le respect et suffisent à qualifier un capitaine lorsque la mer demeure ébale. Mais que le vent se lève, que la houle se creuse et, soudain, les insuffisances éclatent. Or, nul n'en doute : une fois de plus, le bateau France pénètre toutes voiles déployées dans ce qui pourrait bien être une tourmente. La plus grave, sans doute, que le monde ait connue depuis la fin de la guerre. Il faut donc changer de barreur. »

Cette condamnation sans appel, que ne rendraient ni Charles Pasqua, ni François Léotard si elle concernait Alain Juppé, a été prononcée il y a vingt-trois ans, en décembre 1973, dans un article du Point. Au lendemain du premier « choc pétrolier », l'hebdomadaire exigeait, sous la plume de son éditorialiste Georges Suffer, le départ de Pierre Messmer, dernier chef de gouvernement de Georges Pompidou. Cela n'empêcha pas l'ancien légionnaire de rester en place jusqu'à la mort du président de la République, le 2 avril 1974.

Aujourd'hui, l'hebdomadaire pose de nouveau la question, sans point d'interrogation : « Jusqu'à quand ? Combien de temps Alain Juppé se maintiendra-t-il au pouvoir ? » Juppé peut-il encore gouverner ? », feignait de s'interroger Libération du 12 novembre. Des cohortes emboîtent le pas, les jugements fusent : « Les rênes lui échappent, il doit partir. » Pour être complet, il faut ajouter que le directeur de ce journal-ci avait pris date, avant les vacances d'été, dans Le Monde du 12 juillet. « Nous sommes proches, écrivait Jean-Ma-

rie Colombani, de cette phase classique sous la V^e République dans laquelle un président doit faire payer au chef du gouvernement le prix de sa propre sauvegarde. »

Un écho lointain, à peine perceptible, monte de quelques cabinets ministériels, comme un refrain qui reprend la lancinante question : « Quand tout cela va-t-il cesser ? » Les médias - qui pour l'entourage d'Alain Juppé ne savent que jouer les procureurs - ne parviennent pas à trouver le moindre élément positif dans l'action du premier ministre. Quant à l'opinion, elle sait à quoi s'en tenir. Les sondages et les enquêtes montrent qu'elle rejette le premier ministre, qui, pour sa part, ne comprend pas tant d'aversion. En est-il pour autant affecté ou n'a-t-il pas plutôt définitivement renoncé à rechercher la sympathie que les Français lui refusent ?

L'incompréhension grandit, les nuages s'accumulent, les beaux jours sont passés. Comment, en effet, une pareille impopularité (69 % des Français ne font plus confiance au chef du gouvernement) a-t-elle pu se substituer à l'enthousiasme du départ ? Jamais, en effet, sous la V^e République, un premier ministre n'avait obtenu 63 % d'opinions favorables.

Devant une pareille dégringolade, les ministres eux-mêmes, sous l'épais couvert de l'anonymat, veulent bien apporter des ébauches d'explication. Sauf à renoncer, leur refus catégorique - et unanime - d'être cité nommément contraint le journaliste à s'affranchir de ses règles habituelles, en rapportant de façon anonyme des états d'âme bien tangibles. Ils disent à la fois tout le bien et tout le mal qu'ils pensent de leur chef de file. Tout le bien par solidarité gouvernementale ou par réel attachement, tout le mal par prudence peut-être, en cas de démission précipitée, ou simplement parce qu'ils le pensent. Paraphrasant le mot de Churchill sur la démocratie, un ministre libéral du gouvernement estime que « l'actuel premier ministre

est le plus mauvais... à l'exclusion de tous ceux qui aspirent à le devenir ». Un jugement qui accorde un surris à Alain Juppé et lui garantit même encore assez de temps pour gouverner, malgré l'impopularité et le mécontentement grandissant de l'opinion.

Qu'est-ce qui est en cause, la politique ou la méthode ? Les deux, répondent en chœur les collaborateurs du premier ministre. Certains parmi ses proches ou ses inconditionnels trouvent logique son impopularité. « Que voulez-vous, dit l'un d'entre eux, s'il a engagé tellement de réformes qui bouleversent tellement d'habitudes ! » « Il se heurte à tellement de corporatismes en réformant ! », renchérit un autre. « L'attaque à des chasses gardées et à des citadelles de pouvoir », ajoute, convaincu, un troisième. Toutefois, ils sont unanimes pour rendre hommage à son courage.

Les difficultés auxquelles Alain Juppé doit faire face ne sont ignorées ni par les ministres UDF ni par ceux du RPR. Mais, évidemment, ils ne dosent pas leur analyse de la même manière. C'est ainsi qu'un ministre libéral assure que « Juppé souffre surtout du décalage entre l'ambiance de la campagne présidentielle et la réalité de la gestion gouvernementale » et qu'un ministre néo-gaulliste reprend le propos, en le formulant autrement : « Il n'est pas paradoxal que ce qui a fait perdre Balladur "plombe" la politique conduite aujourd'hui. »

BIEN entendu, le jugement est vivement contesté, pour ne pas dire balayé d'un revers de main, par les supporters du premier ministre. Au point que l'un d'entre eux, plus chiraquien cependant que juppéiste, va jusqu'à soutenir que « le gouvernement travaille dans le sens qui avait été annoncé pendant la campagne ».

Si d'un côté les plus chauds partisans assurent, avec le chef de l'Etat, qu'il ne peut y avoir qu'une seule politique, la politique d'Alain

Juppé, d'un autre ils expliquent que ce constat de « fatalité » ne saurait en rien relever de cette détestable « pensée unique » si souvent vilipendée par les chiraquiens pendant la campagne présidentielle.

Après la politique, la méthode. « Il fait son boulot de premier ministre avec intelligence et efficacité. Alain Juppé est têtu et tenace. Le premier ministre et le gouvernement agissent, mais l'opinion ne les entend pas. Vous verrez, plus tard, les gens lui sauront gré d'avoir tenu un langage de vérité », confie un mi-

En paraphrasant le mot de Churchill sur la démocratie, « l'actuel premier ministre est le plus mauvais... à l'exclusion de tous ceux qui aspirent à le devenir »

nistre, chiraquien de la première heure.

« Nous n'avons pas assez de moments où nous pouvons rencontrer Alain Juppé ou Jacques Chirac, nuance un autre ministre, pourtant fidèle à Jacques Chirac. A la différence de Mitterrand, ils ne coordonnent pas tous les lieux de pouvoir. Le seul endroit où cette coordination fonctionne, c'est le conseil des ministres. Nous sommes probablement le gouvernement qui fait passer le plus de petits papiers pendant les conseils. » Ce qu'un de ses collègues confirme : « Tout est trop cloisonné. Il manque des moments où tout le monde se retrouve. » Un troisième, qui met également en cause la méthode, explique : « C'est sur le terrain de la communication que ça ne va pas. » C'est davantage un problème de « marketing externe » que de communication interne, expertise-t-il. Le dispositif interne est assez « managérial ». Il est plutôt fonctionnel. Il n'y a pas de drames postérieurs aux arbitrages. »

Chacun voit midi à sa porte. « Qu'il nous donne un peu de liberté ! » se lamente un ministre RPR. Un autre assure, au contraire, qu'« il n'impose rien » à son équipe, ce qu'un troisième confirme en ajoutant que, « régulièrement, Juppé propose aux ministres d'expliquer et d'aller sur le devant de la scène ». Sans apparentement obtenir de résultat probant.

Le premier ministre ne s'est-il pas planté auprès de l'un des ses amis : « J'ai mis des gens au gouvernement pour qu'ils parlent, et ils ne

tous les trois jours. En tout cas, on donne cette impression à l'opinion », constate un ministre néo-gaulliste. Ce que précise un autre en ces termes : « Nous souffrons d'avoir eu à engager une demi-douzaine de réformes. Nous sommes donc toujours dans une phase où nous agissons beaucoup de catégories de Français. » « Il faudrait tout "caler" pour que ce soit compréhensible pour l'opinion publique », résume un ministre RPR. Ce qu'un autre, de la famille libérale, exprime sous une autre forme. « Le problème de Juppé, c'est qu'il n'a pas d'axe central pour sa thématique de communication. Avec Chaban, c'était la "nouvelle société" et, avec Balladur, l'exemple français. Il n'y a pas un thème Juppé », affirme-t-il, ajoutant : « Il n'y a pas de bonne communication sans liberté ni sans risque. Juppé ne se donne pas cette liberté. »

IL ne la donne pas davantage aux ministres. Plusieurs d'entre eux - une minorité, il est vrai - avouent un sentiment qui confine à la peur. « Nous sommes tous "stressés" quand nous arrivons aux réunions interministérielles. Il n'y a pas de différence, aux yeux de Juppé, entre nos directeurs de cabinet, qui sont derrière, et nous, qui sommes devant », se plaint l'un d'entre eux, ajoutant cependant que le premier ministre a « confiance dans l'intelligence ou dans la proximité ». « Avec Juppé, c'est la trouille intellectuelle, souligne un autre, alors qu'avec Balladur c'était surtout la trouille de Bazire [ancien directeur du cabinet à Matignon]. » A l'évocation de cette « terreur », plusieurs ministres sourient, ce qui ne les empêche pas d'émettre des réserves sur la « politique d'annonce » de Matignon.

« C'est au sommet que ça se décide, et il faut reconnaître que, la plupart du temps, les annonces tombent à côté », constate un libéral. Un fiasco pour la Sécurité sociale : une cote mal taillée pour l'éducation qui a donné lieu à une véritable bagarre avec Bayrou : un salmigondis pour les impôts... Or, ajoute le même, « Juppé s'occupe lui-même des annonces ; cela peut aller jusqu'à la décision de geler la construction d'une ligne à très haute tension... » « Matignon est trop présent sur des dossiers ponctuels, et l'Elysée ne parle peut-être pas assez souvent. Il ne faut certainement pas en faire trop, mais, périodiquement, le chef de l'Etat doit intervenir », ajoute un néo-gaulliste. Quelques-uns s'étonnent du langage utilisé par le premier ministre, qui manquerait, sinon de vérité, du moins de simplicité. « Moi, confie un ministre RPR, j'utilise les mots de la langue française. Et l'on me comprend. Les messages, il faut peut-être les mettre en langage populaire. J'en ai parlé avec le président, pas avec lui. Je ne dis pas parler vrai, mais parler simple. »

S'ils sont critiques sur la forme ou sur la méthode, la plupart des ministres ne cachent pas une certaine admiration pour le premier d'entre eux. Ils ont même la conviction qu'Alain Juppé a raison, qu'il pourra redresser la situation et qu'il finira par réussir. « L'opinion obéit à une sorte de météo, dit ainsi un ancien balladurien. Il y a des saisons, des moments où elle n'écoute pas : ce que fait le pouvoir est nul et non avenu. Vous pouvez faire ce que vous voulez, mais, en hiver, il n'y a pas de feuilles aux arbres ! A d'autres moments, ça peut embrayer. »

Résumant le discours le plus répandu au sein du gouvernement, un proche du premier ministre ajoute : « Il se dit qu'il faut courber le dos, accepter d'être impopulaire pour tirer les bénéfices à partir de la fin 1997. Alors, il y aura des signes tangibles sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat. L'état d'esprit de l'opinion sera meilleur, car elle aura moins peur du lendemain. » Un autre ministre, néo-gaulliste, recourt à une parabole pour exprimer sa foi. « Après avoir beaucoup semé, dit-il, Chirac a récolté pendant la campagne. Juppé sème, et la moisson va arriver. La question est : le blé sera-t-il tardif ou précoce ? »

Olivier Biffand
Dessin : Tudor Banus

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Allary, directeur général ;
Nathalie Borgeaud, directrice générale adjointe
Directeur de la rédaction : Edouard Planchet
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camille, Pierre Gaspard,
Laurence Gribaud, Erik Torricelli, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Métier : Thomas Portant
Directeur adjoint : Eric Planchet ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1996)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Robert Benoit-Méty, Société anonyme des Lecteurs du Monde,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Périodiques
SIEGE SOCIAL : 20 rue Claude-Bernard - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 47-42-22-00. Télécopieur : 47-42-22-21. Telex : 206 805 F

La patrie et ses « grands hommes »

L'AUTEUR de *L'Esprit* rejoint donc la cohorte de ces « grands hommes » auxquels la « patrie reconnaissante » a voué, depuis les obsèques de Victor Hugo, les portes de son Panthéon. Cohorte au demeurant peu nombreuse, et choisie en fonction de critères dont l'évidence ne saute pas aux yeux : il n'existe pas de définition bien rigoureuse du « grand homme ».

Voltaire, qui fut l'un des premiers à être inhumé en ce sombre temple des Lumières, n'était pas de cet avis. « Vous savez, a-t-il écrit à son ami Thibaut, que chez moi les grands hommes sont les premiers et les héros les derniers ; j'appelle grands hommes tous ceux qui ont excellé dans l'utile ou l'agréable ».

S'ils n'avaient songé qu'à « l'utile » ou à « l'agréable », la plupart de ceux qui entourent le père de *Candide* ne seraient évidemment pas là. Leur présence fait d'abord honneur, bien souvent, à leur héroïsme. Pourquoi de Gaulle a-t-il décidé de transférer au Panthéon les cendres de Jean Moulin, sinon pour ranimer, autour d'un grand exemple, l'ardeur défailante des Français ? S'il a chargé Malraux de prononcer son oraison funèbre, n'est-ce pas parce que personne n'était à ses yeux plus capable de se hausser au niveau de l'Histoire qu'il s'agissait d'évoquer ?

Ce discours n'est sans doute pas pour rien dans les retrouvailles de Malraux avec son héros. La ferveur des Français n'a pas moins besoin qu'alors d'être réveillée, et l'on comprend que le premier gaulliste à diriger le pays depuis vingt ans se soit laissé persuader que ce transfert pourrait y contribuer. Un peu comme François Mitterrand avait cherché à ranimer la flamme européenne en enlevant la dépouille mortelle de Jean Monnet du palais cimetière de Bazoches pour l'ensevelir entre les grands morts de la République assemblée sur la montagne Sainte-Genève.

La majorité de ces gloires avaient le cœur à gauche : outre Voltaire et Rousseau, reposent là Victor Schoelcher, auquel est due l'abolition de l'esclavage, Victor Hugo, Zola, Jaurès, Paul Langevin, et bien d'autres. Malraux ne fait pas exception à la règle, et pas davantage Jean Moulin, ou le gouverneur général Eboué : le gaullisme, au Panthéon, est nettement plus « de gauche » qu'en ville.

LES HOMMES ROMANTIQUES

Les mots qui vont accueillir le « colonel Berger » dans sa nouvelle demeure demeurent attendrissants : la hauteur de ceux qu'il sut trouver pour célébrer le « chef des peuples de la nuit ». Longtemps une privauté de la République, comme d'ailleurs de l'Eglise alors sa rivale, l'éloquence est malheureusement, au même titre que l'humour, un art en voie de disparition. A défaut, l'événement aura au moins le mérite de faire revivre un moment cette existence et cette œuvre à peu d'autres pareilles, hantées par la mort et le besoin de trouver dans l'action, dans la connaissance, dans la parole, dans

comme étant, non pas des employés de maison, mais deux secrétaires et un chauffeur.

HENRY COSTON

L'entretien avec René Monzat publié dans *Le Monde* du 22 novembre comportait, dans l'orthographe d'un nom propre, une erreur dont *Le Monde* est seul responsable. L'un des auteurs d'extrême droite cité se nomme Henry Coston — et non pas Henri Colson. *Le Monde* prie toute éventuelle victime de cette confusion, ainsi que René Monzat, de bien vouloir l'excuser.

Le Monde

EDITORIAL

Une France anglo-saxonne

APRÈS avoir tenté d'abord, comme tous ses prédécesseurs depuis dix ans, de retarder l'échéance, le gouvernement a fini par accepter et même revendiquer la création de fonds d'épargne retraite ou fonds de pension à la française. Les pouvoirs publics et les parlementaires prennent en compte les conséquences du déséquilibre à venir du système de retraite par répartition, inéluctable pour des raisons démographiques. Mais ils vont creuser ainsi un peu plus le fossé qui sépare la France qui travaille de celle de la précarité.

Les 14 millions de salariés du secteur privé vont pouvoir, comme les fonctionnaires depuis de nombreuses années, choisir de cotiser à un fonds de pension. La décision sera individuelle. Ils vont ainsi profiter à la fois d'avantages fiscaux et, de la part de leur entreprise, d'abondements, dont ne bénéficieront pas, par définition, les exclus de l'épargne-retraite. La retraite par capitalisation va permettre à ceux qui le veulent et qui en ont les moyens de compenser les faiblesses attendues du système de répartition. Car ce dernier ne pourra offrir dans les prochaines années aux retraités qu'une part toujours plus

faible des salaires gagnés pendant leur période d'activité.

La raison en est simple : il y aura toujours plus de retraités en face d'actifs cotisants proportionnellement de moins en moins nombreux. La faute au chômage, bien sûr. Mais les causes principales sont le vieillissement de la population et l'accroissement de l'espérance de vie. Banal, le constat se traduit d'ores et déjà dans tous les pays occidentaux affrontés à la même évolution démographique par une préoccupation croissante quant à leur retraite des classes d'âges nées au lendemain de la guerre (les « baby boomers »).

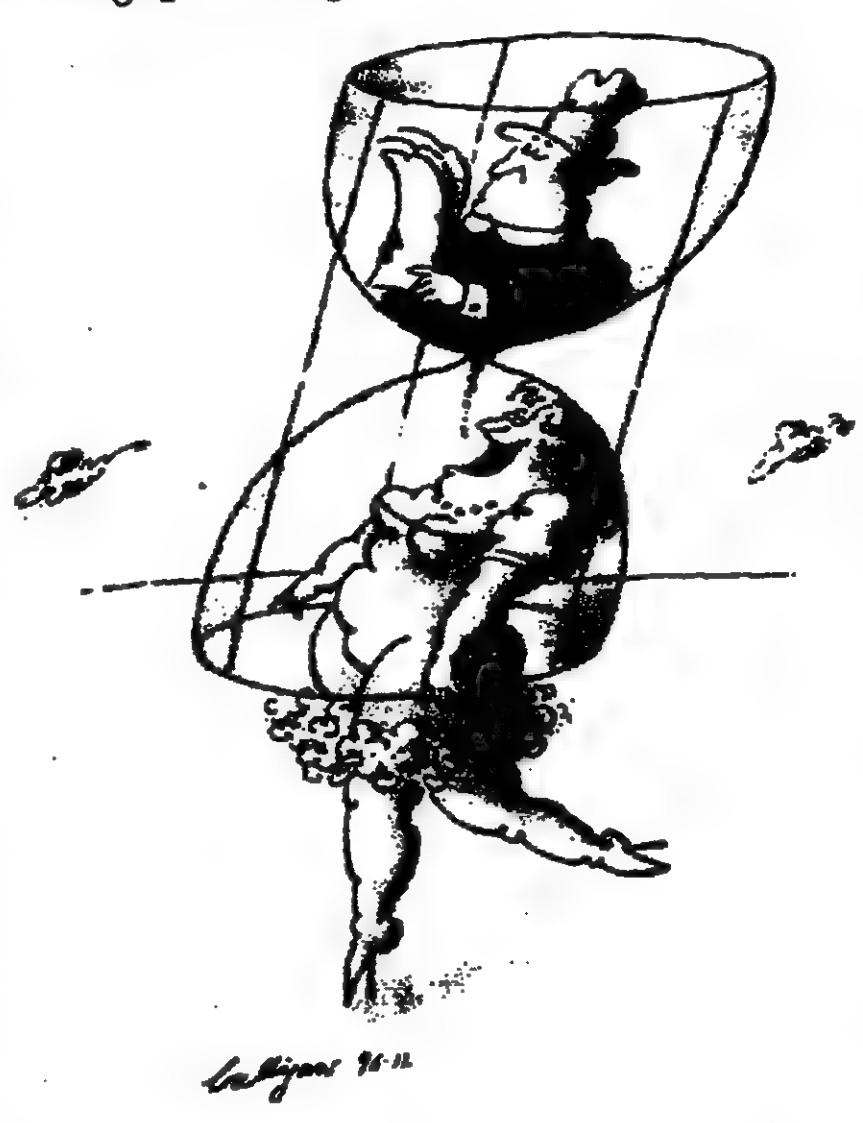
En France, les manifestations en sont le niveau important du taux d'épargne et,

plus encore, le succès de l'assurance-vie, devenu le placement fétiche des Français et qui joue de fait le rôle de substitut aux fonds de pension. Plus pour longtemps, car les épargnants français auront, avec la création de la monnaie unique, la possibilité d'aller chercher ailleurs en Europe les produits d'épargne à long terme conçus pour fournir un complément de retraite qui n'existerait pas en France.

Les pouvoirs publics ont donc pris les devants. Ils espèrent que les entreprises vont profiter de l'afflux de capitaux investis à très long terme — donc le plus souvent en actions —, et pouvoir investir plus et créer des emplois. Mais les entreprises françaises, en tout cas les grandes cotées en Bourse, n'ont pas vraiment besoin de capitaux supplémentaires. De plus, ce ne sont pas elles, mais les PME, qui créent des emplois.

Le bénéfice des fonds de pension, pour ceux qui pourront en profiter, semble évident. Pour la collectivité, il reste à prouver. Il s'agit en tout cas d'un nouveau signe, après la dérégulation des marchés financiers, de l'entrée de la France dans un système économique à l'anglo-saxonne.

Partage par Calligaro



DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

Retour du Japon, le Président retrouve une majorité en état de crise. Non sur un de ces sujets marginaux qui souvent déchirent les formations alliées mais sur une question centrale : le réglage de la politique et monétaire de l'Etat. (...) L'initiative de l'ancien chef de l'Etat officialise une ligne de fracture aujourd'hui très nette. Celle-ci traverse un peu plus ouvertement chacune des formations de la majorité, fait exploser le courant pro-européen et prend un tour quasiment institutionnel, en opposant un ancien président et un président de l'Assemblée nationale au chef de l'Etat et à son premier ministre.

RTL

Michèle Cotta

A soixante-dix ans, alors qu'il n'a plus rien à perdre et pas grand-chose à gagner, Valéry Giscard d'Estaing ne peut être considéré comme un gamin facétieux. On ne dira pas de lui qu'il est novice ou naïf, qu'il ne connaît rien aux finances ou qu'il ne maîtrise pas la gymnastique monétaire. Bref, on peut dire de Giscard ce qu'on veut, sauf que c'est un imbécile. Peut-être alors n'est-il pas inutile d'entendre ce qu'il dit. (...) Il dit que le chômage en France est à un niveau insupportable, que monnaie et emploi sont liés. Que l'économie française se porterait mieux si le franc était moins fort. Et qu'on peut avoir autant d'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne que celle-ci en a eu à l'égard de la France, lorsqu'elle a aligné le mark de l'Est sur le mark de l'Ouest au moment de la réunification allemande.

LA TRIBUNE

Gilles Bridier

Lagarrière contre-attaque. (...) Mais le temps joue contre lui. Le gouvernement peut-il confirmer sa préférence à Jean-Luc Lagardère dans la privatisation de Thomson tant que la clarté n'aura pas été faite sur les affaires qui le touchent ? Tout cela risque fort de durer plus longtemps... que l'espérance de vie de ce gouvernement.

Grandes manœuvres autour du franc fort

Suite de la première page

Contrairement à d'autres, M. Giscard d'Estaing a donc poussé le raisonnement jusqu'à son terme logique, avec l'argumentaire que l'on sait : s'il est vrai que le dollar est sous-évalué vis-à-vis du franc et du mark, mais que l'Allemagne refuse d'en prendre acte, alors, il ne faudra pas hésiter à jouer les éclairés, quitte à ce que la parité franc-mark en soit elle aussi affectée. Et donc que le dogme du franc fort soit remis en cause.

Ce faisant, l'ancien président a-t-il défendu une position outrancière au point de n'avoir pas la moindre chance de connaître un début de concrétisation ? Les apparences pourraient le laisser penser. Vivement applaudi par les partisans de « l'autre politique », — dont évidemment Philippe Séguin, Charles Pasqua ou encore Jean-Pierre Chevènement —, sa proposition a aussitôt été enterrée par Alain Juppé, qui a rappelé, dans un communiqué commun avec le chancelier allemand, l'attachement des deux pays aux parités actuelles entre le franc et le mark (lire page 7).

La mise au point ne met pourtant pas fin au débat. Si l'ancien

président a ouvert une piste économique que son successeur à l'Elysée, Jacques Chirac, ne peut emprunter, du moins jusqu'à son terme, il a peut-être, malgré tout, contribué à modifier la donne politique.

Dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement et d'une entrée de Nicolas Sarkozy ou de François Léotard dans la nouvelle équipe, les balladuriers ne pourraient en effet donner l'impression d'aller à Canossa. Selon la formule méchante de l'un d'entre eux, ils ne pourraient accepter « d'endosser une partie de l'impopularité d'Alain Juppé », en travaillant sous sa direction, qu'à la condition d'être payés de retour. Autrement dit, leur ralliement devrait aller de pair avec une inflexion de la politique économique, qui pourrait laisser entendre à l'opinion que leurs propositions ont été prises en compte.

De son côté, le chef de l'Etat ne peut donner le sentiment de se dédire, après avoir suggéré si souvent ces derniers temps qu'il ne changerait ni de premier ministre, ni de priorité économique.

Or, ces deux exigences ne sont pas forcément aussi incompatibles qu'on pourrait le penser. Hasard ou non, Edouard Balladur, qui réclame depuis plusieurs mois un assouplissement de la politique monétaire, suggérant ainsi à demi-mot qu'une légère modification de la parité vis-à-vis du mark n'aurait rien de dramatique, à la condition qu'elle s'effectue dans les fourchettes actuelles du système monétaire européen, a de

puis peu adapté son propos, ciblant ses attaques sur la monnaie américaine. Ainsi a-t-il souligné le 17 novembre, sur Europe 1, les « très grands risques d'un euro trop élevé face au dollar ».

Hasard ou non, Edouard Balladur a depuis peu adapté son propos, ciblant ses attaques sur la monnaie américaine

De son côté, le chef de l'Etat a lui-même, lors de récentes rencontres avec ses partenaires, souligné son souhait que la future parité de l'euro n'entérine pas l'actuelle sous-évaluation du billet vert.

De là à penser que la grande réconciliation entre les frères ennemis du RPR, balladuriers et chiraciens, pourrait s'effectuer sur fond de convergence de vue sur la question monétaire, il n'y a qu'un pas qu'il est tentant de franchir. Dans les deux camps, d'ailleurs, les réactions à la proposition giscardienne ont été strictement identiques. A Matignon, on observait ainsi que M. Giscard d'Estaing avait eu raison de montrer le dollar du doigt, mais tort de s'être bécoté à proposer une modification de la parité franc-mark, offrant

ainsi une occasion inespérée aux partisans de la dévaluation de sortir du bois. De son côté, une figure de proue du balladurisme observait que M. Giscard d'Estaing avait rendu un incontestable service à M. Chirac, en levant le tabou monétaire, mais qu'il s'y était mal pris en suggérant que la France pourrait faire cavalier seul dans ce domaine.

Pour tenter de retrouver des marges de manœuvres économiques, un nouveau gouvernement pourrait-il donc être tenté de faire de la question de la parité de l'euro vis-à-vis du dollar l'un des points centraux de négociation avec Bonn ? Il est, en tout cas, certain que l'actuel chef de l'Etat peut faire un bon usage de l'explosive proposition de son prédécesseur à l'Elysée. Parfois soupçonné, notamment pendant la campagne présidentielle, de vouloir prendre des accommodements avec les grandes priorités de la politique monétaire, M. Chirac pourra jouer les modérateurs, en soulignant en substance que M. Giscard d'Estaing apporte une mauvaise réponse à une excellente question...

Mais que faudrait-il attendre de cet éventuel changement de ton ? Le léger inflexionnement dans la conduite de la politique monétaire, demandé par les balladuriers, passerait-il le stade du vœu pieux ? Et que ferait la France si l'Allemagne faisait toujours la sourde oreille ? M. Giscard d'Estaing peut rester serein sous le feu des critiques : il a relancé un grand débat.

Laurent Mauduit

André Malraux, perdant magnifique

par Régis Debray

L'ÉCRIVAIN a risqué sa vie pour le peuple espagnol et le sien propre ? Et après ? Tant d'autres l'ont fait, en ces temps d'orage lointains. Bien plus intéressant est le fait qu'aux yeux de cet engagé paradoxal le seul peuple au monde qui méritait d'être sauvé était le peuple des statues.

Mieux : le seul qui survive. Le salut du bipède à parois molles s'effectue par le marbre : cette croyance peu commune chez les révolutionnaires, Malraux risqua pour elle plus que sa vie : sa réputation. Il fit ce qu'il fallait, le moment venu, pour que les statues ne meurent pas : inventaire général, restauration, voyages, expositions. Ce sont tâches ordinaires de ministre. Mais le conquérant n'avait jamais cessé d'appeler les statues à envahir les hommes.

Le singulier, en effet, chez celui qu'on prend assez drôlement pour un homme d'action, dont il affectait les tics et la mèche sans en partager les illusions, c'est une lucide incrédulité dans les vertus de l'action et la part décisive, fondatrice, donnée par ce convulsif à la contemplation. Que restera-t-il de cette écriture, sinon un acharné, pathétique et méticuleux exercice du regard ?

Il est étrange, non pas que la légende ait dévoré l'œuvre - c'est la règle -, mais que le plus substantiel de cette œuvre puisse occulter à ce point le plus anodin, sinon le plus frelaté, de cette vie - comme si l'acteur évasif et le faux témoin des exotismes étaient plus dignes d'éloges que l'ami toujours exact des vieilles romanes.

Ainsi le premier esthète auquel on ait ouvert le Panthéon va-t-il y descendre en militant. Cette « pseudomorphose » (comme élit

Il faut croire, au silence qui entoure toujours *Les Voix du silence*, que les nôtres (de morale et d'époque) jugent l'hypothèse obscène. La seule idée fixe qu'ait ressuscitée, de l'adolescence à l'agonie cet adepte de l'esquive et du pas de côté fut : sauvons-nous par l'image. Ce visuel mal fagoté en visionnaire a donné quelques mots de sa vie - jamais plus - à des causes urgentes, quelques lustres à de Gaulle, mais à l'ange de Reims et à Goya, cinquante ans. Une vie entière (depuis 1920, l'année où Max Jacob le présente à Rahmwell, jusqu'au dernier dialogue avec le dernier Picasso). « J'ai écrit des romans, mais je ne suis pas romancier. J'ai vécu dans l'art depuis mon adolescence. »

Qui veut l'entendre, le premier romancier d'Occident qui ait tâté de la caméra, quand tant d'autres se contentaient de la gâchette ? Le premier philosophe qui a payé ses dettes au septième art, avec une *Psychologie du cinéma* (1939) qui n'a pas pris une ride, à un moment où les grandes consciences ne jugeaient pas le grand écran digne d'elles ? Découper au ciseau des bas-reliefs, et, à défaut, des photographies, défaire et refaire un puzzle de tirages, à plat, sur la table ou la moquette - ce jeu d'enfant paisible n'aura-t-il pas été la grande affaire de cette tête brûlée ?

Rien n'y fera : la partie la plus volumineuse, la mieux travaillée, la plus cohérente de son œuvre écrite reste la moins lue. Les gaulistes déclament, les vieux gauchistes s'émouvent, les lycéens fantasment et les statues se taisent - chacun dans son rôle.

Résultat : une conspiration d'indifférences semble tenir pour nulle et non avenue l'unique souverain

l'histoire dont il naît, comme le feu ce qu'il brûle. Étonnons-nous après cela que les amphigloies ignorent et que les supermarchés la boudent, cette œuvre hors normes, pas sérieuse et trop sérieuse, follement subjective et rigoureusement méta-historique. Le lyrisme comme méthode d'analyse n'est pas encore admis à l'Université.

On oppose à tort, je crois, la politique et l'esthétique de cet homme, comme si la seconde était venue compenser les désastres d'Espagne et de Russie. Elle les précédait et les hante : le Tintoret est présent dans *L'Espoir*. Même violence, même transe passionnelle, même combativité ici et là. Malraux galope dans les salles du Louvre et de la fondation Maeght, comme il est allé à Saigon, à Madrid ou au RPF : en briseur de carreaux, en forceur de portes.

Il ne juge pas des œuvres (bonnes ou mauvaises), il cherche la bagarre. Avec la roue des douleurs, pour s'en détacher. Il s'investit dans les peintures comme le romancier dans ses personnages. Michel-Ange, Manet et Rodin dialoguent entre eux et en lui-même, ces créateurs deviennent ses créatures. Et les deux lobes d'un même cerveau se donnent la réplique - comme Alvaré et Scall dans *L'Espoir* : « Aucun tableau ne tient en face des toches de sang. » Aucune tache de sang ne tient devant un tableau.

L'intensité consiste à vivre ensemble ces deux idées contradictoires, à froter l'un contre l'autre l'art et la souffrance. Malraux appartenait à l'étrange espèce des mécréants irrationnels pour qui une aile de papillon bien dessinée pèsera toujours plus lourd que l'*Éthique* de Spinoza. Il doit sans doute à Spengler l'idée que le domaine des formes est l'expression privilégiée de chaque culture, autant et plus que celui des mythes - ce qui donne aux bas-reliefs le sérieux de la prière, et met le vitrail, ou la boucle de ceinturon, sur le même pied que *La Chanson de Roland*.

On se sépare de l'auteur du *Déclin de l'Occident*, c'est qu'il ne tient pas les cultures pour incommunicables, parce que la création plastique leur sert de trait d'union. L'art fut le seul optimisme de ce pessimisme conséquent car c'est par les formes muettes de l'expression que les cultures se parlent, et se fécondent. Ce sont elles qui jettent les meilleures passerelles entre générations et continents.

Contrairement au serbo-croate, à l'anglais ou à l'espagnol, la langue Vermeer peut être comprise par tous ; *Les Voix du silence* unissent ce que les langues séparent, et *Le Musée imaginaire*, qui est l'ensemble de ce qu'on peut connaître par la reproduction, rassemble les traces laissées tout autour de la terre par des cultures qui s'ignoraient les unes les autres.

Rassemblements où ? Dans un lieu de mémoire à la fois mental et technique - cadeau de la photographie à l'intemporel - doté d'une véritable puissance de réconciliation. Français par son style, patriote par volonté, partisan par manichéisme, Malraux devient cosmopolite dans et par l'image. Il se sentait chez lui (et nous nous sentons chez nous, pour beaucoup grâce à lui) dans les cimetières coraliés de Port-au-Prince comme dans les grottes de Calcutta, à Kyoto comme à Brasília.

Le peuple des formes et des couleurs est le seul au monde, avec celui des chiffres et des graphes, à n'avoir ni drapeau ni frontières. Et contrairement à la science, dont l'histoire compose un musée des erreurs et où chaque paradigme nouveau est appelé à s'effacer sous le suivant, l'art ne se périmé pas. Il peut même rejoindre en vieillissant.

Il appela tragique l'humanisme qui déconçait de ces prémisses. Tragique veut dire : impossible. Pourquoi alors garder le mot ? Sans doute faisait-il partie du mobilier, on ne pouvait démanteler sans lui. Il n'a jamais échappé à Malraux qu'une humanité, fût-elle résolument laïque, ne peut se fonder qu'en ce qui la dépasse : ce qu'il a appelé, pour sa part, le « Surnaturel », l'« Irréel » et l'« Intemporel », soit les formes successives du mystère artistique. Cet agnostique fut l'un des premiers à

décélérer dans l'individualisme le serpent qui se mord la queue.

Il savait bien que le monde marchand sépare les hommes au lieu de les réunir, faute de leur proposer quelque valeur de communion que ce soit. Un marché mondial ne fera jamais un monde commun ; et la course à l'innovation ne nous arrachera pas à la redite parce qu'au client, à l'usager, au salarié, au chômeur, manquera toujours une valeur ajoutée, englobante, et donnant sens. Fort de ce constat, il forma le projet de remplacer des églises de plus en plus désertées par des musées de mieux en mieux remplis. Pour faire lien, comme on dit aujourd'hui.

Le singulier chez celui qu'on prend assez drôlement pour un homme d'action, c'est une lucide incrédulité dans les vertus de l'action et la part décisive, fondatrice, donnée par ce convulsif à la contemplation. Que restera-t-il de cette écriture, sinon un acharné, pathétique et méticuleux exercice du regard ?

Il était paradoxal de demander au plus pur produit de l'individualisme qu'est l'idée d'art autonome de nous guérir de l'individualisme. Si on entend par « l'art », mot traquant, la création qui trouve en elle-même sa raison d'être, nous savons que cette extravagance qui définit la modernité est née en Occident au moment où naît l'individualité agissante et parlante, quand commença de se déliter la présence massive du fait religieux : amour de la Renaissance.

Le peintre advenait quand l'« imagier » devient capable de dire « moi je », quand fut reconnu à l'ouvrier des images la faculté d'en prendre l'initiative, sans attendre les instructions du commanditaire civil ou religieux. L'individu maître d'œuvre qui « a la signature » - que nous appelons « l'artiste », quand il s'agit de formes, et « l'auteur », quand il s'agit de textes - émerge en Occident à la fin du quatorzième, comme produit à la fois d'une sécularisation du monde et d'une certaine capacité technique de reproduction.

Tenir l'art, ou le beau fait exprès, pour un invariant de la condition humaine est une présomption plutôt qu'un constat. Non que Malraux, bien sûr, ignorât qu'il y a des religions sans figures et des cultures sans musée. Mais on peut se demander s'il n'a pas tout simplement pris la conséquence pour la cause, en pensant que l'art fait lien quand c'est apparemment le lien qui a fait ce qu'il appelle « le grand art ».

La création artistique se nourrit d'arrière-mondes et de croyances collectives, mais c'est quand l'art devient sa propre transcendance qu'il n'a plus grand-chose à dire (à faire). En se couronnant lui-même, il perd la tête. Et l'épousement d'aujourd'hui peut se lire à l'envers dans son histoire d'hier. Quand Picoté chrétienne s'extrait du rebelle ou descend du tympan, elle devient certes œuvre d'art, amovible, monnayable et théâtralisable, mais la magie coagulante commence de se défaire.

En passant du culte à la culture, l'image ne voit plus sa valeur indexée sur ses valeurs d'usage, mais sur l'état du marché. Comment attendre un quelconque dynamisme religieux de ce qui fut et reste la dégradation du religieux en esthétique ? Comment demander à un trésor de formes mortes de rétablir les ponts brisés entre les individus et les cultures quand le devenir-art des images sacrées atteste à lui seul l'éclatement des communautés et le repli du chacun chez soi, chacun pour soi ?

Les religions de l'art sont des fétichismes désespérés. Non seulement parce qu'elles convoquent le peuple en paroles tout en lui tournant le dos en fait, dans la mesure où l'aura des images est toute dans la relation que les hommes apprennent à nouer avec elles : l'art n'éveille que les éveillés et l'admiration est une récompense, non une grâce. Il faut avoir le code pour entrer dans un Picasso ou un masque nègre, et c'est à l'école de transmettre les codes. C'est pour-

quoi le plus beau musée du monde ne remplacera jamais un bon lycée, ni les maisons de la culture, la transmission réglée des savoirs. L'éducation nationale ne produit ni spectacles, ni expositions, ni émissions, ni stars, ni affiches, mais elle reste la seule avenue qui peut conduire, ou non, à la culture ; le chemin inverse s'est révéillé une impasse.

La preuve. Dès que l'école se dégingue, la culture bouchoime, le musée redevient capharnaüm ou abri chauffé l'hiver. On ne sache pas que nos équipements socio-culturels aient aidé nos banlieues à prendre conscience de la grandeur qu'elles ignorent en elles-mêmes

tée, saccadée - déglagée de la lourde succession des moments hégéliens, de toute logique progressiste, de tout fil directeur. L'audiovisuel a fait passer Gide à la trappe, vieillir Claudel, Martin du Gard et Montherlant - ses amis ou contemporains. Il a rendu Malraux divinatoire comme, en général, toutes les performances littéraires qui ont su mettre l'accent sur le ton plutôt que sur l'écriture, sur les valeurs expressives - engendrant en direct du vécu - plutôt que sur des valeurs formelles d'élaboration. L'éclatement en mosaïque, ses flashes, ses ellipses, ses tête-à-queue, tout ce découps haute couture, ces brusqueries chic épousaient par avance le chaos médiatique.

La vérité n'intéressait pas Malraux ? Justement. La nouvelle algèbre des images induite par le pixel et le bit se retrouve de plain-pied avec un homme-kalidoscope qui n'argumente pas, escamote ses fiches et ses sources, se moque des dates, des faits et des citations, et soute sans coup férir de Sumer à Mexico et de Borobudur à Auvours-sur-Oise. C'est médisant comme le journal de 20 heures. C'est l'assemblage informatique avant la lettre.

La postmodernité a démenti les espérances spirituelles du ministre, mais elle a donné à son aventure intérieure des moyens techniques inattendus, qui, au fond, prolongent les siens propres. Le multimédia a simplement mis sur disque optique l'hyperespace qu'il avait commencé sur support papier, avec les simples moyens du meilleur en page.

C'est que l'inventeur du Musée imaginaire avait en le génie, proprement médiologique, de comprendre que la photo ouvrait un nouvel âge, pour l'intelligence comme pour la sensibilité. Walter Benjamin l'avait compris avant lui ? Oui, et Malraux doit sa trouvaille à l'auteur de *L'œuvre d'art à l'âge de la reproduction technique*.

Mais l'Allemand croyait que la reproduction était leur aura aux œuvres d'art, alors qu'avec Malraux c'est la photo qui donne l'aura. Elle permet aux œuvres de s'évader de l'apparence pour se faire apparitions. Fulgurantes, inexplicables, impérieuses. La photographie n'a pas seulement permis un nouveau regard, une nouvelle visibilité du détail, ou de parentés stylistiques inaperçues, un jeu entre les échelles, la permutation cocasse du fragment et du tout. Le génie de Malraux, prince du raccourci et de l'anacoluthie, est

L'audiovisuel a rendu Malraux divinatoire comme, en général, toutes les performances littéraires qui ont su mettre l'accent sur le ton plutôt que sur l'écriture. L'éclatement en mosaïque, ses flashes, ses ellipses, ses tête-à-queue, tout ce découps haute couture, épousaient par avance le chaos médiatique

s'est déchiré le dernier voile de Maya et les yeux doivent désormais s'accoutumer au désert, comme nos têtes à dresser un sobre constat de vacance, pour ce qui est des buts ou finalités. Nihilisme sans bavures, impeccable. Sauf, bien sûr, à se retourner vers les clergés, papes et mollats. La revanche de Dieu et des dollars - disons le triomphe américain - ne respire pas précisément « la force et l'honneur d'être un homme ». Le beau pari a été perdu.

Reste ce miracle, cette facette du temps qui rentre à point nommé dans son jeu d'hypothèses : l'écriture n'a pas sombré avec le ministre, ni l'œuvre avec les prophéties. Les reproductions survivent fort bien aux éblouissements. Et, en lisant ces pages inimitables, nous pouvons éprouver comme présente une illusion du passé : définition même du chef-d'œuvre.

On n'expliquera pas cette très maladroite sensation de pérennité en disant : l'histoire de l'art se poursuit, et *La Métamorphose des dieux* en fut un jalon. Non, c'est notre histoire discontinue, hachée même par le rythme télévisuel, qui est venue à la rencontre du bricoleur inspiré qui a su ébaucher une histoire de l'art discontinue, écla-

te, saccadée - déglagée de la lourde succession des moments hégéliens, de toute logique progressive, de tout fil directeur.

L'audiovisuel a fait passer Gide à la trappe, vieillir Claudel, Martin du Gard et Montherlant - ses amis ou contemporains. Il a rendu Malraux divinatoire comme, en général, toutes les performances littéraires qui ont su mettre l'accent sur le ton plutôt que sur l'écriture, sur les valeurs expressives - engendrant en direct du vécu - plutôt que sur des valeurs formelles d'élaboration. L'éclatement en mosaïque, ses flashes, ses ellipses, ses tête-à-queue, tout ce découps haute couture, ces brusqueries chic épousaient par avance le chaos médiatique.

La vérité n'intéressait pas Malraux ? Justement. La nouvelle algèbre des images induite par le pixel et le bit se retrouve de plain-pied avec un homme-kalidoscope qui n'argumente pas, escamote ses fiches et ses sources, se moque des dates, des faits et des citations, et soute sans coup férir de Sumer à Mexico et de Borobudur à Auvours-sur-Oise. C'est médisant comme le journal de 20 heures. C'est l'assemblage informatique avant la lettre.

La postmodernité a démenti les espérances spirituelles du ministre, mais elle a donné à son aventure intérieure des moyens techniques inattendus, qui, au fond, prolongent les siens propres. Le multimédia a simplement mis sur disque optique l'hyperespace qu'il avait commencé sur support papier, avec les simples moyens du meilleur en page.

C'est que l'inventeur du Musée imaginaire avait en le génie, proprement médiologique, de comprendre que la photo ouvrait un nouvel âge, pour l'intelligence comme pour la sensibilité. Walter Benjamin l'avait compris avant lui ? Oui, et Malraux doit sa trouvaille à l'auteur de *L'œuvre d'art à l'âge de la reproduction technique*.

Mais l'Allemand croyait que la reproduction était leur aura aux œuvres d'art, alors qu'avec Malraux c'est la photo qui donne l'aura. Elle permet aux œuvres de s'évader de l'apparence pour se faire apparitions. Fulgurantes, inexplicables, impérieuses. La photographie n'a pas seulement permis un nouveau regard, une nouvelle visibilité du détail, ou de parentés stylistiques inaperçues, un jeu entre les échelles, la permutation cocasse du fragment et du tout. Le génie de Malraux, prince du raccourci et de l'anacoluthie, est

On oppose à tort la politique et l'esthétique de cet homme, comme si la seconde était venue compenser les désastres d'Espagne et de Russie. Elle les précédait et les hante : Le Tintoret est présent dans « L'Espoir ». Malraux galope dans les salles du Louvre en briseur de carreaux, en forceur de portes

dit son vieil ami-ennemi Spengler) d'un ciseau de l'âme en papier et chapardeur d'art khmer, profondément indifférent aux circonstances, en héros politique de circonstance, ferait-elle rire ou pleurer notre chaman national ? Gageons qu'il sourit sous la dalle : comme la vie, l'immortalité est faite de malentendus, et celui-ci fut organisé de main de maître, un trucage de plus, farfelu mais payant.

Chez ce bouddhiste fervent, la politique fut un accident, et l'histoire une ascèse, jamais une déviance. S'il est entré très jeune dans l'armée, comme qui paye son écot à l'indivisible, ce fut avec un seul souci en tête : s'en sortir au plus vite. Comment ? La réponse n'a pas varié : on n'échappe à l'éphémère que par l'expression. C'est à l'intemporel des formes qu'il revient de nous tirer de la glauque du temps, de la tiède et visqueuse redite biologique et des combats douteux que la morale ou l'époque vous imposent.

AU COURRIER DU « MONDE »

LA FRANCOPHONIE MORTE À GOMA ?

Les événements du Rwanda et du Kivu font dramatiquement ressortir l'absence criante d'institutions propres à la francophonie. Voici deux pays, participant aux sommets, qui s'étripent et se déchirent. Quel recours propose la France ? Une force multinationale sous l'égide de l'OUA, ou encore l'Afrique du Sud invitée à assumer son rôle de « puissance régionale » ? C'était bien la peine d'ironiser sur la force interafricaine voulue par les États-Unis ! Il n'y a pas, il n'y aura pas d'entente francophone sans un cadre institutionnel, inévitablement contraignant, et comportant, non moins inévitablement, un volet militaire.

Or la France, loin de jouer un rôle pilote dans cette construc-

tion, semble s'en désintéresser : on dirait, pour un peu, qu'elle se « retire ». Fait gravissime, cette désaffection sévit à la tête de l'Etat : ainsi, le Sénat rejetant récemment un texte introduisant la francophonie dans la Constitution française, ou encore les 800 millions de francs retirés du budget affecté à la coopération francophone. Cependant, les choses vont très vite : qu'impose cette zone fragile de francophonie comprimée entre une anglophonie hégémonique et un Nord islamiste, que se disloque l'immense Zaïre : dans le sisme géopolitique qui s'ensuivra, la francophonie cessera non seulement d'être crédible, mais d'être, tout simplement. (...)

Francis Gandon, maître de conférences à la faculté des lettres de Dakar

Régis Debray est écrivain et philosophe.

Une pensée magique de la culture

par Pascal Le Brun-Cordier

Si la vie de Malraux nous fascine, n'est-ce pas qu'elle semble résumer le siècle, lui imprimer l'unité d'une vie et d'une vision ? Ses engagements sur tous les fronts, sa double vie, littéraire et politique, et surtout son sens de la grandeur, épique et métaphysique, en un siècle déserté par la transcendance, nous éblouissent légitimement. Cet éclat ne devrait pas toutefois nous aveugler : Malraux n'a pas gagné tous ses combats. L'examen critique du bilan du ministre Malraux peut ainsi se révéler instructif à l'heure où l'on songe à « refonder » le ministère dont il fut l'inventeur.

Nommé en 1959 ministre des affaires culturelles, Malraux veut démocratiser la culture : « Rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ». Trois idées président à sa politique culturelle. Après la mort de Dieu, la transcendance réside dans les œuvres qui, seules, peuvent encore relier (religare) les hommes. L'art est un substitut du sacré.

Ensuite, parce qu'elles nous parlent de ce qu'il y a de plus universel et essentiel (la vie, l'amour, la mort...), les grandes œuvres nous sont immédiatement accessibles. Le contact avec les œuvres est de l'ordre de la révélation.

Enfin, toute médiation est inutile (éducation, initiation ou animation). Il suffit de mettre le public en présence des œuvres. La politique culturelle est avant tout une « politique d'équipement ».

Dès 1959, Malraux va donc rompre tout lien avec le ministère de l'éducation nationale (qui hébergeait l'ex-secrétariat d'État aux beaux-arts, dont il hérite), puis avec les mouvements d'éducation populaire. Entre l'art et l'école, le divorce était prononcé – pour longtemps.

Il articulera sa politique autour des maisons de la culture, qu'il compare à des « cathédrales », soulignant la dimension mystique de la révélation esthétique. Certes, en dix ans, Malraux entreprendra bien d'autres projets, de la protection du patrimoine au développement de la vie musicale, mais les maisons de la culture seront l'épine dorsale de sa politique.

Inventée par Malraux et reprise à quelques nuances près par tous ses successeurs (excepté Jacques Duhamel entre 1971 et 1973), cette politique culturelle fondée sur le refus de toute médiation (par exemple : pas d'enseignement artistique au collège et au lycée, ou si peu) et sur l'augmentation de l'offre (toujours plus d'équipements et d'événements) n'a jamais permis dans les faits d'élargir au « plus grand nombre possible de Français » le cercle des amateurs d'art.

En 1990, le rapport du ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français concluait à « l'échec de la démocratisation » : sociologiquement, le public est le même qu'il y a trente ans, et le succès des grandes expositions (relevant d'ailleurs plus d'une consommation de la culture que d'une fréquentation des œuvres) n'indiquait pas la tendance.

La pensée de Malraux, noble et inspirée, mais relevant plus de la pensée magique que d'une approche précise de l'action culturelle, s'est donc révélée inopérante : le contact avec les œuvres n'est pas, sauf exception, de l'ordre de la révélation, et la culture requiert, pour être partagée, quelques passerelles.

On dira sans doute qu'il fallait accroître l'offre ; mais rien n'interdisait de susciter aussi la demande, si ce n'était pour Malraux une trop grande confiance en la puissance intrinsèque des

œuvres et une véritable hantise de la médiation, à ses yeux inconciliable avec l'amour de l'art.

Arrivé douze ans après, Jack Lang n'a pas récusé l'héritage. L'éducation artistique n'a jamais fait partie de ses priorités, sauf, in extremis, en 1992, et sans beaucoup de moyens pour rapprocher deux administrations qui ne se parlaient plus depuis trente ans.

Tenant d'une conception spontanée de la création (la culture par tous, immédiate), comme de sa réception (la culture pour tous, sans délai), Jack Lang préféra la médiation, plus rentable politiquement, à la médiation, qui suppose plus de temps. Il contribua ainsi à faire de la culture un objet virtuel, un signe valant d'abord par sa visibilité sociale, plus qu'une réalité intérieure vivante et tangible pour un plus grand nombre.

Il fallut attendre les essais de Marc Fumaroli et Michel Schneider pour que l'on interroge enfin la cohérence et l'efficacité de la politique culturelle française. Mais leurs livres, qui se retrouvaient sur l'idée simple que la formation est l'unique moyen de réduire les inégalités d'accès à la culture, auront sans doute suscité plus de polémiques que de débats argumentés, comme si la politique culturelle devait rester une politique d'exception, protégée de la critique et de l'évaluation.

Inventée par Malraux, cette politique culturelle fondée sur le refus de toute médiation et sur l'augmentation de l'offre n'a jamais permis d'élargir au « plus grand nombre possible de Français » le cercle des amateurs d'art

Il avaient pourtant l'intérêt de rappeler, chacun à sa manière, que l'art n'est pas une réponse à un besoin, mais l'appel d'un désir, et que si le besoin peut être aisément comblé, par une augmentation de l'offre, le désir ne peut qu'être suscité.

Dès lors, seule l'initiation, par la découverte de la puissance des œuvres et leur fréquentation informelle, semble à même d'éveiller une curiosité qui, un jour, peut-être, deviendra désir durable.

Après l'obsession budgétaire du 1%, devenu depuis quelques années l'unique horizon de la profession et des politiques, le rapport de la commission de refondation de la politique culturelle, remis il y a quelque temps au ministre de la culture, va peut-être permettre d'ouvrir le débat sur la question des finalités, et avant tout sur celle, essentielle, de l'élargissement du public.

Pour y parvenir, le rapport propose de « faire pour l'éducation artistique et culturelle ce que Jules Ferry a fait pour l'instruction » – précisément ce que Malraux a toujours refusé, condamnant ainsi la démocratisation à l'échec.

Pascal Le Brun-Cordier enseigne l'histoire des politiques culturelles à l'Institut d'études supérieures des arts (IESA).

Oublier l'auteur de « L'Espoir » ?

par Morgan Sportès

ELLLE commémore à tour de bras, la France, elle panthéonise ! Après Clovis, Malraux. Est-ce signe de désarroi moral et culturel que cette recherche de « mythes fondateurs » ? D'aucuns – les mauvaises langues – diront : « Malraux au Panthéon ?... Il ne méritait pas mieux ! »

Il fut un temps – lorsque quelque chose en France ressemblait à une gauche – où l'on crachait sur les honneurs officiels, et où l'on dédaignait tout ce qui touche au pouvoir. Ce temps n'est plus. Qui consacre-t-on en Malraux ? Est-ce le ministre ? Est-ce le gaulliste qui défila au bras de Michel Debré sur les Champs-Élysées pour enterer Mai 68 ? Rien là qui fasse vraiment rêver. Pas de quoi panthéoniser.

Non, c'est bien évidemment l'auteur de *La Condition humaine* et de *L'Espoir* ! Quelle que soit la valeur littéraire de ces œuvres, il serait peut-être opportun – en ces temps où commencent à s'ouvrir les archives soviétiques et où commençait à peine à se faire pour de bon l'histoire du stalinisme – de s'interroger sur leur contenu politique et sur le rôle politique de leur auteur.

Que nous apprend *La Condition humaine* sur les aberrations du Komintern, qui dans les années 20, en Chine, déclencha artificiellement des insurrections que

n'importe quel esprit à peu près sensé savait à l'avance vouées au plus sanglant échec ? Rien ? André Malraux ne connaissait de la Chine, où il ne mit à l'époque jamais les pieds, que ce que lui en disaient ses camarades communistes. Il serait bon, puisqu'on propose cet auteur à nos lycéens, de leur faire lire quelques extraits du livre *La Révolution mondiale* : histoire du Komintern, de Margarete Buber-Neumann, qui était bien placée pour recueillir des informations à ce sujet puisque son mari, Heinz Neumann, « parachuté » à Canton par Staline en 1927, y fut un des principaux agents de cette politique délirante.

Pour ce qui est de la guerre d'Espagne, *L'Espoir*, à travers ses généreuses sinon fumeuses envolées, ne nous en apprend rien non plus. L'histoire de cette sanglante tragédie reste encore à faire, quoique plusieurs chercheurs aient commencé de la débroussailler. L'héroïsme des communistes et non communistes de toutes nationalités qui s'en allèrent, la fleur au fusil et la cervelle pleine d'idées, se battre contre Franco et les fascistes, ne doit pas occulter la sinistre comédie à laquelle Staline, qui négociait déjà le pacte germano-soviétique, s'est livré de l'autre côté des Pyrénées.

Staline, pas plus que Hitler et les « démocrates », n'a voulu que triomphe en Espagne une révolu-

tion dont il n'était pas maître (quoiqu'il eût fait liquider par ses tueurs nombre de ses dirigeants trotskistes ou anarchistes). L'Espagne fut pour lui, dans la partie de poker qu'il jouait avec les démocrates et Hitler, une monnaie d'échange : son intervention militaire n'a pas visé à la victoire mais, comme disait un de ses agents passé à l'Ouest, le sinistre Alexandre Orlov, à y maintenir un abcès de fixation. « Pour gagner du temps », disait Orlov, il voulait que le peuple espagnol saigne le plus longtemps possible » (*The Secret History of Stalin's Crimes*).

Puisse la panthéonisation d'André Malraux ne pas enterrer sous ses pompes la pensée critique

De cet état de fait, évoqué à l'époque aussi bien par les journaux conservateurs (*Figaro*), que d'extrême droite ou d'extrême gauche (trotskistes), nul écho dans *L'Espoir*, roman qui, rappelle-t-on aux historiens de la littérature, sera publié en feuilleton

de novembre à décembre 1937, dans le journal communiste *Ce Soir*. Celui-ci, dirigé par Louis Aragon, ne manqua pas de se féliciter des purges stalinienne, poussant le zèle militant jusqu'à applaudir au pacte germano-soviétique !

Malraux fut utilisé (autant qu'il les utilisait) par les communistes. Cela arriva à nombre de belles âmes égarées. Mais à la différence d'un André Gide, ou, bien mieux, d'un Arthur Koestler, il fut incapable d'en faire l'analyse, ce qui eût été de quelque intérêt historique autant que littéraire.

Quant au film *L'Espoir*, tourné en 1938 alors qu'il n'y avait plus que les sourds pour ne pas entendre, c'est sans ironie sans doute que ses acteurs zélés le comparent à la production du cinéaste Eisenstein qui dévota son talent au service de Staline, alors que l'avant-garde artistique russe finissait d'être exterminée.

Ainsi fonctionne ce qu'un auteur à la mode, mais auquel on comprend peu de chose, a appelé naguère « la société du spectacle ». Puisse la panthéonisation d'André Malraux ne pas enterrer sous ses pompes la pensée critique : ce serait quelque peu sinistre dans un pays qui vit naître Voltaire, le duc de Saint-Simon et le regrette Guy Debord.

Morgan Sportès est écrivain.

FONDS D'ÉPARGNE RETRAITE

- ☐ Comment et à quel coût abonder l'épargne de vos salariés ?
- ☐ Votre Fonds d'Épargne Retraite doit-il être géré en francs ?
- En unités de compte ? En points ?
- ☐ Pour quelle gestion financière opter : sécurité ? Performance ?
- Place des actions ?
- ☐ Quel sera le rôle de votre comité de surveillance ?
- ☐ Comment communiquer avec vos salariés : lors de la mise en place du Fonds ? Et après ?

Dirigeants d'entreprises, CARDIF répond à toutes les questions que vous vous posez.



La signature financière

Appelez votre correspondant
CARDIF au
01 45 81 46 66

Cardif est la société d'assurance-vie et de capitalisation de la Compagnie Bancaire (Groupe Paribas). Cardif gère 84 milliards de francs d'encours. 120 des 1.000 plus grandes entreprises françaises lui font déjà confiance pour leur retraite supplémentaire.

Prenez de l'avance avec Cardif

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 23 NOVEMBRE 1996

EMPLOI Trois entreprises de micro-électronique implantées au Rousset (Bouches-du-Rhône), SGS-Thomson, Atmel, et Du Pont Photo Masks, se préparent à recruter plus

de 1 500 salariés, dont 800 opérateurs dans les quatre prochaines années. Malgré un chômage local très élevé, la main-d'œuvre qualifiée fait défaut. ● L'AGENCE NATIONALE

POUR L'EMPLOI a établi un processus de recrutement original qui ne repose plus sur le diplôme des candidats mais sur une série de compétences vérifiées et établies à la suite

de tests. ● CE MODE DE RECRUTEMENT, moins sélectif que les méthodes généralement employées, vient du Canada. France Télécom s'apprête à y recourir pour ses 6 000

prochaines embauches. ● DE SON CÔTÉ, l'entreprise Yves Rocher va prochainement réduire le temps de travail de ses salariés de 10 % et embaucher 240 personnes.

Des entreprises embauchent en fonction du savoir-faire et non des diplômes

Près d'Aix-en-Provence, 1 500 salariés vont être engagés d'ici à l'an 2000 par SGS-Thomson, Atmel et Du Pont Photo Masks, spécialisées en haute technologie. L'ANPE a été chargée de l'opération et utilise une même méthode de recrutement à partir de tests d'« habileté »

LE ROUSSET

Munis de gants et de masques de chirurgien, des agents de l'Agence nationale pour l'emploi d'Aix-en-Provence s'exercent, durant toute cette semaine, à sélectionner des dizaines de perles et à les mettre dans des casiers différents en fonction de leurs tailles et de leurs couleurs.

S'ils délaissent momentanément l'accueil des chômeurs, c'est que l'Agence s'apprête à mener une opération spectaculaire. A une dizaine de kilomètres de là, au pied de la montagne Sainte-Victoire, trois entreprises de micro-électronique, SGS-Thomson, Atmel et Du Pont Photo Masks, ont confié au service public de l'emploi le soin de pourvoir au recrutement, d'ici à l'an 2000, de 780 opérateurs, 380 techniciens et 360 ingénieurs. Alors que l'on recense 14 000 demandeurs d'emploi sur la zone Aix-Gardanne, ces recrutements constituent une manne inespérée. Or, malgré un taux de chômage local de 16 %, l'agence ne dispose pas dans ses fichiers de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Le marché de l'emploi reste marqué par la fermeture de la mine de Gardanne, alors que les entreprises ont besoin d'opérateurs habiles sachant monter des plaquettes de semi-conducteurs très fragiles et très coûteuses. « Il faut

assurer le passage des guesules noires aux salles blanches », résume un responsable de l'opération.

EFFICACES ET MOINS SÉLECTIFS

Ayant déjà eu des difficultés à recruter les 1 000 opérateurs qu'elles emploient actuellement, Atmel et SGS-Thomson, deux sociétés à la fois voisines, concurrentes et en pleine expansion, ne se font aucune illusion. Le recrutement d'environ 800 titulaires d'un bac professionnel relève de l'exploit. « D'ores et déjà, nous embauchons des gens qui n'ont qu'un CAP alors que nous souhaiterions avoir des bacheliers », reconnaît le responsable du recrutement d'Atmel. C'est la raison pour laquelle, avec Du Pont qui, sur le site, est un de leurs sous-traitants, les deux entreprises ont accepté la proposition du responsable régional de l'ANPE de faire appel à une technique expérimentée jusqu'ici par l'ANPE des Deux-Sèvres, basée non pas sur les diplômes mais sur les « habiletés » des demandeurs d'emploi.

Georges Lemoine, directeur départemental de l'ANPE dans les Deux-Sèvres, et professeur de sociologie à l'université de Poitiers, a importé cette méthode du Canada. « Il est fréquent que les entreprises ne sachent pas définir leurs besoins. Pour se prémunir contre toute cri-

tique, les responsables recrutent des bacheliers ou des techniciens supérieurs et utilisent deux méthodes de sélection : des entretiens d'embauche et des tests. Or une majorité des gens n'aiment pas parler d'eux, et les tests psychotechniques sont une méthode qui date des années 40 et n'a quasi-

C'est pourquoi, au printemps, Georges Lemoine s'est rendu une première fois au Rousset, réaliser les études de postes. Après avoir demandé à chacun de définir son travail, il est apparu que les candidats aux emplois proposés devaient maîtriser trois « habiletés » : la flexi-

un exercice sur mesure, basé sur la sélection et la manipulation de perles de petite taille dans un temps assez rapide (environ deux heures). Les 18 et 19 novembre, une soixantaine de salariés de SGS-Thomson, d'Atmel et de Du Pont ont testé cet exercice qui servira à recruter leurs futurs collègues. Résultat moyen obtenu : 15,6 sur 20, nettement mieux que les étudiants de l'université de Poitiers, qui n'ont obtenu que 11 sur 20. « Les moins bons ouvriers ont obtenu le même résultat que les meilleurs étudiants », constate Georges Lemoine qui ajoute : « Au cours du test effectué fin octobre par les directions des entreprises et de l'ANPE, un directeur d'usine a fait tomber une boîte de perles, ce qui est considéré comme la plus grave faute possible puisqu'une plaque de silicium vaut plusieurs dizaines de milliers de francs. »

Mercrredi 20 novembre, la démarche a été définitivement validée par les entreprises. Les premiers groupes de demandeurs d'emploi passeront le test le 6 décembre. Ceux qui réussiront le test et seront retenus par les entreprises suivront alors une formation technique de dix semaines puis seront embauchés. « Comme pour les opérateurs actuels, le salaire d'embauche sera de 6 550 francs brut par mois, et il pourra progresser jusqu'à

10 800 francs », indique le directeur des ressources humaines de l'établissement de SGS-Thomson au Rousset.

Pour l'ANPE, qui fait passer les tests et effectue donc une première sélection, c'est une véritable révolution. Pour ces entreprises de haute technologie qui ont toujours raisoné en termes de diplôme, c'en est une autre. Mais les responsables de l'ANPE sont confiants. « Une entreprise industrielle qui souhaite conserver l'anonymat a embauché 1 400 personnes selon ce procédé. Au départ, elle ne voulait ni jeunes, ni salariés de plus de 45 ans, ni femmes, ni non-diplômés, ni chômeurs de longue durée. Suite à nos tests, elle a embauché 11 % de femmes, 29 % de chômeurs de longue durée, 11 % de plus de quarante-cinq ans et 41 % de jeunes. Résultat : cette entreprise a obtenu la certification-qualité en un temps record, exporte au Japon et se révèle plus performante que son donneur d'ordre », témoigne Georges Lemoine.

Michel Bon, président de France Télécom et précédemment directeur général de l'ANPE, ne s'y est pas trompé. Il vient de demander à l'ANPE d'utiliser cette méthode pour recruter les 6 000 agents qu'il va embaucher d'ici à 1998.

Frédéric Lemaître

Yves Rocher va créer 240 emplois grâce à la loi Robien

La direction d'Yves Rocher SA (2 400 salariés) vient de signer avec trois syndicats (CFDT, CFEC et CGC) un accord qui réduit le temps de travail de 10 % (de 38 heures à 34 h 20 en moyenne annuelle) et permet la création de 240 emplois, dans le cadre de la loi Robien.

Les salariés sont maintenus mais il n'y aura pas d'augmentation générale en 1997. Les horaires de travail sont annualisés. Ils pourront varier de 0 à 46 heures par semaine et il pourra désormais être fait appel au travail de nuit. Les horaires collectifs seront fixés par établissement ou service, avec confirmation une semaine à l'avance. Alors que les salariés auront travaillé 251 jours (ou 1 829,32 heures) entre le 1^{er} juin 1996 et le 31 mai 1997, ils ne travailleront plus que 203 jours (ou 1 543,84 heures) durant les douze mois suivants. Le temps de travail d'un salarié ne pourra pas dépasser le temps annuel prévu à son contrat. Autrement dit, il ne pourra pas y avoir de report d'heures supplémentaires d'une année sur la suivante.

ment pas évolué. Ce sont des procédés non fiables, qui ne servent qu'à faire tomber les gens plus bas qu'ils ne sont. Au contraire, des tests de simulation basés sur les aptitudes des personnes et non sur leur diplôme sont, à la fois, plus efficaces et moins sélectifs. »

bilité et l'adaptabilité, le sens du travail en équipe, car il faut souvent venir en aide à un collègue, et la capacité à travailler sous tension dans le respect absolu des règles de procédure.

Durant l'été, Georges Lemoine et son adjoint Pierre Liège ont conçu

Matra Communication cherche un partenaire dans le téléphone portable

LE FABRICANT de matériels de télécommunications Matra Communication, société commune (50-50) au groupe Lagardère et au canadien Northern Telecom, est en quête d'un partenaire dans les téléphones de téléphonie mobile.

Parallèlement, le groupe est en passe de transférer l'une de ses activités industrielles à une autre société où il est minoritaire. La fabrication d'équipements pour réseaux de téléphonie mobile destinés au grand public devrait être confiée à Nortel Matra Cellular, société créée en 1992 par Matra Communication et Northern Telecom, qui en détient 83 %.

« La direction a indiqué qu'elle cherche un partenaire pour les ter-

minaux mobiles GSM et qu'elle n'entend pas agir avec précipitation », indique un représentant de la CGT. « L'activité est difficile, c'est un secteur très concurrentiel », explique-t-on à la direction, où l'on reconnaît « chercher des solutions pour rationaliser ». Une autre source, interne au groupe, confirme la « recherche d'appuis extérieurs ».

« La direction nous dit qu'à chaque fois que l'on fabrique un terminal GSM, on perd de l'argent », relève l'élus CGT, qui ajoute : « on nous a également dit que ce partenaire pourrait être coréen. » A la direction, on ne fait aucun commentaire.

Les radiotéléphones de Matra Communication sont fabriqués

en France dans les usines de Douarnenez et de Pont-de-Buis (Finistère, 700 personnes au total), ainsi qu'en Allemagne, à Berlin. En 1995, Matra Communication a vendu 400 000 à 500 000 radiotéléphones GSM.

ÉCLATEMENT DU GROUPE REDOUTÉ

Le transfert (juridique et financier) de l'activité de production d'équipements pour réseaux publics de radiotélécommunications (équipements de liaison radio) doit, quant à lui, être effectué au 1^{er} janvier 1997, selon la CGT et la CFDT. Il concerne 430 des 500 salariés de l'usine Matra Communication de Châteaudun, qui travaillaient jusqu'à présent en sous-traitance pour le compte de

Nortel Matra Cellular. « Nous avons une position suffisamment assise pour pouvoir assurer maintenant l'ensemble du processus, y compris la production », confirme-t-on à la direction de Nortel Matra Cellular. « Il était dans la logique des choses de faire cette intégration, pour avoir une meilleure synergie. » Nortel Matra Cellular sur un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs en 1996, contre 686 millions il y a deux ans.

« Toute la recherche-développement et toute la fabrication pour le

monde entier, hors Amérique du Nord, se fait à partir de la France », fait valoir la direction de la société, qui indique que les effectifs « seront de 1 500 personnes avec l'intégration de Châteaudun ». Matra Communication va conserver sur le site de Châteaudun son activité (70 personnes) de fabrication d'équipements d'infrastructure pour les réseaux professionnels de radiocommunication (militaires, gendarmes, policiers, pompiers, etc.).

Ces deux opérations inquiètent

les syndicats CGT et CFDT, qui s'interrogent sur la pérennité de certains sites et déclarent redouter « un éclatement du groupe Matra Communication ». Leur inquiétude tient aussi à une situation financière toujours difficile, « alors qu'on a l'impression que seul compte le remodelage du secteur militaire avec la perspective de la reprise de Thomson ».

« L'objectif, cette année, est de réduire la perte nette de moitié par rapport aux 640 millions de francs de déficit de 1995 », explique un élu CGT, qui précise que le résultat d'exploitation de Matra Communication restera positif. « Nous n'avons pas communiqué le résultat net 1995, nous ne le ferons pas maintenant et nous ne commentons pas une année en cours », relève-t-on à la direction de Matra Communication.

Pour 1995, la société s'est contentée d'annoncer un résultat d'exploitation de 195 millions de francs, contre 472 millions en 1994, année où le résultat net était sorti du rouge (7,6 millions de francs).

Philippe Le Coeur

Une alliance en Asie dans l'automobile

Voilà plusieurs mois que Matra Automobile cherche des alliances en Asie pour assurer son avenir après 2002. C'est à cette date que prendra fin le contrat qui lie le groupe à Renault depuis 1984 pour la co-production de l'Espace. Or, « avec Renault, ce n'est plus ce que c'était », affirme un syndicaliste de Matra. Un projet a été envisagé avec le constructeur Proton, en Malaisie, pour produire une version locale de l'avant-dernière génération d'Espace, en cours de remplacement (Le Monde du 22 novembre). Ce modèle n'est plus produit dans l'usine Matra de Romorantin, mais restera en production, pour l'exportation, jusqu'au printemps prochain, dans l'usine Renault de Dieppe. Le projet malaisien a avorté lorsque Proton a annoncé le rachat du britannique Lotus. Selon les syndicats, Matra Automobile poursuit des discussions avec d'autres constructeurs asiatiques.

Jean-Luc Lagardère contre-attaque en déposant plainte

LE GROUPE LAGARDÈRE n'a pas tardé à réagir après la décision du juge Eva Joly d'instruire une plainte déposée par un actionnaire minoritaire de Matra, Jean-Pierre Malen, qui conteste les modalités de la fusion entre Matra et Hachette intervenue fin 1992 (Le Monde du 22 novembre). Motif : un contrat évalué à 12 milliards de francs signé avec Taiwan en novembre 1992 n'aurait pas été pris en compte dans la valorisation de Matra.

« Le groupe Lagardère a déposé une plainte avec constitution de partie civile - pour tentative d'extorsion - contre MM. Jean-Pierre Malen, William Lee et X, indique le groupe dans un communiqué diffusé jeudi 21 novembre. Il n'entend pas se laisser agresser impunément par des individus qui, armés d'intentions mercantiles, prétendent faire pression sur lui. Par ailleurs, le groupe réagira contre ceux qui le harcèlent avec acharnement, utilisant tous les moyens pour, croient-ils, l'empêcher de prendre le contrôle de Thomson. Faut-il que leurs craintes soient sérieuses ? » Le

16 janvier, le groupe avait déclaré avoir déposé une plainte entre les mains du procureur de la République, « ayant acquis la conviction et réuni des preuves de l'implication d'importantes personnalités dans cette volonté de déstabilisation à un moment critique pour les industries françaises de la défense ».

Dès janvier 1993, William Lee, qui a dirigé jusqu'en 1991 le cabinet d'avocats américain à Paris, Shearman & Sterling, part en guerre contre la fusion. Cet homme, lié au cabinet de détectives privés Kroll, sera accusé successivement d'être un agent de la CIA - ce qu'il dément avec force - et de jouer dans le camp du concurrent Thomson, dirigé à l'époque par Alain Gomez. M. Lee trouve des alliés en M. Malen, chef comptable à la retraite et propriétaire de 65 actions Matra et Global Proxy Services Corp (GPSC), une officine américaine spécialisée dans la défense des actionnaires minoritaires.

GPSC a d'abord représenté les intérêts du fonds de pension californien Calpers, qui a demandé des explications à la commission

des opérations de bourse, sur le contrat avec Taiwan. Ensuite, il a fait cavalier seul, en passant des petites annonces au printemps 1993 dans le Wall Street Journal Europe et Les Echos pour recruter des actionnaires mécontents et mener des actions en justice. Ceux-ci, demandant l'annulation de la fusion entre Matra et Hachette ont successivement été déboutés par le tribunal de commerce de Paris le 13 juin 1994 et par la Cour d'appel de Paris le 16 janvier.

Depuis, tous les actionnaires ont jeté l'éponge à l'exception de M. Malen qui a déposé plainte le 28 décembre 1995. « Mon affaire est simple : je ne suis pas d'accord avec la portée de fusion cinq actions Matra pour 13 Hachette. Je l'estime à cinq contre 20. Tout le reste n'est qu'élucubration », tranche M. Malen.

D'autre part, le parquet de Paris n'avait pas encore décidé, vendredi en milieu de matinée, s'il entendait faire appel de la décision de M. Joly.

Arnaud Leparmentier

ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE

Projet pour l'approvisionnement énergétique des ménages urbains. Rénovation de réseaux de moyenne tension et de sous-stations à Nacala

Appel d'offres

Date : 11 novembre 1996
Crédit IDA n° 2033-MOZ

1. Le Gouvernement du Mozambique a obtenu des crédits de l'Association internationale de Développement (IDA) en diverses devises pour le financement de son projet pour l'approvisionnement énergétique des ménages urbains. Une partie de ce prêt est destinée à couvrir les versements éligibles au titre du contrat pour la réhabilitation de réseaux de moyenne tension et de sous-stations à Nacala.

2. Electricidade de Moçambique invite les soumissionnaires éligibles à lui faire parvenir des offres sous pli scellé pour un contrat clé en main couvrant la conception, la fourniture et la construction d'environ 6 km de ligne aérienne de 33 kV, environ 2 km de câble à 33 kV, environ 7 km de câble à 11 kV, environ 15 km de lignes aériennes de 11 kV, 12 nouveaux postes de transformation 11/0, 4 kV, et la rénovation d'environ 20 postes de transformation existants 11/0, 4 kV. La tension d'alimentation actuelle de 6,6 kV sera remplacée par 11 kV. Les travaux devraient être réalisés sur une durée de 9 mois.

3. L'adjudication est ouverte à tous les soumissionnaires des pays éligibles tels que définis dans les principes directeurs régissant les achats de fournitures dans le cadre des prêts alloués par la BIRD et des crédits de l'IDA et réalisant un chiffre d'affaires dans la construction d'au moins 15 millions de dollars US. Expérience préalable sur des projets similaires dans des pays africains souhaitée.

4. Les soumissionnaires peuvent obtenir plus amples informations et consulter les documents d'adjudication à partir du 20 novembre, aux heures de bureau, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures, aux bureaux de l'employeur ou de l'ingénieur aux adresses suivantes :

Electricidade de Moçambique Network Engineering Department
Av Filipe Samuel Magaia 368 Maputo, Mozambique
Fax : 258 1 422074 - Tél : 258 1 422071/2

SwedPower
Project office VBB Beco, Hovudstagan 1, Box 1805
SE-17121 Solna, Suède - Fax : 46 8 7059392 - Tél : 46 8 7059300

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un jeu complet de documents en anglais concernant l'appel d'offres contre un versement non remboursable de 500 \$ US à partir du 20 novembre 1996.

6. Les soumissionnaires sont tenus de se rendre sur le site pour préparer leurs offres. La visite du site sera organisée par Electricidade de Moçambique. Elle devrait avoir lieu au cours de la première ou de la deuxième semaine de décembre 1996.

7. Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution de 100 000 \$ US ou d'un montant équivalent en devise librement convertible, à verser à Electricidade de Moçambique à l'adresse sus-indiquée, au plus tard le 20 janvier 1997 à 15 heures.

8. Les soumissions devront être communiquées en langue anglaise sous forme d'un document original et de deux copies.

9. Les offres seront déballotées en présence des représentants des soumissionnaires qui le désirent à 15 h 15 à la date de clôture sus-indiquée dans les bureaux d'Electricidade de Moçambique à Maputo.

Les banques allemandes préparent l'avènement de l'euro et accélèrent leurs restructurations

Les rumeurs de fusions et de concentrations se multiplient

Les banques allemandes sont à la veille de profondes mutations. Des bouleversements industriels et culturels qui devraient se traduire, d'un

côté, par l'accélération des concentrations et, de l'autre, par un changement profond de mentalité des équipes de direction. Le territoire allemand

est « surbanqué » du fait de la superposition de banques fédérales et de banques régionales et du rapprochement des deux Allemagnes.

L'avenir du Crédit foncier reste incertain

La clôture de l'OPA lancée par la Caisse des dépôts n'est que la première étape du processus de redressement engagé par l'Etat

Les 12 premiers établissements d'outre-Rhin

en milliards de deutschemarks	TOTAL DE BIEN 1995	BÉNÉFICE NET	NOMBRE DE SALARIÉS
1. DEUTSCHE BANK AG	228	2,12	74 100
2. DRESNER BANK AG	120	1,29	46 900
3. WESTLB. WESTDEUTSCHE LANDESBANK	100	0,52	9 800
4. COMMERZBANK AG	90	0,97	29 600
5. BAYERISCHE VEREINSBANK AG	85	0,65	22 200
6. BAYERISCHE LANDESBANK GROSSE RAHE	80	0,45	5 600
7. BAYERISCHE HYPOBANK UND WICHEL BANK	75	0,67	19 000
8. DG BANK	65	0,18	11 400
9. BANKGEMEINSCHAFT BERLIN AG	60	0,47	16 800
10. KFW KREDITANSTALT FÜR WIEDERAUFBAU	55	0,45	1 700
11. NORDDEUTSCHE LANDESBANK	50	0,15	6 600
12. SÜDWESTDEUTSCHE LANDESBANK	45		

habitants, contre 439 en France, 404 en Italie, 314 en Grande-Bretagne ou 312 aux États-Unis.

Trop nombreux, les établissements financiers allemands se révèlent également peu efficaces. La stratégie de maillage serré d'agences à travers tout le pays a conduit à de gros surcoûts. Cette « surcapacité » se fait d'autant plus sentir que la tendance est à la vente directe au détriment des agences et que les marges sont de plus en plus serrées.

Certes, les grandes banques allemandes ont connu des résultats 1995 à faire pâlir d'envie leurs concurrents français, confirmés sur les neuf premiers mois de l'année : la Deutsche Bank a affiché une progression de 27 % de son bénéfice imposable après provisions ; la Dresdner Bank, a annoncé une hausse de 29,7 % et la troisième, la Commerzbank, fait encore mieux, avec une progression de près de 50 %. Mais leur rentabilité (environ 7,5 % en moyenne) est loin d'atteindre celle de leurs homologues britanniques.

La plupart des grands établissements ont donc entamé des res-

tructions. L'Hypobank a annoncé pendant l'été la suppression de 900 emplois (sur 18 000 salariés). Depuis un an, la Deutsche Bank (74 000 personnes) a diminué de 1 700 salariés ses effectifs allemands et embauché plus de 1 360 collaborateurs à l'étranger. Le syndicat de la branche estime que plus de 20 000 emplois (sur 700 000 dans le privé et le public) sont menacés d'ici à deux ans.

DES ACTIVITÉS PUGNACES

La réduction des frais généraux s'accompagne d'un recentrage des activités. Si la banque-industrie, qui a été la grande marque de fabrique de la stratégie des banques allemandes dans les années 80, n'est pas totalement morte, son déclin est annoncé. Non seulement les placements industriels sont peu rentables, mais les participations prises - volontairement ou non - par les banques dans les entreprises se sont révélées être une source d'ennuis permanente. Klöckner-Humboldt-Deutz (KHD) a dû être deux fois remise à flot par la Deutsche Bank. Et si la faillite de Metallgesellschaft a pu être évitée, le krach du promoteur immobilier

Schneider a laissé des traces. Ces affaires ont jeté le trouble sur l'infirmité des banques allemandes et ont rendu plus pugnaces des actionnaires qui n'ont traditionnellement jamais été très gâtés sur le plan des dividendes. Les assemblées générales se révèlent de plus en plus houleuses et contraignent les établissements à accélérer leur restructuration. D'autant que les « affaires » se multiplient. Nombre de banques sont soupçonnées de complicité avec leurs clients dans des manœuvres d'évasion fiscale et les agents du fisc ont, ces derniers temps, multiplié les contrôles comme chez la WestLB, la Dresdner, la Commerzbank ou l'Hypobank. La Deutsche Bank a, pour sa part, été éclaboussée par un scandale à la City et a dû geler plusieurs fonds d'investissement après la découverte d'irrégularités trouvées dans sa filiale Morgan Grenfell (Le Monde du 10 septembre).

Pour écarter dorénavant ce genre de risque, elle a d'ailleurs annoncé jeudi 21 novembre que sa filiale allemande de fonds d'investissement DWS GmbH allait superviser les activités de gestion de fonds (trust business) de sa filiale britannique Morgan Grenfell Asset Management (MGAM). Après s'être tournées vers l'international et la banque d'investissement (achat de Kleinwort Benson pour la Dresdner Bank et de Morgan Grenfell pour la Deutsche Bank), les banques allemandes veulent se refaire une réputation domestique auprès des investisseurs comme sur leurs bases pour mieux affronter l'ouverture du marché européen et l'avènement de l'euro. Pour autant, il ne faut pas s'attarder à ce que ces changements se fassent « en une nuit ». La consolidation des principales banques commerciales prendra entre deux et quatre ans, estime la banque d'affaires.

Babette Stern

LA CLÔTURE de l'OPA lancée par la Caisse des dépôts et consignations sur les actions du Crédit foncier de France (CFF) devait s'achever vendredi 22 novembre. Il s'agit de la première étape du plan annoncé le 31 juillet par le gouvernement pour résoudre le cas de l'établissement financier. L'institution, dont le capital est privé mais dont l'Etat nomme le gouverneur et les sous-gouverneurs, avait affiché pour l'année 1995 des pertes avoisinant les 11 milliards de francs, en raison de provisions colossales provoquées par une expansion mal maîtrisée. Faute de trouver un repreneur ou un investisseur à qui l'adjoindre, l'Etat avait décidé, pour la première fois pour une banque française, de mettre en œuvre un schéma complexe d'extinction des activités du Foncier. Celui-ci étant par ailleurs privé d'une grande partie de son chiffre d'affaires à la suite de la disparition, en septembre 1995, des prêts d'accession à la propriété (PAP), remplacés par le prêt à taux zéro.

Aux termes du plan, le Crédit immobilier de France devait reprendre le réseau du Foncier et son activité commerciale, ainsi que l'encours et le recouvrement des PAP. En contrepartie il s'engageait à garder 1 500 des 3 500 salariés du Foncier. Le reste de l'activité du Crédit foncier, c'est-à-dire principalement le remboursement des emprunts obligataires (260 milliards de francs), les prêts à taux zéro et la gestion du patrimoine immobilier, devaient rester dans le CFF, mais chapeautés par un nouvel établissement public. Cet établissement, baptisé « Caisse nationale du Crédit foncier », devait être créé après un vote au Parlement à l'automne.

Rien pourtant ne s'est déroulé comme prévu. Considérée comme moribonde, l'institution a tout d'abord affiché pour le premier semestre un bénéfice consolidé de 402 millions de francs, et les chiffres du troisième trimestre de-

vaient confirmer cette tendance. Les actionnaires minoritaires ont ensuite multiplié les recours. S'ils n'ont pas eu gain de cause, ces différentes procédures ont retardé la mise en œuvre du plan. Enfin, le Crédit immobilier de France a fait savoir qu'il reviendrait sur son engagement le 15 décembre, « sauf intervention avant cette date de décisions confirmant le soutien de la puissance publique et propres à confirmer durablement sa position favorable sur les marchés financiers, et notamment sa notation internationale ».

Les phases ultérieures du plan semblent à ce jour compromises

Ces avatars sont intervenus sur fond de grogne permanente des salariés, relayés par les politiques. Jeudi 21 novembre, plusieurs centaines de salariés (1 000 selon les syndicats) du siège de l'institution à Paris ont à nouveau défilé jusqu'à la Bourse pour protester contre la vente de l'établissement financier. Les résultats de l'OPA ne seront connus que le 8 décembre. S'il ne fait guère de doute qu'au moins 67 % des actions seront apportées, les phases ultérieures du plan semblent à ce jour compromises. Le Crédit foncier plaide pour un suris d'un an de manière à prouver qu'il est capable de confirmer ses bons résultats. Si Bercy renouait à poursuivre la procédure jusqu'au bout - ce qu'il ne semble pas encore prêt à faire - il faudrait dans ce cas convaincre la Caisse des dépôts de conserver un peu plus longtemps que prévu les titres CFF. Une tâche qui n'est pas gagnée d'avance.

Ba. S.

La Russie a effectué un retour réussi sur le marché international des capitaux

LA FÉDÉRATION DE RUSSIE a émis, jeudi 21 novembre, un emprunt obligataire d'un montant de un milliard de dollars (5,1 milliards de francs), d'une durée de cinq ans. Les banques JP Morgan et SBC Warburg dirigent cette opération, qui marque le retour de Moscou sur le marché international des capitaux, où elle était absente depuis la révolution d'octobre 1917.

Les titres offraient une marge de 3,45 % au-dessus du rendement que présentent les emprunts d'Etat américains de même échéance. Il y a quelques mois encore, les milieux financiers parlaient pour une prime nettement supérieure, de l'ordre de 6 %. Mais l'obtention d'une bonne note (Ba2) de la part de l'agence financière Moody's chargée d'évaluer la solvabilité des emprunteurs a permis de la réduire très sensiblement. La Fédération de Russie a

obtenu une note supérieure à celles obtenues par le Brésil ou l'Argentine, ce qui a surpris certains professionnels. L'un d'eux observe que la situation financière de la Russie reste difficile. Le Fonds monétaire international (FMI) n'est toujours pas décidé à libérer la dernière tranche du prêt de 10,2 milliards de dollars consenti à la fédération. Un autre investisseur considère que, si cette note est à peu près conforme aux données économiques du pays, elle apparaît trop élevée au regard de la situation politique en Russie et de son instabilité.

L'émission obligataire de la Russie a reçu un accueil très favorable auprès des investisseurs internationaux, au point qu'il a fallu doubler le montant initial de l'emprunt. La banque SBC Warburg, a estimé, dès jeudi soir, que l'opération était « un succès exceptionnel ». Les inves-

tisseurs français ont été privés de ce placement, le ministère de l'économie et des finances ne les ayant pas autorisés à acquérir des titres (un émetteur d'un pays n'appartenant pas à l'OCDE doit avoir l'accord du Trésor avant de faire appel public à l'épargne en France).

PROVOCATION

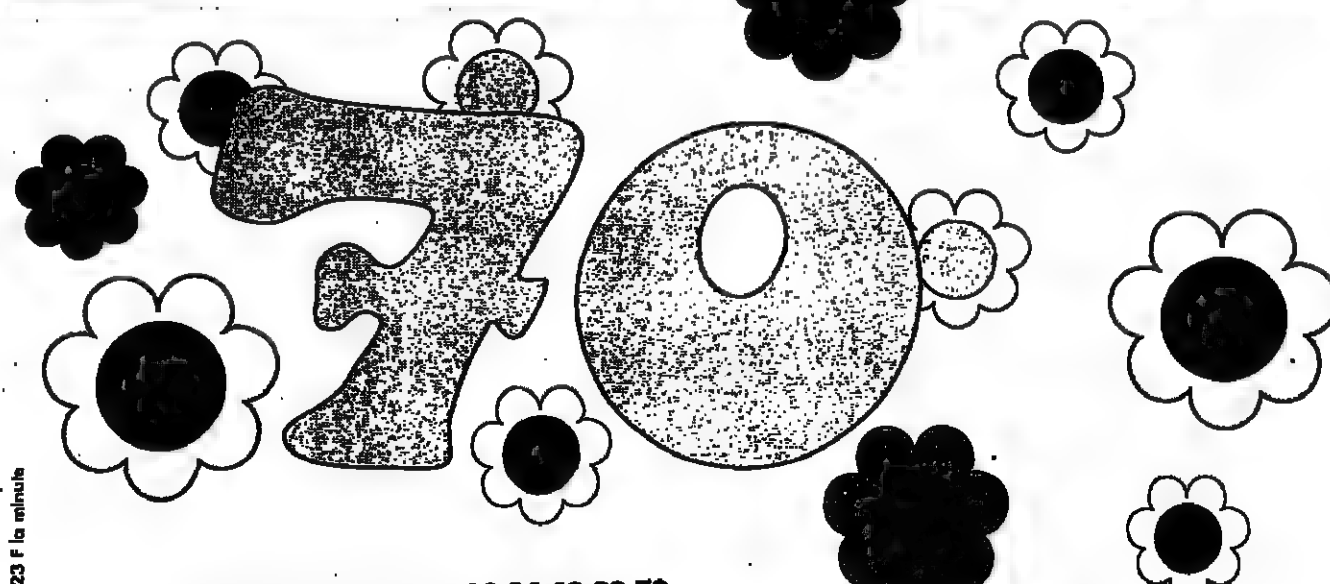
La pression exercée sur le gouvernement par les porteurs d'emprunts russes émis par l'emprunt tatarin entre 1880 et 1917 - qui n'ont toujours pas été remboursés - a été efficace : dans un communiqué, l'association qui les regroupe avait qualifié l'opération obligataire de Moscou « de nouvelle provocation intolérable et inadmissible ».

Parallèlement, la Société générale, qui avait été pressentie pour faire partie du syndicat de

placement, s'est finalement retirée sous la pression des pouvoirs publics. Enfin, les représentants du ministère russe des finances qui étaient venus à Paris, il y a quelques jours, présenter l'opération aux gestionnaires français, avaient dû finalement renoncer à parler des détails de l'emprunt. Ils s'étaient contentés de dresser un bilan de santé de l'économie russe. L'intervention - sans précédent - du ministère français de l'économie et des finances pour une opération effectuée sur le marché international des capitaux n'a pas été du point de tous les investisseurs professionnels (compagnies d'assurances, fonds de gestion collective), qui auraient volontiers mis dans leurs portefeuilles ces titres à la rémunération attractive.

Pierre-Antoine Delhommais

LE 23 NOVEMBRE : JOURNÉE SPECIALE ANNÉES 70 SUR RFM



Toute la journée, RFM effeuillera une à une toutes les marguerites du flower power, avec un programme musical exclusivement 70.

Musiques et émotions.

De la chute de Saïgon aux éclats féministes, RFM retracera chaque heure les infos les plus marquantes des 10 années qui ont changé le monde...



TOUTES LES FREQUENCES SUR LE 08.36.68.20.70

Framatome : la Cour des comptes critique Alcatel et CEA-Industries

Elle évoque des versements injustifiés

LA COUR DES COMPTES, qui a étudié pendant près d'un an la gestion de Framatome sur la période 1990-1993, a décelé des versements injustifiés faits à deux de ses actionnaires, CEA-Industries, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, et le groupe privé CGE, devenu depuis Alcatel Alsthom.

Un extrait du rapport d'instruction, révélé par l'hebdomadaire *Le Point* du 22 novembre, révèle l'existence d'un protocole d'accord signé entre CEA-I et la CGE, prévoyant des versements financiers en échange de contrats d'assistance technique : « En rémunération des prestations, Framatome versera une redevance totale annuelle égale à 0,5 % du chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Framatome... Elle sera affectée à raison de 40 % de son montant à Alcatel Alsthom. »

Les magistrats ont découvert que les versements, atteignant au total 573 millions de francs jusqu'en 1995, n'ont correspondu à aucun service : « Interrogé sur la réalité des prestations, sur lesquelles pourraient s'appuyer ces factures, l'entreprise a

répondu qu'il s'agissait d'une situation imposée par ses actionnaires majoritaires, et qu'elle n'avait pas été en mesure d'y mettre fin. » Cette version a été démentie au Point par CEA-Industries qui assure de « la réalité des services fiscaux, comptables et juridiques » rendus à Framatome. Du côté d'Alcatel, on ajoute que « ces redevances ne posent aucun problème fiscal ». La direction générale des impôts a classé le dossier.

Interrogé par *Le Monde*, Christian Bataille, député socialiste du Nord et membre de la commission parlementaire chargée d'étudier la fusion GEC-Alsthom-Framatome, estime que cette note « confirme bien l'absence de solidarité des actionnaires comme la CGE, qui semble depuis des années jouer contre le camp de Framatome ». « On est en droit, ajoute-t-il, de douter de la sincérité de la stratégie choisie par les actionnaires en décidant de fusionner Framatome avec GEC Alsthom. »

Dominique Gallois

American Airlines passe à Boeing une nouvelle commande géante

Le contrat porte sur 103 appareils et constitue un revers pour McDonnell-Douglas

Le deuxième transporteur mondial s'adressera exclusivement à Boeing pour renouveler entièrement sa flotte, d'ici à 2018. Une première

commande ferme de 103 appareils est évaluée à plus de 30 milliards de francs. Ce premier volet de l'accord constitue déjà, à lui seul, la plus im-

portante commande jamais enregistrée par Boeing. American Airlines compte se développer en Amérique latine et en Europe.

de dollars (150 milliards de francs). L'ensemble de cet accord reste soumis à la ratification, courant décembre, d'un accord entre la compagnie aérienne et les syndicats de pilotes.

Parmi les appareils en commande ferme, American Airlines va s'équiper de 12 gros-porteurs 777, que la compagnie utilisera notamment sur les liaisons avec l'Asie, 12 B-757, 4 B-767 et 75 B-737 de la nouvelle génération. Cette dernière série intègre le tandem franco-américain Snecma et General Electric, qui équipe les 737 en moteurs CFM-56.

ACHATS MODULÉS

American Airlines, qui est client de Boeing depuis déjà quarante ans, ne s'adressera désormais plus qu'à lui pour moderniser et étendre sa flotte dans les vingt ans à venir. En échange, la compagnie bénéficiera d'un système souple pour modifier ses achats en fonction de la conjoncture aérienne, très sensible. Alors que les options habituellement pratiquées, dans l'aéronautique nécessitent une confirmation

de la commande entre dix-huit et trente-six mois avant la livraison des appareils, le « droit d'achat » instauré par Boeing et American écoule ce délai. Il permet au client de donner son feu vert définitif quinze mois avant pour les avions à couloir unique, dix-huit mois avant pour les gros-porteurs à deux couloirs. Autre facteur de souplesse, le premier versement intervient plus tard.

Actuellement, la flotte d'American Airlines est constituée de 640 appareils Boeing, Airbus, Fokker et surtout McDonnell-Douglas, qui fait, en l'occurrence, figure de grand perdant, après avoir déjà perdu un marché dans le domaine militaire la semaine dernière. Selon certaines estimations, l'importance de la commande passée à Boeing permettrait à American Airlines de redimensionner sa flotte autour d'un millier d'appareils. La compagnie de Dallas, deuxième transporteur mondial derrière son compatriote United Airlines, veut poursuivre son expansion. En Amérique latine, il vient de s'associer à

l'espagnol Iberia pour cogérer Aerolíneas Argentinas, dont il pourrait prendre ultérieurement une partie du capital. A la clé, une association commerciale qui fera d'American Airlines le partenaire privilégié de la compagnie argentine vers l'Amérique du Nord, Iberia jouant le même rôle en direction du Vieux Continent.

AVEC BRITISH AIRWAYS

American Airlines compte aussi conquérir le marché européen, où la déréglementation du trafic aérien entre en vigueur dans moins de cinq mois. La compagnie américaine s'y est préparée en concluant un accord avec British Airways, au grand dam des autres compagnies américaines, qui cherchent à faire interdire cette alliance.

Les deux partenaires partageront, à partir du mois d'avril 1997, leurs codes de vol et leurs programmes de fidélisation, et accapareront ensemble 25 % des vols transatlantiques.

Anne-Marie Rocco

Vincent Bolloré impose sa première simplification au groupe Rivaud

Une OPA est lancée sur deux filiales du groupe dans un souci de rationalisation financière

LA PRISE DE POUVOIR de Vincent Bolloré chez Rivaud n'a pas tardé à se traduire dans les faits. La recapitalisation de la banque du groupe à peine achevée, une première simplification des structures du groupe est lancée. Une des holdings intermédiaires de Rivaud, la compagnie du Cambodge, a annoncé, le 22 novembre, le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) sur la Société des mines de Kall-Sainte-Thérèse, déjà contrôlée par le groupe à hauteur de 49,5 %, et sur la compagnie des Caoutchoucs de Padang, détenue à hauteur de 36,3 %.

Rivaud propose de racheter les actions des mines de Kall au prix de 675 francs chacune, soit une prime de 20,7 % par rapport au dernier cours, et de reprendre les titres des Caoutchoucs de Padang pour 1 400 francs, soit une prime de 21,7 % par rapport au dernier cours. Si l'ensemble des actionnaires répondent à cette offre, l'opération représenterait un coût de près de 800 millions de francs pour le groupe. « Mais il n'est pas sûr que l'ensemble des actionnaires minoritaires veuillent apporter leurs titres », souligne-t-on dans l'entourage de M. Bolloré.

Cette remise à plat est une première pour Rivaud. Le comte de Ribes, président du groupe, s'était toujours opposé à tout changement dans cette nébuleuse de 117 sociétés. Vincent Bolloré, malgré sa détermination, ne serait peut-être

pas parvenu à lancer si vite cette restructuration sans l'aide des circonstances : après examen des résultats du premier semestre, les commissaires aux comptes ont émis des réserves, en insistant sur la nécessité de constituer d'importantes provisions pour faire face aux pertes dans de nombreuses participations.

TRÉSORÈRE COMMUNE

La Société des mines de Kall-Sainte-Thérèse est la plus exposée. Portant la plupart des grandes participations industrielles de Rivaud, elle a déjà dû prendre à sa charge l'an dernier une perte de 35 millions au titre de ses engagements minoritaires. La situation s'est encore aggravée cette année. Actionnaire à hauteur de 17 % d'Air Liberté, la quasi-faillite puis la recapitalisation de la compagnie aérienne devraient se traduire dans ses comptes par une provision d'environ 400 millions. Elle doit aussi apporter de l'argent à sa filiale Simmonds (fixations automobiles) qui a perdu l'an dernier 10 millions de francs et n'a plus de fonds propres ; à Bertha (aéronautique), dont elle détient 26,1 % du capital, en déficit l'an dernier de 30 millions ; à Elitair (restauration), où elle est actionnaire à hauteur de 16 %, qui se maintient tout juste en équilibre.

Malgré ses réserves financières, la société aurait eu du mal à faire face seule. La fusion avec

les Caoutchoucs de Padang, riche société qui porte une partie des activités agricoles du groupe, et la compagnie du Cambodge permet la mise en commun des trésoreries et de faire face aux premières échéances financières. Placée sous le contrôle majoritaire de Rivaud, Cambodge va avoir aussi de plus grandes facilités pour gérer ses participations.

« Il y a dans ce groupe des vrais savoir-faire, dans les plantations par exemple. Mais à côté, on trouve des investissements qui ne répondent à aucune stratégie », expliquait, récemment, Vincent Bolloré. Il semble avoir rallié le comte de Ribes et la famille Fabri, autres actionnaires du groupe, à son point de vue. « Les administrateurs ont décidé, à l'unanimité, d'engager un processus de rationalisation des structures », soulignait le groupe Rivaud, dans un communiqué.

Déjà, certains s'interrogent sur les autres simplifications à venir. La société Financière Moncey, qui porte 19,8 % d'Air Liberté et de nombreuses liquidités, paraît, à beaucoup, une proie toute désignée. Mais, à côté de ces opérations visibles, tout un travail obscur de simplification juridique, de fusion de sociétés non cotées s'avère nécessaire. Vincent Bolloré s'est donné quatre ans pour donner une cohérence à Rivaud.

Martine Orange

DÉPÊCHES

■ RHÔNE-POULENC : la direction et les syndicats de la branche chimie sont parvenus à un accord jeudi 21 novembre pour rouvrir la discussion sur certains aspects du plan social prévoyant quatre cent vingt-trois suppressions d'emplois. En contrepartie, le comité d'établissement lève le référent constant ce plan en justice, qui devait être étudié le 22 novembre. L'objectif est d'aboutir à un accord avant le 18 décembre.

■ GROUPE AIR FRANCE : six syndicats d'Air France sur treize et dix d'Air France Europe (ex-Air Inter) sur quatorze, constitués en intersyndicale, ont rédigé jeudi 21 novembre une « charte revendicative » soutenue par les salariés pour s'opposer à la « logique de régression » du groupe.

■ TÉLÉPHONE : le gouvernement français a octroyé, jeudi 21 novembre, la première licence d'opérateur d'infrastructure alternative à la société France Manche (infrastructures de télécommunication du tunnel).

■ BOUYGUES TÉLÉCOM : la filiale du groupe de BTP a annoncé, jeudi 21 novembre, un accord avec AOL, société de services en ligne, pour offrir l'accès à Internet à partir d'un téléphone portable.

■ DEUTSCHE TELEKOM : l'exploitant allemand a annoncé, jeudi 21 novembre, l'acquisition de 16 % d'une holding détenant 51 % de l'opérateur de téléphonie mobile American Personal Communications.

■ SIEMENS NIXDORF : le groupe informatique allemand a annoncé, jeudi 21 novembre, un bénéfice impossible de 52 millions de deutschemarks (173 millions de francs), en baisse de 19 %, un bénéfice net de 29 millions de deutschemarks (+26 %) et des ventes de 13,6 milliards de deutschemarks (+6 %) sur l'exercice 1995-1996 (clôt le 30 septembre).

■ LYONNAISE DES EAUX : le groupe de services a annoncé, vendredi 22 novembre, son intention de lancer d'une offre publique d'achat sur sa filiale Elyo (énergie). Le groupe compte utiliser sa trésorerie pour mener l'opération prévue au début de 1997.

■ BERGER-LEVRULT : le groupe français (imprimerie et communication) a enregistré au cours des neuf premiers mois de 1996 un chiffre d'affaires consolidé provisoire en hausse de 18,62 % à 541,9 millions de francs contre 456,832 millions durant les trois premiers trimestres de 1995, selon un avis publié vendredi au BALO.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INITIATIVES LOCALES

CADRES TERRITORIAUX

GESTIONNAIRES ET FINANCIERS

L'UNIVERSITÉ PARIS 8
VINCENTES SAINT-DENIS
2, RUE DE LA LIBERTÉ
À SAINT-DENIS
(Seine-Saint-Denis)

cherche
un(e) directeur(trice)
sa science

Les candidats
devront être titulaires
d'un diplôme de puériculture
et justifier de 5 ans au moins
d'exercice de la profession.

Contactez M. le Secrétaire
Général de l'Université
au 01.49.40.67.04

recrute

1 CHARGÉ DE COMMUNICATION

Vos Missions :
Adjoindre à la responsable du nouveau service Communication qui comprend déjà une assistante PAO/diffusion.

■ Vous intervenez en coproduction sur l'ensemble des missions du service : édition, revue de presse, événementiel, assistance relation presse, audiovisuel.

■ Vous participez au suivi des relations avec les prestataires : imprimeurs, photographeurs, agences de communication, graphistes, pigistes presse et photos, opérateurs audiovisuel, etc.

■ Vous vous impliquez au quotidien dans les tâches à caractère administratif ou de gestion.

Votre profil :
Vous éprouvez une motivation particulière pour la communication institutionnelle et manifestez un intérêt réel pour les nouveaux médias.

Vos compétences sont reconnues en matière rédactionnelle, maîtrise des outils bureautiques dans le domaine de la photographie.

Apprécié pour vos capacités à travailler en équipe, vous savez vous montrer adaptable et souple.

Réactif et polyvalent en situation professionnelle, la fiabilité est aussi l'un de vos atouts.

Adresser candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité à :
Monsieur le Président - District de l'Agglomération Angevine
83, rue du Mail - 49000 ANGERS

avant le 9 décembre 1996

Administration du système d'information financière

Le responsable de l'administration du système d'information

Sera chargé de la mise en œuvre des procédures financières dans le cadre de l'arrivée du nouveau logiciel "Grand Angle", selon les objectifs définis par la direction générale, et à partir des travaux effectués par le Groupe Opérationnel de Liaison "Finances" (GOLF).

Chargé de la mise en œuvre des concepts, des nomenclatures, des habilitations et du volet formation, il travaillera directement avec le service des finances, le bureau du personnel et le service informatique.

Pendant la durée de mise en place du nouveau système d'information, il sera placé sous l'autorité du Directeur des Affaires Financières et Techniques.

Ce poste évoluera sur le contrôle de gestion de la collectivité que l'administrateur du système aura à organiser. A ce titre, l'agent sera placé sous l'autorité directe du Directeur Général des Services.

Ce poste à pourvoir le plus rapidement possible est proposé à un agent de catégorie A ou contractuel.

Adresser lettre de candidature et CV à :
Monsieur le Président
du Conseil Général du Cher
Service du Personnel Départemental
Place Marcel Plesant
18000 BOURGES

■ L'ALUMINIUM s'est nettement apprécié jeudi sur le LME en raison d'achats spéculatifs. Le prix de référence a grimpé de 9 dollars pour terminer à 1 507 dollars par tonne.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↓ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT ↓ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Graphique montrant l'évolution de l'indice SBF 250 sur une période de 3 mois. L'axe vertical est gradué de 1500 à 1600. La courbe montre une tendance générale à la hausse, avec des fluctuations, se terminant à 1562,99.

Indice second marché sur 3 mois

100-443887-100

Indice MidCac sur 1 mois

New York, Dow Jones sur 3 mois

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	£/F
↗	↗	↘	↗	↗
5.0840	1.4980	111.2000	3.3546	8.5575

de position, la veille, du premier ministre et du gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet en faveur du maintien de la parité franc-mark à son niveau actuel ne sont pas parvenues à convaincre et à rassurer les investisseurs. La devise italienne cotait, vendredi matin, 999,60 lires pour un deutschemark. Selon les opérateurs, elle pourrait effectuer son retour dans le SME dès ce week-end.

PARITÉS DU DOLLAR	22/11	20/11	Var. %
-------------------	-------	-------	--------

FRANCFORT: USD/DM	1,4980	1,4965	+0,10
TOKYO: USD/Yens	111,2800	111,5600	-0,25

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		MÉTAUX (New-York)		\$/once
	21/1	20/1		
			Argent à terme	4,88 - 4,93

Dow-Jones comptant	234,62	234,62	Platine à terme	119,25	119,50
Dow-Jones à terme	391,81	392,80	Palladium	119,25	119,50

CRB	246,14	246,19	GRAINES, DENRÉES (Chicago)	\$/boisseau
			Blé (Chicago)	4,18 : 4,01

METAUX (Londres)		dollars/tonne	Mails (Chicago)		2,73	2,56
Cuivre comptant	2353	2364	Grain soja (Chicago)			
Cuivre à 3 mois	2368	2217	Tourte soja (Chicago)	341,30	250,50	
Aluminium comptant	1861	1861	Grain blé (Londres)		9,00	
Aluminium à 3 mois	1515	1505,50	P. de terre (Londres)			
Plomb comptant	707	696	Orge (Londres)			
Plomb à 3 mois	710	704	SOFITS		9,00	
Etain comptant	6135	6089	Caço (New-York)	1354	1340	
Etain à 3 mois	6125	6087	Café (Londres)			
Zinc comptant	1062	1095,50	Sucre blanc (Paris)		109,50	
Zinc à 3 mois	1084	1080,50	OLEAGINEUX, AGRUMES			
Nickel comptant	6945	6745	Colton (New-York)			
Nickel à 3 mois	6950	6640	Jus d'orange (New-York)	1,07	1,07	

RÈGLEMENT
MENSUEL

VENDREDI 22 NOVEMBRE

Liquidation : 22 novembre

Taux de report : 3,38

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

-0,05 %

CAC 40 : 2232,58

Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

(1)

B.N.P. (T.P.)

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

CAC 40

-0,05 %

CAC 40 : 2232,58

Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

(1)

B.N.P. (T.P.)

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

CAC 40

-0,05 %

CAC 40 : 2232,58

Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

(1)

B.N.P. (T.P.)

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

AUJOURD'HUI

SPORTS

RUGBY L'équipe d'Afrique du Sud commence contre les Barbarians français, samedi 23 novembre à Brive, une tournée de dix-huit jours pendant laquelle les Springboks dispute-

ront cinq rencontres, dont deux tests-matches contre l'équipe de France, les 30 novembre, à Bordeaux, et 7 décembre, à Paris. ● ANDRÉ MARKGRAFF, le nouvel entraîneur, a déci-

dé de miser sur l'offensive pour conserver la suprématie des Boks sur le rugby mondial. Ce changement d'orientation d'un jeu longtemps basé sur la défense et la force physique

a provoqué la mise à l'écart de François Pienaar, le capitaine des Sud-Africains pendant la Coupe du monde. ● LES ALL BLACKS auraient été empoisonnés à l'avant-veille de la

finale de la Coupe du monde gagnée 15 à 12 par les Springboks le 24 juin 1995. L'hypothèse déjà évoquée est relancée par la parution d'un livre-enquête en Nouvelle-Zélande.

Les Springboks misent sur l'offensive pour préserver leur hégémonie mondiale

Près d'un an et demi après leur couronnement lors de la Coupe du monde à Johannesburg, les Sud-Africains veulent tourner une page de leur rugby à l'occasion d'une tournée en France

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A l'occasion de leur première grande tournée à l'étranger depuis la Coupe du monde, les Springboks offrent un nouveau visage : effectif fortement renouvelé, encadrement chamboulé et promesse d'un style de jeu inédit. La crise d'identité qu'a connue le rugby sud-africain tout au long de l'année 1996 a accouché, dans la douleur, d'une sélection nationale désireuse de prouver sur le terrain que le difficile passage au professionnalisme a été surmonté.

André Markgraaff a remplacé Kitch Christie comme coach et s'est entouré d'un groupe d'assistants qui relaient auprès des joueurs sa volonté d'adopter un style de jeu dynamique et spectaculaire, adapté à l'ère professionnelle. « Nous avons gagné la Coupe du monde grâce à notre très bonne défense et notre jeu au pied. Mais cette époque est terminée. Maintenant, nous voulons jouer à la main et marquer des essais », affirme Nick Mallett, chargé de trans-

mettre aux avant de l'équipe nationale ce message révolutionnaire pour le rugby sud-africain.

Pour imposer sa vision du jeu, André Markgraaff a profondément modifié l'ossature de la sélection, constituée jusqu'à présent par les joueurs de l'équipe du Transvaal. Elle repose désormais sur ceux de la province du Natal, qui domine depuis deux ans le championnat national en pratiquant le style prôné par le nouvel entraîneur des Springboks. Au prix d'un véritable psychodrame national, François Pienaar, capitaine du Transvaal et des Boks lors de la Coupe du monde, n'a pas été sélectionné pour la tournée (Le Monde du 29 octobre).

Symbolisant une façon de jouer désormais révolue aux yeux de l'entraîneur, il a été remplacé à la tête de la sélection par le capitaine du Natal, Gary Teichmann, un troisième ligne centre, environ un tiers seulement faisaient partie de l'équipe victorieuse en 1995. Outre François Pienaar, deux autres hé-

ros de la Coupe du monde, Chester Williams et Joël Stransky, sont absents de la sélection, pour cause de méforme ou de blessure.

« Certains joueurs pensaient qu'avoir gagné la Coupe du monde leur garantissait une place dans l'équipe nationale. Mais vous ne pouvez pas être sélectionné sur votre seul nom. Si vous n'êtes pas au niveau, vous ne jouez pas », déclare André Markgraaff. Son assistant, Nick Mallett, insiste lui aussi sur les effets pervers de la victoire de 1995 et du passage au professionnalisme : « Après la Coupe du monde, on croyait qu'on était les meilleurs et certains joueurs ont pris la grosse tête. Les sommes d'argent énormes qu'ils ont reçues n'ont pas vraiment contribué à leur motivation. »

RYTHME INFERNAL

Selon le contrat signé avec la fédération au lendemain de leur victoire, les Springboks faisant partie de l'équipe de la Coupe du monde bénéficient d'un salaire mensuel compris entre 60 000 et

130 000 francs, pour une période de trois ans. Cette reune ne constitue pas vraiment une incitation à la performance et elle incite même les nouveaux sélectionnés, à commencer par ceux du Natal, qui ne bénéficient pas de ces largesses. Ils estiment cette situation injuste et l'ont déjà fait savoir à la fédération.

Ces problèmes ont éclaté au grand jour avec les mauvais résultats de l'équipe nationale, cet été. Les Springboks se sont inclinés dans cinq des huit matches disputés contre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette succession de huit rencontres en dix semaines a causé de nombreuses blessures et souligné le rythme infernal imposé aux joueurs par le professionnalisme. Sous l'effet du contrat passé entre Rupert Murdoch, le magnat australo-américain de la presse, et les fédérations de l'hémisphère Sud, de nouvelles compétitions s'ajoutent désormais au championnat national et aux rencontres internationales habituelles.

Le « Super 12 », championnat des provinces de l'hémisphère Sud

et le Tournoi des trois nations (Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Australie), ont fait passer le nombre de rencontres de haut niveau disputées par un international sud-africain à environ 40 en 1996. Les joueurs sont usés par cette cadence et ont l'impression que les intérêts financiers des fédérations passent avant leurs propres considérations. « On ne peut pas tenir le rythme. Les joueurs représentent les actifs les plus importants dans un club. Les dirigeants devraient en prendre conscience », affirme Kobus Wiese, deuxième ligne springbok, victime d'une blessure en début de saison.

Ces derniers mois ont également mis en évidence les problèmes d'image dont souffre toujours le rugby sud-africain malgré son passage au professionnalisme à grand spectacle. « L'impression dominante, c'est que le rugby continue à apparaître comme le domaine exclusif de joueurs et de supporters blancs et que la fédération reste prisonnière du passé, ne prenant pas au sérieux le développement racial

du rugby », avait affirmé le ministre des sports, au plus fort de la polémique déclenchée par plusieurs incidents racistes lors de la tournée de la Nouvelle-Zélande (Le Monde du 20 août). Le remoi, en début d'année, d'Edward Griffiths, le directeur exécutif de la fédération, ardent partisan du développement du rugby dans la communauté noire, avait déjà sommé comme un retour en arrière dans ce domaine.

La façon expéditive et humiliante avec laquelle il a été congédié illustre une autre facette du rugby sud-africain, peu compatible avec l'ère professionnelle : la gestion paternaliste du tout-puissant - et de plus en plus contesté - président de la fédération, Louis Luyt. Les joueurs se tiennent, pour l'instant, à l'écart du débat et se concentrent sur leur nouveau style de jeu. Ils se sont appliqués à le mettre en pratique lors de deux tests-matches en Argentine qu'ils ont largement gagnés, inscrivant en tout treize essais.

Frédéric Chambon

Une tournée de cinq matches

Les dates de la tournée de l'équipe d'Afrique du Sud de rugby en France ont été fixées du 19 novembre au 7 décembre. Les champions du monde, qui viennent de disputer et remporter deux tests-matches en Argentine, ont cinq rencontres à leur programme :

- Samedi 23 novembre à Brive (14 h 15) : contre les Barbarians français (en direct sur Canal Plus).
- Mardi 26 novembre à Lyon (20 heures) : contre la sélection du Sud-Est.
- Samedi 30 novembre à Bordeaux (15 heures) : premier test-match (en direct sur France 2).
- Mardi 3 décembre à Lille (19 heures) : contre l'équipe de France universitaire.
- Samedi 7 décembre à Paris (15 heures) : deuxième test-match (en direct sur France 2).

Suzy, « seizième homme » des champions du monde sud-africains ?

DANS UN LIVRE paru jeudi 21 novembre en Nouvelle-Zélande, Laurie Mains, l'ancien entraîneur du XV national, apporte un nouvel éclairage sur une affaire qui a « empoisonné » la finale de la Coupe du monde en 1995. Les All Blacks, pris de vomissements et de diarrhées quarante-huit heures avant le match, auraient été délibérément intoxiqués.

Laurie Mains, s'appuyant sur l'enquête menée par un détective privé en Afrique du Sud, prétend en avoir les preuves. Les All Blacks étaient les grands favoris de la finale contre l'Afrique du Sud, le 24 juin 1995 à Johannesburg. Fibrilles et emprunts, ils furent méconnaissables. L'ailier Jeff Wilson, après avoir vomit plusieurs fois sur le terrain, avait dû être remplacé, tandis que le pilier Craig Dowd, n'ayant pas mangé depuis le jeudi à midi, était sorti pendant les prolongations dans un état d'épuisement total.

Si le match avait eu lieu le vendredi, les Néo-Zélandais n'auraient pas pu trouver quinze joueurs valides. Pour l'ultime séance d'entraînement - plutôt une reconnaissance

d'Ellis Park - la plupart avaient fait le déplacement en car, un sac de vomissement sur les genoux. « Nous avons envisagé de demander le report du match, et aujourd'hui je regrette ne pas l'avoir fait », dit Laurie Mains. Après la rencontre, perdue 15-12, malgré la déception, le camp néo-zélandais n'avait pas voulu invoquer l'intoxication généralisée. « L'Afrique du Sud avait gagné. Ça n'aurait pas été dans la tradition des All Blacks d'essayer de minimiser leur victoire », confie l'ancien entraîneur.

COMPARAISON DU SILENCE

Joint par Le Monde mercredi 20 novembre à son domicile, Laurie Mains a insisté sur sa volonté de faire toute la lumière sur cette affaire. « J'ai toujours su qu'il y avait quelque chose de bizarre. Même si je ne voulais pas le croire, ça ne pouvait pas être un accident. Trente et un membres de notre groupe de trente-six sont tombés affreusement malades dans l'espace de quatre ou cinq heures, et je savais que je ne serais jamais tranquille avant

de trouver la vérité. » Laurie Mains a donc embauché un détective privé.

Son enquête a révélé qu'une serveuse noire, prénommée Suzy, de l'hôtel Holiday Inn, aurait été payée pour glisser « une substance » dans le thé et le café des joueurs lors du déjeuner, le jeudi précédant la finale. Le directeur commercial de la chaîne Holiday Inn en Afrique du Sud, Gavin Leung, a d'ailleurs indiqué dans une conversation privée que ladite Suzy avait avoué cet acte et avait été renvoyée.

Malheureusement Suzy reste introuvable, et toutes les tentatives menées par le détective pour la localiser ont été « gérées par une conspiration du silence ». « Je suppose que je ne saurai jamais qui l'a payée pour le faire, ajoute Mains. Je suis quand même soulagé d'avoir les preuves qu'il ne s'agit pas d'un simple accident. »

André Markgraaff, l'entraîneur des Springboks, actuellement à Brive, n'est guère impressionné par ces accusations. « Les Néo-Zélandais ont toujours de bonnes excuses

quand ils perdent. On peut s'attendre à tout et à n'importe quoi de leur part, dit-il. Le rugby est basé sur le respect de l'adversaire, et personnellement je trouve un tel acte de la part d'un Sud-Africain inconcevable. »

Jamais Mains, ni ses joueurs, n'ont soupçonné l'équipe adverse d'être à l'origine de l'empoisonnement. Des rumeurs persistantes semblaient accuser les syndicats de bookmakers en Afrique du Sud et en Grande-Bretagne. La somme de 3 millions de rand (3,1 millions de francs) parée sur les Springboks le jeudi soir est-elle totalement étrangère à cette affaire ? « Nous n'avons aucune preuve. Si j'en reparte aujourd'hui c'est simplement pour que les dirigeants du rugby mondial prennent des précautions, conclut Mains. Voir quatre ans de préparation et douze mois d'entraînement partir en fumée comme ça est vraiment trop douloureux pour un sportif. Je voudrais que ce ne puisse jamais se reproduire. »

Ian Borthwick

La présidence de la Fédération française d'escrime se joue à fleuret non moucheté

SERAIT-CE les succès et l'afflux de nouveaux licenciés qui attirent les convoitises ? Quatre mois après les Jeux d'Atlanta, la Fédération française d'escrime (FFE) se prépare à vivre, samedi 23 novembre à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), une assemblée générale agitée. Soixante candidats pour trente-deux postes au comité directeur, trois postulants déclarés à la pré-

sidence ; on se bouscule pour occuper des responsabilités à la tête de cette fédération de taille modeste.

Cette élection est dominée par un duel à fleuret absolument pas moucheté entre deux hommes dont l'hostilité est de notoriété publique : Pierre Abrie, cinquantetrois ans, kinésithérapeute et président sortant, et Jean-Michel

Oprendek, cinquante-quatre ans, qui a démissionné récemment de son poste de directeur du haut niveau au Comité national olympique et sportif français (CNOSF) pour se lancer dans la bataille électorale. Le troisième candidat est le président de la Ligue d'escrime d'Aquitaine, Pierre-Marie Morliens, proche de Jean-Michel Oprendek au profit duquel il pourrait se retirer.

Le contentieux entre Jean-Michel Oprendek et Pierre Abrie n'est pas nouveau. Le premier était directeur technique national (DTN) de l'escrime quand le second a accédé à la présidence de la FFE, en 1985. La collaboration entre les deux hommes a été brève et en février 1986, le président tentait de se séparer de son DTN. Quelques mois plus tard, Jean-Michel Oprendek quittait ses fonctions. « Abrie avait fini par avoir la peau d'Oprendek », note un observateur.

OPA DU RACING ?

Mais les deux hommes n'avaient pas fini de se croiser. En 1988, Jean-Michel Oprendek était nommé directeur du haut niveau au CNOSF. La même année, Pierre Abrie devenait vice-président du Comité olympique. A Atlanta, Jean-Michel Oprendek était l'un des trois adjoints du chef de mission, qui n'était autre que Pierre Abrie. « Quand j'ai annoncé que Jean-Michel Oprendek serait l'un de mes adjoints, certains ont rigolé, affirme Pierre Abrie. Finalement, il m'a fusillé dans le dos. »

« Pierre Abrie répète partout qu'il m'a choisi comme adjoint, en réalité, j'ai été nommé par le président du CNOSF, rétorque l'ancien DTN. Et aucun esprit de revanche ne m'a-

bité. Je ne me présente pas contre Pierre Abrie, mais parce que je considère que l'équipe sortante n'a pas fait son travail. Il est temps d'avoir une politique ambitieuse pour ce sport. Avant Atlanta, je ne pensais pas me présenter. Plusieurs escrimeurs, sélectionnés olympiques, sont venus me dire que ça ne pouvait plus continuer comme ça. »

Jean-Michel Oprendek accuse l'équipe sortante d'avoir laissé se dégrader la qualité de la formation des maîtres d'armes, de ne pas avoir mené une politique de développement de l'escrime et d'avoir imposé un pouvoir autoritaire. Pierre Abrie, qui brigue un quatrième mandat, conteste chacun de ces points, met en avant son bilan sportif et financier ainsi que la progression du nombre de licenciés (35 000 aujourd'hui). Il se propose d'organiser les troisèmes assises de l'escrime, « ce qui montre la volonté de l'équipe actuelle d'orienter sa politique en fonction des réflexions du monde de l'escrime ».

Pour le président sortant, membre du PUC (Paris université club) depuis trente ans, la candidature de Jean-Michel Oprendek, président de la section escrime du Racing club de France, ne serait rien d'autre qu'« une tentative du Racing de reprendre la fédération en main avec l'aide de deux ou trois autres grands clubs ». Au passage, Pierre Abrie s'étourdit de la candidature de certains escrimeurs en activité « à qui on a fait miroiter un poste au comité directeur qu'ils n'auraient pas le temps matériel d'occuper ». Parmi eux, deux champions olympiques : Eric Srecki et Laura Flessel.

Gilles van Koté

Euroleague (premier tour)			
RÉSULTATS DE LA TROISIÈME JOURNÉE RETOUR			
GROUPE A			
Ölker Istanbul (TUR) - CSKA Moscou (RUS)	75	72	
Stefanel Milan (ITA) - Maccabi Tel Aviv (ISR)	75	65	
Limoges (FRA) - Panionios Athènes (GRE)	75	75	
GROUPE B			
Alba Berlin (ALL) - Cibona Zagreb (CRO)	79	71	
Olympiakos Le Pirée (GRE) - Charleroi (BEL)	87	60	
TeamSystem Bologne (ITA) - Estudiantes Madrid (ESP)	100	80	
GROUPE C			
FC Barcelone (ESP) - Olimpija Ljubljana (SLO)	70	71	
AS Lyon-Villeurbanne (FRA) - Panathinaïkos Athènes (GRE)	74	80	
BC Split (CRO) - Bayer Leverkusen (ALL)	75	72	
GROUPE D			
Dynamo Moscou (RUS) - Efes Pilsen Istanbul (TUR)	73	72	
Pau-Orthez (FRA) - Partizan Belgrade (YOU)	75	72	
Séville (ESP) - Virtus Bologne (ITA)	72	64	
CLASSEMENT			
GROUPE A	GROUPE B	GROUPE C	GROUPE D
1 Milan 14 pts	1 TeamSystem 15 pts	1 Villeneuve 14 pts	1 Estudiantes Madrid 14 pts
2 CSKA 13 pts	2 Olympiakos 12 pts	2 Panathinaïkos 14 pts	2 Pau-Orthez 13 pts
3 Tel Aviv 12 pts	3 Cibona 12 pts	3 Olimpija 13 pts	3 Virtus Bologne 12 pts
4 Olker 11 pts	4 Beşiktaş 12 pts	4 Split 12 pts	4 Séville 12 pts
5 Limoges 11 pts	5 Panathinaïkos 12 pts	5 Barcelone 11 pts	5 Bologne 12 pts
6 Panathinaïkos 11 pts	6 Charleroi 8 pts	6 Leverkusen 8 pts	6 Dynamo 9 pts

VOILE : Isabelle Autissier (PRB) a pris la tête du Vendée Globe, jeudi 21 novembre. Elle devance désormais Christophe Auguin (Géodis) et Yves Parlier, le précédent leader. La navigatrice a tiré avantage des ennus techniques du skipper d'Aquitaine Innovations, mais aussi de l'option Est qu'elle a choisie. (AFP)

SKI ALPIN : l'Italienne Sabina Panzanini a remporté, jeudi 21 novembre, le slalom géant de Park City (Utah). A vingt-quatre ans, elle obtient ainsi la seconde victoire de sa carrière en Coupe du monde, devant l'Autrichienne Anita Wachter, à 62 centièmes, et l'Allemande Katja Seizinger, à 81 centièmes. (AFP)

SALON DE L'ETUDIANT

SPECIAL GRANDES ECOLES

DE COMMERCE & D'INGENIEURS

Vous êtes en terminale, en classe prépa ou candidat aux admissions parallèles (BTS, DUT, DEUG, Licences...)

Trois jours pour bien choisir votre grande école

PARIS

22, 23, 24 novembre 1996

Espace Champéret

Vendredi 22 : 14 h 00 - 18 h 30 Samedi 23 : 10 h 00 - 18 h 30
Dimanche 24 : 10 h 00 - 17 h 00

36.15 L'ETUDIANT

l'Etudiant

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

18 COMMUNES - 210 000 HABITANTS
recrute un

JOURNALISTE

Placé sous l'autorité du responsable de la Direction Communication/Relations Publiques, vous aurez pour missions essentielles :

- la participation à la réalisation du journal interne mensuel de la Communauté Urbaine de Dunkerque,
- la contribution dans le cadre du Contrat d'Agglomération, et notamment la collaboration à la rédaction et au suivi de diverses publications spécifiques.

Fort d'une formation de journaliste, vous possédez de grandes qualités rédactionnelles. Disponible, vous avez une bonne connaissance du fonctionnement des collectivités à une maîtrise de l'outil informatique, ainsi qu'à une aisance et une finesse relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV sous réf. J.C.R.96 à :

M. le Président de la C.U.D., Direction des Ressources Humaines, Communauté Urbaine de Dunkerque, Paroisse de la Marine, BP 5/530, 59386 Dunkerque cedex 1.

AVIS DE CONCOURS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, DÉPUTÉ DE LA CORSE DU SUD,
recrute :

Par voie de concours sur titres, pour les besoins de la Direction de la Solidarité et de la Santé :

2 ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS
(spécialité Assistance Sociale).

Les dossiers de candidature devront être retirés à la Direction des Ressources Humaines du Département de la Corse du Sud, 8, Cours Général Leclerc, à partir du lundi 25 novembre 1996 (Tél. : 04.95.29.12.13).

Ces dossiers devront être déposés ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, pendant un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de concours dans la presse locale.

Le présent avis fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs du Département.

CAUDEBEC-LES-ELBEUF - 76320
11 000 habitants,
2ème Ville du District
de l'Agglomération Elbeuvienne
15 mn de l'agglomération Rouennaise
recrute

RESPONSABLE DES SERVICES
Culture (Bibliothèque, Centre Culturel)
Personnes âgées, Jeunesse
Éducation Sports

Compétences nécessaires :

- Gestion du personnel
- Gestion financière
- Connaissances et intérêts pour les fonctions relevant des différents secteurs du service
- Analyse et montage de dossiers
- Travail avec des interlocuteurs divers.

Profil souhaité :

- Niveau Cadre A de la F.T.P.
- Expérience confirmée dans les domaines du Service.

POSTE À POURVOIR DÉBUT 1997

Candidature à adresser à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville - 76320 CAUDEBEC-LES-ELBEUF
Contact : Secrétaire Général
☎ 02.32.96.02.00

AVIS DE CONCOURS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, DÉPUTÉ DE LA CORSE DU SUD,
recrute :

Par voie de concours sur titres, pour les besoins de la Direction de la Solidarité et de la Santé :

UN MONITEUR-ÉDUCATEUR TERRITORIAL

Les dossiers de candidature devront être retirés à la Direction des Ressources Humaines du Département de la Corse du Sud, 8, Cours Général Leclerc, à partir du 25 novembre 1996 (Tél. : 04.95.29.12.13).

Ces dossiers devront être déposés ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, pendant un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de concours dans la presse locale et nationale.

Le présent avis fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs du Département.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'OUEST DE LA FRANCE
RECRUTE DANS LE CADRE D'EMPLOI DES DIRECTEURS OU ADMINISTRATEURS

UN DIRECTEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FAMILLE

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV et photo à :

ERL
18 avenue
Matisson,
75008 Paris
Sous réf. 373 J

Fonctionnaire d'Etat ou Territorial, vous assurerez l'encadrement de près de 700 personnes et vous serez chargé d'impulser la politique sanitaire, sociale et familiale du département.

Connaissances éprouvées du secteur sanitaire et social et expérience d'encadrement indispensables.

La Ville de Montreuil-sous-bois
(Seine-Saint-Denis) 100 000 habitants
recrute

Un COLLABORATEUR (H/F)
pour le cabinet du Député-Maire

De formation générale BAC + 4 minimum ce collaborateur apportera des connaissances et une polyvalence lui permettant d'aborder des dossiers très variés (environnement, urbanisme, finances publiques, démocratie locale, développement social urbain). Des qualités rédactionnelles et une grande disponibilité sont indispensables.

Adresser candidature, C.V.
à Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - 93105 Montreuil Cedex

AVIS DE CONCOURS

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
organise

UN CONCOURS INTERNE SUR ÉPREUVES POUR L'ACCÈS AU CADRE D'EMPLOI DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS (femme ou homme)

Dans limite de dépôt des dossiers d'inscription :
le 16 janvier 1997.

Date des épreuves : à partir du 5 mars 1997.

Lieu des épreuves : 42, rue de Roumanville à PARIS 19e

Nombre de postes ouverts : 15

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être déposés :

Centre interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Île-de-France
3, rue de Roumanville - 75940 PARIS Cedex 19
Tél. : 01.40.03.81.00

L'ADIAM 83
recrute un

Délégué départemental à la musique et à la danse

■ **PROFIL :**
Bac +3; connaissances de l'administration culturelle et des collectivités territoriales; compétences de gestion; culture musicale et chorégraphique; expérience professionnelle.

■ **PRISE DE FONCTION :**
courant janvier 1997.
Convention Collective de l'Animation Socio-Culturelle (groupe 9).
Date limite de dépôt des candidatures le 29 novembre 1996, à adresser à :

ADIAM 83
Hôtel de Clavier
10, rue du Palais
83170 BRIGNOLES
Tél. : 04 94 59 10 72

Ingénieurs et Informaticiens

La Région Haute-Normandie recrute aux conditions statutaires pour le service transports, communication, infrastructures

CADRE A ATTACHÉ, ATTACHÉ PRINCIPAL OU INGÉNIEUR TERRITORIAL

Au sein de la Direction de la coordination et de l'évaluation des politiques d'aménagement du territoire, vous participerez à la mise en œuvre et au suivi de notre politique des transports. Plus particulièrement chargé de l'élaboration du schéma régional en collaboration avec nos partenaires, vous assurerez la maîtrise d'ouvrage d'études de transports (cahiers des charges, appels d'offres, préparation des décisions). Agé de 25 à 35 ans, vous avez acquis une formation de niveau BAC + 4 (spécialisation transports appréciée), une expérience significative en la matière, une bonne connaissance du transport multimodal et des nouvelles technologies (système d'information géographique, billettique...). Exercé à l'analyse, à la synthèse et à la formulation d'objectifs, vous faites preuve d'une grande disponibilité, du sens de la négociation et du travail d'équipe.

Merci d'adresser C.V. + photo sous réf. TCI avant le 15/12/96 à M. le Président du conseil régional, service des ressources humaines, 25 boulevard Gambetta, B.P. 1129, 76174 Rouen Cedex

L'UNIVERSITÉ DE LA MEDITERRANEE
recherche pour sa FACULTE DE PHARMACIE son

RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES ET SECURITE

Ingénieur Diplômé d'Etat ayant une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur privé particulièrement dans un bureau d'Etudes Bâtiment TCE.

Spécialités principalement demandées : hygiène et sécurité, génie civil, électricité (MT-BT), chauffage (chaufferie centrale au gaz ou fioul domestique) et climatisation (centrale d'eau glacée).

Poste vacant à compter du 1er décembre 1996.

Adresser le plus rapidement possible votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV à :

Université de la Méditerranée - 58, bd Charles Livon - 13284 MARSEILLE Cedex 7

CONSEIL GENERAL DE VAUCLUSE
recrute

pour la direction des services techniques, direction des infrastructures, Service Etudes et Travaux :

UN INGENIEUR TERRITORIAL
par voie de mutation ou de détachement

MISSIONS :
Au sein de la direction des infrastructures, vous aurez en charge la conduite et la surveillance des travaux neufs réalisés par le Conseil Général sur ses infrastructures dans les domaines des routes, ouvrages d'art et de l'hydraulique. Vous serez assisté de 4 techniciens chargés du contrôle des travaux.

PROFIL :
Ingénieur subdivisionnaire ou ingénieur des travaux publics de l'Etat ayant de bonnes connaissances en techniques routières et en génie civil, 3 ans d'expérience. Pratique des marchés publics. Sens du travail en équipe.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé et du dernier arrêté relatif à la situation administrative devront être adressées avant le 6 décembre 1996 au plus tard à :

Monsieur le Président du Conseil Général de Vaucluse, Direction des Ressources Humaines, 84909 AVIGNON Cedex 9.
Tél. 04.90.16.13.53 / 04.90.16.13.58

Département de Seine et Marne
Ville de Tournan-en-Brie
7 000 habitants - Chef lieu de canton

recrute un **SECRETAIRE GENERAL**
Cadre des attachés territoriaux (homme ou femme)

Missions :

- Collaborateur direct du Maire
- Assurer la Direction Générale des Services
- Préparation et mise en œuvre des projets municipaux
- Elaboration et suivi du Budget - Gestion du Personnel

Profil :

- Expérience confirmée dans la fonction publique
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Dynamisme et disponibilité - Connaissances informatiques

Direction du Personnel : 88 personnes

Rémunération : statutaire et avantages liés à la fonction.

Poste à pourvoir le : 1er Février 1997

Adresser votre candidature + CV et photo à :

M. Michel BARRET, Maire de Tournan, Place Edmond de Rothschild, 77220 TOURNAN-EN-BRIE

Confidentialité assurée.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique, contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

سكالا

Les bases génétiques du cancer de la prostate ont été localisées

UN GROUPE de chercheurs américains et suédois annonce dans le numéro de l'hebdomadaire *Science* daté du 22 novembre avoir localisé une anomalie génétique impliquée dans le cancer de la prostate. Cette anomalie se situe dans une région déterminée du bras long du chromosome numéro un. Cette découverte laisse espérer une amélioration de la prise en charge de cette affection, qui constitue la troisième cause de mortalité par cancer, après le cancer du poumon et celui du colon.

Ce travail, conduit par les professeurs Jeffrey M. Trent (Centre national américain pour la recherche sur le génome humain, Bethesda) et William B. Isaacs (université Johns Hopkins, Baltimore), n'a pu être mené que grâce à la participation de familles au sein desquelles le cancer de la prostate survient avec une fréquence anormalement élevée. A ce titre, il s'agit d'une démarche similaire à celle qui a permis il y a quelques jours la localisation d'une anomalie génétique associée à la maladie de Parkinson (*Le Monde* du 16 novembre). Les formes héréditaires du cancer de la prostate se caractérisent par l'existence de cette lésion maligne chez trois parents au premier degré ou par l'atteinte de trois générations. Dans ces cas, la maladie survient le plus souvent avant 55 ans.

FORMES « FAMILIALES »
Différentes études américaines avaient permis, avant la localisation du gène impliqué, de conclure que la transmission de ce gène se faisait sur un mode dominant et que les formes « héréditaires » (environ 5 % des cas) ne se différenciaient en rien, aux plans biologiques et histologiques, des formes sporadiques. Ces mêmes études concluaient d'autre part à une association relativement fréquente entre le cancer de la prostate héréditaire et certaines tumeurs du système nerveux central. Il existe aussi des formes « familiales » (21 % des cas) correspondant à une fréquence plus élevée, dans certaines familles, que la fréquence normale, sans pour autant atteindre celle des cancers héréditaires. On observe par ailleurs dans ces familles des prédispositions aux cancers du sein et des ovaires.

Les auteurs de la publication de *Science* expliquent avoir travaillé sur des données collectées auprès de 2 500 familles comprenant au minimum deux membres affectés et 91 familles américaines et suédoises comportant trois cas. C'est ainsi qu'ils ont pu mettre en évidence une région particulière sur le bras long du chromosome numéro un. Le gène précis (qui reste à identifier) sera baptisé HPC1 (pour *Hereditary prostate cancer 1*). Selon la revue, d'autres chercheurs ont observé la présence en nombre anormalement élevé de cette région chromosomique dans les cellules cancéreuses prostatiques prélevées chez des malades, ce qui laisse suggérer que la lésion serait le résultat d'une activité accrue et anormale du gène plus que de son inactivation.

« L'approche familiale doit dorénavant faire partie intégrante de la pathologie prostatique tumorale, estime le docteur Olivier Cussenot (département d'urologie, hôpital Saint-Louis, Paris), qui coordonne en France une large étude sur la génétique du cancer de la prostate. On peut ainsi avoir une approche diagnostique de prédisposition dans la tranche d'âge où la maladie peut être traitée efficacement. » En effet, la précocité du diagnostic constitue un facteur essentiel de l'efficacité du traitement de ce cancer. L'identification d'un (ou de plusieurs) marqueur(s) moléculaire(s) va utilement compléter l'analyse et le conseil génétiques dans les familles concernées et, peut-être aussi, dans la population masculine en général. Au-delà du dépistage, l'émergence de la génétique dans ce nouveau champ de la médecine laisse aussi espérer une meilleure compréhension de l'histoire de cette maladie.

Jean-Yves Nau

L'échec de la sonde Mars-96 inquiète les Européens

Après la perte de l'engin russe, les planétologues de la vingtaine de pays ayant participé à l'expérience craignent pour leurs budgets. Une nouvelle tentative de conquête martienne semble compromise

La perte de la sonde automatique russe Mars-96, sur laquelle des scientifiques d'une vingtaine de pays avaient embarqué des expériences, aura coûté à la France quelque 850 millions de francs, y compris

les salaires des deux cents personnes qui y ont pris part. Cet échec ne se résume pas à une simple affaire de comptabilité. Il pose le délicat problème du devenir de ces équipes de chercheurs qui investissent in-

tellectuellement dix ou quinze ans dans une seule expérience spatiale et dont le destin tient, selon l'un d'entre eux, de celui « du joueur de roulette ». Une expérience d'autant plus risquée qu'ils doivent at-

tendre souvent quelques années de plus - du fait de difficultés techniques ou budgétaires - pour que leur satellite soit lancé et peuvent, en cas d'échec, avoir travaillé pour rien pendant vingt ans.

« ON A COUTUME de dire qu'on apprend beaucoup des échecs. Mais quand il y en a trop... » Après trente ans de carrière au laboratoire d'aéronomie de Verrières-le-Buisson, Gilbert Souchon ne cache pas son abattement après la perte, dans l'océan Pacifique, lundi 18 novembre, de la sonde russe Mars-96. Ingénieur de recherche, il avait consacré ces cinq dernières années à la mise au point du spectromètre Spicam, destiné à l'étude des caractéristiques de l'atmosphère ténue de la planète rouge. Spicam, ainsi que les vingt-trois autres expériences embarquées à bord de la sonde, est - au moins temporairement - perdu pour la science.

Retour de Moscou, Josette Runavot, qui a coordonné la participation française au Centre national d'études spatiales (CNES) de cette mission décidée en 1988, partage son abattement. La contribution française à Mars-96, si l'on additionne les matériels et les salaires des quelque deux cents personnes qui y ont pris part, s'élève à environ 850 millions de francs. Les Russes quant à eux auraient laissé près de 1 milliard de francs dans l'affaire, aux incertitudes de taux de change près. « C'est sans doute à Moscou, dont c'était la dernière grande mission décidée sous l'ère soviétique, que la déception est la plus cruelle », assure Josette Runavot.

L'année 1996 aura été particulièrement dure pour la communauté spatiale. La perte de Mars-96 s'ajoute en effet à celle des quatre satellites de la mission Cluster, détruits lors de l'explosion de la fusée Ariane 5, le 6 juin, dans le ciel guyanais. Le satellite Hete, qui devait rechercher l'origine des sursauts Gamma, a lui aussi été détruit avec sa fusée américaine Pegasus. Comment faire face à de tels désastres ? Comment les anticiper, en réduire l'impact sur la marche de la recherche ?

La première étape consiste à déterminer l'origine de l'accident. Pour l'heure, on l'attribue à un dysfonctionnement du dispositif de mise à feu du quatrième étage de la fusée Proton qui devait arracher Mars-96 à l'attraction terrestre. Cette défaillance est-elle, comme le prétendent certains, le signe patent de la déliquescence du secteur spatial russe (*Le Monde* du 19 novembre) ? Une commission d'enquête doit être constituée, mais les laboratoires européens et américains qui avaient pris un « ticket » sur cette mission, ne sont pas sûrs de pouvoir y participer.

Les scientifiques occidentaux ne savent pas encore s'ils auront le soutien des bailleurs de fonds,

■ **NANOTECHNOLOGIES** : les chercheurs du laboratoire de recherche d'IBM Zurich, connu pour avoir découvert la supraconductivité à haute température, sont parvenus à assembler le plus petit boulier du monde. Chacune des boules de ce calculateur de poche sont des fullerènes, sortes de molécules en forme de ballon de football, faites d'atomes de carbone, qui mesurent moins d'un milliardième de millimètre. Le « doigt » qui permet de bouger ces boules rangées par séries de dix est la pointe extrêmement fine d'un microscope à effet tunnel. Ces travaux illustrent les progrès réalisés dans le contrôle et la fabrication à température ambiante de ces objets dits nanométriques prometteurs à des applications dans les domaines de la physique, de la chimie et de la biologie.

■ **ARCHÉOLOGIE** : le tremblement de terre qui a ébranlé, mardi 12 novembre, la côte méridionale du Pérou et fait plusieurs victimes a endommagé, non loin de Nazca, des vestiges d'une civilisation précolombienne. D'après le Centre italien d'études et recherches précolombiennes (Cisrap), qui poursuit des fouilles dans la région, le site de Peradones, comprenant plusieurs édifices incasiques et pré-incasiques, a subi des dommages. C'est également le cas du site de Cahuachi, le plus grand centre cérémoniel en briques crues d'Amérique du Sud.

mais feront, en tout cas, tout leur possible pour relancer la mission. « Nous disposons, à Moscou, de modèles de rechange pour les expériences embarquées », plaide Francis Rocard, directeur des programmes au CNES. Il ne faudrait que quelques mois pour les installer sur une sonde. »

Encore faudrait-il que les Russes aient prévu un tel équipement de secours et soient disposés à affréter une fusée. Etant donné les difficultés budgétaires auxquelles ils ont à faire face, rien n'est moins sûr. Si Mars-96 bis il doit y avoir, il faudra, de toute façon, être prêt dans vingt-six ou cinquante-deux mois, afin de profiter d'une conjonction planétaire indispensable à un voyage « économique » vers Mars.

■ **CHAIRES MUSICALES**
« La balle est dans le camp des Russes », souligne Francis Rocard. Pas uniquement. D'un point de vue financier, l'échec de Cluster et celui de Mars-96 se télescopent et pèsent sur des budgets déjà serrés. « Jusqu'à présent, il n'existe aucun

exemple de mission ratée qui n'ait été finalement menée à terme », note Roger Bonnet, directeur des programmes à l'agence spatiale européenne. Mais si ces deux missions devaient être rééditées, il faudrait mettre en place une sorte de jeu de chaises musicales spatial, qui se traduirait inmanquablement par la révision à la baisse d'autres programmes, leur retard

ou pis leur suppression. Pour compenser les 200 millions d'euros représentés par Cluster bis, on évoque déjà l'idée de repousser le lancement du satellite Cobra Sam-ba d'étude des premiers instants de l'Univers et celui de First, un satellite d'astronomie infrarouge. Alors que son principe a été adopté en 1985, il ne serait mis en orbite qu'en 2007. Autant dire qu'un

jeune chercheur qui s'est investi dans ce projet devra éviter la pré-retraite s'il veut en cueillir les fruits.

Ces situations sont de plus en plus mal vécues. Jacques Paul, astrophysicien au Commissariat à l'énergie atomique (Saclay), dénonce l'allongement des délais. « L'échec est de moins en moins bien anticipé, souligne-t-il. Dans les années 70, on ne faisait pas confiance aux lanceurs et on construisait systématiquement deux modèles de vol. Pour des raisons budgétaires, on se contente aujourd'hui de faux modèles de rechange. »

Au risque de se trouver démunis en cas de défaillance. « Les ingénieurs ont tendance à accorder trop de confiance aux simulations, au détriment des modèles réels, analyse l'astrophysicien. Le chercheur adopte parallèlement la mentalité de joueur de roulette », en misant l'essentiel de sa carrière scientifique sur une expérience à haut risque.

Hervé Morin

En 1998 Rolex Genève récompensera les auteurs de cinq projets qui auront démontré leur exceptionnel esprit d'entreprise.

SI VOUS PENSEZ POUVOIR ÊTRE L'UN D'EUX,
CECI VOUS INTÉRESSE.

Les Prix Rolex à l'esprit d'entreprise furent créés en 1976 afin de soutenir des initiatives personnelles et novatrices dans des secteurs importants de l'activité humaine. Aujourd'hui, Rolex lance un nouvel appel à candidatures.

Les projets devront relever de l'un des domaines suivants : *Science et médecine, technologie et innovation, exploration et découvertes, préservation de l'environnement ou du patrimoine culturel*. Ils devront approfondir notre connaissance du monde, améliorer la qualité de vie sur la planète ou contribuer au progrès de l'humanité. Un Jury international, composé d'éminents spécialistes, évaluera chaque projet selon des critères précis : créativité, faisabilité, impact potentiel. Par-dessus tout, le Jury s'attachera à la démonstration d'un véritable esprit d'entreprise. Les cinq Lauréats recevront chacun un prix de 50 000 dollars (U.S.), un chronomètre Rolex en or et bénéficieront d'une publicité internationale. Dix autres candidats se verront attribuer chacun 10 000 dollars (U.S.) et un chronomètre en acier et or.



Pour plus d'informations et pour recevoir une formule officielle de participation, écrivez au :
Secrétariat des Prix Rolex à l'esprit d'entreprise, Boîte Postale 1311, 1211 Genève 26, Suisse.
Les candidatures devront parvenir au Secrétariat à Genève avant le 30 avril 1997.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapes SOS (2,23 F/min).

MOTS CROISÉS

N° 943

HORIZONTALEMENT

I. Donnent des cauchemars à la RATR. - II. N'a pas été jusqu'au bout. Manque de chaleur. - III. Qui pense en être dépourvu ? Bienheureux celui qui n'en a aucun. - IV. Carabine. Porcelaine. - V. Difficile de se retrouver dans cette loi. Légers. - VI. Triste son. Possessif. Note. - VII. Note. Grec ancien. Interpelle. - VIII. Cépéage. Ponctue utilement. - IX. Rafles. N'a pas assuré son échec. - X. Ressentit un peu de jalousie. Déesse. - XI. Tuent la création.

VERTICALEMENT

I. Vagit vers l'avenir à reculons. - II. Eurent du travail en période de fêtes. - III. Les notes. Torrent. - IV. S'efforçait pendant l'interrogatoire. Distributeur. - V. Font les vrais sondages. Avalait tout sans réflexion. -

6. Multinationale. Aimable. - 7. Article. Attendant le Père Noël. Pour vent arrière. - 8. Nuirent. Ou votre soutien, ou votre pépin. - 9. Se laisse la tondre. C'est toujours Vishnou. - 10. Lente dégradation de l'objet ou de l'homme. Sa Maria a fait le tour du monde. - 11. Nécessaire au démographe. - 12. Chez eux, un fait deux.

SOLUTION DU N° 942

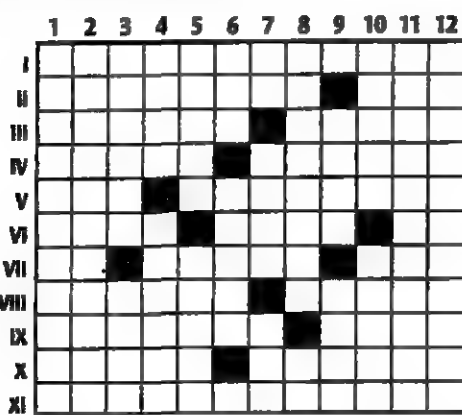
Horizontalement

I. Hallucination. - II. Espalé. Avale. - III. Lectures. Pneu. - IV. Ire. L'âme. - V. Octaves. L'écure. - VI. Tunes. Idées. Râ. - VII. RER. Pei. Légal. - VIII. Emarge. Rôdi. - IX. Poney. Nubles. - X. Entremetteuse.

Verticalement

I. Hélioïpote. - 2. Aperçu. On. - 3. Lacérèrent. - 4. Lut. Es. Mer. - 5. Ufule. Paye. - 6. Censier. - 7. Et. Digne. - 8. Nasale. But. - 9. Av. Niel. Bt. - 10. Tapissier. - 11. Imée. Tohu. - 12. Cie. Urates. - 13. Neutralisé.

François Dorlet



SCRABBLE (R)

N° 511

TOUS LES CHEMINS MÈNENT AU CD-ROM...

...A condition de les découvrir. Quelques jours après la sortie du CD-ROM Petit Robert, Larousse a mis en vente son Biliborum. Un peu plus cher (990 F au lieu de 750 F), il est beaucoup plus ambitieux. Outre qu'il inclut le texte complet du Petit Robert illustré, ce disque offre trois dictionnaires bilingues, anglais, allemand et espagnol, le Dictionnaire des citations, et surtout l'excellent Thésaurus, aide précieuse pour qui doit rédiger. Nous avons critiqué en son temps (22 août 1992) l'index de ce dernier, qui conduisait souvent à une recherche en aveugle. Ainsi, le mot *torréfié* vous renvoyait à trois articles différents, qu'il fallait décortiquer un à un pour séparer le bon grain des adjectifs de l'ivraie des noms, verbes et expressions. La version CD-ROM du Thésaurus non seulement vous fait passer d'un article à l'autre en un clin d'œil, mais conserve que les adjectifs, qui seuls vous intéressent dans le cas présent. Si vous souhaitez consulter quand même les noms, les verbes ou les expressions, un simple clic sur une flèche exauce votre vœu.

En revanche, la maigre notice qui accompagne le CD-ROM est indigne des possibilités de ce dernier. La description de l'écran-type y est illustrée

par une photographie indéchiffrable. Le « Quickself » est une barre d'outils qui promet un accès rapide aux dictionnaires à partir d'un document. Or cet accessoire est resté introuvable, pour nous tout au moins, et aucun de nos appels téléphoniques adressés à Larousse, Microsoft et Liris Interactive, les trois coauteurs de l'ouvrage, n'a pu nous mettre sur sa piste.

Dans la rubrique *herbivores* du Thésaurus (83 éléments), nous avons sélectionné douze quadrupèdes dont nous vous donnons seulement la définition et un indice scrabble. A vous de les trouver. *Antilopes*. - 1. Saharienne, aux cornes spirales (cinq lettres, dont un X, mais pas de U). 2. Grande, aux cornes légèrement spirales (ELAN+?). 3. Grande, aux cornes en forme de lyre (six lettres, dont deux B). 4. De l'Afrique du Sud et de l'Ouest (anagramme de PALMAD). 5. Aux cornes longues et incurvées (quatre lettres, dont deux chères). 6. Grande, aux cornes spirales (six lettres, dont un K initial). 7. Indienne (anagramme de LANGUIT).

Cervidés. - 8. Asiatique, aux bois courts (sept lettres, dont un J non initial). 9. Européen (ALEPH+E). 10. Canadien (anagramme de LORGNAL). 11. Canadien (anagramme de COURBAI). 12. Grand, nord-américain (six lettres, dont un W initial).

Michel Charlemagne

Solutions : Antilopes. 1. ADDAX. 2. ELAND. 3. BUBALE. 4. IMPALA. 5. ORYX. 6. KOUDEU. 7. NIGALIT. Cervidés. 8. MOULOU. 9. ELAPH. 10. ORGNAL. 11. CARIBOU. 12. WAPITI.

CSIR 4, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris. 4 novembre 1996. Tournois : les lundis et jeudis à 14 h 15.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ILSTAIU	UTILISA	H 3	66
2	NJHISCE	JUCHES	3 G	29
3	NI+IEMTL	MINITELS (a)	8 A	80
4	REFOGNNR	COINFRER	D 6	74
5	LINESYA	HYALINES (b)	13	74
6	OEPMPSE	IMPOSEE	8 B	32
7	P+NETNFI	NIFE	K 5	27
8	PTN+ESGA	NEPETA	8 J	33
9	NSG+AEIE	AGENTES	13 I	72
10	ANKVAUD	VANDA	10 D	50
11	KU+A7WCX	KWA (S)	N 10	50
12	UCX+EIHA	EAUX (C)	4 L	50
13	CH+RUTE	CEUX	O 1	43
14	IHR+USO	HORST	A 11	39
15	IUM+ODAE	ROULEZ (d)	N 2	72
16	U+LEOIQB	AMODIE	15 J	30
17	TBUVERL	QUOLIBET	4 A	109
18	BUVL+DRU	REUTILISAT	H 1	30
19	BLDUR+	VU	11 A	22
20		HOUD	11 A	18
21				992

(a) MÉLITE, K 2, 68 ; ÉLIMINAT : 9 B, 62. (b) AISY, 4 G, 50. (c) EXIGU, E 11, 47. (d) Plus rentable que le scrabble REMOU(L)IEZ, F 7, 70.

1. Mizali Florence, 781 ; 2. Ferrand Geneviève, 780 ; 3. Jacqueminet Andrée, 773.

ANACROISÉS (R)

N° 944

HORIZONTALEMENT

1. ACCEILRV. - 2. AABDERV (+1). - 3. AEGNORU. - 4. AAILTV (+1). - 5. CEEIMNO. - 6. AEGLOTV. - 7. AAEILNSV (+1). - 8. EEMINSU (+3). - 9. EENST. - 10. AAILMNU. - 11. EERSSU (+2). - 12. AEGILNS (+5). - 13. BEEILLO. - 14. EORSTUV (+1). - 15. CEEGIR. - 16. GHINOORS. - 17. HINOORZ. - 18. ABEILLR (+3). - 19. EIPRSU. - 20. EELITU. - 21. EERITV (+1). - 22. AERSTUU (+1). - 23. AEOSSSZ.

VERTICALEMENT

24. ACCEILRV (+1). - 25. AEEHMPSS. - 26. EHNINOS. - 27. AINOS. - 28. EENNOTU. - 29. ELTUUVX. - 30. AEGINSU (+1). - 31. EEEERTUV. - 32. EEGILLS. - 33. CILORSSU. - 34. BEEIRST. - 35. BELLNOV. - 36. ACESSU (+3). - 37. AEEGGOR. - 38. ADEINOSV (+1). - 39. AEEHSTU (+4). - 40. AELNST (+7). - 41. AEGNORIT (+2). - 42. EENST. - 43. ACEINT.

SOLUTION DU N° 943

1. CRUCIFIA. - 2. CASTING. - 3. HEREPORD, race de bovins. - 4. ROOKERY, rassemblement de manchots. - 5. RONTGENS. - 6. CILLANT. - 7. RESSEME. - 8. SEULETTE. - 9. NASEAU. - 10. ECLUSEE (ECLUSES). - 11. GRESEES. - 12. MARBRES. - 13. EPERDU.

ÉCHECS

N° 1716

TOURNOI INTERNATIONAL « GUNBARNA 96 »

(Djakarta, 1996)

Blancs : U. Adianto.

Noirs : R. Gunawan.

Défense est-indienne.

Variante Saëmisch.

1. e4	c6	15. f4d4	f4d4
2. cf3	g6	16. f4	c7
3. c3	f6	17. e5d4	d4d5
4. d4	d6	18. d4	d4d5
5. f3	g6	19. c4d4	f4d4
6. f4d4	c6	20. f4d4	c6
7. d5	d6	21. f4d4	c6
8. d4d5	d6	22. f4d4	c6
9. c4d5	d6	23. f4d4	c6
10. d4d5	c6	24. c4d5	c6
11. c4d5	c6	25. c4d5	c6
12. f4d4	c6	26. f4d4	c6
13. c4d5	c6	27. f4d4	c6
14. d4d5	c6	28. f4d4	c6

NOTES

a) Le choix est entre 6. f4, 6. f3 et 6. c3. Le développement du f4-d5 en g5 a pour objectif d'empêcher l'avance e7-e5 (si 6... e5 ; 7. d4d5, d4e5 ; 8. d4d8, f4d8 ; 9. c4d5) et de provoquer l'affaiblissement du roque ennemi par h7-h6.

b) Pourrait-on ignorer la menace b7-b5 ? Peut-être... Par exemple, 10. c4-d5, c4-d6 ; 11. c3, b5 ; 12. f4d5, f4d6 ; 13. 0-0, c4 (et non 13... d4d7) à cause de 14. f4d6, f4d7 ; 15. c5f1, d4d8 ; 16. c4d6 (Tchernin - note c).

c) Si 9... h6 ; 10. f4d6 (voir la note c).
d) Ou 9. c4d5, f4d6 ; 10. c4d5, f4d6 ; 11. c3, b5 ; 12. f4d5, f4d6 ; 13. 0-0, c4 (et non 13... d4d7) à cause de 14. f4d6, f4d7 ; 15. c5f1, d4d8 ; 16. c4d6 (Tchernin - note c).
e) Si 19... f4d4 ; 20. c4d5, c4d6 (ou 20... d4d5 ; 21. f4d4, etc.) ; 21. d4d5, f4d6 ; 22. f4d4 ou 22. f4d5, f4d6 ; 23. f4d4, f4d6 ; 24. f4d4, f4d6 ; 25. f4d4, f4d6 ; 26. f4d4, f4d6 ; 27. f4d4, f4d6 ; 28. f4d4, f4d6 ; 29. f4d4, f4d6 ; 30. f4d4, f4d6 ; 31. f4d4, f4d6 ; 32. f4d4, f4d6 ; 33. f4d4, f4d6 ; 34. f4d4, f4d6 ; 35. f4d4, f4d6 ; 36. f4d4, f4d6 ; 37. f4d4, f4d6 ; 38. f4d4, f4d6 ; 39. f4d4, f4d6 ; 40. f4d4, f4d6 ; 41. f4d4, f4d6 ; 42. f4d4, f4d6 ; 43. f4d4, f4d6 ; 44. f4d4, f4d6 ; 45. f4d4, f4d6 ; 46. f4d4, f4d6 ; 47. f4d4, f4d6 ; 48. f4d4, f4d6 ; 49. f4d4, f4d6 ; 50. f4d4, f4d6 ; 51. f4d4, f4d6 ; 52. f4d4, f4d6 ; 53. f4d4, f4d6 ; 54. f4d4, f4d6 ; 55. f4d4, f4d6 ; 56. f4d4, f4d6 ; 57. f4d4, f4d6 ; 58. f4d4, f4d6 ; 59. f4d4, f4d6 ; 60. f4d4, f4d6 ; 61. f4d4, f4d6 ; 62. f4d4, f4d6 ; 63. f4d4, f4d6 ; 64. f4d4, f4d6 ; 65. f4d4, f4d6 ; 66. f4d4, f4d6 ; 67. f4d4, f4d6 ; 68. f4d4, f4d6 ; 69. f4d4, f4d6 ; 70. f4d4, f4d6 ; 71. f4d4, f4d6 ; 72. f4d4, f4d6 ; 73. f4d4, f4d6 ; 74. f4d4, f4d6 ; 75. f4d4, f4d6 ; 76. f4d4, f4d6 ; 77. f4d4, f4d6 ; 78. f4d4, f4d6 ; 79. f4d4, f4d6 ; 80. f4d4, f4d6 ; 81. f4d4, f4d6 ; 82. f4d4, f4d6 ; 83. f4d4, f4d6 ; 84. f4d4, f4d6 ; 85. f4d4, f4d6 ; 86. f4d4, f4d6 ; 87. f4d4, f4d6 ; 88. f4d4, f4d6 ; 89. f4d4, f4d6 ; 90. f4d4, f4d6 ; 91. f4d4, f4d6 ; 92. f4d4, f4d6 ; 93. f4d4, f4d6 ; 94. f4d4, f4d6 ; 95. f4d4, f4d6 ; 96. f4d4, f4d6 ; 97. f4d4, f4d6 ; 98. f4d4, f4d6 ; 99. f4d4, f4d6 ; 100. f4d4, f4d6 ; 101. f4d4, f4d6 ; 102. f4d4, f4d6 ; 103. f4d4, f4d6 ; 104. f4d4, f4d6 ; 105. f4d4, f4d6 ; 106. f4d4, f4d6 ; 107. f4d4, f4d6 ; 108. f4d4, f4d6 ; 109. f4d4, f4d6 ; 110. f4d4, f4d6 ; 111. f4d4, f4d6 ; 112. f4d4, f4d6 ; 113. f4d4, f4d6 ; 114. f4d4, f4d6 ; 115. f4d4, f4d6 ; 116. f4d4, f4d6 ; 117. f4d4, f4d6 ; 118. f4d4, f4d6 ; 119. f4d4, f4d6 ; 120. f4d4, f4d6 ; 121. f4d4, f4d6 ; 122. f4d4, f4d6 ; 123. f4d4, f4d6 ; 124. f4d4, f4d6 ; 125. f4d4, f4d6 ; 126. f4d4, f4d6 ; 127. f4d4, f4d6 ; 128. f4d4, f4d6 ; 129. f4d4, f4d6 ; 130. f4d4, f4d6 ; 131. f4d4, f4d6 ; 132. f4d4, f4d6 ; 133. f4d4, f4d6 ; 134. f4d4, f4d6 ; 135. f4d4, f4d6 ; 136. f4d4, f4d6 ; 137. f4d4, f4d6 ; 138. f4d4, f4d6 ; 139. f4d4, f4d6 ; 140. f4d4, f4d6 ; 141. f4d4, f4d6 ; 142. f4d4, f4d6 ; 143. f4d4, f4d6 ; 144. f4d4, f4d6 ; 145. f4d4, f4d6 ; 146. f4d4, f4d6 ; 147. f4d4, f4d6 ; 148. f4d4, f4d6 ; 149. f4d4, f4d6 ; 150. f4d4, f4d6 ; 151. f4d4, f4d6 ; 152. f4d4, f4d6 ; 153. f4d4, f4d6 ; 154. f4d4, f4d6 ; 155. f4d4, f4d6 ; 156. f4d4, f4d6 ; 157. f4d4, f4d6 ; 158. f4d4, f4d6 ; 159. f4d4, f4d6 ; 160. f4d4, f4d6 ; 161. f4d4, f4d6 ; 162. f4d4, f4d6 ; 163. f4d4, f4d6 ; 164. f4d4, f4d6 ; 165. f4d4, f4d6 ; 166. f4d4, f4d6 ; 167. f4d4, f4d6 ; 168. f4d4, f4d6 ; 169. f4d4, f4d6 ; 170. f4d4, f4d6 ; 171. f4d4, f4d6 ; 172. f4d4, f4d6 ; 173. f4d4, f4d6 ; 174. f4d4, f4d6 ; 175. f4d4, f4d6 ; 176. f4d4, f4d6 ; 177. f4d4, f4d6 ; 178. f4d4, f4d6 ; 179. f4d4, f4d6 ; 180. f4d4, f4d6 ; 181. f4d4, f4d6 ; 182. f4d4, f4d6 ; 183. f4d4, f4d6 ; 184. f4d4, f4d6 ; 185. f4d4, f4d6 ; 186. f4d4, f4d6 ; 187. f4d4, f4d6 ; 188. f4d4, f4d6 ; 189. f4d4, f4d6 ; 190. f4d4, f4d6 ; 191. f4d4, f4d6 ; 192. f4d4, f4d6 ; 193. f4d4, f4d6 ; 194. f4d4, f4d6 ; 195. f4d4, f4d6 ; 196. f4d4, f4d6 ; 197. f4d4, f4d6 ; 198. f4d4, f4d6 ; 199. f4d4, f4d6 ; 200. f4d4, f4d6 ; 201. f4d4, f4d6 ; 202. f4d4, f4d6 ; 203. f4d4, f4d6 ; 204. f4d4, f4d6 ; 205. f4d4, f4d6 ; 206. f4d4, f4d6 ; 207. f4d4, f4d6 ; 208. f4d4, f4d6 ; 209. f4d4, f4d6 ; 210. f4d4, f4d6 ; 211. f4d4, f4d6 ; 212. f4d4, f4d6 ; 213. f4d4, f4d6 ; 214. f4d4, f4d6 ; 215. f4d4, f4d6 ; 216. f4d4, f4d6 ; 217. f4d4, f4d6 ; 218. f4d4, f4d6 ; 219. f4d4, f4d6 ; 220. f4d4, f4d6 ; 221. f4d4, f4d6 ; 222. f4d4, f4d6 ; 223. f4d4, f4d6 ; 224. f4d4, f4d6 ; 225. f4d4, f4d6 ; 226. f4d4, f4d6 ; 227. f4d4, f4d6 ; 228. f4d4, f4d6 ; 229. f4d4, f4d6 ; 230. f4d4, f4d6 ; 231. f4d4, f4d6 ; 232. f4d4, f4d6 ; 233. f4d4, f4d6 ; 234. f4d4, f4d6 ; 235. f4d4, f4d6 ; 236. f4d4, f4d6 ; 237. f4d4, f4d6 ; 238. f4d4, f4d6 ; 239. f4d4, f4d6 ; 240. f4d4, f4d6 ; 241. f4d4, f4d6 ; 242. f4d4, f4d6 ; 243. f4d4, f4d6 ; 244. f4d4, f4d6 ; 245. f4d4, f4d6 ; 246. f4d4, f4d6 ; 247. f4d4, f4d6 ; 248. f4d4, f4d6 ; 249. f4d4, f4d6 ; 250. f4d4, f4d6 ; 251. f4d4, f4d6 ; 252. f4d4, f4d6 ; 253. f4d4, f4d6 ; 254. f4d4, f4d6 ; 255. f4d4, f4d6 ; 256. f4d4, f4d6 ; 257. f4d4, f4d6 ; 258. f4d4, f4d6 ; 259. f4d4, f4d6 ; 260. f4d4, f4d6 ; 261. f4d4, f4d6 ; 262. f4d4, f4d6 ; 263. f4d4, f4d6 ; 264. f4d4, f4d6 ; 265. f4d4, f4d6 ; 266. f4d4, f4d6 ; 267. f4d4, f4d6 ; 268. f4d4, f4d6 ; 269. f4d4, f4d6 ; 270. f4d4, f4d6 ; 271. f4d4, f4d6 ; 272. f4d4, f4d6 ; 273. f4d4, f4d6 ; 274. f4d4, f4d6 ; 275. f4d4, f4d6 ; 276. f4d4, f4d6 ; 277. f4d4, f4d6 ; 278. f4d4, f4d6 ; 279. f4d4, f4d6 ; 280. f4d4, f4d6 ; 281. f4d4, f4d6 ; 282. f4d4, f4d6 ; 283. f4d4, f4d6 ; 284. f4d4, f4d6 ; 285. f4d4, f4d6 ; 286. f4d4, f4d6 ; 287. f4d4, f4d6 ; 288. f4d4, f4d6 ; 289. f4d4, f4d6 ; 290. f4d4, f4d6 ; 291. f4d4, f4d6 ; 292. f4d4, f4d6 ; 293. f4d4, f4d6 ; 294. f4d4, f4d6 ; 295. f4d4, f4d6 ; 296. f4d4, f4d6 ; 297. f4d4, f4d6 ; 298. f4d4, f4d6 ; 299. f4d4, f4d6 ; 300. f4d4, f4d6 ; 301. f4d4, f4d6 ; 302. f4d4, f4d6 ; 303. f4d4, f4d6 ; 304. f4d4, f4d6 ; 305. f4d4, f4d6 ; 306. f4d4, f4d6 ; 307. f4d4, f4d6 ; 308. f4d4, f4d6 ; 309. f4d4, f4d6 ; 310. f4d4, f4d6 ; 311. f4d4, f4d6 ; 312. f4d4, f4d6 ; 313. f4d4, f4d6 ; 314. f4d4, f4d6 ; 315. f4d4, f4d6 ; 316. f4d4, f4d6 ; 317. f4d4, f4d6 ; 318. f4d4, f4d6 ; 319. f4d4, f4d6 ; 320. f4d4, f4d6 ; 321. f4d4, f4d6 ; 322. f4d4, f4d6 ; 323. f4d4, f4d6 ; 324. f4d4, f4d6 ; 325. f4d4, f4d6 ; 326. f4d4, f4d6 ; 327. f4d4, f4d6 ; 328. f4d4, f4d6 ; 329. f4d4, f4d6 ; 330. f4d4, f4d6 ; 331. f4d4, f4d6 ; 332. f4d4, f4d6 ; 333. f4d4, f4d6 ; 334. f4d4, f4d6 ; 335. f4d4, f4d6 ; 336. f4d4, f4d6 ; 337. f4d4, f4d6 ; 338. f4d4, f4d6 ; 339. f4d4, f4d6 ; 340. f4d4, f4d6 ; 341. f4d4, f4d6 ; 342. f4d4, f4d6 ; 343. f4d4, f4d6 ; 344. f4d4, f4d6 ; 345. f4d4, f4d6 ; 346. f4d4, f4d6 ; 347. f4d4, f4d6 ; 348. f4d4, f4d6 ; 349. f4d4, f4d6 ; 350. f4d4, f4d6 ; 351. f4d4, f4d6 ; 352. f4d4, f4d6 ; 353. f4d4, f4d6 ; 354. f4d4, f4d6 ; 355. f4d4, f4d6 ; 356. f4d4, f4d6 ; 357. f4d4, f4d6 ; 358. f4d4, f4d6 ; 359. f4d4, f4d6 ; 360. f4d4, f4d6 ; 361. f4d4, f4d6 ; 362. f4d4, f4d6 ; 363. f4d4, f4d6 ; 364. f4d4, f4d6 ; 365. f4d4, f4d6 ; 366. f4d4, f4d6 ; 367. f4d4, f4d6 ; 368. f4d4, f4d6 ; 369. f4d4, f4d6 ; 370. f4d4, f4d6 ; 371. f4d4, f4d6 ; 372. f4d4, f4d6 ; 373. f4d4, f4d6 ; 374. f4d4, f4d6 ; 375. f4d4, f4d6 ; 376. f4d4, f4d6 ; 377. f4d4, f4d6 ; 378. f4d4, f4d6 ; 379. f4d4, f4d6 ; 380. f4d4, f4d6 ; 381. f4d4, f4d6 ; 382. f4d4, f4d6 ; 383. f4d4, f4d6 ; 384. f4d4, f4d6 ; 385. f4d4, f4d6 ; 386. f4d4, f4d6 ; 387. f4d4, f4d6 ; 388. f4d4, f4d6 ; 389. f4d4, f4d6 ; 390. f4d4, f4d6 ; 391. f4d4, f4d6 ; 392. f4d4, f4d6 ; 393. f4d4, f4d6 ; 394. f4d4, f4d6 ; 395. f4d4, f4d6 ; 396. f4d4, f4d6 ; 397. f4d4, f4d6 ; 398. f4d4, f4d6 ; 399. f4d4, f4d6 ; 400. f4d4, f4d6 ; 401. f4d4, f4d6 ; 402. f4d4, f4d6 ; 403. f4d4, f4d6 ; 404. f4d4, f4d6 ; 405. f4d4, f4d6 ; 406. f4d4, f4d6 ; 407. f4d4, f4d6 ; 408. f4d4, f4d6 ; 409. f4d4, f4d6 ; 410. f4d4, f4d6 ; 411. f4d4, f4d6 ; 412. f4d4, f4d6 ; 413. f4d4, f4d6 ; 414. f4d4, f4d6 ; 415. f4d4, f4d6 ; 416. f4d4, f4d6 ; 417. f4d4, f4d6 ; 418. f4d4, f4d6 ; 419. f4d4, f4d6 ; 420. f4d4, f4d6 ; 421. f4d4, f4d6 ; 422. f4d4, f4d6 ; 423. f4d4, f4d6 ; 424. f4d4, f4d6 ; 425. f4d4, f4d6 ; 426. f4d4, f4d6 ; 427. f4d4, f4d6 ; 428. f4d4, f4d6 ; 429. f4d4, f4d6 ; 430. f4d4, f4d6 ; 431. f4d4, f4d6 ; 432. f4d4, f4d6 ; 433. f4d4, f4d6 ; 434. f4d4, f4d6 ; 435. f4d4, f4d6 ; 436. f4d4, f4d6 ; 4

URBANISME Le bijoutier Cartier, les couturiers Dior, Armani et Sonia Rykiel, le maroquinier Louis Vuitton et d'autres s'installent à Saint-Germain des Prés, prenant peu

à peu la place des librairies, cafés, disquaires, restaurants, qui donnaient au quartier, depuis les années d'après-guerre, Sartre et l'existentialisme, son charme particulier de

quartier culturel parisien. ● LES MENACES qui pèsent sur l'avenir des librairies, symboles par excellence de l'esprit Saint-Germain, cristallisent les mécontentements des nostalgiques. Déjà Le Divan a baissé les bras. La Hune résiste encore. ● LA TRANSFORMATION de Saint-Germain-des-Prés montre une nouvelle fois que, dans la ville, les quartiers

sont mortels. Reste à savoir où se situera désormais le centre intellectuel dans la capitale. Ni Beaubourg et les Halles ni la Marais ou la Bastille n'ont rempli ce rôle.

Saint-Germain-des-Prés à l'ombre des commerces de luxe

Les grands couturiers et bijoutiers de l'avenue Montaigne et du faubourg Saint-Honoré s'installent dans le quartier symbole du Paris intellectuel. Certains opposants à ces transformations souhaiteraient la préservation d'un site culturel face à la logique commerciale

ON N'A JAMAIS VU autant de magasins « sous emballage », à Saint-Germain-des-Prés. A l'enseigne de Cartier, une bache recouvre la devanture de Raoul Vidal, dernier survivant des deux disquaires alentour depuis la disparition de Pan disques, et annonce la prochaine installation du bijoutier et de ses « must ». Une autre dissimule l'ancien drugstore, avec sa librairie en sous-sol et sa salle de cinéma, en attendant les travaux du nouveau propriétaire, le couturier italien Giorgio Armani (qui prévoit néanmoins un espace pour les disques, les revues étrangères et un café à l'italienne).

Quant aux vitrines closes du coiffeur Claude Maxime, rue de l'Abbaye, Christian Dior en fera bientôt son affaire, rejoignant ainsi Louis Vuitton (du même groupe LVMH), qui a pris position face à l'église, ou Sonia Rykiel, qui, la première, avait donné le ton en se substituant, au coin de la rue des Saints-Pères, à un restaurant bicentenaire. Les cafés disparaissent en masse (récemment L'Apollinaire, L'Atrium et le Saint-Claude), et des deux librairies les plus anciennes, La Hune (1945)

et le Divan (1918), la première est soumise à des offres faramineuses, la seconde a cédé. Christian Dior, en fin bernard-hermite, y a trouvé son compte. Le grand luxe de l'avenue Montaigne et du faubourg Saint-Honoré s'est donné rendez-vous à Saint-Germain-des-Prés.

« La Hune au milieu de la place Vendôme, cela n'a aucun sens »

Saint-Germain n'en est plus à cela près, disent les désabusés qui ont vécu ses petites morts successives depuis les heures de gloire de l'après-guerre où existentialistes, jazzmen et artistes de tout poil y travaillaient leurs guêtres ensemble. « Il n'y a rien à dire, il n'y a qu'à regarder : c'est foutu. Mais ça fait trente ans que c'est foutu », grogne un « vieux de la vieille », l'écrivain Albert Cossery. Autre figure illustre du Saint-Germain des meilleures années, Juliette Gréco trouve encore des raisons de se battre. « Il faut, dit-elle, se mobiliser contre la destruction du souvenir. »

Si Saint-Germain n'en est pas à sa première mort, la relève des colons, cette fois, est brutale. La disparition du Divan, lieu symbolique par excellence, qui « démenagera » dans le XV^e arrondissement au profit d'une succursale Christian Dior, résume la désagrégation du dernier quartier culturel de Paris, lieu de mémoire et bastion intellectuel encore vivant en passe de perdre son âme. Ce départ fragilise d'autant la situation des derniers « lieux de culture » — les maisons d'édition, les librairies La Hune et L'Ecluse des pages, le cinéma Le Saint-Germain-des-Prés, la galerie La Hune-Brenner ou les cafés, qui commencent à se sentir seuls dans un contexte qui leur échappe.

« La Hune au milieu de la place Vendôme, cela n'a aucun sens », déclarait Jean-Noël Flammarion, responsable des librairies Flammarion, dont fait partie La Hune (Le Monde du 27 septembre). Pour ce type de commerces culturels, dont la rentabilité est par définition très faible, le combat n'est pas égal face à la puissance de sociétés internationales comme Dior ou Vuitton.



L'église Saint-Germain-des-Prés photographiée de l'intérieur du café le Royal Saint-Germain, transformé en drugstore, maintenant racheté par le couturier italien Giorgio Armani.

pour lesquelles un local à Saint-Germain-des-Prés est davantage un panneau publicitaire qu'un enjeu immédiat commercial. D'un lieu de rencontre encore vivant, Saint-Germain menace de devenir une enseigne anonyme aux airs de duty-free, une simple vitrine qui n'a besoin de personne pour se porter bien.

La résistance est d'autant plus

complexe à organiser que l'ennemi est impalpable. Qui a commencé ? Chacun justifie son départ par un phénomène antérieur et risque à son tour de susciter des réactions en chaîne. Pour l'instant, la plupart des grands éditeurs tiennent bon à Saint-Germain : L'Ecluse des pages s'enracine ; Jean-Noël Flammarion, tout en recevant des offres multiples pour le local de La Hune, dé-



clare « avoir de moins en moins envie de déménager » ; les propriétaires du Café de Flore et des Deux Magots, de la brasserie Lipp ou du plus modeste café Le Bonaparte, préoccupés par le glissement progressif de la clientèle des intellectuels aux touristes, ne souffrent pas d'une baisse de fréquentation et n'ont pas l'intention de partir. La fermeture du Divan pourrait être fatale, en revanche, à la galerie voisine La Hune-Brenner, où l'on n'exclut pas un démantèlement, et il n'arrange pas les affaires du cinéma Le Saint-Germain-des-Prés, qui ne tient qu'à la volonté de son exploitant, Jean Henochberg, acharné à ne pas céder à l'envahisseur malgré des fins de mois difficiles.

Tout en résistant son rejet des mesures coercitives émanant de « l'Etat culturel », l'académicien Marc Fumaroli souhaiterait pour sa part « une solution élégante pour remédier à cette métamorphose du paysage industriel, commercial et spirituel ». Dans le cas du Divan, ce type d'élégance n'a pas prévalu. Avant d'en céder le local pour des raisons propres à sa logique d'entreprise, Gallimard avait cherché à l'agrandir en rachetant le bail mitoyen, celui de la société Claude Maxime, qui, au dernier moment, lui a préféré Dior.

La Ville de Paris, propriétaire des deux locaux, n'aurait-elle pu réné-

chir à la possibilité de déroger exceptionnellement à la liberté commerciale en donnant la préférence à Gallimard ? Le ministère de la culture, à supposer qu'il fût averti, aurait-il été fondé à intervenir ? L'ancien ministre de la culture Jack Lang n'avait-il pas obtenu — du moins provisoirement — la protection du Fouquet's au titre de « lieu de mémoire » ? « Nous nous étions même interrogés, se rappelle celui-ci, sur la possibilité de classer globalement le quartier des Champs-Élysées. Dans le cas de librairies comme La Hune ou Le Divan, qui sont des lieux de mémoire, il serait possible d'étendre l'ordonnance de 1945 sur la protection des salles de théâtre. »

Philippe Douste-Blazy, actuel ministre de la culture, se dit prêt à réfléchir avec le maire de Paris sur l'avenir des commerces ayant valeur de lieux de mémoire, soulignant la complexité d'une solution législative devant des exigences contradictoires : la préservation d'un site culturel et le respect de la liberté d'entreprise. La prédominance de la logique commerciale au détriment de ce patrimoine si subtil qu'est l'esprit d'un lieu justifierait en tout cas, pour aider à résister, l'expression d'une volonté politique.

Marion Van Renterghem

Quand la rue parisienne s'uniformise, se banalise...

Les mêmes commerces, chaînes de restaurants et décors se retrouvent un peu partout

DÈS LA FIN des années 50, ceux qui avaient vécu l'« âge d'or » de Saint-Germain-des-Prés, annonçaient déjà la fin du quartier parisien. Dans les années 60, le glas de Saint-Germain fut sonné à plusieurs reprises : Sartre se repliait sur Montparnasse, le Royal Saint-Germain se transformait en Drugstore, le Bar Bac, frontière nocturne du territoire, changeait de propriétaire, Le Méphisto fermait ses portes.

Sans doute la brasserie Lipp avait-elle encore les honneurs de l'actualité : le vrai-faux attentat de l'Observatoire s'y tramait en présence de François Mitterrand. Valéry Giscard d'Estaing et Georges Pompidou y célébraient d'ostentatoires retrouvailles, Ben Barka manquait tragiquement son rendez-vous. Mais les politiques remplaçaient les artistes. Et les touristes, du Vermont ou de Maine-et-Loire, de plus en plus nombreux, venaient humer le parfum d'une Rose rouge depuis longtemps évanouie.

Plus tard encore, on enterra Saint-Germain avec Roger Cazes, le patron de Lipp qui faisait régner dans son établissement une étiquette et des préséances aussi rigoureuses que celles de la cour de Louis XIV. Autre signal funèbre : les éditions Plon — « la veuve Garancière » de Bermanos —, puis les éditions Laffont désertèrent les tours de Saint-Sulpice.

Toujours plus nombreuses, boutiques de modes et restaurants remplacent les commerces traditionnels, les librairies comme les boulangeries. L'arrivée de

Dior dans les murs du Divan signe-t-elle l'arrêt de mort de la vie intellectuelle du quartier ou signale-t-elle simplement que Saint-Germain n'est déjà plus ? Une agonie est souvent longue : les historiens débattront pour indiquer la date exacte du trépas.

POINT DE PASSAGE

Une évidence : les quartiers sont mortels. Ce n'est pas la première fois qu'à Paris un pôle intellectuel se déplace : depuis la fin du XIX^e siècle, il s'est retrouvé tour à tour, ou simultanément, aux Batignolles, sur les Grands Boulevards, à Montmartre, à Montparnasse ou à Saint-Germain-des-Prés.

De telles cristallisations se constatent ; elles s'expliquent mal. Pourquoi, à la fin des années 20, un vieux quartier bourgeois qui vivait avec ses librairies, ses antiquaires et ses marchands de tableaux anciens s'est-il transformé jusqu'à devenir le point de passage obligé de toute une jeunesse intellectuelle ? Lipp n'était encore que la Brasserie des bords du Rhin. Et le Café de Flore, le rendez-vous des militants de l'Action française.

Sans doute la proximité de quelques prestigieuses maisons d'édition — Gallimard, Grasset, Fasquelle — a-t-elle joué un rôle. Comme le relatif voisinage de Montparnasse, en dépit du no man's land de la rue de Rennes, ou celui du Quartier latin, même si l'Université ne frayait guère, à l'époque, avec les artistes et les éditeurs. Rien n'indique clai-

ment pourquoi la mayonnaise a pris. En effet, si les ingrédients sont connus — des cafés où l'on peut se retrouver pour refaire le monde, des logements et des lieux de travail à proximité, quelques « locomotives » — la recette de la réussite reste inconnue. Si elle serait appliquée plus souvent. Par Jack Ralite, sénateur, maire (PC) d'Aubervilliers qui rêve de faire de sa commune « un Montparnasse du XXI^e siècle », ou par André Santini, député, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux, dont les ambitions, moins avouées, sont assez proches.

On se trouve donc le nouveau pôle culturel parisien ? Du côté de Beaubourg et des Halles ? La présence du Centre Pompidou n'est pas suffisante, et la jonction de trois lignes de RER en a surtout fait une annexe animée de la banlieue. Dans le Marais, alors ? Arraché aux artisans, livré aux professions libérales, le quartier a beau vivre des nuits intenses grâce à la prolifération de ses bars gay, le cocktail reste imparfait.

LES ARTISTES DISPERSÉS

Vers la Bastille peut-être ? On l'a cru un moment, avant l'installation du nouvel Opéra. Le pittoresque du quartier le suggère, mais aussi ses multiples possibilités : bistrot, possibilités d'ateliers dans les arrière-cours, logements à bon marché. Des galeries se sont ouvertes. L'immobilier a fait un bond.

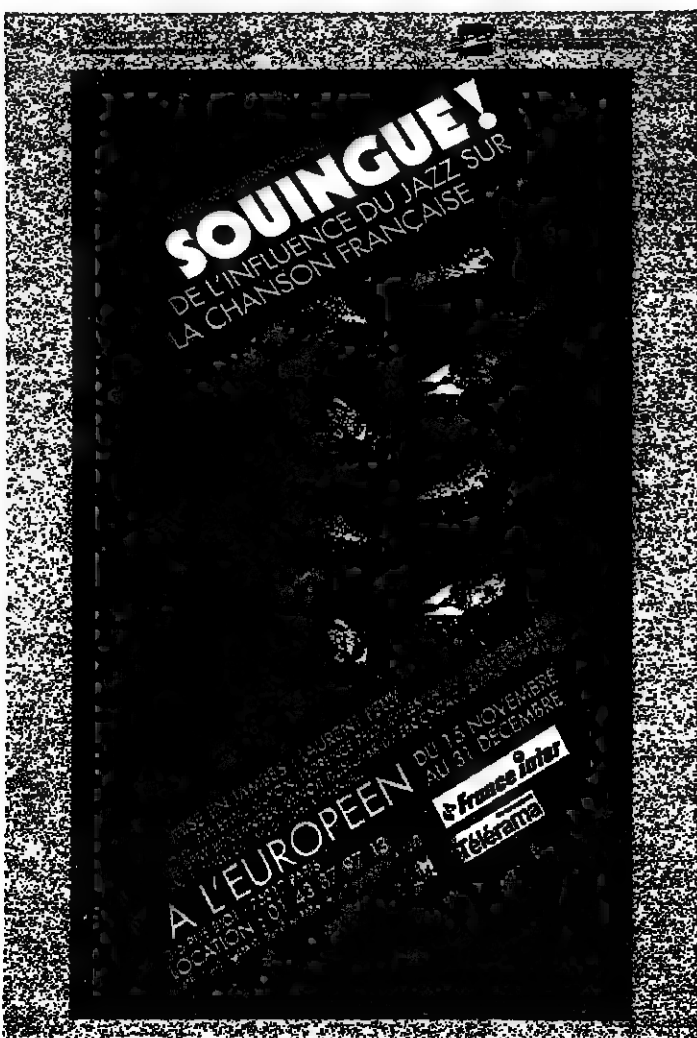
Le quartier est devenu « branché », mais pas le cœur battant

d'une nouvelle génération intellectuelle. Les artistes, d'une manière générale, se sont dispersés dans les arrondissements périphériques. Certains occupent collectivement des friches industrielles : Hôpital éphémère dans le 18^e. Entrepreneurs frigorifiques dans le 13^e. D'autres se concentrent dans des îlots : le 10^e autour du canal Saint-Martin, les franges épargnées de Belleville ou de Ménilmontant, certains coins du 11^e ou du 12^e, les confins du 13^e et du 14^e, là où subsiste un bâti ancien, souvent en mauvais état, encore peu onéreux.

Cet émiettement interdit la revendication d'une quelconque hégémonie. Par ailleurs, cette diffusion du milieu artistique dans l'ensemble de la capitale a lieu au moment où la rue parisienne s'uniformise, se banalise. Les mêmes commerces de vêtements, les mêmes chaînes de restaurants, les mêmes décors se retrouvent un peu partout.

L'individualisme, démultiplié par les moyens modernes de communication — moyens à combien solitaires — et la tyrannie de l'économie, condamne-t-il définitivement la renaissance d'un tel pôle ? Peut-être. Mais rien n'est moins sûr. Cette renaissance surgira alors là où on l'attend le moins. Car, pas plus qu'on ne peut intervenir par voie légale ou réglementaire sur l'évolution profonde d'un quartier, l'éclosion d'un nouveau Saint-Germain-des-Prés ne se décrète pas.

Emmanuel de Roux



Merce Cunningham intrigue sans déclencher l'enthousiasme habituel

Sur fond de ronflements, « Rondo » est une nouveauté déconcertante du chorégraphe américain

Créée à Ludwigsburg (Allemagne) en juin 1996, Rondo, la dernière chorégraphie de l'Américain Merce Cunningham, âgé de soixante-dix-sept

ans, est jouée au Théâtre de la Ville, à Paris. Depuis cinq ans, et Polarity, on n'avait pas vu une création aussi déroutante de cet artiste qui

continue d'explorer toutes les possibilités de la danse. Cette nouvelle pièce est accompagnée de quatre reprises magnifiques.

RONDO, de Merce Cunningham. Four, de John Cage (musique). David Behrman, Fast Forward, Takahisa Koguchi, John Tilbury (musiciens). Suzanne Gallo, Merce Cunningham (costumes). Kelly Attalah (lumière). Théâtre de la Ville, 20 h 30, les 22 et 23 : Rondo, avec en reprise Windows (1995) et Sounddance (1975). Tél. : 01-42-74-22-77 et 01-42-96-96-94. De 95 F à 160 F.

Il faut remonter à Polarity, pièce créée en 1991, pour qu'une création de Merce Cunningham laisse à ce point déconcerté. Alors évidemment on gâche, s'interrogeant sur le sens de Rondo dans l'œuvre de l'Américain. Et la comparaison avec Polarity s'impose peu à peu : cette danse, qui semblait aller nulle part, presque mineure, s'était révélée,

avec le recul, une danse d'amorce. Elle annonçait l'entrée de Merce Cunningham dans l'ère des ordinateurs et du projet LifeForms. Elle précède un cycle de sept ans exclusivement réservé aux créations majeures : Beach Birds, Change of Address, Enter, CROWDSPEC, Ocean, Ground Level, Overlay, Windows. Une période prolifique, à rapprocher de celle des chefs-d'œuvre issus des collaborations avec Marcel Duchamp, Bob Rauschenberg, Jasper Johns, Frank Stella. Tout comme Polarity, il se pourrait que Rondo soit un seuil : la chorégraphie qui cache une forêt de nouvelles danses à venir.

Merce Cunningham, âgé de soixante-dix-sept ans, après plus de cent cinquante œuvres, n'a pas encore tout dit, ni tout exploré. Après l'usage des logiciels sophistiqués, le chorégraphe serait-il en

train de préparer sa mise en orbite sur Internet, ou sur tout autre système technologique du futur ? En toute hypothèse, Rondo est une pièce de relâchement, comme on le dit d'un muscle. C'est une pièce de mise au repos après une tension créative soutenu.

SAUTE-MOUTON

Alors, une fois n'est pas coutume, dans Rondo, la musique – signée John Cage – prend le pas sur la danse. A croire que Cunningham l'a fait exprès. Car davantage qu'Enter (1992), davantage qu'Ocean (1994), cette dernière création pourrait être l'adieu à la composition, à l'ami de jeunesse, disparu le 12 août 1992. Plus intime, plus délicate aussi, la danse y est presque farceuse. Tandis que des ronflements d'ogre vrissent, les

interprètes jouent à saute-mouton, illustrant à la lettre – ce qui est rarissime chez Cunningham – la vieille recette qu'il convient de « compter les moutons » pour s'endormir. Est-ce là l'évocation du sommeil éternel des morts ? Fast Forward, parfait pseudonyme pour un musicien électronique, accompagne la partition de Cage, jouée en direct sur ordinateurs, avec des bruits de papier froissé, de crécelle, de tambourin. Tous les sons sont périodiquement recouverts, noyés, par les ronflements. La danse, toute en légèreté, tranche sur cette trivialité du dormeur. Une jeune fille à genoux implore, les yeux au ciel. Des petits groupes de danseurs, immobiles, assis, observent leurs congénères s'ébattre en duos, en quatuors. Ensemble, ils se livrent à de vraies fausses sorties, créant des bousculades de badauds.

La chorégraphie explore la figure du duo. On serait tenté de dire du Pas de deux, tant certains tête-à-tête s'approchent de l'esprit du ballet classique. Duels amoureux célébrant les relations de longue durée, celle entretenue par Merce Cunningham avec John Cage depuis 1939, puis avec David Tudor, autre musicien entré dans l'équipe en 1953, décédé, à son tour, le 13 août 1996. Rondo est une œuvre binaire dans la forme, spirale dans l'esprit. Deux se divise en un. Et un est le chiffre du (re)commencement. Le chorégraphe arrête sa danse en plein élan, comme une invitation à attendre la suite au prochain numéro. Est-on repart pour un cycle de sept ans. Plût au ciel !

Domènec Fréret

NTM soutient, sans y participer, la manifestation en sa faveur

LE GROUPE NTM reçu à Radio-Nova. « On veut expliquer les choses, après toutes les conneries qu'on a lues ici et là. » Chez Jean-François Bizot, fondateur du magazine Actuel et directeur de l'antenne, les deux rappeurs se sentent bien. C'est ici que, comme les Marseillais d'IAM ou d'autres, ils ont commencé. Il y a dix ans, dans « Deenasty », l'émission culte du hip-hop. Ici, pas besoin d'avoir un avis sur tout, comme à la télévision, ou sur les pages papier glacées des magazines d'une société polie.

Samedi 23 novembre, une manifestation est prévue, de la République à la Bastille, à 15 heures : « NTM condamné, culture bâillonnée, liberté bâillonnée. Assez ! », dira la banderolette à la tête de cortège. Le 21, dans Le Nouvel Observateur, NTM rigole : « Tous ces intellectuels qui nous soutiennent aujourd'hui, ils nous laisseront tomber à la première occasion, si ça les arrange. » Pour la presse quotidienne, NTM s'est rangé. « Evidemment, on soutient la manif... Pour une fois que des gens descendent dans la rue pour défendre la démocratie ! On espère seulement qu'il n'y aura pas de casseurs, pour décrédibiliser les banlieues », dit Koolhaas. Joey Starr soutient aussi, sans participer.

NTM, nouvel emblème de l'anathème ? « On est des parleurs, pas des leaders. C'est une manifestation pour la liberté d'expression et pas seulement pour NTM. Que le Pen puisse parler, et que nous aussi on puisse parler », dit Koolhaas. D'ailleurs, Koolhaas trouve qu'il y a un fait trop autour de NTM. « Il ne faut pas s'affoler pour nous. » Et de rassurer : « On nous condamne à trois mois de prison ? Pas de problème, on a des lyrics [paroles] à écrire. » Dans son fauteuil, Joey Starr opine du pied.

C'est pour « outrages par paroles », à La Seyne-sur-Mer, que NTM a été condamné, il y a une semaine. NTM a chanté aussi aux Eurockéennes, filles du conseil général de Belfort, et aux Francofolies, qui bénéficient du soutien de Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional Poitou-Charentes. « Les politiciens, ils font des concerts parce qu'ils veulent calmer les frustrations. Mais la merde qu'on raconte, c'est pas leur problème. Ce qu'on nous donne, on prend. Mais on ne donne pas. » « Je suis d'accord avec Koolhaas », dit Joey Starr.

Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, préfèrent le « rap cool » de MC Solaar à celui de NTM. Ils le trouvent plus « positif ». « Oui, on dit qu'il y a les nouveaux rappeurs tocards et puis les bons rappeurs. Ce qui se passe, c'est le fond de la banlieue. C'est plus dur aujourd'hui que quand on avait seize ans. C'est pas ce qu'on voit dans La Haine. » Le film de Mathieu Kassovitz, « c'est un ramassis de clichés pourris. Rien n'est concret. Il paraît que ça se passe à Saint-Denis. Ah bon ? Nous, on vient de Saint-Denis, on connaît. Kassovitz, dans les soirées hip-hop, il remonte, nous on restait dehors. » Joey Starr se souvient, comme Koolhaas. Koolhaas et Joey Starr fouillent leurs souvenirs. Non, ils n'ont jamais manifesté. « Non. Mais la mort de Malik Oussekine, la mort de Makomé, ça, ça nous a marqués. Makomé, on lui a mis un fil rouge sur la tempe. C'est ça qu'on raconte : la police, on l'assomme, on peut pas être du même camp. » Les deux chanteurs ont parlé.

Ariane Chemin et Bruno Lesprit

RAFAL

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

16, place du Havre
Paris 10 - Tél. 43.87.34.04

CAP 3000 - NICE
16, av. J. Médecin
LYON - Rouy
80, rue E. Herriot

Tout le cinéma

36 15 LEMONDE

L'invitation de Valère Novarina à manger le monde

LE REPAS, de Valère Novarina. Mise en scène : Claude Buchvald. Avec Didier Dugast, Laurence Mayor, Elizabeth Mazov, Claude Merliu, Christian Paccoud, Dominique Parent, Nicolas Struve, Valérie Vinci et Daniel Znyck. CENTRE GEORGES-POMPIDOU, plateau Beaubourg, Paris-4. M. Châtelet. Tél. : 01-44-78-13-15. Du lundi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Relâche mardi. 75 F et 90 F. Jusqu'au 2 décembre. Dans le cadre du Festival d'automne.

Dans la lumière qui faiblit sur la scène, une voix annonce les personnages qui vont entrer en scène. Écoutons le chant de leurs noms : « La Mangeuse Ouranique, Le Mangeur d'Ombre, La Mangeuse Onomatopéique, Le Mangeur Long, L'Homme Rongeur son Reste, Jean Mangeur Tout, L'Un des Mangeurs de Pierres et Cailloux, Le Dévorateur Blanc, Le Mangeur Jaculif, Jean à Dent, Le Soupirier Potasse... »

Ils sont ainsi une bonne centaine, dont Valère Novarina dévide la litane inédite. C'est lui qui les a fait naître, pour les convier à sa nouvelle pièce, Le Repas. Une pièce courte au regard de la précédente, l'immense poème dramatique de La Chair de l'homme : 526 pages et 3 171 personnages, pour « voir se manger le monde ». Le Repas quitte ces cimes inaccessibles au théâtre pour réunir autour d'une table huit convives, hôtes contemporains du Banquet de Platon. Ils ont un projet : massacrer, mordre, avaler, déglutir, dévorer, ingurgiter, croquer, digérer – bref, « manger le monde pour voir s'il est là ».

Vaste programme, auquel s'attellent les comédiens, sous la direction de Claude Buchvald. La salle de spectacle de Beaubourg leur prête sa nudité. Armés de serviettes, posés de guingois sur des tabourets, ils font résolument face aux spectateurs. Une longue table occupe le plateau. C'est le seul élément du décor, avec le plancher qui, dans le cadre du Repas, joue le rôle de « plancher des vaches ». Vaches humaines, pas folles pour deux sous, qui regardent passer la vie, avec ses creux et ses bosses.

Même si parfois elle pêche par trop d'application, Claude Buchvald puise le plaisir dans la pensée de Valère Novarina, malaxée par les huit hôtes. Ils mangent avec appétence tout ce que leur offre le monde : des Peugeot, des proverbes, de la viande, des pâtisseries, du temps, des questions, des peurs, des amours, eux-mêmes, et surtout des mots, ces mots dont La Personne Creuse fait le tour en deux phrases : « Mon père Umberto m'a dit chaque jour avant de se taire : « Ce dont on ne peut parler, c'est cela qu'il faut dire. » »

Brigitte Salino

Une nouvelle enquête préliminaire ouverte sur la gestion de l'Adami

LE PROCUREUR de la République, Gabriel Bestard, a ouvert, mardi 12 novembre, une enquête préliminaire sur l'Adami (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) à propos d'une subvention de 135 000 francs prélevée par la Société sur le budget de son action artistique afin de financer des charges relevant de ses frais de fonctionnement. Cette information a été révélée le 20 novembre par l'association Protection des ayants droit, qui avait porté plainte le 5 novembre. Elle regroupe une partie des sociétaires contestant la gestion de l'Adami et compte notamment dans ses rangs les comédiennes Danièle Delorme, Michèle Morgan et Anémone.

C'est un nouvel épisode judiciaire dans le conflit qui oppose l'Adami et l'association. Cette dernière a déjà obtenu l'ouverture de trois informations judiciaires, en janvier 1992 et en avril 1996, concernant le versement des salaires, l'attribution de subventions et l'achat de matériel informatique. Par ailleurs, le tribunal de grande instance de Paris rendra, le 10 décembre, un jugement dans l'action intentée par Protection des ayants droit concernant l'annulation des dernières assemblées générales de l'Adami. En 1994, la société avait géré 235 millions de francs de droits, perçus essentiellement sur la copie privée.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : deux préavis de grève ont été déposés à l'Opéra de Paris pour les représentations des 22 novembre et 1^{er} décembre à l'Opéra-Bastille par le syndicat SUD-spectacle. Représentant principalement le personnel technique de plateau, SUD réclame une journée de récupération pour chaque dimanche de travail. Actuellement, aucune récupération n'est prévue. La soirée du 22 novembre est celle de la première de la nouvelle production de Lohengrin, de Wagner, et le 1^{er} décembre de la présentation du même ouvrage en matinée.

■ **La Péniche Opéra**, créée il y a quinze ans, qui avait dû « geler » une partie de ses activités depuis juin pour des « problèmes de trésorerie », vient de passer une convention de résidence de cinq ans à l'Opéra-Comique à Paris, a annoncé, jeudi 21 novembre, sa directrice et fondatrice Mireille Larroche. Cet accord n'empêchera pas la Péniche Opéra de rouvrir, dès le 29 janvier 1997 et pour deux mois, sur les bords du canal Saint-Martin à Paris, puis en tournée. La direction nationale de la musique au ministère de la culture a aidé à cet accord, et la Ville de Paris a débloqué la situation en accordant des subventions d'aide aux travaux de 250 000 francs.

■ **EXPOSITION** : Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a inauguré le 20 novembre à Neuilly-sur-Seine, au siège de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), une exposition consacrée à Louis Armand, le « poète préfet », parolier notamment de Gilbert Bécaud, Edith Piaf, Serge Lama, Yves Montand. Louis Armand fut préfet, conseiller technique auprès du préfet de police, de novembre 1965 jusqu'à sa mort, le 4 octobre 1992.

■ **CINÉMA** : Eurimages, Fonds européen de soutien à la production et à la distribution de longs métrages et documentaires, a accordé une aide de 23,3 millions de francs à la coproduction de onze longs métrages et deux documentaires de création, a annoncé, jeudi 21 novembre, le Conseil de l'Europe. La France et la Suisse sont favorisées par ces aides. Alain Resnais, Olivier Peray, Fernando Solanas, Theo Angelopoulos font partie des cinéastes sélectionnés. Depuis sa création en 1988, Eurimages a soutenu la production de cinq cent dix longs métrages et documentaires de création pour un montant de 909 millions de francs.

Place Boileau
75002 Paris

Opéra Comique

Dans le cadre de
Présences slovaques

Jacques Offenbach

3
4
5
6
8
9
10
11

Les Contes d'Hoffmann

direction musicale
Dušan Štefánek

Solistes de
l'Opéra du Théâtre
National Slovaque

mise en scène
Jozef Bednárík

décembre 1996

avec le soutien de
ACF

Ministère
de la Culture

location - réservation
rue Favart 75002 Paris

1 42 44 45 46

142 44 45 46

CLASSIQUE

GIOVANNI MARTINO

CÉSARE

Melodie per voi

et instrumenti

Les Sacquebouteurs de Toulouse

On ne sait à peu près rien du vénitien Giovanni Martino Cesare, sinon qu'il fit l'essentiel de sa carrière à la cour de Bavière et qu'il consacra un recueil de ses *canzone* au puissant banquier d'Augsbourg Jacob Fugger (d'où des pièces intitulées *La Foccarina* ou *L'Augustina*), dédiant encore une pièce à chacun de ses fils, notamment *La Hieronyma*, premier solo connu expressément destiné au trombone. Partitions à quatre voix parfaitement instrumentées, ce qui n'interdit pas les interventions, ces œuvres assurent au côté du violon et de la viole de gambe la promotion de la trombone et du cor à bouquin, que Cesare maîtrisait à la perfection. Dans les brefs *Concerti spirituali*, la musique sacrée obéit aux mêmes règles qui privilégient expressément et sensualité des sonorités.

Les huit chanteurs qui secondent les Sacquebouteurs de Toulouse, renforcés pour l'occasion par des cornettistes aussi aguerris que Jean Tubéry, contribuent à la variété des coloris et au charme de cette musique de cour - trait d'union entre l'esthétique rutilante des batailles du siècle précédent et la grâce méditative des motets de l'Europe réformée. Cette résurrection est bienvenue.

* 1 CD Accord 205 532

DIVINE LITURGIE

DE LA FÊTE DES SAINTS

PIERRE ET PAUL

Chœur du Patriarcat russe,

Anatoly Grindenko (direction)

CHANTS TRADITIONNELS

DE L'ANCIENNE RUSSIE

Chœur d'hommes de Moscou,

Anatoly Grindenko (direction)

Inlassablement le chef d'orchestre Anatoly Grindenko poursuit la résurrection des trésors du chant russe, sacré comme profane. Sacré tout d'abord avec ce nouveau jalon - le cinquième - d'une histoire vivante de la polyphonie orthodoxe russe, consacré à la plus furieuse de ses expressions (qui ne

QUI N'A JAMAIS EU les yeux humides en entendant André Malraux prononcer son fameux discours à l'occasion du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon ? Ce n'est pas tant les mots prononcés par le ministre de la culture du général de Gaulle qui provoquent ce raz de marée que la façon qu'avait cet « acteur » de dire son texte, ou plutôt que l'impossibilité qu'il y a de séparer ce texte de son interprétation.

Malraux puisait son art aux meilleures sources. Sarah Bernhardt était son modèle et la tragédie son horizon. Mais l'on sera peut-être étonné d'apprendre que cette façon de chanter-parler remonte au grand style déclamatoire des acteurs et des chanteurs du théâtre classique qui a survécu jusqu'au milieu de ce siècle. Moins sans doute de constater qu'il n'est pas non plus totalement étranger au *sprechgesang* schoenbergien. Il y a quelques jours, Jean-Michel Damiani consacrait l'une de ses excellentes émissions-débats sur France-Musique à la poésie, à la mélodie française et à la façon de la restituer. Le producteur diffusa : « Je fais souvent ce rêve étrange et pénétrant, d'une femme inconnue et que j'aime et

fera pas école mais survivra, exception nécessaire, à la Sainte-Trinité de Kiev, le chant *namennyi*. Noté en neumes, il donne le rôle principal à la basse - et non plus à la voix médiane qui improvise et accompagne l'une des deux autres - et atteste d'une influence occidentale (terces parallèles et choix de la tonique) aussi neuve que surprenante pour le Russe.

Trois profane aussi avec un envoi noté florilège de chants populaires du XIX^e siècle, des chansons de bagne et de prison, dont certaines concurrent de glorieux réemphes révolutionnaires. Vols par excellence de ceux qui n'expriment que dans cette langue parallèle les espoirs et les peines, les travaux et les jours, cycles de vie et de mort. Cette polyphonie est si complexe qu'on reste saisi par son chant poignant et impérieux, nourriture d'une âme slave aussi inextinguible qu'énigmatique pour celui qui assiste, sans y participer, aux mystères de cette communion redemptrice.

PH.-J. C.
* 2 CD séparés Opus 111 OPS 30-161 et OPS 30-185

La leçon de musique d'André Malraux

Dans ses discours, l'écrivain savait l'art de faire vibrer les mots et chanter les phrases

qui m'aime et qui n'est chaque fois ni tout à fait la même ni tout à fait une autre », de Verlaine, récit par Jean Vilard. Le fondateur du Festival d'Avignon ne respectait ni la musicalité des phrases, ni son rythme, ni sa ponctuation, faisant des césures là où il ne le faut pas, enchaînant quand il faut respirer, comme le font les instrumentistes-mauvais musiciens qui désespèrent leur professeur en marquant les temps forts, en confondant nuances dynamiques et tempo, en n'allant jamais au bout des phrases, au bout de l'émotion.

L'ÉMOTION INTACTE D'UN GRAND STYLE

Eugène Green, spécialiste reconnu de la déclamation théâtrale baroque, et les autres participants au débat, tombèrent avec raison sur Vilard se gaussant de son amateurisme et accusant cette façon prétendument moderne, parce que simple, d'avoir tué la poésie. Prenant Eugène Green au mot, Jean-Michel Damiani le somma de montrer comment il fallait dire ce texte connu de tous les collégiens. Malgré le fort accent britannique de Green et ses petites fautes de prononciation, le souvenir de Malraux, de Sarah Bernhardt, de Maria Callas

s'imposa. C'était, retrouvée, l'émotion intacte d'un grand style qui transcende modes et écoles, qui fait vibrer les mots, chanter les phrases. Les musiciens du Quatuor Capet investissent ainsi chaque note, chaque ligne des derniers quatuors de Beethoven au cours des années 20 : le disque en témoigne.

La leçon de musique donnée par André Malraux dans ces textes devrait être méditée par les chanteurs et les instrumentistes. De nos jours, ils sacrifient de plus en plus l'essence sonore du mot-note, sa projection, son poids, sa place dans la phrase pour produire ces océans de beaux sons qui ne sont porteurs d'aucune tension musicale, d'aucune émotion.

Alain Lompech

* Discours majeurs d'André Malraux : Transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon (19 décembre 1964) ; Inauguration de la Maison de la culture d'Amiens (19 mars 1966) ; trentième anniversaire de la libération des camps de déportation (10 mai 1975) ; appel au soutien des républicains espagnols (20 mars 1937). 1 CD INA 262000.

JAZZ

GATEWAY

In the Moment

Jack De Johnette (batterie), Dave Holland (basse), John Abercrombie (guitare), soit le trio Gateway, vingt ans après. Que fait-on vingt ans après ? Non seulement Gateway est un groupe millésimé 1975, mais il est un groupe d'époque et un groupe marqué par l'esthétique ECM, la célèbre compagnie discographique munichoise qui s'est fait une réputation de ses délicatesses très new age sur fond d'exigence d'enregistrement. La maxime de vente était alors : ECM, « le plus beau son après le silence ».

Vingt ans après, les évidences sont là : ECM est un chapitre de l'histoire du jazz. Version optimiste, ce sont les éditions de Minuit en jazz moderne. Version boudeuse, c'est ce qui se fait de mieux dans le high-tech sonore pour cadres supérieurs, cadres et carillons. Enfin, les faits sont là. Son catalogue plaide pour ECM. Le projet a bien résisté. En face, les résistances se sont estompées. Et le retour de Gateway est un retour bien joué. Pas de nostalgie. Pas de revivisme. On s'est quitté un moment, le temps de faire le tour de la planète du jazz. Et quand on se retrouve, c'est comme s'il ne s'était rien passé. Cela s'appelle l'amitié et probablement le talent en musique. Beau disque.

PH.-J. C.
* 1 CD ECM 1574. Distribué par Polygram.

STEVE LACY TRIO

Bye-ya

Fin 1995, le saxophoniste Steve Lacy quittait Paris - où il avait vécu durant vingt-cinq ans - pour Berlin, invité en résidence artistique. Lacy est revenu, ici, pour quelques concerts et pour enregistrer un album avec la rythmique qui lui est attachée depuis longtemps, Jean-Jacques Avenel (contrebasse) et John Betsch (batterie). Par son titre, *Bye-ya*, de Thelonious Monk, l'un des inspirateurs permanents du saxophoniste, par ses dédicaces

aux absents, aux disparus, poètes (Pesoa), musiciens (Lionel Benhamou, John Gilmore, Charlie Rouse, Dexter Gordon...), Lacy dit simplement « à vous revoir », vous amis, vous public aussi. Ce chant n'est ni lugubre ni sombre, grave certes, sereinement habité par le souvenir - y compris celui d'innombrables rencontres parisiennes. En trio Steve Lacy exprime de la manière la plus délicate, confiante, sa liberté de ton, son sens de l'espace et de la dynamique. A nouveau, il se réinterprète. *Bye-ya*, était déjà, en octobre 1958, sur le disque *Reflections* (pour Prestige) consacré à Monk ; *The Bath*, a souvent été joué par les différentes formations de Lacy, *Prayer* aussi. Betsch allie puissance et délicatesse, Avenel possède une sonorité ronde, d'une rare douceur. Cette musique est une piste du futur.

S. S.
* 1 CD Free lance FRLCD 025. Distribué par Harmonie Mundi.

ROCK

THE HEADS

No Talking Just Head

Fiché avec son chanteur et concepteur original, David Byrne, le reste des Talking Heads - Tina Weymouth (basse), Chris Frantz (batterie) et Jerry Harrison (claviers) - a décidé de se priver de sa voix et de son « Talking ». Baptisé The Heads (malgré le procès de Byrne, qui ne l'entend pas de cette oreille), le trio a invité une pléiade de remplaçants de luxe derrière le micro. Selon l'humeur, les « têtes » seront à moitié vides ou pleines. On s'amusera de *Punk Lolita*, reggae enfantin réminiscent des babillages du Tom Tom Club (projet passé et à succès de Chris et Tina). Certains chanteurs donnent une vraie personnalité à ces morceaux. La toujours vibrante Maria McKee (*No Big Bang*), Gordon Gano possédé, sur *Only the Lonely*, comme à l'époque des Violent Femmes, Gavin Friday qui attaque *Blue Moon* en crooner décadent. *Paperson* réalise un fantasme, celui d'entendre les Heads accompagnés d'Andy Partridge, lea-

der d'KTC, exact équivalent anglais de David Byrne. Sur le reste de l'album, les autres invités (Debbie Harry, Michael Hutchence, Richard Hell, Shaun Ryder...) peinent à s'extirper de la mécanique molle et sans âme animée par ces dissidents, privés de l'angleuse génie de leur tête pensante.

S. D.
* 1 CD MCA MCD 11504. Distribué par BMG.

CAKE

Fashion Nugget

Originale sucrerie que ce Cake. Du type bonbon au poivre ou gâteau fourré de lames de rasoir. Le contraste des ingrédients relève les saveurs. D'un côté, une batterie pète-sec, des guitares rêches comme une bure de moine ; de l'autre, une basse aux rondeurs jazzy et une trompette d'un lyrisme cinématographique. Entre ces deux pôles, la voix de John McCrea, fait de passionnants aller-retour. Tout en harmonies créve-cœur, les refrains de *Frank Sinatra* ou *Daria* ont l'air d'être fredonnés par un cinquième Beatle. La rusticité de l'accompagnement donne alors plus de tranchant à ces émotions. Parfois - *Race Car Ya-Ya*, *Sticks and Safety Belts* -, on dirait un étudiant hésitant entre l'humour redneck (beaux américains) et le groove crâneur des musiques de rue. Mais un doigt de mélancolie finit toujours par l'attendrir. Entre leurs mains, un tube disco palpitait comme *I Will Survive* devient une déchirante ballade en jean rapiécé. Grand disque.

S. D.
* 1 CD Capricorn 314 532 867-2. Distribué par Mercury.

CHANSON

ANIELLE

Toute une vie

à une

Flamme vacillante, la voix tremble sur les mots. Réveuse, frémissante, un peu farouche, elle s'envole sur un piano, un violoncelle ou un banjo. Ancien mannequin, Anielle a toujours aimé chanter. Un jour, elle a décidé de se laisser définitivement happer par la chanson. Après un premier disque auto-produit, elle s'offre aujourd'hui en pleine lumière, dans un album d'une confondante maturité. Elle y interprète ses propres textes, ombres et confidences échappées de son labyrinthe intérieur. Des chansons qui révèlent une plume rayonnante, un ton d'une ardente sensibilité.

COMMUNE
Pour la première fois en France l'intégrale
en deux parties
angels in america
1. le millénaire
2. perestroïka
Tony Kushner
et James Lapine
Brigitte Jacques
13 nov au 22 déc
48 34 67 67 à Aubervilliers

Pour la mettre en musique et l'accompagner, elle a su trouver des compagnons réellement créatifs. Ainsi Mathieu Ballet, Jérôme Rousseaux, Jipé Nataf (des Innocents) ou le groupe l'Attirail. Au fil des pages de ce journal intime, séduisant carnet de rêves voyageurs, on a le sentiment de plus en plus pressant de découvrir la future grande dame de la chanson.

R. La.
* 1 CD RCA 74321414972. Distribué par BMG.

MARC LAVOINE

Lavoine matic

Depuis son premier succès en 1984, *Pour une bague avec toi*, depuis *Les Yeux revolvers*, *Bascule avec moi*, et jusqu'à son dernier album, *Faux réveur*, sorti en 1993, Marc Lavoine a constamment démontré un net penchant pour les chansons d'amour. Aujourd'hui, il revendique un autre rôle que celui d'enchantement de jeunes filles en fleur. Il se métamorphose en observateur du quotidien, pointe du doigt la prostitution (*Myriam*), les attentats (*100 % d'innocents*) ou les vicissitudes de la vie urbaine (*Les Embouteillages*), dresse le portrait-robot de la France (*C'est ça la France*).

Le timbre toujours charmeur, Marc Lavoine ironise sur la jalousie (*J'habite en jalousie*), et rêve d'un pays idéal (*La Main verte*). Auteurs de textes à la simplicité parfois trompeuse, Marc Lavoine glisse ses rimes sur des musiques que l'on pouvait espérer plus riches et contrastées, vu le nombre de compositeurs qui interviennent sur cet album : Alain Lantzy, Fabrice Aboulker, Jean-Claude Arnault et Michel Courcier.

R. La.
* 1 CD RCA 74321411052. Distribué par BMG.

MUSIQUE DU MONDE

ISMAËL LÔ

Jammu Africa

Très attendu, le nouvel enregistrement d'Ismaël Lô laisse, hélas, un sentiment mitigé. On espérait de nouvelles chansons. On espérait de nouvelles mélodies. Il faudra se contenter pour l'instant de quelques inédits seulement. Ainsi *Jammu Africa*, qui donne son titre à l'album, superbe ballade au lyrisme brûlant et envoûtant. De même *Without Blame*, une reprise de *La Femme sans haine*, écrit par Etienne Roda-Gil pour l'album précédent, *iso*, et chanté ici en anglais avec Marianne Faithfull, un moment de pure émotion. Sous-titré *Le Meilleur d'Ismaël Lô*, ce disque permet effectivement un vagabondage à travers la carrière florissante de l'un des plus enthousiasmants auteurs, compositeurs et interprètes de l'Afrique. Né de père sénégalais et de mère nigérienne, Ismaël Lô a su donner de nouvelles couleurs au *mbalax*, la musique phare du Sénégal, en y apportant une touche folk originale, grâce notamment à l'utilisation d'une guitare acoustique et d'un harmonica.

Des dizaines de chansons dorment dans les tiroirs d'Ismaël Lô, alors pourquoi donc ce disque aux allures de bilan ?

R. La.
* 1 CD Sankara 534233-2. Distribué par Polygram.

EXPERTISES DE BIJOUX

À PARIS

DU 28 ET 29 NOVEMBRE 1996

EN VUE DE NOS PROCHAINES
VENTES DE FÉVRIER À ST MORITZ

SOTHEBY'S

Pour prendre rendez-vous contacter:
Agnès Léger Sotheby's France
3, rue de Miromesnil 75008 Paris
Tél : (1) 53 05 53 05

SACD
Société des Auteurs
et Compositeurs Dramatiques

Le Président Marcel Bluwal rappelle aux membres de la Société des Auteurs & Compositeurs Dramatiques qu'une Assemblée Générale Extraordinaire destinée à modifier les statuts se tiendra le :

Mercredi 11 décembre 1996, à 14 heures,
dans l'amphithéâtre des Agriculteurs de France
8, rue d'Athènes, 75009 PARIS

Les textes faisant l'objet de la délibération sont à la disposition de chacun des membres au siège de la Société. Ils peuvent également être obtenus sur simple demande adressée à la SACD.

11 bis, rue Ballu, 75442 PARIS CEDEX 09.
Tél : 01-40-23-45-05

MCG
HUBERT
16 nov → 12 déc
TRAITÉ
DES PASSIONS 3
Traité des Couleurs
ou
Des asters pour Charlotte
avec
Evelyn DIDI
Roser MONTILLO
Hughes QUESIER
Pascal TERNISSEN
Tomeo VERGÈS
un spectacle de
Jean-François PEYRET
01 41 60 72 72

JERICHO LICO

La gratuité des chaînes publiques dans TPS n'est pas encore acquise

POUR XAVIER GOUYOU BEAUCHAMPS, président de France-Télévision, « France 2 et France 3 doivent être accessibles gratuitement » au sein de l'ensemble de programmes numériques Télévision par satellite (TPS). Cette demande, relayée par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture en charge de la communication, semblait avoir été entendue. Mais la direction de TPS souhaite inclure France 2 et France 3 dans l'option de chaînes thématiques vendue moins de 100 francs par mois. Les chaînes publiques resteraient donc officiellement gratuites, mais il sera nécessaire de s'abonner à TPS pour y avoir accès.

France-Télévision maintient le souhait exprimé par son PDG. De son côté, le ministère admet que la question de la gratuité des chaînes publiques provoque « un débat au sein de TPS », où « trois hypothèses s'affrontent » : la gratuité, le clair et l'accès par carte spéciale. Opposé au péage, le ministère prône l'adoption d'un système de carte, qui ouvrirait l'accès gratuit aux chaînes publiques et qui serait vendue environ 30 francs. Avant d'être commercialisée, le 16 décembre, TPS « devra être agréé par la Commission européenne ».

DÉPÊCHES
■ **ALLEMAGNE** : quatre mois après son lancement, 20 000 foyers allemands se sont abonnés à DFL, le bouquet numérique du groupe Kirch, a reconnu, jeudi 21 novembre, Gottfried Zmuck, gérant des programmes. Selon lui, ce résultat médiocre a pour origine le refus de Deutsche Telekom (DT) de reprendre DFL sur ses réseaux câblés. « Nous restons en contact avec DT, mais j'ai l'impression qu'on veut nous faire languir », a confié Gottfried Zmuck. Selon lui, DFL est un « succès, même s'il n'atteint pas les estimations faites » lors de son lancement.

■ **PRESSE** : Le Syndicat de la presse parisienne (SPP, qui regroupe les éditeurs des journaux nationaux) a annoncé, jeudi 21 novembre, une accélération des négociations sur l'évolution de la photocomposition et la modernisation du pré-presse dans les ateliers. Le SPP rappelle qu'il avait entamé avec la Chambre syndicale typographique parisienne (une des composantes du Livre CGT) « des discussions sur l'évolution des fonctions des photocompositeurs ». Selon le SPP, « les premières réunions ont mis en évidence le fait que l'évolution des techniques estompe la frontière entre les fonctions de conception et de réalisation dans la chaîne éditoriale, ce qui a pour conséquence une imbrication de différents savoir-faire professionnels ». « Cette discussion, qui suit un cours normal, va être élargie aux autres catégories techniques du pré-presse et étendue aux syndicats de journalistes ». Une centaine d'ouvriers typographes parisiens se sont réunis en assemblée au Monde, jeudi 21. Une délégation a été reçue par le directeur du Monde, Jean-Marie Colombani.

Hot Bird 2 favorise le numérique en Europe

Rival du luxembourgeois Astra, l'opérateur Eutelsat prévoit de diffuser 100 chaînes analogiques et 800 programmes numériques d'ici à 1998

AVEC le lancement de Hot Bird 2 (HB2), jeudi 21 novembre à Cap Canaveral, en Floride, après deux reports, Eutelsat, consortium européen de satellites, devrait s'imposer définitivement comme le grand rival de la Société européenne de satellites (SES), opérateur d'Astra.

A l'image de son concurrent luxembourgeois, Eutelsat a choisi lui aussi de reprendre la démarche inaugurée à la fin des années 80 par TDF 1 et TDF 2 et de colocaliser plusieurs satellites sur une même position orbitale. Après avoir pris place aux côtés d'Eutelsat, HB2 devrait être rejoint par les satellites HB 3 en avril 1997, HB 4 en septembre et HB 5 au printemps 1998. Comme les engins d'Astra, HB 2 et ses suivants sont des satellites de forte puissance destinés à permettre la réception directe de programmes de télévision grâce à des paraboles de 45 centimètres de diamètre.

« A fin 1997, cinq satellites seront regroupés sur la même position orbitale, à 13 degrés est, et offriront une capacité de 92 répéteurs » (réémetteurs), a précisé Giuliano Berretta, directeur commercial d'Eutelsat. Grâce au numérique, un répéteur peut diffuser simultanément huit chaînes de télévision. Pour lui, « Eutelsat deviendra le plus important opérateur de satellites en Europe avec une capacité de 100 chaînes analogiques ou 800 programmes numériques dès la fin de 1998 ».

Selon Giuliano Berretta, les 20 répéteurs de Hot Bird 2 sont de-

puis longtemps « entièrement loués ». La majorité des locataires a prévu de diffuser en numérique. Avec Telepiù, la RAI, la Fininvest (groupe de Silvio Berlusconi) et le câble-opérateur Stream, Hot Bird 2 aura une forte identité italienne.

LE COÛT DES DÉCODEURS

La Péninsule est « un marché très prometteur pour le numérique », selon M. Berretta. Comme en France, le câble et le satellite y sont encore faibles. Mais pour le directeur commercial d'Eutelsat, le succès de la télévision numérique en Europe dépendra beaucoup de la baisse des coûts des équipements (décodeurs, kit de réception). Selon lui, les boîtiers numériques restent trop coûteux. Pour favoriser l'implantation du numérique, il devra suivre l'exemple des États-Unis, où « le prix des décodeurs est passé, en dessous de 200 dollars (199 dollars pour les boîtiers numériques du bouquet EchoStar) ».

L'exploitation des satellites de télévision est une bonne affaire pour Eutelsat : en 1995, le consortium, qui regroupe quarante-cinq pays d'Europe, a réalisé un chiffre d'affaires de 276 millions d'euros (un euro vaut environ 7 francs). En 1995, Eutelsat a réalisé un bénéfice de 67 millions d'euros. En 1996, il prévoit d'atteindre un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros.

Outre la diffusion de programmes de télévision et de radio, Eutelsat « va fournir des services interactifs et permettra des accès à Internet ; vingt-cinq répéteurs devant

être, à terme, consacrés au multimédia », selon M. Berretta. Avec le copositionnement de plusieurs satellites sur une même position orbitale, le Skyplex (multiplexage en orbite) est la prochaine grande affaire d'Eutelsat. Ce Skyplex permettra « la mise en bouquet des chaînes de télévision à bord des satellites ». Aujourd'hui, les bouquets de chaînes sont composés depuis des régies au sol, puis transmis vers un satellite et enfin diffusés sur leur zone de réception. Grâce au Skyplex, les chaînes seront envoyées vers un satellite et assemblées en bouquets en orbite, avant d'être retransmises vers le sol. Avec cette technique, les chaînes diffusées dans plusieurs bouquets pourront réaliser d'importantes économies logistiques et financières. Le Skyplex devrait aussi donner plus d'autonomie aux programmes indépendants.

Aujourd'hui challenger d'Astra, Eutelsat pourrait demain devenir le premier opérateur européen de satellites. « En l'an 2000, Eutelsat exploitera huit positions orbitales », a annoncé M. Berretta. Après la série des Hot Bird, Eutelsat va créer une nouvelle famille de satellites, baptisée provisoirement W 24. D'une forte puissance, ces W 24 disposeront d'un faisceau orientable pour couvrir à volonté une région précise. Les premiers engins seront lancés fin 1997 et localisés à 10 degrés est, position orbitale de référence des chaînes turques et grecques.

Guy Duthell

Les emplois précaires contestés à « Ouest-France »

NANTES

de notre correspondant
Ouest-France a licencié un journaliste, Jacques Le Brigand, alors que le tribunal des prud'hommes de Nantes avait obligé le quotidien à l'embaucher en contrat à durée indéterminée, le 31 octobre. La direction a fait valoir qu'il n'avait pas de poste adapté à son profil et sa compétence, et s'est retranchée derrière la décision négative de sa commission de recrutement.

Jacques Le Brigand a été employé du 6 septembre 1994 au 22 septembre 1996 par vingt-cinq contrats à durée déterminée successifs, situation que vivent deux cents journalistes vacataires de Ouest-France (370 journalistes titulaires). Pour le tribunal, ce recours systématique aux contrats à durée déterminée « inscrit dans la fonctionnement habituel de l'entreprise, et n'est donc pas exceptionnel », comme le soutenait le quotidien pour justifier cette pratique.

Les syndicats CGT, CGC, CFDT et SNJ d'Ouest-France ont demandé, le 19 novembre, à la direction de respecter l'esprit et non seulement la lettre de la décision de justice, et ont déposé la « précaire » qui se verra à la rédaction. Dans le bilan social 1995 d'Ouest-France, les vacataires représentaient l'équivalent de 101 emplois à plein temps. Partie de Nantes, une pétition circule dans l'entreprise demandant l'annulation du licenciement. Jacques Le Brigand doit contester son licenciement devant les prud'hommes.

Adrien Favreau

VENDREDI 22 NOVEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Les archéologues.
13.30 Journal. Météo.
13.38 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton.
14.38 Les héritiers.
15.30 Hôtel. Série.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari. Série.
18.10 Le Rebelle. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

LA FUREUR
Diversément présenté par Arthur. Retransmis en simultané sur Europe 2. Invités : Michel Fugain, François Feldman, Jimmie Jamison, Khalid, Diane Tell, Les Rubettes, Veronique Loubry, Nathalie Simon. (125 min.) 41447832

22.55

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Les symptômes post-traumatiques. Les enfants obèses. Invité : Jacques Laffitte. (110 min.) 238087

0.45 Très chasseur. Documentaire de Claude Calixte. Les chiens d'arrêt et la chasse (80 min.) 3900656

2.05 et 2.50, 3.30, 4.30 TF 1 nuit. 2.30 et 4.00, 5.05 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 3.00 Histoire des inventions. Documentaire. (46) 4.40 Musique (25 min.)

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Les Grands Fleuves. (36) Le Nil.
21.00 Bon week-end. Invités : Gilbert Montagné, Marc Herman, Gustave Parking, Roland Magdane (RTBF du 31/09/96).
21.55 La Météo.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. Michel Fugain (France 2 du 17/11/96).
23.45 Ca cartonne. Invité : Jacques Hladin.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.05 Les Fils du vent.
20.35 Escalade : la peur de la chute.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.45 Point route.
13.50 Derrick. Série.
14.00 L'homme d'André.
14.55 Le Renard. Série.
16.00 et 5.10 La Chance aux chansons.
17.30 Hôtel. Série.
18.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
18.30 Sauvés par le gong. Série. Le millionnaire.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits. Chansons.
19.25 et 2.20 Studio Gabriel. Invité : Albert Dupontel.
20.00 Journal. A cheval, Météo, Point route.

20.55

R.G. OPÉRATION CYANURE
Série d'Alain-Michel Blanc (95 min.) 8008087
Goupil (Victor Lanoux) enquête dans le Midi en pleine « guerre des cliniques ».
22.30 Journal, Bourse, Météo.

22.50

BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot. Un soir à l'opéra. Invités : Hugues R. Call, Fanny Ardant et Roman Polanski, Gérard Philipe, James Caan, Laurent Naouri. (65 min.) 197994

23.55 Smoking. Film d'Alain Resnais, avec Sabine Azéma, Pierre Arditi. (1993, 145 min.) 6638174

2.50 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 4.50 Unité. Documentaire. Droit et réalité de l'école en Côte d'Ivoire (rediff., 30 min.)

France 3

12.10 Le 12/13 de l'information. 12.20 et 12.55, télévision régionale. 12.35 Journal.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Parole d'Expert I.
14.30 Profession procureur. Témoin de Paul Wendkos. (120 min.) 8160398
16.10 Secrets de famille. 16.40 Les Minikums. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Du côté de Zanzibar, de Robert de Couleuvre.
18.55 Le 19/20 de l'information.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Présenté par Georges Perraud. 100 000 châteaux sur la mer (40 min.) 7890445
Une nouvelle génération de navires sillonne les mers du globe : des monstres de technologie propulsés à près de 80 km/h par d'énormes réacteurs.

21.50

FAUT PAS RÉVER
Magazine. Invité : général Morillon. Indé les chiffonniers : France la belle endormie : Éthiopie : le saut du taureau (60 min.) 8733828
20.50 Journal, Météo.
23.15 Nimbus. La vicéologie. Invités : Gérard Lopez, Françoise Rudel, Frédéric Gruyer. (55 min.) 1565829

0.10 Cap'tain café. Enregistré à l'École de Rennes (50 min.) 8539894

1.00 Capitaine Paulin. Série. Bon appétit. 1.50 Musique griffini. Danse. La belle au bois dormant et Pas de deux de Tchikovsky. Tarentelle de Luis Gottschalk (20 min.)

France Supervision

20.30 Taratata. Hommage à Jacques Brel.
21.40 Festival : les Inrockuptibles.
22.30 Ecole royale d'art équestre de Jerez.
0.00 Bruxelles Requiem.
1.10 Cassiopea (55 min.)

Ciné Cinéfil

20.30 Tumultes. Film de Robert Siodmak. (1931, 90 min.) 8029280
22.00 La Porte du diable. Film d'Anthony Mann.

La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Détours de France. 12.55 Attention santé. 13.00 Un monde nouveau (rediff.). 13.30 Dossiers les médias. 14.00 La Nouvelle-Calédonie. 14.30 Le Sens de l'Histoire. Spécial Malraux. Invités : Jean Jacquot, Jacqueline Saudier, Olivier Debré, Robert Foulquier, Brigitte Fraiss. 17.00 Jeunesse. Célébré. 17.25 AF. 18.00 Les Grands Tournois de l'Histoire. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Koumen. Documentaire de Ludovic Segura (60 min.) 8358
L'Histoire des Peuls et leur mythologie.
19.55 Hermann Heinkel, ornithologue.
20.00 Reportage : Creuse la terre, creuse le temps. (30 min.) 7281
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

QUI A TUÉ REISSLER ?
Téfilm de Frank Gustin, avec Günther Maria Heimer, Andrea Aronow. (90 min.) 305377
Abel, l'avocat, enquête sur une affaire d'héritage qui tourne au meurtre. Une machination qui plonge dans un passé chargé d'ombres.

22.15

GRAND FORMAT : ANDRÉ MALRAUX OU LA "GRANDE VIE"
Documentaire d'Alain Ferrat (1995, 90 min.) 3069532
23.45 Profil : Horta. La maison du peuple, Volkshuis I. Documentaire d'André Darteville (1996, 80 min.) 8811025

1.05 Les Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Timor oriental, Iran. 1.15 Les Géants de la pub. Documentaire d'Hermann Voss. (1/3) Sans frontières (rediff., 55 min.) 8400120

2.10 Court-circuit. Opération matinale, court métrage d'Heinrich Hackmann (1994, v.o., 15 min.) Coma, court métrage de Jean-Pascal Hetta (1995, 15 min.) 1848656

Canal Jimmy

23.30 The Mighty Bannum. Film de Walter Lang (1934, v.o., 85 min.) 48983446
21.20 The New Statesman. Que le meilleur gagne.
21.45 On the Air.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream On. Cauchemar sur Boulevard.
22.50 Scinfeld.
23.15 Top Bab.
23.55 La Semaine sur Jimmy.

Série Club

20.45 Commando Garrison. La bombe.
21.40 et 0.40 Nick, chasseur de têtes.
22.30 Sherlock Holmes. Le sacrifice de Lady Berli.
23.00 Section contre enquête. Un pénal trop lourd.
23.50 Quincy.

M 6

12.25 Les Routes du paradis. Série. Coup de foudre et réajustement.
13.25 Hollywood détective. Témoin de William A. Graham, avec Ben Masters. (100 min.) 7118822
15.05 Drôles de dames. Série. (22) Problèmes de cœur. 16.40 Rock express. Magazine.
17.05 Hit machine. Magazine.
18.00 Les Anges du bonheur. Série.
Un ange à l'antenne.
19.00 Surfers détectives. Série. 19.55 50 minutes d'information.
20.00 Dis-moi tout. Magazine.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.50

MON MEILLEUR ENNEMI
Téfilm de Michael Tuchner, avec Christian Slater, Tammy Lauren. (95 min.) 166736
Deux étudiants, excellents amis, en viennent à se haïr parce qu'ils aiment la même jeune fille.

22.25

POLTERGEIST
Série. Avec Barbara Tyson. Un homme dans le brouillard (30 min.) 2396193
Un homme sujet à des hallucinations est hospitalisé.
23.15 Sale journée pour un fil. Témoin d'Alan Metzger, avec Tom Skerritt. (95 min.) 8720548
Un shérif enquête sur la disparition d'une femme en plein désert.
0.50 Best of groove. 1.50 Jazz 6. Magazine. 2.45 Préquenza. Magazine. Invité : Eddy Mitchell (rediff.). 3.20 8 = M 6. Magazine. 4.35 La Sage de la chanson française. Documentaire. Yves Montand (15 min.)

2.50 Orange mécanique. Film de Stanley Kubrick (1971, v.o., 130 min.) 74624439

5.05 Freddy sort de la nuit. Film de Wes Craven (1994, 110 min.) 7323255

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.15 Serial Mother. Film de John Waters (1993, 95 min.), avec Kathleen Turner. Comédie.

RTL 9

22.30 Volontés aux sports d'hiver. Film de Michel Leblanc (1981, 100 min.), avec Olinka. Érotique.
0.35 Rue de l'Asomade. Film de Jacques Becker (1952, 100 min.), avec Anne Vernon. Comédie.
2.35 Châteaux exotiques. Film de Frank Martin (1979, 75 min.), avec Frank Muller. Érotique.

Eurosport

19.30 Tennis. En direct. 4^e jour du tournoi en simple de Hanovre (Allemagne) (85 min.) 6168938
20.55 Ski alpin. En direct. Coupe du monde 1997 (35 min.) 8222048
21.30 Patinage artistique. En direct. Coupe des Nations à Gelnkirchen (Allemagne) (90 min.) 40822

Service L&C

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'immuable sentiment de Paris

Sur Arte, une soirée à tonalité nostalgique dédiée à la capitale. Patrimoine et mythologies, grandeur et misère. Balade inspirée dans un siècle parisien

MARCEL CARNÉ ouvre le bal de cette riche soirée, plus inclinée vers l'émouvant tourbillon du Paris d'hier que tournée vers les vitrines toutes d'artifices et de splendeurs de la capitale d'aujourd'hui. *Hôtel du Nord*, 1938, d'après le roman d'Eugène Ionesco, la gouaille d'Arletty, le bagou classique de Juvet, et les bords du canal Saint-Martin ont cristallisé dans ce film-culte la poésie populaire constitutive de Paris.

Cette essence parigote, cette idylle des modestes, Claude-Jean Philippe l'a saisie dans son hommage attendu à la cité aimée de Montaigne. *Jusqu'à ses vertes et ses taches*. Son documentaire intitulé *En parlant un peu de Paris* (22 h 15) dessine, en un tourbillon d'images d'archives, l'album parisien d'entre 14 et 68, refermé sur la petite acédie de la chanson de Dufron: « Les journaux sont imprimés, les ouvriers sont déprimés... Il est cinq heures, Paris s'éveille... » Tenace et impalpable, ce « sentiment » de Paris, « tellement nourri de nostalgies successives qu'il en devient immuable », commente Claude-Jean Philippe. C'est le Paris rêvé et entrepris par d'innombrables amateurs; marlous ou dandys, peintres ou chansonniers, poètes du verbe ou de l'image. L'histoire cahotante mise en couplets du vaillant petit peuple des faubourgs, chaloupée façon java-casquette, jazz en chemise ou twist-blouson noir.

Saisons récurrentes des amours et des révoltes, de la mistouffe et des bombances, déployées entre Seine et métropolitain, à l'abri des



rondeurs haussmanniennes ou sous la lèpre des taudis. Passages d'Aragon, *Paysan de Paris*, « fortifié » de Damia et d'Henri Calet, Méditerranée de Perec, Montparnasse des « revenants » et des artistes de l'entre-deux-guerres; bastions interlopes des années folles, bords de Seine du Front populaire. Paris « outragé, martyrisé, bafoué, mais Paris libéré », Champs-Élysées des stars du cinéma américain, Saint-Germain de la « désinvolture existentialiste », Huchette des beatniks... un kaléidoscope de solidarités – ce douloureux hiver 54 sauvé par la voix de l'abbé Pierre, quand certains dansaient tout de même

sur le lac gelé du bois de Boulogne – et de fèves immobilières ou financières – la Bourse en folie saisie par les caméras frénétiques de Marcel L'Herbier, un an avant la débâcle de 1929.

De sacrés détails. Saccage dans l'urgence de la population galopante au tournant des années 60 (cent dix grands ensembles de plus de mille logements construits entre 1954 et 1962), Paris a rimé avec verticalité pendant les trente glorieuses. De sacrés dégâts. Dans *Quel Paris pour demain* (23 h 10), Emmanuel de Roux et Michel Le Bayon ont mené enquête

auprès des plus grands architectes du moment. Quelques arcanes de l'entreprise actuelle de réparation: réhabilitation, transformation des bâtiments existants, valorisation des quartiers... toute une fine dentelle à tisser entre domaine intime et espace public. L'heure est au rattachement, et non plus aux nouveaux chantiers.

La soirée se clôt (0 h 15) sur dix-huit minutes de bonheur, avec le premier court-métrage de Maurice Pialat réalisé en 1960 et couronné l'année suivante par le prix Lumière et le Lion de Saint-Marc à Venise. Carte postale plus militante encore que nostalgique, après Paris tendance sépia, c'est la banlieue version grisaille qui est épinglée ici. Musique de Deseure, commentaire robotisé et saccadé, *L'amour existe* est une véhément dénonciation des méfaits du bon urbanisme enregistré à cette aube des années 60 et un vibrant plaidoyer pour le joli temps d'avant le béton.

Normalisation et consommation; barres, tours, cages à lapins édifiées à la va-vite, cadences métro-boulod-dodo... Pialat joue sa partition sur un tempo à la Prévert – « Gentils enfants d'Aubervilliers, gentils enfants de la misère... » – mâtée des Choses de Perec. Triste et beau; prémoniteur à sa manière des apocalypses banlieusardes qui couvent aujourd'hui.

Valérie Cadet

★ « Paris, mon amour », Arte, dimanche 24 novembre, de 20 h 45 à 0 h 40.

Paysage

par Agathe Logeart

CE SONT des nouvelles banales. De ces nouvelles sur le passage desquelles on ne se retourne plus. Le journal de France 3 Ile-de-France en regorge comme d'autant de trésors oubliés, négligés. Ses cousines, les autres éditions des journaux régionaux, ne doivent pas être en reste, distribuant sur tout le territoire ces informations « de proximité » qui n'auraient besoin que d'un petit coup de pouce pour se hisser jusqu'à la consécration de l'édition nationale. Ces nouvelles-là disent la vie de tous les jours, tricotent un paysage, éclairent le temps qui passe. Elles parlent du quartier, de la mairie, de la route défoncée, de l'exposition à la salle polyvalente, des faits divers du coin de la rue.

Nasma bavardait avec des copains dans le hall de l'immeuble qu'elle habite à Bobigny, dans la cité Hector-Berlioz. C'était un mercredi gris, devenu un mercredi de sang. Bât-ce un inconnu, comme le diront d'abord les amis de l'adolescente qui ont assisté à l'agression, ou bien un copain dont ils choisissent d'abord de taire le nom par peur ou solidarité? Tiré à bout touchant, laissant des traces de brûlures sur le visage de cette toute jeune fille de quatorze ans, élève de cinquième, le coup de pistolet à grenaille l'a grièvement blessée. Sa mère réplique qu'elle « ne [comprend] rien ». Son père ne veut pas croire que les amis de sa fille, dans ce hall éclairé, n'aient vu « qu'une ombre ». Des jeunes ont été placés en garde à vue. Nasma devrait s'en sortir. On retrouvera peut-être le tireur.

Il fait très froid au lycée Gallié de Gennevilliers. Dix degrés, lundi matin, dans les salles de cours. Ce n'est pas beaucoup. Pas assez pour étudier sans porter de moufles. Alors, dégoûtés, les élèves défilent en compagnie de leurs professeurs. Les tables des ateliers sont, nous dit l'un d'entre eux, couvertes d'amiante. Le gaz a été coupé. Les canalisations sont en panne. L'électricité rafistolée à la va-comme-jte-pousse, depuis des années, saute régulièrement. Les carreaux sont cassés. Tout cela n'est pas bien commode pour préparer les élèves à leur BTS de chimie. Sur une pancarte, un élève a écrit en grosses lettres enfantines: « Fait froid ». Il paraît que le conseil régional envisage de débloquer des fonds.

Vingt bébés sont accueillis chaque jour dans cette pouponnière Amyot de Montrouge. Ils sont polyhandicapés, moteurs ou mentaux. Certains ne pourront jamais marcher, jamais parler. Pour les parents, les savoir dans cette structure taillée à la mesure de leur différence, c'est plus qu'un soulagement, une pause dans leur douleur immense. Ils ont pris l'habitude d'y déposer leurs enfants en confiance, les sachant protégés, soignés du mieux possible. Mais, début septembre, ils ont appris que la pouponnière, gérée par une association, allait fermer pour d'obscures raisons de restructuration. Le secteur n'est pas « rentable », paraît-il.

Par petites touches modestes et sans prétention, se peint ainsi, chaque jour, le visage éclaté d'un pays qui ne va pas très bien.

SAMEDI 23 NOVEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal.
13.20 Reportages.
Documentaire.
Les enfants du Caire.
13.50 L'Homme qui tombe à pic. Série.
14.45 Max Cyber. Série.
15.45 Mérose Place. Série.
16.35 Mérose Place. Série.
17.30 30 millions d'amis.
18.00 Comme une intuition.
18.10 Vidéo gag.
18.45 Journal.
19.00 Malraux au Panthéon.
20.35 Les Tiers du Journal.
Télé. Point course du Vendée Globe.

20.45
UNE FEMME CONTRE L'ORDRE
Téléfilm de Didier Albert.
100 min.
Une femme craint que son mari soit la victime d'une explosion... Une fiction inspirée de l'affaire de l'Ordre du Temple solitaire.
© S.M. daté vendredi 22.

22.35
HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm de Rick Rosenthal, avec Bryan Brown, Roma Downey. Un film entre deux feux (120 min).
Un inspecteur de police est averti par un appel téléphonique qu'un politicien et sa maîtresse ont été assassinés dans une chambre d'hôtel. Arrivé sur les lieux, il est arrêté et accusé de meurtre.
0.35 Formule foot.
1.10 et 1.45, 2.50, 3.45, 4.15 TF 1 nuit.

1.25 Les Rues de Paris. Magazine. Invité: Pierre Bachevalier, PDG de Moulinex (rediff.). 1.55 et 3.35, 4.35, 5.05, 5.35, 6.05, 6.35, 7.05, 7.35, 8.05, 8.35, 9.05, 9.35, 10.05, 10.35, 11.05, 11.35, 12.05, 12.35, 13.05, 13.35, 14.05, 14.35, 15.05, 15.35, 16.05, 16.35, 17.05, 17.35, 18.05, 18.35, 19.05, 19.35, 20.05, 20.35, 21.05, 21.35, 22.05, 22.35, 23.05, 23.35, 24.05, 24.35, 25.05, 25.35, 26.05, 26.35, 27.05, 27.35, 28.05, 28.35, 29.05, 29.35, 30.05, 30.35, 31.05, 31.35, 32.05, 32.35, 33.05, 33.35, 34.05, 34.35, 35.05, 35.35, 36.05, 36.35, 37.05, 37.35, 38.05, 38.35, 39.05, 39.35, 40.05, 40.35, 41.05, 41.35, 42.05, 42.35, 43.05, 43.35, 44.05, 44.35, 45.05, 45.35, 46.05, 46.35, 47.05, 47.35, 48.05, 48.35, 49.05, 49.35, 50.05, 50.35, 51.05, 51.35, 52.05, 52.35, 53.05, 53.35, 54.05, 54.35, 55.05, 55.35, 56.05, 56.35, 57.05, 57.35, 58.05, 58.35, 59.05, 59.35, 60.05, 60.35, 61.05, 61.35, 62.05, 62.35, 63.05, 63.35, 64.05, 64.35, 65.05, 65.35, 66.05, 66.35, 67.05, 67.35, 68.05, 68.35, 69.05, 69.35, 70.05, 70.35, 71.05, 71.35, 72.05, 72.35, 73.05, 73.35, 74.05, 74.35, 75.05, 75.35, 76.05, 76.35, 77.05, 77.35, 78.05, 78.35, 79.05, 79.35, 80.05, 80.35, 81.05, 81.35, 82.05, 82.35, 83.05, 83.35, 84.05, 84.35, 85.05, 85.35, 86.05, 86.35, 87.05, 87.35, 88.05, 88.35, 89.05, 89.35, 90.05, 90.35, 91.05, 91.35, 92.05, 92.35, 93.05, 93.35, 94.05, 94.35, 95.05, 95.35, 96.05, 96.35, 97.05, 97.35, 98.05, 98.35, 99.05, 99.35, 100.05, 100.35, 101.05, 101.35, 102.05, 102.35, 103.05, 103.35, 104.05, 104.35, 105.05, 105.35, 106.05, 106.35, 107.05, 107.35, 108.05, 108.35, 109.05, 109.35, 110.05, 110.35, 111.05, 111.35, 112.05, 112.35, 113.05, 113.35, 114.05, 114.35, 115.05, 115.35, 116.05, 116.35, 117.05, 117.35, 118.05, 118.35, 119.05, 119.35, 120.05, 120.35, 121.05, 121.35, 122.05, 122.35, 123.05, 123.35, 124.05, 124.35, 125.05, 125.35, 126.05, 126.35, 127.05, 127.35, 128.05, 128.35, 129.05, 129.35, 130.05, 130.35, 131.05, 131.35, 132.05, 132.35, 133.05, 133.35, 134.05, 134.35, 135.05, 135.35, 136.05, 136.35, 137.05, 137.35, 138.05, 138.35, 139.05, 139.35, 140.05, 140.35, 141.05, 141.35, 142.05, 142.35, 143.05, 143.35, 144.05, 144.35, 145.05, 145.35, 146.05, 146.35, 147.05, 147.35, 148.05, 148.35, 149.05, 149.35, 150.05, 150.35, 151.05, 151.35, 152.05, 152.35, 153.05, 153.35, 154.05, 154.35, 155.05, 155.35, 156.05, 156.35, 157.05, 157.35, 158.05, 158.35, 159.05, 159.35, 160.05, 160.35, 161.05, 161.35, 162.05, 162.35, 163.05, 163.35, 164.05, 164.35, 165.05, 165.35, 166.05, 166.35, 167.05, 167.35, 168.05, 168.35, 169.05, 169.35, 170.05, 170.35, 171.05, 171.35, 172.05, 172.35, 173.05, 173.35, 174.05, 174.35, 175.05, 175.35, 176.05, 176.35, 177.05, 177.35, 178.05, 178.35, 179.05, 179.35, 180.05, 180.35, 181.05, 181.35, 182.05, 182.35, 183.05, 183.35, 184.05, 184.35, 185.05, 185.35, 186.05, 186.35, 187.05, 187.35, 188.05, 188.35, 189.05, 189.35, 190.05, 190.35, 191.05, 191.35, 192.05, 192.35, 193.05, 193.35, 194.05, 194.35, 195.05, 195.35, 196.05, 196.35, 197.05, 197.35, 198.05, 198.35, 199.05, 199.35, 200.05, 200.35, 201.05, 201.35, 202.05, 202.35, 203.05, 203.35, 204.05, 204.35, 205.05, 205.35, 206.05, 206.35, 207.05, 207.35, 208.05, 208.35, 209.05, 209.35, 210.05, 210.35, 211.05, 211.35, 212.05, 212.35, 213.05, 213.35, 214.05, 214.35, 215.05, 215.35, 216.05, 216.35, 217.05, 217.35, 218.05, 218.35, 219.05, 219.35, 220.05, 220.35, 221.05, 221.35, 222.05, 222.35, 223.05, 223.35, 224.05, 224.35, 225.05, 225.35, 226.05, 226.35, 227.05, 227.35, 228.05, 228.35, 229.05, 229.35, 230.05, 230.35, 231.05, 231.35, 232.05, 232.35, 233.05, 233.35, 234.05, 234.35, 235.05, 235.35, 236.05, 236.35, 237.05, 237.35, 238.05, 238.35, 239.05, 239.35, 240.05, 240.35, 241.05, 241.35, 242.05, 242.35, 243.05, 243.35, 244.05, 244.35, 245.05, 245.35, 246.05, 246.35, 247.05, 247.35, 248.05, 248.35, 249.05, 249.35, 250.05, 250.35, 251.05, 251.35, 252.05, 252.35, 253.05, 253.35, 254.05, 254.35, 255.05, 255.35, 256.05, 256.35, 257.05, 257.35, 258.05, 258.35, 259.05, 259.35, 260.05, 260.35, 261.05, 261.35, 262.05, 262.35, 263.05, 263.35, 264.05, 264.35, 265.05, 265.35, 266.05, 266.35, 267.05, 267.35, 268.05, 268.35, 269.05, 269.35, 270.05, 270.35, 271.05, 271.35, 272.05, 272.35, 273.05, 273.35, 274.05, 274.35, 275.05, 275.35, 276.05, 276.35, 277.05, 277.35, 278.05, 278.35, 279.05, 279.35, 280.05, 280.35, 281.05, 281.35, 282.05, 282.35, 283.05, 283.35, 284.05, 284.35, 285.05, 285.35, 286.05, 286.35, 287.05, 287.35, 288.05, 288.35, 289.05, 289.35, 290.05, 290.35, 291.05, 291.35, 292.05, 292.35, 293.05, 293.35, 294.05, 294.35, 295.05, 295.35, 296.05, 296.35, 297.05, 297.35, 298.05, 298.35, 299.05, 299.35, 300.05, 300.35, 301.05, 301.35, 302.05, 302.35, 303.05, 303.35, 304.05, 304.35, 305.05, 305.35, 306.05, 306.35, 307.05, 307.35, 308.05, 308.35, 309.05, 309.35, 310.05, 310.35, 311.05, 311.35, 312.05, 312.35, 313.05, 313.35, 314.05, 314.35, 315.05, 315.35, 316.05, 316.35, 317.05, 317.35, 318.05, 318.35, 319.05, 319.35, 320.05, 320.35, 321.05, 321.35, 322.05, 322.35, 323.05, 323.35, 324.05, 324.35, 325.05, 325.35, 326.05, 326.35, 327.05, 327.35, 328.05, 328.35, 329.05, 329.35, 330.05, 330.35, 331.05, 331.35, 332.05, 332.35, 333.05, 333.35, 334.05, 334.35, 335.05, 335.35, 336.05, 336.35, 337.05, 337.35, 338.05, 338.35, 339.05, 339.35, 340.05, 340.35, 341.05, 341.35, 342.05, 342.35, 343.05, 343.35, 344.05, 344.35, 345.05, 345.35, 346.05, 346.35, 347.05, 347.35, 348.05, 348.35, 349.05, 349.35, 350.05, 350.35, 351.05, 351.35, 352.05, 352.35, 353.05, 353.35, 354.05, 354.35, 355.05, 355.35, 356.05, 356.35, 357.05, 357.35, 358.05, 358.35, 359.05, 359.35, 360.05, 360.35, 361.05, 361.35, 362.05, 362.35, 363.05, 363.35, 364.05, 364.35, 365.05, 365.35, 366.05, 366.35, 367.05, 367.35, 368.05, 368.35, 369.05, 369.35, 370.05, 370.35, 371.05, 371.35, 372.05, 372.35, 373.05, 373.35, 374.05, 374.35, 375.05, 375.35, 376.05, 376.35, 377.05, 377.35, 378.05, 378.35, 379.05, 379.35, 380.05, 380.35, 381.05, 381.35, 382.05, 382.35, 383.05, 383.35, 384.05, 384.35, 385.05, 385.35, 386.05, 386.35, 387.05, 387.35, 388.05, 388.35, 389.05, 389.35, 390.05, 390.35, 391.05, 391.35, 392.05, 392.35, 393.05, 393.35, 394.05, 394.35, 395.05, 395.35, 396.05, 396.35, 397.05, 397.35, 398.05, 398.35, 399.05, 399.35, 400.05, 400.35, 401.05, 401.35, 402.05, 402.35, 403.05, 403.35, 404.05, 404.35, 405.05, 405.35, 406.05, 406.35, 407.05, 407.35, 408.05, 408.35, 409.05, 409.35, 410.05, 410.35, 411.05, 411.35, 412.05, 412.35, 413.05, 413.35, 414.05, 414.35, 415.05, 415.35, 416.05, 416.35, 417.05, 417.35, 418.05, 418.35, 419.05, 419.35, 420.05, 420.35, 421.05, 421.35, 422.05, 422.35, 423.05, 423.35, 424.05, 424.35, 425.05, 425.35, 426.05, 426.35, 427.05, 427.35, 428.05, 428.35, 429.05, 429.35, 430.05, 430.35, 431.05, 431.35, 432.05, 432.35, 433.05, 433.35, 434.05, 434.35, 435.05, 435.35, 436.05, 436.35, 437.05, 437.35, 438.05, 438.35, 439.05, 439.35, 440.05, 440.35, 441.05, 441.35, 442.05, 442.35, 443.05, 443.35, 444.05, 444.35, 445.05, 445.35, 446.05, 446.35, 447.05, 447.35, 448.05, 448.35, 449.05, 449.35, 450.05, 450.35, 451.05, 451.35, 452.05, 452.35, 453.05, 453.35, 454.05, 454.35, 455.05, 455.35, 456.05, 456.35, 457.05, 457.35, 458.05, 458.35, 459.05, 459.35, 460.05, 460.35, 461.05, 461.35, 462.05, 462.35, 463.05, 463.35, 464.05, 464.35, 465.05, 465.35, 466.05, 466.35, 467.05, 467.35, 468.05, 468.35, 469.05, 469.35, 470.05, 470.35, 471.05, 471.35, 472.05, 472.35, 473.05, 473.35, 474.05, 474.35, 475.05, 475.35, 476.05, 476.35, 477.05, 477.35, 478.05, 478.35, 479.05, 479.35, 480.05, 480.35, 481.05, 481.35, 482.05, 482.35, 483.05, 483.35, 484.05, 484.35, 485.05, 485.35, 486.05, 486.35, 487.05, 487.35, 488.05, 488.35, 489.05, 489.35, 490.05, 490.35, 491.05, 491.35, 492.05, 492.35, 493.05, 493.35, 494.05, 494.35, 495.05, 495.35, 496.05, 496.35, 497.05, 497.35, 498.05, 498.35, 499.05, 499.35, 500.05, 500.35, 501.05, 501.35, 502.05, 502.35, 503.05, 503.35, 504.05, 504.35, 505.05, 505.35, 506.05, 506.35, 507.05, 507.35, 508.05, 508.35, 509.05, 509.35, 510.05, 510.35, 511.05, 511.35, 512.05, 512.35, 513.05, 513.35, 514.05, 514.35, 515.05, 515.35, 516.05, 516.35, 517.05, 517.35, 518.05, 518.35, 519.05, 519.35, 520.05, 520.35, 521.05, 521.35, 522.05, 522.35, 523.05, 523.35, 524.05, 524.35, 525.05, 525.35, 526.05, 526.35, 527.05, 527.35, 528.05, 528.35, 529.05, 529.35, 530.05, 530.35, 531.05, 531.35, 532.05, 532.35, 533.05, 533.35, 534.05, 534.35, 535.05, 535.35, 536.05, 536.35, 537.05, 537.35, 538.05, 538.35, 539.05, 539.35, 540.05, 540.35, 541.05, 541.35, 542.05, 542.35, 543.05, 543.35, 544.05, 544.35, 545.05, 545.35, 546.05, 546.35, 547.05, 547.35, 548.05, 548.35, 549.05, 549.35, 550.05, 550.35, 551.05, 551.35, 552.05, 552.35, 553.05, 553.35, 554.05, 554.35, 555.05, 555.35, 556.05, 556.35, 557.05, 557.35, 558.05, 558.35, 559.05, 559.35, 560.05, 560.35, 561.05, 561.35, 562.05, 562.35, 563.05, 563.35, 564.05, 564.35, 565.05, 565.35, 566.05, 566.35, 567.05, 567.35, 568.05, 568.35, 569.05, 569.35, 570.05, 570.35, 571.05,

Les gardiens de la souche

par Pierre Georges

IL SE RÉFÈRE à la parole de l'écriture: « Des yeux pour voir, des oreilles pour entendre. » Bruno Gollnisch, secrétaire général du Front national, a exposé, jeudi à Dreux, lors d'une conférence de presse, sa méthode ou plutôt ses méthodes pour distinguer les authentiques Français, les « Français de souche », des autres.

Première méthode, « empirique », pas « infallible », convient-il, les noms de famille. Le nom, en effet, dit l'origine. Ou devrait la dire, n'étaient ces changements de patronyme qui peuvent brouiller les pistes et égarer les douteux limiers de la vraie, de la pure francité de souche.

Donc, puisque le nom n'y suffit pas toujours, il faut, seconde méthode, se référer à ses sens, la vue et l'ouïe notamment: « Avec mes yeux et mes oreilles, je vois que des populations se substituent à d'autres. » Ainsi voit et entend Bruno Gollnisch. Ainsi « font les Français de souche, ils se reconnaissent d'eux-mêmes. »

Reste la troisième méthode, jugée « scientifique et infallible », celle-là, par l'orateur, pour faire le tri ou le « partage ». « Et ceux qui ne les aiment pas, les Français de souche, qui leur crachent à la figure, qui les agressent, qui violent leurs femmes se reconnaissent aussi d'eux-mêmes. Le partage se fera très bien tout seul. »

Ainsi parla Bruno Gollnisch, professeur d'université et Français de souche. Ainsi s'exprime aussi ce texte anonyme publié récemment dans le journal scolaire du Collège privé Saint-François-de-Sales de Dijon. Sous le titre « Trop, c'est trop », l'auteur y dénonce notamment « les hordes

musulmanes inassimilables ayant débarqué en France », après la guerre d'Algérie pour « investir les plus reculés de nos cantons ».

L'évêque de Dijon, Mgr Michel Coloni, a condamné ce texte « injustifiable et violemment polémique qui s'oppose à l'enseignement de l'Eglise ». Le recteur de l'Académie, Josiane Attuel, « scandalisée » par cette publication, a indiqué que ses services « examinaient les suites à donner à cette affaire ». De nombreux syndicats - CFTD, CGT, FEN, FSU -, la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme et la Ligue des droits de l'homme ont écrit au recteur pour dénoncer des propos « constituant la négation de tous les principes sur lesquels se fonde un enseignement républicain ». Le conseil de tutelle du collège devait se réunir, jeudi soir. L'affaire suit son cours, comme l'on dit.

Mots dits par l'homme public, mots écrits par l'anonyme, lèpre des mots rongant le pays. On devrait s'y habituer. On ne s'y habitue pas, tout simplement pas. Sinon pour en être, chaque jour, un peu plus effrayé et un peu plus écorché. Le mal gagne, le mal dissémine sans qu'aucun remède, même judiciaire, ne puisse être opposé valablement.

La souche, pour en revenir à ce terme sélectif, la souche est malade des gardiens de la souche, de leurs discours d'exclusion, de leurs méthodes de classification au nom, aux origines, au faciès, au langage, à l'allure, aux préjugés. La souche dit sa détermination et sa peur des greffes. La souche s'invente des critères de pureté et de préservation de la souche. La souche, en un mot, n'est plus très loin de pourrir par la souche. Comme ailleurs, hier.

A Dreux, la droite joue la prudence avant le second tour de la municipale

CANDIDAT à sa propre succession dans l'élection municipale partielle de Dreux, Gérard Hamel (RPR) joue la prudence et dit à qui veut l'entendre que « rien n'est joué d'avance ». Arrivé en seconde position au premier tour, avec 161 voix de moins que la candidate du Front national, Marie-France Stirbois, M. Hamel, qui bénéficie du retrait de la liste de Maurice Ravanne (PS), ne devrait cependant pas trop se faire de soucis pour sa victoire, dimanche 24 novembre.

Si l'on se fie aux résultats du second tour de l'élection municipale de 1995, M^{me} Stirbois bénéficie encore d'un potentiel de 579 voix. Si, cette année, la liste de gauche a refusé de donner une consigne de vote en faveur de Gérard Hamel, la plupart de ses composantes, PS, PC, Mouvement des citoyens, Verts, appellent à faire barrage au FN. M. Hamel invite les Drouais à venir « dire nombreux qu'ils ne veulent pas du Front national ». Il promet également la création d'une structure extramunicipale d'information et de consultation, ouverte aux partis de gauche « et aux associations ».

La montée de la tension et la multiplication d'incidents entre beurs ou supporters de la liste Ravanne et militants lepénistes préoccupent particulièrement M. Hamel, qui « demande à tous les Drouais de rester lucide face à la provocation que représente M^{me} Stirbois ». Conscient qu'elle joue son va-tout, la tête de la liste « Dreux ville française » tente,

elle, de dresser les communautés les unes contre les autres et prédit un départ de la ville « des Français de souche », si les Drouais « laissent Hamel gouverner la ville avec les Chamards », un quartier à forte population d'origine étrangère.

Venu, jeudi, soutenir son ancienne camarade de faculté, le secrétaire général du FN, Bruno Gollnisch, a forcé la note dans le registre du racisme, en parlant de « système de colonisation ». Il s'est étendu sur la façon dont il distingue les « Français de souche » des autres: « Je suis linguiste, il suffit d'examiner les noms », ajoutant que ceux « qui viennent agresser les réunions au seul motif que nous demandons que les Français soient prioritaires dans leur propre pays (...) se désignent pour le premier bateau venu ».

Rendus inquiets « par ce déferlement de haine », mais aussi par le discours de M^{me} Stirbois en direction des « ouvriers, dont elle prétend être le défenseur », les différentes composantes de la liste Ravanne, ainsi que la LCR, Ras l'Front et le MRAP, devaient organiser un rassemblement anti-FN, vendredi, dans le centre-ville.

Christiane Chombeau

■ TOULON: deux librairies de Toulon, Charlemagne et Majuscule-Bonnaud, ont finalement accepté de participer à la fête de la liberté du livre organisée par la municipalité Front national.

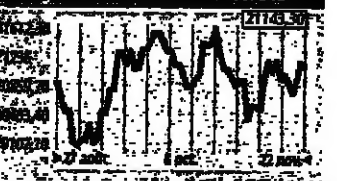
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 22 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 21143,30 -0,22 +6,76
Hong Kong Index 13099,60 -0,51 +31,01

Tokyo Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 20/11	Var. en %	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2293,57	+0,01	+19,32
Londres FT 100	---	---	+5,91
Zürich	1829,67	-0,37	+19,60
Milan MIB 30	1112	+1	+19,44
Francfort Dax 30	2770,64	-0,14	+22,92
Braodex	---	---	+12,42
Suïssa S&S	1537,05	-0,27	+5,45
Madrid Ibex 35	391,35	+0,14	+22,27
Amsterdam CBS	412,60	-0,41	+28,33

Tirage du Monde daté vendredi 22 novembre 1996: 631 487 exemplaires

Le maire de Cannes, Michel Mouillot, est mis en cause dans une nouvelle affaire de corruption

Un directeur de casino est soupçonné de lui avoir versé 1,5 million de francs

UNE DEUXIÈME AFFAIRE de corruption vient d'éclater dans le milieu des casinos cannois. Quatre mois après l'incarcération du maire (UDF-PR) de Cannes, Michel Mouillot, qui s'appropriait à encaisser un pot-de-vin versé par les dirigeants du Carlton Casino Club, le directeur d'un autre établissement de la Croisette, le Cannes Riviera, a été placé en garde à vue, mercredi 20 novembre, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs.

Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction au tribunal de Grasse (Alpes-Maritimes), le soupçonne d'avoir remis près d'un million et demi de francs en espèces à M. Mouillot, contre l'accord de la municipalité pour l'augmentation de son parc de machines à sous. Le directeur du Riviera, Martin Conway, citoyen britannique, devait être mis en examen, vendredi matin 22 novembre, pour « abus de biens sociaux et corruption active », a indiqué au Monde une source proche de l'enquête.

Installé dans les sous-sols du luxueux hôtel Noga Hilton, le cas-

ino Riviera avait obtenu l'autorisation d'exploiter des machines à sous au mois de mars, et disposait d'une centaine d'appareils. L'extension de cette autorisation à 200 machines a été votée par le conseil municipal de Cannes le 28 juin - le même jour que l'avis favorable accordé au Carlton Club. Avant et après cette date, l'enquête du juge Murciano établit qu'à plusieurs reprises, le directeur du Riviera a distrait de la comptabilité de son établissement d'importantes sommes d'argent, la veille ou le jour même de rendez-vous programmés avec M. Mouillot.

FONDS ESCAMOTÉS

Des témoignages de convoyeurs de fonds de la Bnps, ainsi que des documents remis aux enquêteurs par cette société, il ressort qu'à trois reprises au moins, seule la moitié des fonds commandés à l'agence nicoise de la Banque de France a été inscrite dans les comptes. Une première fois, au mois d'avril, 550 000 francs en billets furent ainsi détournés, alors que s'engageaient

les tractations entre M. Conway et Michel Mouillot. Le 27 juin, veille de la séance décisive du conseil municipal, 500 000 francs étaient escamotés selon la même méthode, puis 400 000 francs le 12 juillet, soit deux semaines après le vote favorable. Les enquêteurs ont établi qu'à chaque fois, cette manipulation précédait de quelques heures une visite du maire de Cannes au Riviera. La visite du 12 juillet, attestée par l'agenda de M. Conway, n'aurait consisté, selon le directeur, qu'en un dîner au restaurant du Noga Hilton. Or, deux caissiers du casino ont affirmé aux policiers qu'au terme de ce dîner, les deux hommes s'étaient enfermés dans une demi-heure dans le bureau du directeur.

Que sont devenues les sommes manquantes? Le directeur du casino a affirmé, au cours de sa garde à vue, avoir reçu de la direction de son groupe - le groupe Gacon -, à Genève, l'ordre de constituer une réserve au cas où « des huissiers se présenteraient » dans son établissement. Les liasses de billets, a-t-il assuré, étaient entreposées dans « un

placard de [sa] chambre ». A l'appui de cette thèse inattendue, M. Conway a produit deux lettres, signées par l'un des dirigeants du groupe Gacon, Joël Herzog, mais il n'explique pas ce qui pouvait rendre crédible la menace d'une saisie d'huissiers sur son établissement. Par ailleurs, son épouse a indiqué aux policiers qu'elle n'avait « jamais remarqué » la présence d'argent dans le placard.

Les registres du Riviera montrent enfin que le 29 juillet, soit dix jours après l'interpellation de M. Mouillot, le casino fut crédité de 1,2 million de francs, sans que l'origine de ces fonds soit mentionnée. M. Conway a expliqué aux enquêteurs qu'à cette date, il avait décidé - toujours sur ordre du groupe - de rapporter dans les coffres du Riviera l'argent entreposé chez lui, et a refusé d'en dire davantage. Surgissant dans l'établissement mercredi, les policiers ont découvert sur son bureau un fascicule intitulé: « Comment résister en garde à vue ».

Hervé Gattegno

L'avenir est au numérique. Il est donc indispensable pour vous de savoir que Nortel a une des gammes les plus étendues de produits et de systèmes pour réseaux numériques. Des réseaux très large bande aux réseaux sans fil, de la commutation publique aux réseaux d'entreprise, nous élaborons la solution numérique adaptée à vos besoins. Parce qu'avoir le bon équipement est la clé du succès.

Réseaux d'entreprise • Réseaux sans fil • Réseaux très large bande • Réseaux publics

NORTEL
NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux



Avec le bon équipement, la vie devient moins pénible.

Pour tout renseignement, contactez Nortel Europe au: 01 46 96 15 15, fax: 01 46 96 16 06, Internet: <http://www.nortel.com>

David Leco